

CLAUDE SARRAUT

Retourner sa vareuse

Il n'est pas tout drôle, l'homme de l'Est. Ben, quand on le voit, on se dit : « C'est un bon gars, ça va aller. » Mais quand on le connaît, on se dit : « C'est un bon gars, ça va aller. » Mais quand on le connaît, on se dit : « C'est un bon gars, ça va aller. »

Après le remaniement ministériel

Generation ecologie : le PS est un « courant de la majorité présidentielle parmi d'autres ».

Deux nouveaux députés

Autocritique sandiniste

ÉTONNANTE confession. Le commandant Tomas Borge, ancien ministre de l'intérieur du gouvernement sandiniste, et l'un des durs du régime, reconnaît aujourd'hui les péchés de la révolution. Nous avons fait preuve d'arrogance, dit-il, et notre armée a commis des crimes dans la guerre livrée à la Contra. Triomphalisme, bureaucratisme, manque de démocratie interne, répression, expliquent, à ses yeux, le triomphe de M^{re} Violeta Chamorro et de la coalition antisandiniste aux élections du 25 février, dans lequel il voit une « leçon ».

Venant de l'ancien maître de la police et de la censure, de celui qui inspirait depuis Managua le lobby pro-sandiniste à l'étranger (sous forme de multiples associations d'entraide) et de « solidarité », cet aveu - publié par le quotidien britannique « The Independent » du 3 octobre - est de taille. Il dévoile douze ans d'erreurs et de écarts.

L'ERREUR principale, dit Tomas Borge, a été d'entourer la jeunesse par la force dans la guerre contre les ennemis de la révolution. Des excès ont été également commis dans l'établissement de l'économie. Les paysans ont été attachés à leurs terres. D'où des « résultats catastrophiques », se traduisant par des « pénuries » et par le « rationnement ».

Faut-il rappeler que ces arguments étaient précisément ceux de l'opposition, et qu'à les formuler elle était traitée de supput des Etats-Unis, et des « morocaines » auxquels étaient assimilés alors les combattants de la Contra ? Les amis étrangers du Front sandiniste étaient encore plus acharnés dans la dénonciation des « impérialistes » et de leurs alliés nicaraguayens. Que ce soit contre l'archevêque de Managua, Mgr Obando, ou contre le quotidien « La Prensa », rejetés dans le camp « anti-populaire », un même concert d'impératives réunissait communistes et théologiens de la libération, organisations religieuses et groupuscules gauchistes, les uns parce qu'ils donnaient du sandinisme une interprétation messianique, les autres parce qu'ils le plaçaient dans le droit fil d'une Histoire qui n'avait pas encore vu s'effondrer la mythologie marxiste.

TOMAS BERGE prend ses disciples de court, et fait les aveux nécessaires. Il va plus loin en admettant que les sandinistes ne peuvent pas pratiquer la politique du pire et provoquer par leur opposition acharnée un « vide du pouvoir ». Forts de l'appareil construit au temps où ils régnaient sans partage (dans l'armée, les syndicats, les entreprises publiques), ils avaient donné le sentiment, ces dernières semaines, que leur pouvoir était invulnérable, et en boycottant la concertation proposée par le président, M^{re} Chamorro, de vouloir déstabiliser son gouvernement. Tomas Borge s'en défend. Il s'agissait seulement, explique-t-il, d'obtenir des garanties suffisantes sur les « acquis de la révolution » avant de négocier.

L'ancien président Daniel Ortega vient d'annoncer que la concertation devenait possible, ces garanties ayant été accordées. Le délabrement de l'économie nicaraguayenne ne permet plus l'affrontement. L'inflation démentielle, le chômage en flèche (il atteint près de 35 % de la main-d'œuvre), la production en panne : ces maux dénoncés par les sandinistes, et attribués à la politique libérale de leurs successeurs, n'en sont-ils pas les premiers responsables ?

M 0147 - 1005 - 5,00 F

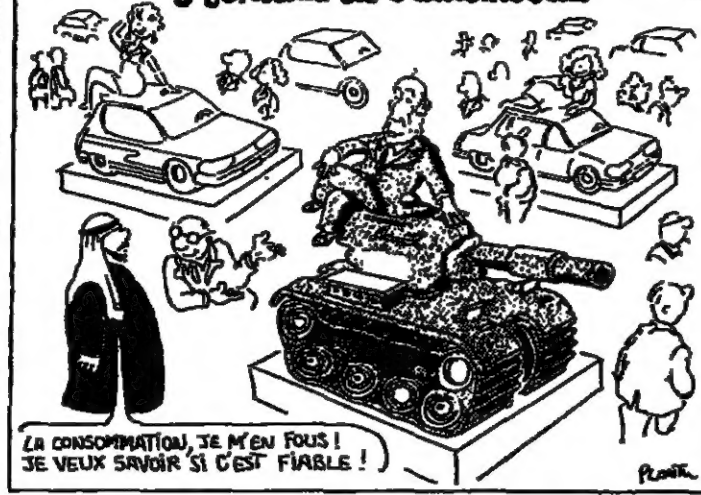


L'avenir des régimes du Golfe

M. François Mitterrand entend rassurer le roi Fahd

Après son escale à Abou-Dhabi, capitale des Emirats arabes unis, M. Mitterrand s'est entretenu jeudi 4 octobre à Djeddah avec le roi Fahd d'Arabie saoudite. Le chef de l'Etat entendait notamment rassurer le souverain saoudien sur sa conception des régimes de la région, notamment celui du Koweït, qu'il avait souhaité plus « démocratique » lors de son discours aux Nations unies. Le chef de l'Etat devait rendre visite aux troupes françaises à Yanbu avant de regagner Paris dans la soirée.

Mondial de l'automobile



LA CONSOMMATION, JE M'EN FOUS ! SE VEUX SAVOIR SI C'EST FIABLE !

Lire page 3 les articles de nos envoyés spéciaux BERTRAND POIROT-DELPECH et FRANCIS CORNU

Le Cambodge menacé d'asphyxie

Phnom-Penh compte sur l'ONU pour imposer un règlement

Les représentants des cinq membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU se réunissent, les lundi 8 et mardi 9 octobre à New-York, pour relancer le processus de paix au Cambodge menacé, une fois de plus, par les désaccords entre factions khmères sur la présidence et la composition du CNS, le Conseil national suprême formé le 11 septembre à Djakarta.

PHNOM-PENH

de notre envoyé spécial

« Il faut faire vite. » Cette évidence ressort de presque toutes les conversations. L'armée de Phnom-Penh a tenu bon jusqu'ici mais la guerre civile s'enlise et les échecs s'accumulent. Le Cambodge a besoin d'un véritable bol d'oxygène pour ne pas sombrer dans le néant. Sur ce point, en prenant par moments le visage d'un

presque paisible chef-lieu de province asiatique, la capitale du Cambodge donne une impression trompeuse. Les prochaines échéances s'annoncent redoutables. Il faut que, poussée par les Cinq Grands, l'ONU change les règles du jeu.

Un an après le retrait des troupes vietnamiennes, les Khmers rouges n'ont pas pris le dessus.

JEAN-CLAUDE POMONTI

Lire la suite page 5

Le Japon, puissance éditoriale

La production nipponne, florissante, est à l'honneur à la Foire internationale du livre de Francfort

FRANCFORT

de notre envoyé spécial

C'est une coïncidence : la quarante-deuxième Foire internationale du livre de Francfort a ouvert ses portes le mercredi 3 octobre, jour de l'unification de l'Allemagne. On aurait pu penser que les organisateurs de la manifestation - la plus importante au monde dans le domaine du livre - en profiteraient pour donner un faste particulier à l'événement. D'autant que l'histoire de la Foire de Francfort est intimement liée à la division de l'Allemagne : c'est pour remplacer leur rencontre annuelle de Leipzig - désormais située en RDA - et pour continuer, malgré la guerre froide et l'antagonisme des blocs, à entretenir des relations entre eux, qu'éditeurs de RFA et de RDA avaient timidement créé, en 1948, dans une petite salle du centre de Francfort, la première Foire internationale.

Mais tout se passe comme si la Foire du livre voulait faire oublier les circonstances germano-allemandes de sa naissance. On répète sur tous les tons dans la capitale de la Hesse que « Francfort est d'abord une grande manifestation internationale du livre » et qu'elle ne saurait être « une expression ou un miroir de la vie politique alle-

mande ». Ce souci d'autonomie est poussé jusqu'à la caricature : les éditeurs est-allemands continuent à se retrouver dans un espace spécifique, aux côtés de leurs collègues des pays ex-communistes d'Europe du Centre et de l'Est. Une seule différence notable rend compte des bouleversements qui, depuis un an, ont marqué la situation de l'édition dans l'ensemble des pays de l'ancien bloc soviétique, URSS comprise : de nombreux éditeurs de ces pays présentent leur production dans des stands individuels au lieu de la faire sous une forme collective.

Cette volonté de Francfort de se situer bien au-dessus des considérations politiques marque aussi, sans doute, le désir de l'édition ouest-alle-

mande de garder calme, mesure et sérénité face aux perspectives ouvertes à l'Est.

C'est le Japon qui sera l'invité d'honneur de la Foire. Le dynamisme du monde de l'édition nipponne est à la mesure des processus économiques de ce pays : un chiffre d'affaires s'élevant à 2 000 milliards de yens (soit 75 milliards de francs), 4 280 éditeurs, 36 606 titres (rééditions comprises) publiés en 1989, tirés à 14 400 millions d'exemplaires et diffusés par 25 000 points de vente.

PIERRE LEPAPE
Lire la suite page 30
et le dossier de PHILIPPE FONS
sur l'édition japonaise
pages 27 à 30 - section C

LIVRES • IDÉES

- Romans : Philippe Labro, Richard Jorif, Jean-Louis Bourdon, Michka Assayas, Laurence Salacrou
- Histoire : la biographie de Mazarin par Pierre Goubert
- La vie du langage, par Denis Slakta
- D'autres mondes, par Nicole Zand : Thomas Bernhard
- Le feuilleton de Michel Braudeau : « La confession dans les collines », d'Angelo Rinaldi

pages 21 à 32 - section C

DÉBATS

TRAIT LIBRE



En cinq années de perestroïka, Alexandre Soljenitsyne a gardé le silence sur les événements de son pays. Et voici que, enfin, s'élève la voix tant attendue, sous la forme d'un document comportant une analyse de la situation ainsi qu'un programme d'action.

Que sont donc ces recettes proposées par le grand écrivain pour sauver la Russie ? Hélas, pour ma part, à la lecture de ce texte, j'ai le sentiment d'être confronté à cette situation, trop fréquente en médecine, dans laquelle un brillant spécialiste - diagnosticien enthousiasmé par ses théories - en arrive à se tromper de traitement.

Dans le cas qui nous concerne, il faut reconnaître que le malade n'est pas facile à traiter. Et l'on aurait mauvaise grâce à ne pas être d'accord avec Soljenitsyne sur un certain nombre de points : son tableau des monstruosités aux-quelles soixante-dix ans d'un régime autocratique ont mené le pays tout comme ses souhaits pour l'amélioration économique, culturelle et morale (ô combien !) de la vie en Russie sont partagés par chacun.

Mais les voies qu'il propose en vue de leur réalisation évoquent pour moi irrésistiblement les

conseils de l'oise sauvage à l'oise domestique du récit médiéval : « Pour voler comme moi, c'est simple, tu n'as qu'à voler plus haut, et plus vite ».

L'auteur donne l'impression de polémiquer constamment avec André Sakharov, sans le nommer, lorsqu'il fait par exemple allusion à « l'élaboration hâtive d'une constitution remarquable » ou qu'il s'efforce de réfuter les paragraphes de Sakharov consacrés à l'organisation de l'Etat et de la nation.

Pour Soljenitsyne, une démocratie représentative ne saurait être pour tous une valeur incontestable, moins encore pour la Russie après ce qu'elle a vécu. La Russie a besoin d'un pouvoir présidentiel unique et fort avec, à la base, un système démocratique direct qui s'étende progressivement à l'ensemble du système. En conséquence, il est prématuré de changer les gens en place ; il faut interdire l'activité des partis dans les assemblées élues et, parallèlement, introduire au Parlement une représentation corporative.

Malheureusement, l'argumentation de Soljenitsyne est boiteuse. C'est un leurre. Car au lieu de montrer précisément en quoi une démocratie représentative ne sau-

URSS

Réponse à Soljenitsyne

par Vladimir Boxer

rait convenir à la Russie d'aujourd'hui, il ne fait que critiquer le système en soi, sans référence à la Russie. Certes, sa critique n'est pas dénuée de fondement. Mais l'on ne comprend pas pourquoi, en ce cas, l'auteur ne procède pas également à l'analyse comparative des avantages que comporteraient d'autres formes de gouvernement, ni pourquoi ces défauts n'entraîneraient de conséquences que pour la seule Russie : ils n'ont pas empêché d'autres Etats de réaliser des progrès évidents. Et Soljenitsyne d'ailleurs de manière confuse le manque de maturité de la société soviétique pour procéder à des élections directes, universelles et égalitaires des hommes au pouvoir.

Deux recettes utopiques

Les compagnons d'armes de Sakharov qui militent pour des transformations démocratiques radicales sont comparés par Soljenitsyne aux artisans de la révolution de février 1917 ; selon lui, à vouloir une démocratie parlementaire fondée sur des élections directes, à scrutin majoritaire et secret, ils conduisent la Russie à l'effondrement. C'est ce qui s'ap-

pelle en russe « justifier ce qu'on avance et son contraire ». Durant soixante-dix ans, les citoyens soviétiques ont précisément désigné leurs élus au scrutin public. Ce qui voulait dire l'unanimité. La voilà, la démocratie « sans intermédiaire » de Soljenitsyne. Aux soviets suprêmes, les Sakharov, Popov, Afanassiev, la majorité des leaders démocrates, et certains autres personnalités éminentes, ont été éliminés grâce au scrutin à deux tours.

Enfin, la timidité (que critique Soljenitsyne) du Parlement actuel de l'URSS à promouvoir des réformes radicales vient précisément de son élection selon un mode de scrutin non égalitaire... et de sa représentation semi-corporative.

Autrement dit, la faiblesse des institutions actuelles, tout comme celle des structures démocratiques de 1917, résulte d'un mode de scrutin... conforme aux recettes de Soljenitsyne. Car l'expérience montre, en Russie, que l'absence d'une structure de partis ne profite qu'aux communistes orthodoxes qui - de toutes façons - votent toujours d'un seul bloc, tandis que les démocrates, eux, votent chacun de leur côté. Ainsi, même au minorité, les fonctionnaires de parti parviennent à bloquer la prise de mesures radicales.

Si paradoxal que cela puisse paraître, 95 % des idées de Soljenitsyne vont dans le sens des intérêts de ces dirigeants du parti que l'auteur critique par ailleurs - qu'il s'agisse de sa conception d'un pouvoir fort (quoique élu directement par le peuple), ou de l'activité parlementaire des partis et unions démocratiques. On envoie de la façon qu'il a d'effrayer l'opinion avec les dépenses prétendument anarchiques de la démocratie, etc. Bref, tout, sauf cet aspect moral qui par ailleurs lui tient tant à cœur.

Il est bien évident que si, à cette période de transition, l'on pouvait être certain qu'un pouvoir élu dans des formes démocratiques se fonderait sur des considérations d'ordre moral pour gouverner, alors... Mais comme dit l'auteur russe : « Vivante est la tradition, mais difficile de s'y fier ». Soljenitsyne a raison de dire que la raison morale doit prendre le pas sur la raison de droit. Encore faut-il que les principes juridiques soient déjà établis.

Ainsi, deux utopies - la gauche communiste et la droite du terroir russe - se rejoignent dans leurs recettes de sauvegarde de la Russie. Mais le peuple de Russie est las d'adapter son existence à des utopies. Il voudrait seulement un peu de vie simple et non forcée. Il cherche le bonheur. Et l'évoquent le récit d'un voyageur français au dix-neuvième siècle chez Soljenitsyne, qui, lui aussi, d'instincts parlementaires et d'un Etat de droit, réalise un voyage à travers la Russie de Nicolas I^{er} - la Russie des « serfs et seigneurs » du poète Lermontov. Ce voyageur était le marquis de Custine. Il terminait ses *Lettres* en affirmant que, par une loi de sa nature, l'homme ne peut être heureux sans liberté. Est-ce sacrilège de le penser ? Soljenitsyne, dont la parole a éveillé chez tant d'âmes l'esprit de liberté, aurait besoin d'un voyage au pays pour se pénétrer de cette vérité éternelle.

► Vladimir Boxer est directeur du cabinet du maire de Moscou, M. Gavril Popov.

BIBLIOGRAPHIE

L'Espagne sans le Cid

LES ESPAGNOLS DE LA MOVIDA A L'EUROPE, LA DÉCENNIE SOCIALISTE de Thierry Malinik. Ed. du Centurion, 276 p., 99 F.

EN 1977, alors que le roi Juan Carlos commençait son règne, le responsable du desk « Espagne » du département d'Etat, à Washington, montrait avec fierté à ses visiteurs ses armoiries pleines d'une immense documentation sur le PCE et l'« eurocommunisme ». Mais il suffisait d'une mince chemise pour rassembler les rares renseignements qu'il détenait sur les activités du PSOE et sur la personnalité de ses dirigeants.

Les socialistes espagnols sont pourtant aujourd'hui dans leur huitième année de pouvoir, et c'est sous leur

égide que l'Espagne a changé, qu'elle est devenue ce pays moderne, dont le dynamisme provoque l'admiration - même parfois de jalousie et d'inquiétude - de ses partenaires.

On sait que pour son malheur, l'Espagne est, en France, vouée aux stéréotypes. Hier, les souvenirs d'une guerre qui pour nous n'était jamais « finie ». Aujourd'hui, la « movida ». Thierry Malinik, correspondant du *Monde* à Madrid, nous montre une réalité plus complexe, celle d'un projet politique mis en œuvre avec ténacité par une équipe qui, dès le départ, savait ce qu'elle voulait, n'a pas dévié de la ligne qu'elle s'était tracée. C'est dire, et Thierry Malinik a raison d'en faire le fil conducteur de ce beau livre, que rien n'était moins naturel que le surgit historique qui, en dix ans, a fait de l'Espagne ce qu'elle est devenue.

« La décennie socialiste », pour reprendre le sous-titre des *Espagnols*, c'est l'histoire d'un choix, porté jus-

qu'à ses ultimes conséquences par un gouvernement, une majorité, un parti, qui se sont vu renouveler trois fois la confiance de leur peuple.

Felipe Gonzalez ne confiait, dans la dernière année de la clandestinité, que la tâche des socialistes était de faire pour l'Espagne ce dont la bourgeoisie espagnole s'était révélée incapable depuis le siècle des Lumières : fonder un Etat qui en soit un, enraciner la démocratie, ouvrir le pays sur l'Europe et le monde, briser l'isolement hispanique.

Un pays arrivé au continent

Il s'agissait à la fois de dynamiser l'économie du pays et de fonder une société entièrement irriguée par la démocratie, de pourchasser tous les archaïsmes, d'oublier l'autarcie et de se tourner résolument vers le grand large en même temps qu'on s'arrimait enfin au continent.

Certains s'étonneront, en Espagne même, que la modernisation passe à ce point le pas sur le socialisme, ou même qu'il faille une autorité sans faiblesse pour que la démocratie puisse s'épanouir. C'est qu'ils ne mettent pas le but que s'étaient fixés les dirigeants du PSOE en rapport avec le siècle et demi d'histoire contre lequel ils voulaient résister. Le Madrid d'aujourd'hui, cette métropole, clinquant, avec ses nouveaux riches et ses fêtes nocturnes, c'est une revanche sur la misère d'un autrefois. Les banquiers et les technocrates sont là pour effacer à tout jamais les vieilles images qui ont fait tant de mal. Il s'agit bien, comme le rappelle Thierry Malinik, de « fermer le tombeau du Cid ».

Un aspect de ce projet, et non le moindre, c'est la réconciliation franco-espagnole. Peut-être eût-elle mérité, dans un livre qui s'adresse au public français, d'être évoquée plus en détail. On ne dira jamais assez qu'à l'issue du septennat de M. Giscard d'Estaing, la France et l'Espagne étaient séparées par une incompréhension profonde. Cette amitié qui nous paraît naturelle, il a fallu la construire, et cela supposait à la fois une négociation bilatérale délicate des conditions d'adhésion à la Communauté conformes aux intérêts de la France, de l'Espagne, et par conséquent de l'Europe, et par ailleurs la prise de conscience par les autorités françaises de la nécessité d'un finir avec les assassinats de l'ETA. Thierry Malinik décrit, plus précisément que cela n'a jamais été fait, l'interminable agonie d'un groupe terroriste devenu fou de solitude, incapable de lâcher des armes qui sont devenues sa seule raison de vivre, et n'échappant au désespoir que par une sanglante fuite en avant.

Démocratie, européenne, l'Espagne doit à présent affronter les problèmes sociaux dont le mouvement syndical a rappelé en 1988 qu'ils ne sauraient rester éternellement sans solution. Elle doit aussi s'interroger sur les responsabilités qui sont les siennes dans le monde auquel elle a choisi de s'intégrer.

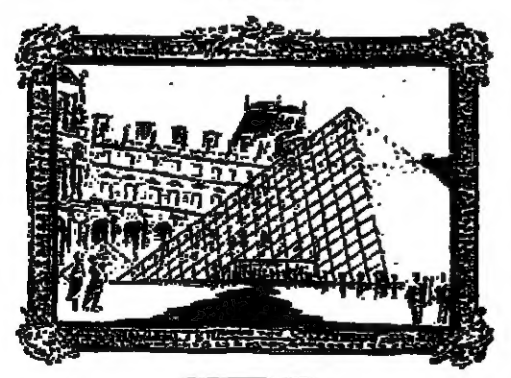
Le pays qui prépare l'Exposition universelle de Séville et les Jeux olympiques de Barcelone ne célèbre pas seulement la formidable réussite d'une société libérée de ses carcans, mais la prise de possession pour la première fois, par ce peuple, de son propre destin. Thierry Malinik nous parle des Espagnols, mais en conclusion de ce livre, désormais indispensable à tous ceux qui veulent mieux comprendre, et pourquoi pas, aimer ce pays, c'est un penchant assez naturel aux Français - cette nation si proche, si fraternelle, ce qui nous apparaît, c'est l'Espagne : quoi de plus naturel ?

PIERRE GUIDONI
Ancien ambassadeur de France à Madrid.

Pierre de la Pyramide

Meurtre au Louvre

roman



Collection « Les lieux du crime »
216 pages, 85 F

Calmann-Lévy

« Un bon petit meurtre... et une visite insolite du musée du Louvre. Excellent policier. »
Le Journal du Dimanche

« ... les portraits de conservateurs, de conseillers auprès de Jack Lang et d'autres employés de cette grande institution font le prix de ce livre enlevé avec vivacité (...). L'auteur connaît admirablement les us et coutumes de son petit monde, avec lequel il n'est pas toujours tendre. »
Olivier Mauraisin, L'Express

Dans la même collection :
Meurtre à l'Elysée
Meurtres à l'E.N.A.
Meurtre à TF1
Meurtres aux J.O.
Meurtre à Wall Street
Meurtre en Haute Couture
Meurtres dans la pub
Meurtre à la Bourse
Meurtres à la préfecture
Meurtre dans le TGV
Meurtres à Liberation
Meurtres au Conseil d'Etat

COURRIER

Les technocrates en Provence

Un TGV en Provence, pour quoi faire ? On n'a pas le sentiment que la SNCF ait affichée ses objectifs clairement.

S'agit-il de favoriser ses seuls intérêts économiques et ceux des fabricants du TGV ? Des voyageurs qui traversent notre région ? Ou de ses habitants ? Dans la dernière hypothèse, comment se fait-il que l'on continue à fermer des gares et qu'on fasse si peu pour améliorer les dessertes à moyenne distance ?

Les calculs de rentabilité, tels qu'ils sont présentés, restent sommaires et discutables. Il ne suffit pas d'avancer quelques chiffres, sur les économies de carburant par exemple. S'agit-il de concurrencer Air Inter ? Quelle en sera la rentabilité pour l'ensemble de l'économie nationale ?

Parler seulement de rentabilité pour la SNCF et de « tranquillité » pour les habitants, c'est passer à côté des valeurs qui accordent une large place au cadre de vie. Celui-ci est inestimable.

Les réserves que suscite cette affaire parmi la population sont confortées par un double ras-le-bol à l'égard de la suprématie parisienne et des technocrates. Les provinces du Sud en ont assez d'aller plaider le moindre dossier à Paris. Alors, quand un projet aussi discuté est présenté avec un tel dédain, que peuvent faire les Provençaux, sinon laisser exploser leur colère ?

PIERRE SAMSON
Pernes-les-Fontaines

Le Monde

Edité par la SARL le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication
Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1989), Jacques Fauvet (1989-1992), André Laurens (1992-1993)

Directeur de la rédaction : Daniel Vernet
Administrateurs délégués : Antoine Griez, Nelly Pierret
Rédacteurs en chef : Bruno Frappet, Jacques Amalric, Jean-Marie Colombeau, Philippe Herremann, Robert Solé

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE, 75001 PARIS CEDEX 18
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-89 ; Telex 206 806 F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY, 94882 LIVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 49-60-30-10 ; Telex 261311 F MONDIS

La France et leur tota

La France et les Emirats réaffirment leur totale identité de vues

La visite-éclair de M. Mitterrand

La visite-éclair de M. François Mitterrand dans le Golfe devait s'achever jeudi 4 octobre en fin d'après-midi. Le Concorde présidentiel était attendu à Paris vers 20 h 30, venant de Yanbu, où le président de la République devait rencontrer les unités terrestres d'intervention dans le désert saoudien et conférer avec leur commandant en chef, le

général de corps d'armée Roquerojeff. Auparavant, le président de la République devait s'entretenir et déjeuner, à Djeddah, avec le roi Fahd d'Arabie saoudite.

Après avoir passé la nuit de mercredi à jeudi sur la frégate Duplex au large d'Abou-Dhabi, M. Mitterrand a réuni à bord, jeudi matin, en présence du général Schmitt, chef

d'état-major général des armées, les officiers responsables des opérations d'embargo au large des Emirats.

Arrivant de Paris mercredi après-midi à Abou-Dhabi, le président de la République a rencontré le cheikh Zayed, chef des Emirats arabes unis, qui a offert un dîner en son honneur.

s'ouvraient ou si l'embargo s'écroulait sans résultats tangibles.

Les connaissances de l'économie irakienne estiment que des signes de pénurie alimentaire commencent à se faire sentir en dehors de Bagdad mais qu'il faudrait au moins trois ou quatre mois pour qu'un blocus pèse sur l'attitude de M. Saddam Hussein.

Outre l'efficacité du contrôle en mer, ce sont ces hypothèses stratégiques, y compris l'ouverture d'éventuelles hostilités ou d'autres fronts, qui étaient au centre des

conversations de M. Mitterrand, jeudi matin, avec les chefs militaires réunis à bord du Duplex. Parmi les chefs d'Etat impliqués directement dans l'embargo, M. Mitterrand est le premier à s'être rendu sur place. C'est aussi le président de la République passe la nuit en mer sur un bâtiment de la Marine nationale. Le temps calme et les dispositifs antirouilles ont favorisé ce baptême, salué par la pleine lune.

BERTRAND POIROT-DELPECH

M. Garaud : « Saddam Hussein va nous faire manger notre chapeau »

M. Mario-François Garaud, invité d'un débat organisé par l'IFOP mercredi 3 octobre, a notamment déclaré : « M. Mitterrand aligne sa politique sur une interprétation d'une volonté américaine de se retirer de l'Europe. Il s'aligne ainsi totalement sur la politique soviétique. Il croit possible l'instauration d'un socialisme marxiste en venant au libéralisme non stalinien, tout comme le pense Gorbatchev. »

La présidente de l'Institut de géopolitique, évoquant la crise du Golfe, a affirmé : « Saddam Hussein va nous faire manger notre chapeau dans un délai court. On va

vers une négociation à laquelle les Soviétiques ont intérêt. Mais après celle-ci, il faudrait que les Américains restent au Moyen-Orient. Saddam Hussein, de toute façon, n'a pas l'intention de rendre les acquis de la conquête du Koweït. Si les Américains n'interviennent pas, leur comportement serait de la simple gesticulation. »

A propos de la présence de quatre mille hommes de troupe français « à 150 kilomètres du front », M. Garaud a déclaré en boutade : « Ce qu'il y a de plus performant dans notre armée, ce sont les jumelles. »

La recherche d'une solution pacifique

M. Kaifu rencontre à Amman un membre du gouvernement de Bagdad

Au lendemain d'une semaine ouaisienne qui a vu la communauté internationale rappeler sa détermination à obliger l'Irak, y compris par la force, à se retirer du Koweït tout en montrant quelque flexibilité, l'entretien qu'a eu à Amman avec le roi Hussein de Jordanie et le chef de l'OPL, M. Yasser Arafat, un émissaire du président Gorbatchev - de même que celui que devait avoir, jeudi 4 octobre, le premier ministre japonais, M. Toshiki Kaifu, avec le premier vice-premier ministre irakien, M. Taher Yassine Ramadan - constitue sans doute l'une des dernières tentatives pour trouver une solution pacifique à la crise du Golfe.

AMMAN

de notre envoyée spéciale

M. Evgeni Primakov, membre du conseil présidentiel de M. Mikhaïl Gorbatchev, a quitté Moscou pour effectuer une mission spéciale au Moyen-Orient. Rien n'a filtré de la teneur du message remis par M. Primakov au roi Hussein, qui s'est contenté de déclarer, à l'issue de son entretien avec l'envoyé soviétique, qu'Amman « partageait le point de vue de Moscou sur le danger que représente le recours à la force ». Pour sa part, M. Arafat avait souligné, à son arrivée, qu'il n'y avait pas de nouvelle initiative en cours.

Organisée, souligne-t-on de source japonaise, à la demande de Bagdad, la rencontre prévue entre le premier ministre japonais et M. Taher Yassine Ramadan est la première d'un chef de gouvernement d'une puissance du camp occidental avec un responsable irakien de haut rang depuis l'invasion du Koweït. M. Kaifu, qui, selon l'ambassadeur japonais à Amman, n'est porteur d'aucune nouvelle idée pour résoudre la crise, a toutefois tenu à préciser que le Japon, qui doit envoyer des forces non combattantes dans le Golfe, souscrit à toutes les résolutions de l'ONU.

Comme, de son côté, M. Ramadan a encore réaffirmé à la veille de cette rencontre « la position claire et

publique de l'Irak qui ne transigera pas sur ses droits légitimes sur le Koweït, on voit mal ce qui pourrait sortir de cet entretien, si ce n'est une nouvelle tentative irakienne de creuser une brèche dans la communauté internationale avec un partenaire économique de très grande importance, vis-à-vis duquel Bagdad a une dette non négligeable.

Le poids de l'embargo

Lors de ses premiers entretiens avec le prince héritier Hassan et le premier ministre jordanien, M. Moudar Badrane, M. Kaifu, qui doit également rencontrer le roi Hussein, a déjà laissé entendre que le Japon pourrait débiter 250 millions de dollars en faveur de la Jordanie (cent millions de prêts d'urgence en produits et 150 millions pour des projets de reconstruction économique et industrielle).

Le Japon s'est engagé à fournir deux milliards de dollars aux trois pays les plus touchés par la crise du

Golfe : l'Egypte, la Jordanie et la Turquie. On souligne à Amman de source officielle que la Jordanie a besoin, d'ici à la fin de l'année, de 600 millions de dollars pour faire face à ses problèmes immédiats.

M. Badrane a affirmé à son homologue japonais que la Jordanie perdait du fait de l'embargo contre l'Irak 1,1 milliard de dollars cette année et 2,5 milliards en 1991, ce qui n'a pas empêché M. Kaifu de déclarer : « Nous espérons que vous continuerez à soutenir l'embargo décrété par l'ONU. » Le prince Hassan a, quant à lui, demandé qu'une mission spéciale de l'ONU vienne enquêter sur le poids considérable pour la Jordanie de l'application de ces sanctions.

M. Kaifu devait visiter, avant de partir - dès jeudi - pour Ankara, l'un des camps de réfugiés asiatiques installés en Jordanie. Avec 20 millions de dollars, le Japon est l'un des principaux pays donateurs aux agences de l'ONU en charge de ce problème, qui pèse également beaucoup sur Amman.

Par ailleurs, la Jordanie est revenue sur la décision, annoncée lundi, d'interrompre le transit des camions vers l'Arabie saoudite et les pays du Golfe. Ce revirement a, semble-t-il, été décidé à la suite de conversations qu'ont eues les responsables jordaniens avec les pays les plus touchés par cette mesure - la Turquie et la Syrie, dont une bonne partie de la production de fruits et légumes est exportée vers le Golfe.

Damas et Ankara pourraient intervenir auprès de Ryad pour faire cesser les brimades dont les camions jordaniens affirment être victimes à la frontière saoudienne. Un certain nombre d'entre eux s'étaient vu refuser dimanche l'entrée en Arabie saoudite. Le roi Fahd a en tout cas remercié mercredi le roi Hussein des vœux que celui-ci lui avait fait parvenir à l'occasion de la fête de la naissance du prophète. Si les relations jordanien-saoudiennes demeurent tendues, Amman, après avoir publiquement montré sa mauvaise humeur, ne souhaite pas les envenimer outre mesure.

FRANÇOISE CHIPAUX

MICHEL LUNEAU
L'AUTREDI
ROMAN

Anatomie d'une journée très particulière.

EDITIONS FRANÇOIS BOURIN

Légère ombre sur la bonne entente franco-saoudienne

DJEDDAH
de notre envoyé spécial

Les relations entre la France et l'Arabie saoudite ne peuvent guère être meilleures. M. Mitterrand et le roi Fahd devaient le constater, jeudi 4 octobre, au cours d'un déjeuner et d'un bref entretien à Djeddah. La participation française à la « défense du royaume » et le fait même que le président de la République vienne ici - avant M. George Bush - réaffirmer une convergence de vues sur l'essentiel à propos de la crise du Golfe sont des choses prises par les Saoudiens.

Il existe toutefois un point de divergence depuis le discours prononcé le 24 septembre par M. Mitterrand devant l'Assemblée générale de l'ONU. Une partie de cette allocution - en réalité la seule allusion à une « expression démocratique » au Koweït - a soudain jeté une ombre sur la bonne entente franco-saoudienne. Et le gouvernement de Ryad, sans vouloir donner l'impression d'y prêter trop attention, souhaite la dissiper.

Le problème de la démocratisation

Les dirigeants saoudiens avaient déjà été surpris que M. Mitterrand paraisse se contenter d'une simple promesse de retrait irakien pour envisager la situation sous un jour nouveau « Que l'Irak affirme son intention de retirer ses troupes, qu'il libère les otages, et tout devient possible ». Mais la France a, par la suite, rappelé son attachement au respect de la résolution du Conseil de sécurité exigeant comme préalable l'évacuation du territoire koweïtien.

L'allusion à une « expression démocratique » n'a suscité ici aucun commentaire, ni officiel ni officieux, et aucune critique

dans la presse. Mais l'irritation des dirigeants du royaume s'est traduite par des demandes d'explications - discrètes, elles aussi - auprès des représentants français.

M. Mitterrand parlait d'« expression démocratique » au sujet du Koweït mais les Saoudiens n'ont pas manqué de se sentir visés. Déjà le 1^{er} octobre, lors d'une conférence de presse télévisée organisée en duplex entre l'Arabie saoudite et les Etats-Unis, M. William Quandt, ancien conseiller à la Maison Blanche, avait exprimé un avis assez largement répandu à Washington en énumérant quelques conditions à l'établissement d'une paix durable et en déclarant notamment : « Les pays du Moyen-Orient devraient reconnaître qu'il faut respecter un minimum de droits de l'homme. »

Le régime de l'Arabie saoudite, malgré quelques progrès, demeure on ne peut plus féodal. Le pays reste soumis à la loi islamique, selon la plus stricte et rigoureuse observance. La tolérance d'opinions différentes de celles de la dynastie wahabite est extrêmement limitée. Rien d'étonnant donc à ce que la moindre allusion à une quelconque démocratisation soit très mal prise car les dirigeants saoudiens redoutent fortement que les Occidentaux, pour le soutien qu'ils leur apportent actuellement, veuillent leur faire payer un prix, jugé excessif, en prônant entre autres une libéralisation sensible de la vie publique.

Tout en envisageant d'éventuelles concessions dans ce domaine, ils sont bien décidés à résister et à faire observer qu'avec de tels vœux, les Occidentaux courent le risque d'aboutir à un résultat contraire à celui qui est recherché, c'est-à-dire à une déstabilisation de l'ensemble des régimes conservateurs du Golfe, riches en pétrole.

FRANCIS CORNU

Benitsyne

Benitsyne, c'est le nom d'un petit village de la région de la mer Noire, en Turquie. C'est un lieu très paisible, où l'on peut profiter de la vue sur la mer et de la tranquillité. Benitsyne est une destination populaire pour les touristes qui cherchent à se détendre et à oublier leurs soucis.

Benitsyne est une ville très ancienne, avec une histoire riche et une culture unique. Elle a été peuplée dès l'époque des Grecs et a connu de nombreuses transformations au cours des siècles. Aujourd'hui, Benitsyne est une ville moderne, mais elle conserve encore de nombreux vestiges de son passé.

Benitsyne est une ville très agréable, avec une ambiance chaleureuse et une accueil des habitants. Elle est située dans une région très pittoresque, avec de magnifiques paysages et une mer cristalline. Benitsyne est une destination idéale pour ceux qui veulent profiter de la nature et de la beauté de la région.

Benitsyne est une ville très sûre, avec une police efficace et une absence de criminalité. Elle est une destination idéale pour les familles et les personnes âgées. Benitsyne est une ville très accueillante, avec une atmosphère de bien-être et de détente.

Benitsyne est une ville très verte, avec de nombreux parcs et jardins. Elle est une destination idéale pour les amoureux de la nature. Benitsyne est une ville très calme, avec une absence de bruit et de pollution.

Benitsyne est une ville très moderne, avec de nombreux commerces et services. Elle est une destination idéale pour ceux qui veulent profiter de toutes les commodités. Benitsyne est une ville très dynamique, avec une vie culturelle et sociale très active.

Benitsyne est une ville très accueillante, avec une atmosphère de bien-être et de détente. Elle est une destination idéale pour ceux qui veulent profiter de la vie. Benitsyne est une ville très agréable, avec une ambiance chaleureuse et une accueil des habitants.

Benitsyne est une ville très sûre, avec une police efficace et une absence de criminalité. Elle est une destination idéale pour les familles et les personnes âgées. Benitsyne est une ville très accueillante, avec une atmosphère de bien-être et de détente.

Benitsyne est une ville très verte, avec de nombreux parcs et jardins. Elle est une destination idéale pour les amoureux de la nature. Benitsyne est une ville très calme, avec une absence de bruit et de pollution.

LA CRISE DU GOLFE

Londres autorise l'immigration temporaire de 156 Irakiens

La Grande-Bretagne a autorisé l'immigration temporaire de 156 Irakiens arrivés mardi 2 octobre de Syrie, le temps d'examiner leur demande d'asile politique, a déclaré le Home Office (ministère de l'intérieur). Le groupe, au sein duquel figuraient 60 enfants, est arrivé à Londres à bord d'un DC9 de la compagnie égyptienne ZAS en provenance de Damas. Aucun des passagers n'est muni de papiers d'identité. Tous disent être Irakiens, et 128 affirment être des Kurdes.

Par ailleurs, au moins 6000 Bangladaïses se trouvent toujours au Koweït contre leur volonté, a-t-on appris mercredi de source officielle à Dacca. Un porte-parole du ministère des affaires étrangères avait affirmé auparavant que l'Irak obligeait près de 2 000 Bangladaïses à travailler dans des camps militaires au Koweït. Enfin, un total de 100 b19 ressortissants indiens ont été rapatriés du Koweït et d'Irak selon le dernier décompte établi, mercredi par New-Delhi. — (AFP, Reuters.)

Le sort des ressortissants étrangers en Irak

M. Gorbatchev envoie à Bagdad un de ses conseillers pour négocier l'évacuation des experts soviétiques

Les neuf otages français auxquels l'Irak avait délivré mardi un visa de sortie à la requête de M. Gilles Munier, secrétaire général de l'Association des amis franco-irakiens (le Monde du 4 octobre), sont arrivés jeudi 4 octobre à l'aéroport de Roissy.

D'autre part, deux Français et trois Britanniques ont réussi à fuir le Koweït à bord d'un petit bateau et sont arrivés en Arabie saoudite mercredi, a-t-on appris de source diplomatique à Dahrhan. Les cinq fugitifs ont débarqué dans le port saoudien de Khafji, proche de la frontière koweïtienne. C'est la première évacuation par mer réussie depuis l'occupation de l'émirat par l'Irak le 2 août. Depuis cette date, selon le département d'Etat américain, plus de 900 000 étrangers ont quitté l'Irak et le Koweït.

Les Soviétiques connaissent également des difficultés à faire évacuer leurs ressortissants d'Irak. A New-York, M. Chevardnadze a annoncé mercredi l'envoi à Bagdad d'un émissaire, M. Primakov,

proche conseiller de M. Gorbatchev. « Son principal souci sera d'enquêter sur (...) les conditions dans lesquelles nos spécialistes vivent et de parvenir à un accord avec les Irakiens pour créer des conditions normales pour le retrait de la plupart de nos ressortissants (...) Nous avons beaucoup de personnes qui travaillent en Irak sur différents projets et certains problèmes ou difficultés ont surgi (...) Je n'exclus pas, a ajouté M. Chevardnadze, qu'ils discutent aussi

M. Michel Sergent n'est pas membre du Front national, affirme la direction de ce parti. — Le secrétaire général du FN, M. Carl Lang, a fait savoir, mercredi soir 3 octobre, que M. Michel Sergent « n'est pas, à ce jour, membre » de ce parti. Présent à Bagdad pour manifester son soutien au gouvernement irakien, M. Sergent, qui se réclame du FN, a envoyé une lettre à M. Mitterrand, où il dit notamment que « si, mise à la remor-

d'autres problèmes ». Il reste encore environ 5 000 Soviétiques en Irak.

Enfin, 173 « hôtes » brésiliens ont quitté l'Irak mercredi pour Brasilia à bord d'un avion d'Iraq Airways. Parmi eux se trouvaient vingt et un techniciens en armement. Il reste encore quatre-vingt-deux techniciens d'une entreprise de travaux publics en Irak, où une « mission diplomatique spéciale » négocie depuis plus de deux semaines l'évacuation de tous les ressortissants brésiliens. — (AP, Reuters, AFP.)

que des pirates anglo-saxons, l'armée française devait attaquer l'Irak, elle achèverait de déshonorer la France. « Les propos de M. Sergent n'engagent en aucun cas le FN », a souligné M. Lang. Interrogé, mercredi matin, le Front national nous avait indiqué que M. Sergent est adhérent du FN, à jour de cotisation, dans le septième arrondissement de Paris (le Monde du 4 octobre).

M. Shamir fait état de « divergences » entre Israël et les Etats-Unis

Le premier ministre israélien, M. Itzhak Shamir, a affirmé, mercredi 3 octobre, qu'il existait des « divergences » entre Israël et les Etats-Unis à propos de la crise du Golfe. « Il y a parfois des divergences (avec les Etats-Unis) : nous aurions voulu que les Etats-Unis tiennent davantage compte des intérêts israéliens, qui coïncident avec ceux des Etats-Unis », a déclaré M. Shamir dans un entretien au quotidien *Davar*, organe de la centrale syndicale Histadrout, proche du Parti travailliste. « Nous ne recevons pas tout ce dont nous avons besoin », a-t-il ajouté en faisant allusion aux demandes d'aide

militaire présentées par Israël à Washington depuis l'invasion irakienne du Koweït.

M. Shamir a également souligné que les événements dans le Golfe avaient créé des « nouveaux problèmes entre Israël et les Etats-Unis, dans la mesure où des pays arabes font partie de la coalition anti-irakienne et que les Etats-Unis souhaitent qu'Israël ne soit pas trop impliqué dans ce conflit pour éviter des crises au sein de cette coalition ». Il a toutefois relevé que les relations américano-israéliennes étaient actuellement « moins amères qu'avant la crise du Golfe ». — (AFP.)

■ DJIBOUTI : nouvelles revendications après l'attentat à la grenade. — Le ministre de l'intérieur, M. Khaireh Allateh Hared, a confirmé, mercredi 3 octobre, que la responsabilité du récent attentat à la grenade (un mort, 17 blessés) avait été revendiquée par un mouvement apparemment djiboutien. Un tract signé d'un « mouvement de la jeunesse djiboutienne » a été retrouvé dans le taxi qu'ont utilisé les terroristes, tandis qu'une lettre de menaces, signée d'un « Comité secret du mouvement de la jeunesse arabe djiboutienne », avait été adressée à la présidence de la République et aux ambassades de France et des Etats-Unis. Le « tract présente certaines analogies » avec la lettre, a déclaré le ministre, qui précise que ces « éléments offrent

une nouvelle direction à l'enquête ». A son avis, « l'hypothèse d'un acte lié au conflit du Golfe est une voie intéressante à vérifier ». — (AFP.)

■ Des Mirage-F1 français à Qatar. — Le ministre de la défense a confirmé (le Monde du 4 octobre) que la France enverra, dans les prochains jours, huit avions Mirage-F1 de défense aérienne à Qatar, à la demande de cet émirat du Golfe. Basés à Doha, ces appareils participeront à la protection de Qatar et des Emirats arabes unis. Outre des hélicoptères Puma et Super-Puma de conception française, l'armée de l'air de Qatar aligne déjà dix-huit Mirage 2000 de défense aérienne et dispose encore de vingt Mirage-5, qui datent d'un contrat plus ancien.

PROCHE-ORIENT

LIBAN : après une semaine de blocus contre son « réduit »

Le général Aoun ne cède rien au gouvernement légal

BEYROUTH

de notre correspondant

Bien que totalement isolé, le général Michel Aoun paraît, au septième jour du blocus imposé à son minuscule territoire par le gouvernement légal, encore moins prêt de céder la place qu'il ne l'était auparavant ; or il ne l'était déjà guère. Et cela, malgré un durcissement du blocus, mercredi 3 octobre : à la suite du massacre de Nah-el-Mout (le Monde du 3 octobre), dont il est tenu pour responsable par le gouvernement et le commandement de l'armée libanaise, quatre points de passage sur les huit derniers liens entre sa région et le reste du pays (ouverts aux seuls piétons) ont été hermétiquement clos par « la légalité ».

Il s'agit des passages situés en montagne, dans le Haut-Metn, et qui ouvrent le réduit « aouniste » sur la Bekaa aux mains de l'armée syrienne. Ils ont été interdits par l'armée libanaise par précaution, de crainte d'une provocation, une manifestation étant projetée par les fidèles du général à l'un de ces passages, Daouar. C'est une manifestation similaire qui avait débouché sur le massacre de Nah-el-Mout, lundi, et dont le bilan définitif approche des trente morts.

Une « affaire Ala »

Par ailleurs, une « affaire Ala » (du nom de l'ambassadeur de France, M. René Ala) est venue encore embrouiller la situation. Dans un communiqué officiel, la présidence de la République libanaise a fait la distinction, mercredi, entre la France et son représentant à Beyrouth. Il y est souligné que « tout ce qui se dit à propos des divergences de vues avec l'ambassadeur Ala ne signifie pas qu'il y ait un conflit entre le Liban et la France, qui a reconnu la légalité ».

M. Ala est rentré il y a quarante-huit heures à Paris, dans un geste évident de protestation contre les vexations qui lui ont été infligées au passage du Musée et que le communiqué libanais qualifie

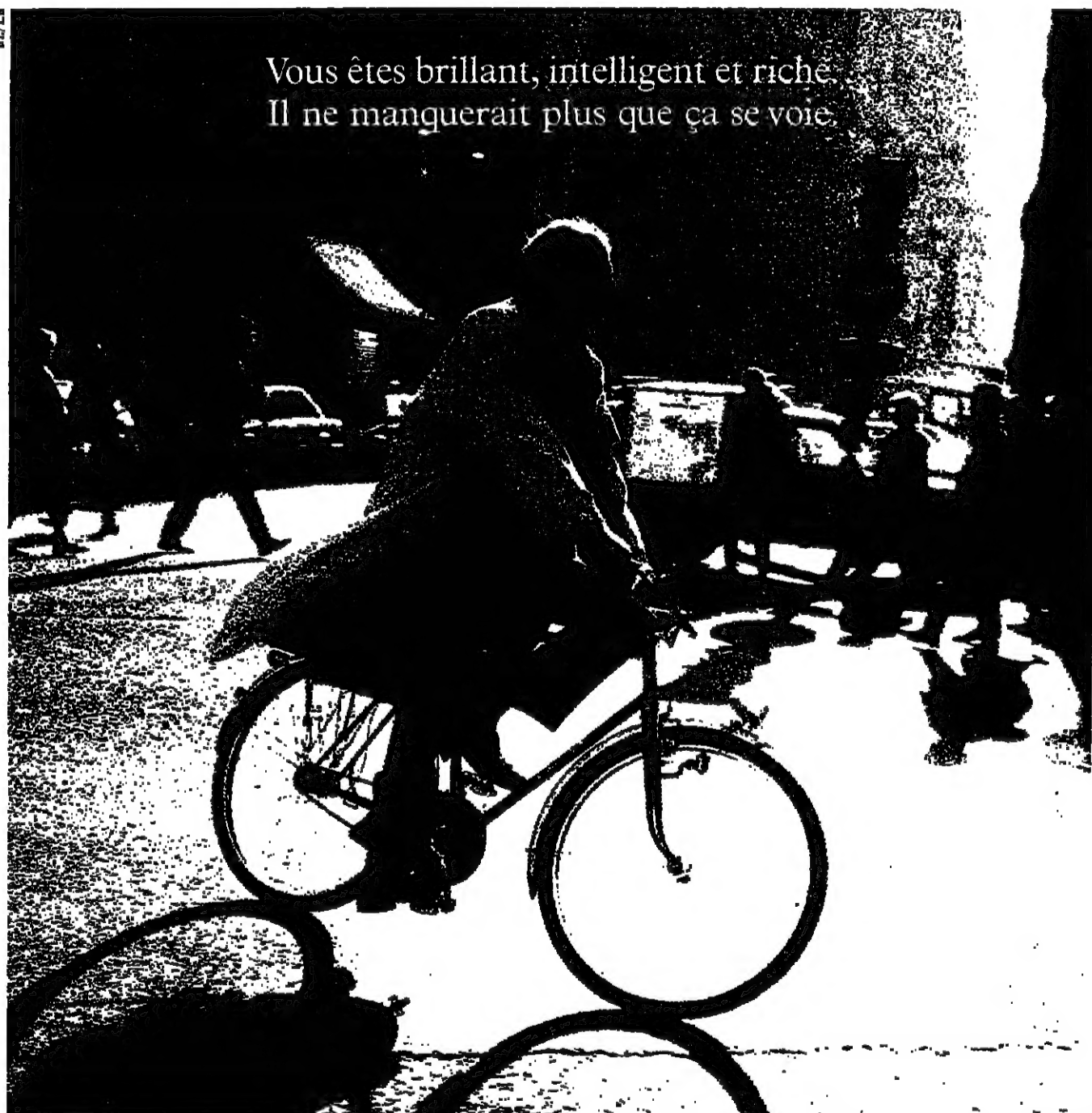
lui-même d'« incidents fâcheux » (le Monde du 3 octobre). L'ambassadeur est accusé par les journaux de Beyrouth-Ouest « de donner un nouvel élan à la rébellion en adoptant les buts du général Aoun et d'avoir grossi à dessein l'incident du passage afin de mettre en évidence l'aspect négatif du blocus ».

Mais quelle que soit l'importance de l'attitude de la France vis-à-vis du gouvernement libanais et de son ennemi, le général Aoun, ce qui compte c'est celle de la Syrie. Or les Syriens ne sont pas pressés d'agir militairement et préfèrent s'en tenir à un blocus assez long, exercé par les Libanais.

Ils mettraient en tout cas des conditions difficiles à remplir pour passer à l'action. Ils veulent d'abord que l'assaut soit donné par les seules troupes « légales » du général Laboud, avec une couverture d'artillerie syrienne ; ensuite, si l'intervention directe syrienne s'avérait indispensable, que la demande en soit faite publiquement et soit cautionnée internationalement, pour que Damas ne soit pas accusée d'invasion ; enfin, que la Syrie soit seule maîtresse du moment et qu'un ultimatum en bonne et due forme soit adressé au général Aoun.

LUCIEN GEORGE

■ Attentat à Jérusalem-Est : cinq Palestiniens et deux policiers israéliens blessés. — Cinq Palestiniens et deux policiers israéliens ont été blessés, mercredi 3 octobre, à Jérusalem-Est lors d'un attentat à la grenade. L'explosion s'est produite non loin de l'ancienne gare routière, près de la porte de Naplouse, dans la vieille ville. La grenade a été lancée d'un taxi en direction d'une unité de gardes-frontières stationnés dans le secteur, ont indiqué des témoins. Les forces de l'ordre ont immédiatement érigé des barrières à Jérusalem-Est pour intercepter le taxi, tout en arrêtant une centaine de Palestiniens. — (AFP.)



Lancia Thema Turbo 16 soupapes.

LA THEMA TURBO 16 V A, COMME VOUS, UNE QUALITÉ RARE : LA DISCRÉTION.

SOUS SES DEHORS TRÈS RÉSERVÉS, ELLE CACHE UNE GRANDE

SOPHISTICATION INTÉRIEURE ET UN TEMPÉRAMENT

DES PLUS FOUGUEUX : MOTEUR 16 SOUPAPES

AVEC OVERBOOST, SUSPENSION ACTIVE,

DIRECTION À ASSISTANCE VARIABLE ET

FREINAGE ABS. LA LANCIA THEMA EST DIS-

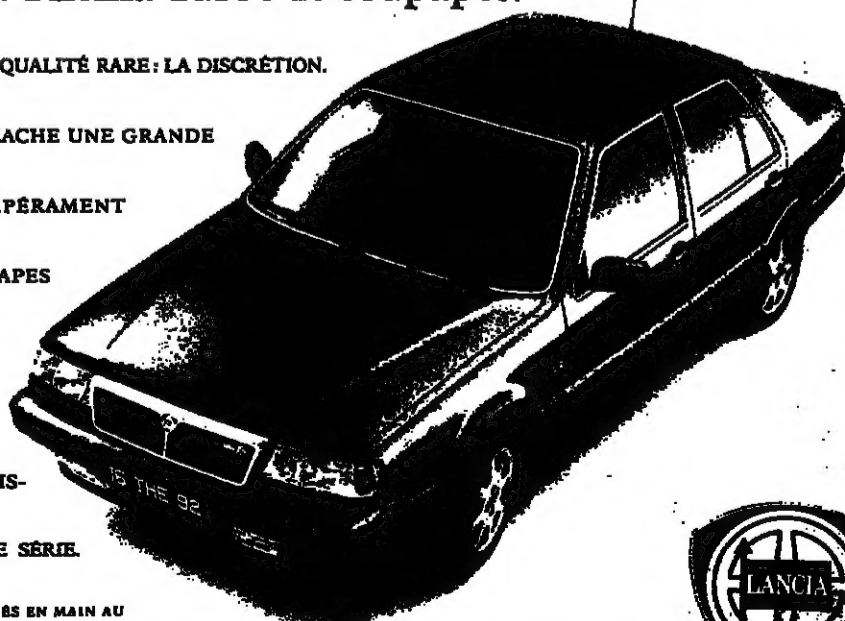
PONIBLE À PARTIR DE 135.600 F AVEC ABS DE SÉRIE.

MODÈLE PRÉSENTÉ THEMA TURBO 16 V. 193.000 F PRIX CLÉS EN MAIN AU

01/10/90 AM 9% CE MODÈLE PEUT COMPORTER DES OPTIONS LANCIA THEMA, 6 VERSIONS

AVEC ABS DE SÉRIE : 2 LITRES INJECTION ÉLECTRONIQUE - 2,5 LITRES TURBO DIESEL - 2 LITRES

16 SOUPAPES - 2 LITRES TURBO 16 SOUPAPES - 2,5 LITRES 6 CYLINDRES EN V - 2,9 LITRES 6 CYLINDRES FERRARI. VOTRE LANCIA FINANCIÉE PAR LANCIA FINANCEMENT.



VOTRE CONCESSIONNAIRE LANCIA 16 V LANCIA

Pour votre
DEMEUNEMENT
ODOUL AGENT DE
16, rue de l'Atlas - 75019 Paris 42 08 10 30 domoco

Cambodge
rue d'asphyxie

AMÉRIQUE

La municipalité de New-York
un nouveau plan contre

ASIE

PHILIPPINES

Une nouvelle rébellion a éclaté dans le Sud

La présidente Aquino fait face, depuis mercredi 3 octobre à minuit, dans le sud de l'archipel, à une nouvelle rébellion militaire, la septième depuis son arrivée au pouvoir en 1986.

Quelque 200 soldats ont pris le contrôle d'un camp militaire à Butuan, une ville du nord-est de la grande île méridionale de Mindanao, à 800 km au sud de Manille, selon des résidents interrogés par téléphone. Le colonel rebelle Alexander Noble, ancien responsable de la garde présidentielle, a d'autre part fait son apparition avec plusieurs dizaines de partisans armés dans les rues de Cagayan-de-Oro, une ville d'un demi-million d'habitants située à 150 km au sud-ouest de Butuan, où il a proclamé une « guerre de libération » de Mindanao, selon le correspondant local de la radio manille DZRH.

Les forces armées ont aussitôt été placées en état d'alerte maximum et M^{me} Aquino a affirmé jeudi matin, dans une allocution radiodiffusée, que la rébellion allait être écrasée. Deux T-28 ont bombardé les positions tenues par les rebelles et l'un d'entre eux s'est écrasé au retour d'un raid, a-t-on appris.

annoncé l'armée. Dans son allocution, M^{me} Aquino a accusé le Mouvement pour la réforme des armées (illegale), auteur de deux tentatives sanglantes de coup d'État en 1987 et en 1989, d'être à l'origine du soulèvement avec l'aide d'une autre organisation de militaires dissidents, l'Union des jeunes officiers, ainsi que d'un petit groupe séparatiste, le Mouvement d'indépendance de Mindanao.

Cependant, aucun autre incident n'avait encore été signalé, dans l'après-midi de jeudi, dans le reste du pays, à l'exception de l'explosion, qui n'a pas fait de victimes, d'une bombe de faible puissance au quartier général de l'armée de terre à Manille.

La précédente et la plus grave rébellion contre M^{me} Aquino, dont la popularité s'est effritée au fil des années, a eu lieu en décembre dernier dans la capitale. Ses principaux responsables, dont l'ex-colonel Gregorio Honasan, figure charismatique des officiers rebelles, sont depuis dans la clandestinité.

Le chef d'état-major général, le général de Villa, a indiqué qu'un nombre indéterminé de soldats du 33^e bataillon d'infanterie ont pris par la force le contrôle du quartier général de la 402^e brigade à Butuan vers

minuit (16 heures GMT mercredi). Aucune indication de pertes en vies humaines n'a été fournie. Le chef d'état-major a précisé que le colonel Hercules Galon, commandant de cette brigade, a été capturé. Selon d'autres sources militaires, il aurait cependant réussi ensuite à s'échapper.

Dans un reportage diffusé en direct, la radio DZRH a de son côté indiqué que le colonel Alexander Noble, dont les partisans sont soupçonnés d'avoir lancé l'assaut sur le camp de Butuan, a parcouru les rues de Cagayan-de-Oro à la tête d'un convoi composé de deux transports de troupes blindés et de deux camions. L'officier rebelle y a proclamé une « République fédérale de Mindanao libre et souveraine ».

L'armée philippine avait mené sans succès en août une vaste opération de rattachage au sud de Butuan (île de Mindanao), à la recherche du colonel Noble et de ses partisans. Selon des sources fiables, le noyau d'officiers rebelles ayant dirigé les deux dernières tentatives de coup d'État avait entamé de longue date la préparation d'une action dans le sud du pays. « Cette rébellion est une grave erreur. Elle ne sera pas tolérée par la majorité des forces armées », a affirmé le général de Villa. — (AFP)

Soviétiques ont retiré leur personnel de l'hôpital de l'Armée khmère-soviétique et les Bulgares en ont fait autant de celui du 17-avril.

Surtout, comme Moscou exige désormais d'être payé en devises fortes, on s'attend à des ruptures de carburants. Comment alors, si les combats se poursuivent l'an prochain, faire tourner des blindés dispersés aux quatre coins du pays pour faire face à la menace des Khmers rouges ?

L'économie en est déjà fragilisée. « Phnom-Penh, explique un expert, vit de l'argent envoyé par la diaspora, des transferts illégaux de biens de consommation de Singapour et de Thaïlande vers le Vietnam. Il y a peu d'investissements, peu de production locale et pas d'impôts. » La demande de dollars est forte et le riel, la monnaie locale, s'effondre de cent points tous les deux mois (un dollar pour 600 rils début octobre). « Les gens veulent la paix et la fin de la dégradation de l'économie », résume un résident français. « Hun Sen [premier ministre de Phnom-Penh] a besoin qu'un cessez-le-feu intervienne rapidement », estime aussi un expert local. Ce qui voudrait dire l'arrivée d'un fort contingent de l'ONU, qui devrait, aussi, donner un peu de souffle à une économie très artificielle. Sans parler encore d'une reconstruction.

Le sens de l'urgence est omniprésent. Pendant longtemps, Phnom-Penh — comme Hanoi — avait manifesté de sérieuses réserves face à toute intervention de l'ONU. Désormais, M. Hun Sen semble souhaiter que le CNS, qui ne s'est réuni qu'une fois à Bangkok et sans parvenir à se doter d'une présidence, soit convoqué à New-York par le secrétaire général de l'ONU.

Il nous a dit, dimanche, qu'on ne pouvait plus attendre indéfiniment que le prince Sihanouk en accepte la présidence. Il espère également que, une fois le CNS accrédité auprès de l'ONU, cette dernière nommera un représentant au Cambodge et décrètera, dans la foulée, un cessez-le-feu. Bref, que l'Organisation internationale et les Cinq accélèrent le mouvement, puisque les Cambodgiens eux-mêmes sont incapables de s'entendre. « De toute façon, explique un étranger, il s'agit aujourd'hui davantage d'empêcher un retour des Khmers rouges au pouvoir qu'il s'agit d'un compromis entre Cambodgiens ».

C'est bien le parti du régime de Phnom-Penh, qui commence déjà à ressembler à des écorces. Le PPR (Parti populaire révolutionnaire) au pouvoir a purgé l'administration provinciale d'éléments corrompus. Apparemment pour éviter tout dérapage, l'équipe gouvernementale a été ramassée pour faire place à des hommes jugés sûrs qu'aux compétences. Seul M. Hor Nam Hong, nouveau ministre des affaires étrangères, n'appartient pas au parti.

Dans une ville où grouillent les rumeurs, les uns y voient un retour en force des partisans de la ligne dure, donc le principal animateur serait M. Chea Sim, président de l'Assemblée nationale et homme fort du régime. D'autres y voient plus simplement des mesures peu surprenantes avant un éventuel plongeon dans l'inconnu.

Puisqu'il faut arrêter la guerre, comment se répartiront les pouvoirs entre un état-major onusien, qu'on annonce pérorique, et l'administration en place ? Quel sera l'impact, le cas échéant, du retour de Sihanouk ? Quelle place faudra-t-il faire aux représentants des factions opposées ? Qui dirigera l'administration ? Que deviendront ministres et ministères ? Autant de questions qui commencent à préoccuper sérieusement la nomenclature locale. Déjà, certains s'inquiètent même de voir des exilés réclamer, à leur retour, des villes désertées et y a quinze ou vingt ans.

JEAN-CLAUDE POMONTI

AFRIQUE

RWANDA : alors que les rebelles se rapprochent de Kigali

La Belgique envoie une aide militaire

L'avancée des réfugiés en armes, venus d'Ouganda, dans la nuit du dimanche 30 septembre au lundi 1^{er} octobre, aurait été contenue, ont annoncé mercredi 3 octobre des sources diplomatiques à Kigali. La ligne de front serait située à 80 kilomètres environ au nord de la capitale, avec laquelle les communications par télex et par téléphone ont été coupées.

NAIROBI
correspondance

La situation était-elle plus sérieuse qu'on ne le dit ? On a appris, en effet, que le Rwanda a demandé une assistance militaire à la Belgique, l'ancienne puissance coloniale, et envisageait de faire une démarche identique auprès de la France. Ayant écourté son séjour aux États-Unis, le président Juvenal Habyarimana a brièvement rencontré, mercredi, à Bruxelles, le roi Baudouin, avant de regagner

son pays. La Belgique a mis en état d'alerte une escadre d'avions de transport militaires. Selon l'agence Belga, un Hercules C-130, chargé de matériel militaire, a déjà décollé en direction de Kigali et un autre est en attente de départ.

M. Mark Eyskens, ministre des affaires étrangères, a indiqué que son pays était « prêt à prendre certaines mesures de précaution » pour assurer la sécurité de ses 1 630 ressortissants qui vivent au Rwanda. Pour ce faire, 200 parachutistes sont prêts à voler à leur secours.

L'armée rwandaise, forte de 5 200 hommes, doit faire face à quelque 2 000 rebelles, aguerries par des années de combat au sein de l'Armée nationale de résistance (NRA) de Yoweri Museveni et qui, plus est, qui auraient « emprunté » tout leur matériel aux forces régulières ougandaises. Dirigés par Fred Rwigyema, l'ancien numéro deux de l'état-major ougandais, ces envahisseurs sont pour la plupart, comme leur chef, des réfugiés rwandais d'origine tutsie. Ils cherchent sans doute à évincer les Hutus (90 % de la population) du

pouvoir dont ils ont été eux-mêmes chassés en 1959 après des massacres inter-ethniques.

A l'en croire, « le commandant Fred » disposerait d'au moins 7 000 hommes » qu'il tiendrait en réserve, prêts à intervenir pour soutenir la première vague d'assauts. Des milliers de soldats de la NRA patrouillent, cependant, dans la région de Kagitumba, dans le but apparent d'empêcher d'autres réfugiés rwandais de franchir la frontière. Les militaires ougandais ont aussi reçu l'ordre de repousser les rebelles qui rebrousseraient chemin en cas d'échec.

Radio-Rwanda a appelé les résistants à rejoindre leurs unités. Les trois quarts de l'armée, dont on dit que le moral n'est pas excellent, auraient été envoyés dans le nord du pays pour contenir l'avance des rebelles. Le couvre-feu est maintenu sur tout le territoire. Des diplomates en poste à Kigali font état d'une vague d'arrestations dans les milieux militaires et politiques. « A titre préventif. »

JEAN HÉLÈNE

ALGÉRIE

Démission de M. Rabah Bitat, président de l'Assemblée nationale

Le président de l'Assemblée nationale, M. Rabah Bitat, a présenté sa démission, mercredi 3 octobre, à l'ouverture de la session d'automne du Parlement. Compagnon de détention de M. Ben Bella en France, après l'arraisonnement de leur avion en 1956, il fait partie du groupe des chefs « historiques » de la guerre d'indépendance.

Dans une déclaration, M. Bitat a critiqué l'accélération des réformes économiques et implicitement récusé les législatives anticipées exigées, notamment, par les islamistes après leur victoire aux élections locales du 12 juin. Ces élections doivent se dérouler dans le courant du premier trimestre 1991. M. Bitat a néanmoins réservé ses critiques les plus violentes à la politique économique du gouvernement, présidé par M. Mouloud

Hamrouche. A son avis, ces mesures se sont traduites par « une érosion sans précédent du pouvoir d'achat des couches laborieuses, une paralysie de plus en plus marquée de l'appareil de production ».

De sources sûres, on indique que M. Bitat vient de rejoindre d'anciens responsables du FLN et de signer un manifeste critique à l'égard du pouvoir. Ce manifeste a été adressé aux cadres et dirigeants du parti gouvernemental. Il est notamment signé par MM. Mohammed Salah Yahiaoui, ancien coordinateur du FLN, Mohammed Chérif Messadia, ancien numéro deux du FLN, limogé après les émeutes d'octobre 1988, Ahmed Taleb Ibrahim, ancien ministre des affaires étrangères, et son prédécesseur, M. Abdelaziz Bouteflika. — (AFP)

Contre le cauchemar du vol de l'autoradio, nous avons, aujourd'hui, un excellent tranquillizzzzant.



BLAUPUNKT
Bosch Telecom

Découvrez la KeyCard
au Mondial de l'automobile. Hall n°1

Liban : état de « divergences » entre Israël et les États-Unis

Washington présente par Israël, l'opération de libération du Koweït. M. Shamir a également souligné que les événements dans le Liban avaient créé des « nouvelles divergences » entre Israël et les États-Unis, dans la mesure où des « anti-iraquiens » et que les États-Unis impliqués dans le conflit pour une des crises au sein de cette coalition. Il a toutefois réaffirmé que les relations américano-Israéliennes étaient actuellement « bonnes ».

Des Mirage-F1 français à confirmer le rôle de la France dans la région. Les Mirage-F1 de la 3^e escadre de chasse de la base de Miraflores, à Miraflores de la Sierra, en Espagne, ont été envoyés en Liban pour participer à la guerre civile. Les Mirage-F1 de la 3^e escadre de chasse de la base de Miraflores, à Miraflores de la Sierra, en Espagne, ont été envoyés en Liban pour participer à la guerre civile.

PROCHE-ORIENT

Le général Aoun ne cède rien au gouvernement légal

Le général Aoun ne cède rien au gouvernement légal. Le général Aoun ne cède rien au gouvernement légal. Le général Aoun ne cède rien au gouvernement légal.

Le général Aoun ne cède rien au gouvernement légal. Le général Aoun ne cède rien au gouvernement légal. Le général Aoun ne cède rien au gouvernement légal.

Le général Aoun ne cède rien au gouvernement légal. Le général Aoun ne cède rien au gouvernement légal. Le général Aoun ne cède rien au gouvernement légal.

Le général Aoun ne cède rien au gouvernement légal. Le général Aoun ne cède rien au gouvernement légal. Le général Aoun ne cède rien au gouvernement légal.

Le général Aoun ne cède rien au gouvernement légal. Le général Aoun ne cède rien au gouvernement légal. Le général Aoun ne cède rien au gouvernement légal.

Le général Aoun ne cède rien au gouvernement légal. Le général Aoun ne cède rien au gouvernement légal. Le général Aoun ne cède rien au gouvernement légal.

Le général Aoun ne cède rien au gouvernement légal. Le général Aoun ne cède rien au gouvernement légal. Le général Aoun ne cède rien au gouvernement légal.

Le général Aoun ne cède rien au gouvernement légal. Le général Aoun ne cède rien au gouvernement légal. Le général Aoun ne cède rien au gouvernement légal.

Le général Aoun ne cède rien au gouvernement légal. Le général Aoun ne cède rien au gouvernement légal. Le général Aoun ne cède rien au gouvernement légal.

Le général Aoun ne cède rien au gouvernement légal. Le général Aoun ne cède rien au gouvernement légal. Le général Aoun ne cède rien au gouvernement légal.

Le Cambodge menacé d'asphyxie

Suite de la première page

Les Khmers rouges ont peut-être les moyens d'occuper une petite ville mais pas de la tenir. Ils s'installent dans les forêts dépeuplées, où ils multiplient les caches d'armes et renforcent leur logistique. Seuls de petits commandos sont actifs dans la partie utile et peuplée du pays. Ces derniers assaillent ou enlèvent les chefs de village et sèment l'insécurité même sur certains grands axes routiers. Parfois, avec l'appoint d'éléments siboukistes ou du FNLPK (la troisième guérilla), ils occupent un chef-lieu de district ou tentent les défenses d'un chef-lieu de province, comme ce fut le cas récemment à Kompong Thom. Mais, dans ce dernier cas, ils ont été défaits.

La vieille garde des Khmers rouges — Pol Pot, Ieng Sary, Ta Mok, Son Sen et quelques autres — est toujours aux commandes. Même à l'échelon du régiment-environ deux cents hommes), les chefs appartiennent tous, selon un expert, au mouvement depuis 1973 au moins. En outre, les partisans recrutés depuis 1979 ne représentent pas le tiers des effectifs totaux. Bref, les Khmers rouges vieillissent. Leur avenir semble derrière eux.

Mais, pour le moment, leur travail de sape paie. Ce qu'on appelle ici leur tactique de « l'asphyxie par l'élargissement » porte des fruits. Leurs vingt-six divisions, de quatre cents à six cents hommes chacune, soit environ un effectif global d'environ quinze mille hommes, en comptant quelques régiments autonomes, sont désormais réparties sur presque tout le territoire, comme une peau de léopard aux taches claires. Le résultat : fau-

de pouvoir concentrer ses défenses. Phnom-Penh est obligé d'étendre ses lignes de communications, de recruter et d'armer une quantité de miliciens et de soldats forcément mal payés et de médiocre qualité.

Tout cela n'est pas populaire. Surtout, des dizaines de milliers de paysans ont fui les zones d'insécurité, abandonnant leurs cultures, et les bras ont manqué d'autant plus en raison de la conscription des jeunes. La récolte de riz s'annonce donc moins bonne, d'autant qu'un malheur n'arrive pas seul. Les crues ont été rapides. Il y a eu encore moins d'engrais disponibles à temps que d'habitude. Dans deux secteurs, enfin, les pluies ont été tardives.

Ces données n'ont été contrebalancées que par un facteur — d'avenir — très positif : l'engagement du gouvernement à distribuer, en 1991, des « titres de possession » des terres à ceux qui les travaillent à encourager les paysans à étendre les surfaces cultivées. La récolte n'en sera pas moins maigre : un peu plus de 2 millions de tonnes de riz attendues, contre 2,5 millions de tonnes l'an dernier, le seuil de l'autosuffisance étant estimé à 2,7 millions de tonnes.

Survivre sans l'aide de l'Est

Une autre mauvaise nouvelle pour Phnom-Penh concerne l'aide de Moscou et de l'Europe orientale. L'Europe orientale, qui se réduit comme une peau de chagrin. A Phnom-Penh, les quarante-six enseignants de l'Institut de techniques agricoles de Chamcar-Daung s'en vont, ne laissant derrière eux qu'une équipe cambodgienne embryonnaire. Les

AMÉRIQUES

ÉTATS-UNIS

La municipalité de New-York annonce un nouveau plan contre la criminalité

La ville de New-York vient d'annoncer le lancement, grâce à des augmentations d'impôts, d'un vaste plan contre la criminalité, qui lui coûtera 1,8 milliard de dollars en quatre ans et portera les effectifs policiers à un niveau encore jamais atteint.

« Nous inonderons les rues d'une armée de policiers », a lancé le maire, M. David Dinkins, mardi 2 octobre, en présentant son plan destiné à enrayer la montée du crime à New-York, après un été où de retentissantes affaires criminelles se sont succédées. En dix-huit mois, 8 000 policiers supplémentaires devraient s'ajouter aux quelque 25 000 qu'emploie aujourd'hui la ville. Pour libérer les « coqs » new-yorkais de la papeterie, M. Dinkins prévoit d'embaucher 1 600 coqs blancs qui les déchargeront de toutes les tâches administratives, ce qui devrait permettre de maintenir chaque jour dans les rues environ 10 200 policiers, contre seulement 6 640 aujourd'hui.

Pour dégager d'autres troupes fraîches, la ville a aussi décidé de ne plus dépêcher de policiers avec les pompiers ou les ambulanciers qui sont appelés sur le numéro des

urgences. Sécurité toujours, dès juillet prochain, de 20 heures à 4 heures du matin, il y aura un policier dans chaque rame de métro. Mais la sécurité a un prix, et les New-Yorkais, qui viennent déjà de subir la plus forte hausse d'impôts locaux sur le budget 1990-91 de la ville, vont se voir soumis à une nouvelle contribution, à laquelle seraient astreintes toutes les personnes travaillant à New-York.

Enfin, outre cet impôt, sont prévues également une taxe sur les tickets de loterie et une augmentation des impôts immobiliers. — (AFP)

Colombie : le cartel de Medellín responsable de l'enlèvement de sept journalistes. — Un secteur du cartel de Medellín, qui dirige Pablo Escobar, est responsable de l'enlèvement de sept journalistes, a affirmé le gouvernement colombien mercredi 3 octobre. Les personnes séquestrées sont Diana Turbay et Juan Vitta, de la revue *Hay por Hoy*, Azucena Llaviano, Orlando Acevedo et Richard Becerra, de la chaîne Círculo, le correspondant allemand Hero Boss et Francisco Santos Calderón, chef de rédaction et éditeur du quotidien *El Tiempo*. — (AFP)

DIPLOMATIE

La Chine et Singapour vont échanger des ambassadeurs

La Chine et Singapour ont annoncé, mercredi 3 octobre à New-York, avoir établi des relations diplomatiques au niveau des ambassadeurs.

PÉKIN

de notre correspondant

Singapour n'avait pas attendu la normalisation diplomatique avec Pékin pour devenir à la fois un des ses proches partenaires politiques dans le conflit du Cambodge, son sixième partenaire commercial, avec un volume d'échanges de 3,2 milliards de dollars en 1989, et un gros acheteur de pétrole chinois en particulier. La normalisation diplomatique et la flambée des prix du pétrole contribueront à augmenter fortement ce volume.

Mais l'essentiel pour Pékin est ailleurs. Depuis plus de dix ans, Singapour exigeait, pour procéder à un échange d'ambassadeurs avec la

Chine, que celle-ci normalise d'abord ses relations avec l'Indonésie, ce qui est chose faite (le Monde du 10 août). Derrière cette exigence, l'idée était d'amener la Chine à renoncer définitivement à sa stratégie déstabilisatrice des années 60 contre les gouvernements de la région qui lui déplaisaient, en armant des mouvements insurgés et en manipulant en sous-main des communautés chinoises locales.

De tous les soulèvements armés qui se sont réclamés du communisme en Asie à un moment ou à un autre au cours des dernières décennies, il ne reste plus que les Khmers rouges, au Cambodge, à recevoir encore un soutien plus que moral et distant de Pékin. Ce qui n'est pas pour gêner Singapour, dont le premier ministre M. Lee Kuan-Yew fut, bien avant tout autre partenaire asiatique, le complice de M. Deng Xiaoping pour ressusciter militairement les Khmers rouges après leur défaite devant les forces vietnamiennes en 1979.

L'accord signé mercredi aux Nations unies avec Singapour a donc valeur de symbole : on tourne la page, à défaut de passer l'éponge, sur des « mésactions » que la Chine n'a jamais explicitement reconnues mais dont elle sait aujourd'hui qu'elles ont constitué une faute majeure de politique étrangère.

Pour arracher ce nouveau succès, la diplomatie pékinoise a dû effectuer une concession qu'elle n'aurait certainement pas envisagée avant d'être reléguée provisoirement, du fait de la sanglante répression interne de 1989, au rang de paria de la grande scène mondiale. Pékin a en effet accepté que Singapour, qui entretenait avec Taiwan des relations très étroites, quoique non-officielles, continue d'y envoyer certaines unités de sa petite armée pour y recevoir un entraînement militaire poussé. Ce point peut servir de précédent dans la partie de bras de fer qui se déroule entre la Chine communiste et sa rivale nationaliste.

FRANCIS DERON

Accord soviéto-américain sur le désarmement en Europe



Suite de la première page

Le chapitre des effectifs des armées dites « nationales » sera abordé, mais plus tard, au cours d'un second cycle des FCE, qui devra commencer peu après la signature du traité FCE 1 : seule l'Allemagne a anticipé sur cette nouvelle négociation en s'engageant à limiter ses effectifs à 370 000 hommes.

Quant aux armements qui ont fait l'objet des entretiens de New-York entre MM. Baker et Chevardnadze, ils se répartissent en cinq catégories : chars, véhicules blindés, artillerie, avions de combat et hélicoptères. Seul ce dernier chapitre fait encore l'objet d'un litige, mais, a précisé le ministre soviétique, « il n'est pas difficile et je suis sûr qu'elles [nos délégations à Vienne] trouveront une solution ». La question de l'aéronavale soviétique basée à terre a finalement été exclue du traité, malgré le vœu des États-Unis, au prix d'une « déclaration politique » par laquelle Moscou s'engageait à limiter certaines limites dans cette catégorie d'avions. Il reste encore à s'entendre sur la répartition des armements entre les quatre zones découpées par les négociateurs entre Atlantique et Oural, mais la question de la vérification a été « pratiquement réglée », selon le secrétaire d'État américain.

Peut-on dire que « bien sûr, les Soviétiques ont fait toutes les concessions importantes », comme l'a fait, en plaisantant, M. Chevardnadze ? Peut-être pas sur les derniers détails,

mais sur le fond, certainement. Sans doute les deux ministres n'ont-ils précisé aucun chiffre, gardant les négociations pour leurs alliés dans la négociation, mais les limites sont déjà connues dans les grandes lignes, et elles sont sévères pour l'URSS.

En ce qui concerne les chars par exemple, le plafond a été fixé à

20 000 exemplaires pour chaque alliance, et un seul pays ne peut détenir plus de tiers environ de ce total selon les catégories d'armes (le Monde du 2 octobre). En conséquence, les Soviétiques devront donc réduire de quarante mille chars au moins le formidable parc que Brejnev et ses maréchaux avaient accumulé en Europe : le reste devra être évacué à l'est de l'Oural. Pour l'OTAN, en revanche, le « sacrifice » ne sera que de 2 000 chars.

De même en matière d'artillerie, où le plafond a été fixé également à 20 000 pièces, le pacte de Varsovie devra en sacrifier plus de 50 000, alors que l'OTAN, lui, attend péniblement aujourd'hui cette limite avec 18 500 pièces d'artillerie et pourra donc augmenter ce nombre.

Tous ces sacrifices soviétiques exigent un effort encore plus considérable que celui que M. Gorbatchev avait annoncé précédemment avec ses réductions unilatérales. Ainsi, selon l'Institut stratégique de Londres, dont le rapport annuel est publié jeudi 4 octobre, la destruction des chars soviétiques continue, mais à un rythme inférieur à la production d'engins nouveaux, le total étant passé de 60 000 en 1989 à 61 500 cet été.

Au fait, est-il bien judicieux de négocier à Vienne entre des « alliances » supposées rivales et dont au moins une n'est plus qu'un cadre vide ? Ce même « Military Balance » de l'Institut londonien, jusqu'ici l'indispensable et prestigieux « almanach » des stratégies, précise qu'il « pourrait être le dernier consacrant un chapitre au pacte de Varsovie ».

Encore une tradition qui disparaît.

MICHEL TATU

M. Fidel Castro affirme n'avoir pas demandé à l'URSS en 1962 de lancer une attaque nucléaire contre les États-Unis

Le président cubain Fidel Castro a démenti avoir demandé à l'URSS de lancer en 1962 une attaque nucléaire contre les États-Unis, ainsi que l'a affirmé dans ses Mémoires l'ancien dirigeant soviétique Nikita Khrouchtchev (le Monde du 26 septembre).

Dans un discours prononcé vendredi 28 septembre devant les Comités de défense de la révolution (CDR), Fidel Castro a dit qu'il lui faudrait « peut-être », pour rétablir la vérité, rendre publics les messages échangés entre Khrouchtchev et lui-même pendant la crise des missiles de Cuba.

Il a déclaré d'autre part que la crise du Golfe et les bouleversements en Union soviétique obligeraient Cuba à de nouveaux sacrifices pour éviter un

effondrement économique. Les importations de pétrole et d'autres matières premières en provenance de l'URSS sont de plus en plus perturbées, a-t-il expliqué. Aussi « les restrictions actuelles pourraient devenir beaucoup plus sérieuses ». Les autorités ont commencé à limiter de manière draconienne la distribution de carburant et à étendre le rationnement des produits alimentaires, des vêtements et d'autres produits. Elles ont également limité le nombre des journaux. L'organe du PC, *Granma*, est désormais le seul quotidien de circulation nationale. Alors, qu'allons-nous faire ? Renoncer à la révolution, au socialisme, à notre indépendance ? Jamais », a affirmé Fidel Castro. — (Reuters)

EUROPE

Le vice-ministre polonais de la défense à Paris

Varsovie s'inquiète de la déstabilisation de l'Union soviétique

Espoir et crainte : c'est avec des sentiments mitigés que les Polonais auront assisté, mercredi 3 octobre, à l'unification de leur grand voisin allemand, comme en témoignait la réaction de leur vice-ministre de la défense, M. Janusz Onyszkiewicz, ancien porte-parole de Solidarité, hôte à Paris de M. Chevènement.

« Il nous reste des souvenirs historiques encore vivaces, indélébiles », a-t-il déclaré mercredi au cours d'une conférence de presse, et même si « les chances de réalisation d'un scénario menaçant pour la Pologne sont minimes, on ne peut pas non plus l'exclure totalement ». Bref, si M. Onyszkiewicz se veut « optimiste » sur le rôle futur de la nouvelle Allemagne, « la question des frontières semble tout à fait réglée et nous sommes prêts à investir dans un avenir commun », il préfère rester « prudent ».

Mais les Polonais ont une autre crainte, celle des conséquences de l'effondrement de leur grand voisin oriental, l'Union soviétique. Après M. Jacek Kuron, ministre du travail, qui avait déjà exprimé cette préoccupation la semaine dernière à Paris, M. Onyszkiewicz a confirmé que « l'aggravation de la situation en URSS est un souci majeur » pour les dirigeants polonais, avec les risques que comporterait « une guerre civile dans un pays bourré de centrales et d'armes nucléaires » aux portes de la

Pologne. Le ministre polonais de la défense a entrepris de déplacer vers l'est du pays une partie de ses troupes qui traditionnellement étaient stationnées à l'Ouest, vers l'« ennemi ». Mais souligne M. Onyszkiewicz, cela coûte cher : le déplacement définitif d'une division de l'Ouest à l'est du pays coûte quelque 100 millions de dollars.

M. Onyszkiewicz, qui fut en d'autres temps accusé d'être à la solde des services secrets occidentaux, a par ailleurs évoqué « les transformations profondes » que va subir le pacte de Varsovie : « D'un côté, un mois et demi, il deviendra un pacte à caractère essentiellement consultatif », a-t-il dit avant d'ajouter : « si nous devons y demeurer ». Bref, il sera un « forum de consultation politique », dont les structures militaires, l'état-major et la direction unifiée, auront été supprimés. La Pologne, la Tchécoslovaquie et la Hongrie auront de concert ce sens et n'entendent pas céder « la moindre parcelle de souveraineté ». M. Onyszkiewicz a relevé au passage que la Hongrie, dont le premier ministre, M. József Antall, clame qu'elle est en train de quitter le pacte de Varsovie, « ne participerait pas aujourd'hui aux négociations sur sa transformation si elle voulait le quitter ».

En tout état de cause, la Pologne ne considère pas le pacte de Varsovie, « même transformé », comme « quelque chose de définitif », a-t-il poursuivi. Il aura simplement « un rôle à jouer dans une période de transition ».

Une période qui recouvre notamment tout le processus de retrait des troupes soviétiques, dont, après avoir souhaité le maintien dans un premier temps, la Pologne négocie à présent le départ. Soviétiques et Polonais ont maintenant abordé dans leurs discussions la question du calendrier du retrait, que M. Onyszkiewicz souhaite voir achever « le plus rapidement possible », et en tout cas « un an et demi ». Tous les points ne seront pas couverts pour autant : Varsovie souhaite pouvoir faire former une partie de ses militaires en Occident, mais continuera d'envoyer quelques officiers à l'académie militaire Vorouchilov de Moscou, « car c'est une excellente académie ».

S. K.

Le pape demande l'abrogation de la loi polonaise sur l'avortement. — Jean-Paul II, qui s'adressait mercredi 3 octobre à Rome à mille pèlerins polonais, a soutenu l'initiative du Sénat de son pays qui a adopté, samedi 29 septembre, une proposition de loi visant à interdire l'avortement. « Il s'agit d'un premier pas, a estimé Jean-Paul II, pour surmonter ce mauvais héritage, rendu plus grave par la marque du totalitarisme marxiste ». Selon lui, cette loi polonaise « viole l'ordre moral parce qu'elle permet de tuer l'homme innocent et totalement sans défense ». — (AFP)

URSS

L'opposition battue par les « communistes nationaux » aux élections en Azerbaïdjan

Contrairement à l'Arménie où le mouvement national démocratique avait gagné les élections législatives en juillet dernier et formé le gouvernement, en Azerbaïdjan voisin, les élections de dimanche ont marqué une défaite de l'opposition. Les résultats du premier tour de scrutin, publiés mercredi 3 octobre, ne lui donnent que 10 % des 260 sièges pourvus. Quarante autres députés du parlement doivent être élus au second tour dans deux semaines.

Profitant de l'état d'urgence imposé par l'armée soviétique depuis son intervention sanglante à Bakou en janvier dernier, le Parti communiste, alors totalement discrédité, a opéré un rétablissement en faisant sienne les thèmes nationalistes et le développement économique indépendant. Sous la houlette de son nouveau chef, M. Ayaz Moutalibov, également président de la République et membre du nouveau bureau politique du Parti communiste soviétique, il a emporté la grande majorité des sièges.

Mais l'événement a été surtout le retour fracassant sur la scène politique de M. Geidar Aliev, ex-chef du KGB et du parti local et qui fut membre jusqu'en 1987 du bureau politique du PCUS. Il a obtenu 95 % des voix dans son fief du Nakhtichevan, République autonome azerbaïdjanaise enclavée entre l'Arménie, l'Iran et la Turquie. M. Aliev est vivement contesté par les intellectuels et craint par certains de ses héritiers, qui mettent en cause son népotisme, voire son rôle occulte dans les derniers troubles du Caucase. Mais il reste très populaire dans les campagnes, où l'on apprécie son opposition ouverte à M. Gorbatchev, qu'il a

pu récemment exposer à la télévision soviétique. Bien que cardiaque et âgé de soixante-dix ans, il pourrait briguer à nouveau le leadership local sous la bannière d'un « nationalisme azeri », en l'opposant aux nouveaux dirigeants, pourtant issus de son séral.

Le Front populaire d'Azerbaïdjan, qui fut à l'origine de la situation insurrectionnelle de janvier dernier, a eu 25 élus, alors que les sociaux-démocrates et écologistes — qui s'en sont séparés en critiquant son nationalisme populiste — n'en ont eu aucun. Ces opposants, pourtant groupés en un « bloc démocratique », avaient vainement demandé la levée de l'état d'urgence pour assurer la légitimité des élections et protesté contre le renvoi à Moscou des observateurs envoyés par

des mouvements démocratiques soviétiques. Bakou avait été déclinée pour l'occasion ville fermée aux journalistes par le nouveau commandant militaire de Bakou, le colonel Valéri Bonimakov. Ce fils nésé d'un académicien azeri a été au Parlement.

Le Front populaire dénonce maintenant des intégraristes communistes lors du scrutin de dimanche. Il avait aussi dénoncé l'assassinat à son domicile, le 26 septembre, d'un de ses responsables, M. Arif Abdullatip Beyli, et affirmé qu'il s'agissait d'un crime politique. La victime avait signé récemment un article dénonçant la mise sur pied par l'appareil communiste d'organisations recrutant parmi la « mafia » locale et professant un nationalisme extrémiste.

S. SH.

Démenti sur le retrait de missiles des zones troublées

Le ministère soviétique de la défense a démenti mercredi 3 octobre que des missiles nucléaires aient été retirés des régions troubles de l'Union soviétique. Cette information avait été donnée la semaine dernière par le chef de l'état-major, le général Mikhaïl Moïseïev, dans une interview au *Washington Post*. Reprise dans un reportage diffusé lundi lors du journal télévisé, elle précisait que ces ogives doivent être redéployées dans la fédération de Russie. Le démenti du ministère, diffusé par Tass, affirme que cette information

« ne correspond pas à la réalité ». Selon des experts occidentaux, des missiles ont été déplacés d'Asie centrale, du Caucase et des pays baltes.

Le chef d'état-major de l'armée de terre, le général Dmitri Grinkovitch, a pour sa part annoncé mercredi que 7 % seulement des conscrits d'Arménie ont répondu à l'appel sous les drapeaux de septembre. Ils sont 20 % à l'avoir fait en Géorgie et 50 % dans les pays baltes. Le chiffre total des réfractaires étant de 400 000, a-t-il précisé. — (AP, AFP)

STOP!

Nous voulons rester ici et y vivre mieux

Seine Saint-Denis
Conseil GénéralGeorges Valbon
PrésidentNE LAISSONS
NOTRE DInjustices
médicales
pour tous
immobilières
Il faut des
et qualifiées
milles

Nous voulons

EUROPE

L'unification de la RFA et de la RDA

« S'unir, c'est apprendre à partager »

déclare le président Richard von Weizsäcker

BERLIN

de notre correspondant

Le chancelier Helmut Kohl a assuré, jeudi 4 octobre, devant le nouveau Parlement que l'Allemagne assumera ses responsabilités « dans le cadre des Nations unies, de la communauté européenne ou de l'alliance atlantique ». De son côté, le président Richard von Weizsäcker s'est efforcé de rassurer les voisins de la nouvelle Allemagne contre les risques d'hégémonie.

« Il ne faudra jamais oublier les crimes commis par les Allemands »
déclare le chancelier Kohl

Le chancelier Helmut Kohl a déclaré, jeudi 4 octobre, à Berlin : « Il ne faudra jamais oublier les crimes commis au cours de ce siècle par les Allemands (...) les souffrances qu'ils ont infligées aux hommes et aux peuples ». Au cours de sa première déclaration gouvernementale en tant que chancelier de l'Allemagne unie, il a indiqué : « Nous devons aux victimes de garder vivant le souvenir de ce chapitre, le plus sombre de notre histoire. Nous le devons avant tout aux victimes de l'Holocauste, génocide sans précédent des Juifs européens ».

Devant les députés du nouveau Parlement réuni au Reichstag, M. Kohl a ajouté que les Allemands « ne veulent à l'avenir ni emprunter des voies particulières ni s'engager dans les chemins du nationalisme ». — (AFP.)

La tentation du cavalier seul

Le président de la République, M. Richard von Weizsäcker, a longuement abordé les deux sujets qui ont dominé les débats de ces dernières semaines sur l'unification. Il a appelé ses compatriotes, anciens et nouveaux, à faire œuvre de compréhension et de tolérance pour réussir l'unification malgré les difficultés de tous ordres dues à l'effondrement de l'économie à l'Est et aux évolutions différentes des deux parties de l'Allemagne au cours des quarante dernières années. « S'unir, c'est apprendre à partager », a-t-il lancé. Il a ensuite appelé les Allemands à se souvenir qu'ils appartiennent à une communauté démocratique occidentale qui a fait ses preuves : « Pour la première fois dans l'histoire, l'Allemagne entière trouve sa place dans le cercle des démocraties occidentales ».

Le chef de l'Etat s'est aussi prononcé contre la tentation d'un nouveau cavalier seul au centre de l'Europe. Si l'Allemagne a une mission particulière envers ses voisins est-européens, dont il a souligné la contribution essentielle dans les changements à l'Est, cette mission sera d'autant plus efficace, à ses yeux, qu'elle prendra place dans le cadre de la Communauté européenne.

M. von Weizsäcker a plaidé pour un approfondissement de cette communauté, qui ne doit pas se limiter « à un marché intérieur », faisant applaudir longuement le président de la Commission européenne, M. Jacques Delors, seul invité non allemand avec rang de chef de gouvernement.

« Pour la première fois, nous, les Allemands, ne sommes pas une pomme de discorde à l'ordre du jour européen. L'unité allemande n'a été imposée à personne mais a été arrangée dans la paix », a noté M. von Weizsäcker, comme pour exorciser une appréhension de voir l'unification porter une nouvelle fois malchance.

Cette crainte, renforcée par la conviction d'avoir à affronter une grande période d'incertitude pour réussir la fusion, explique sans doute en partie le ton généralement retenu des festivités de ces jours.

La gauche radicale de Kreuzberg, qui a manifesté mercredi avec sa violence coutumière en livrant combat

aux forces de l'ordre dans le centre de Berlin-Est, l'a exprimé d'une manière abrupte (voir encadré ci-dessous). A Berlin-Est, où la perception de l'Europe est plus proche de la maison commune de M. Gorbatchev que d'une Communauté européenne dont on ne connaît guère encore les contours, la « Maison des jeunes talents », qui abritait la fête de Neues Forum, arborait ostensiblement sur sa façade d'immenses drapeaux européens.

Mais il fallait bien s'occuper aussi de choses concrètes. Sur le plan politique, les cinq personnalités de l'Est qui font leur entrée dans le gouvernement du chancelier Kohl comme ministres sans portefeuille ont été nommées officiellement par le président von Weizsäcker. Il s'agit de Mme Bergmann-

Pohl, de MM. Lothar de Maizière, chef du dernier gouvernement de RDA, et de Gunter Krause, le négociateur des traités de réunification (tous trois chrétiens-démocrates) ainsi que de deux dirigeants des partis libéraux et social-allemands.

Le même jour est arrivé au QG de l'ancienne armée nationale populaire est-allemande, à Strausberg, une quarantaine de kilomètres de Berlin, un groupe d'officiers ouest-allemands chargés de prendre le commandement des nouvelles forces armées allemandes de l'Est, sur le territoire de l'ancienne RDA. Ces forces, principalement constituées pour le moment d'unités de l'ancienne NVA, serviront, hors des structures de l'OTAN, jusqu'au 1^{er} janvier 1995, date prévue pour le retrait des dernières forces soviétiques.

Les effectifs de l'armée est-allemande, déjà réduite de moitié par rapport à ce qu'elle était sous le régime communiste, doivent passer dans les années à venir de 90 000 à 50 000 hommes. La nouvelle la plus spectaculaire a cependant été celle de l'arrestation, à la demande du parquet général de Karlsruhe, de Werner Grossmann, l'ancien patron du département renseignement de la Stasi. Il avait succédé à ce poste à Markus Wolf, un pro-gorbatchévien, qui avait démissionné il y a quatre ans et joué un certain rôle dans la liquidation du régime Honecker puis dans la réforme de l'ancien Parti communiste à l'automne dernier. Objet lui-même d'un mandat d'arrêt, Markus Wolf se serait réfugié à l'étranger, en URSS ou dans un pays de l'Est.

HENRI DE BRESSON

ERRATUM. — Bismarck avait déclaré qu'il unifierait l'Allemagne « par le fer et par le sang », et non pas, comme un lapsus l'a fait écrire à André Fontaine (« Plus fort que Bismarck », Le Monde du 3 octobre) « par le fer et par le feu ». Mille excuses.

Le baroud d'honneur de la légion de Kreuzberg

BERLIN

de notre correspondant

« Ceux » de Kreuzberg n'ont pas voulu laisser passer la grande fête de l'unification sans marquer le coup. Depuis des mois déjà, ils affichaient dans ce quartier de Berlin alternatif leur hostilité à un processus qu'ils considéraient comme la trahison du symbole de la grande Allemagne, du capitalisme et des machos. Sans doute aussi un peu par crainte d'avoir du mal à continuer à habiter dans le centre de Berlin, devenu aujourd'hui l'objet de toutes les spéculations.

A leur stupeur, les Berlinois de l'Est ont donc découvert à leur tour les voitures renversées,

incendiées, les canons à eau, les échouffourées entre manifestants et escouades de policiers anti-émeutes bardés comme des joueurs de base-ball. Dans la bonne tradition de Kreuzberg, dont les troupes avaient sagement attendu le jour de l'unification pour leurs premières incursions à l'Est, on a livré bataille jusqu'à tard dans la nuit entre l'Alexanderplatz et Kreuzberg même. Il y a eu quelques dégâts et plusieurs dizaines d'arrestations.

A l'appel de plusieurs groupes d'extrême gauche, tout avait débuté par une manifestation autorisée contre le symbole de la grande Allemagne, entre l'Oranienplatz, à l'Ouest, et l'Alexander-

platz à l'Est. Tous coups déployés, à pas lents, la légion de Kreuzberg, avec ses féministes en tchador, ses « anars » encagoulés, ses rescapés du marxisme-léninisme, encadrée de près par les policiers, s'est frayé un chemin au milieu des centaines de milliers de badauds aux cris de « Allemagne, reïone ta gueule ! ». Une jeune femme hurlait au mégaphone sa haine des « sauteux » (surnom des policiers allemands), des capitalistes, bref des Allemands. Dans ces beaux quartiers de l'ancien régime communiste, où il suffisait d'élever la voix pour être suspect, le spectacle de la démocratie était complet.

H. de B.

M. Gorbatchev se rendra en Allemagne au mois de novembre

Le président Mikhaïl Gorbatchev se rendra en Allemagne dans la première quinzaine du mois de novembre pour signer avec le chancelier Helmut Kohl un traité de large coopération entre les deux Etats. La date exacte de la visite n'est pas encore fixée et on ignore si celle-ci aura lieu à Bonn ou à Berlin. La dernière visite de M. Gorbatchev en RFA, qui avait été un triomphe populaire, remonte à juin 1989. Le 7 octobre 1989, M. Gorbatchev avait effectué une visite en RDA à l'occasion des cérémonies du 40^e anniversaire de l'Etat est-allemand.

Le Soviet suprême a d'ailleurs voté, mercredi 3 octobre, une résolution annulant le traité de coopération, d'amitié et d'assistance mutuelle entre l'URSS et la RDA, signé en 1975.

D'autre part, M. Lech Walesa a adressé un message au chancelier Kohl dans lequel il déclare que les Polonais sont « pleins d'espoir » de pouvoir développer avec l'Allemagne une « relation de bon voisinage » et de coopérer avec elle dans la « compréhension des problèmes régionaux ». De son côté, le premier ministre polonais, M. Tadeusz Mazowiecki, affirme dans un message de félicitations que la Pologne

accueille l'unification allemande « avec confiance » et espère « ouvrir un nouveau chapitre » dans les relations bilatérales, notamment en fondant une « communauté d'intérêts polono-allemande ».

La frontière Oder-Neisse entre la nouvelle Allemagne unie et la Pologne est devenue un peu moins perméable avec l'unification allemande, un visa étant désormais obligatoire dans les deux sens. La réunification a eu pour conséquence de freiner les flots de Polonais et d'Allemands au cours des quarante dernières semaines sur le petit pont qui enjambe l'Oder entre Slubice, en Pologne, et Frankfurt-sur-Oder, dans l'ex-RDA. « C'est comme si on avait déplacé le mur de Berlin jusqu'à Frankfurt », commente une militante du syndicat polonais Solidarnosc, Lucyna Leyka.

A Bruxelles, le secrétaire général de l'OTAN, M. Manfred Womern a salué l'Allemagne unifiée comme « membre loyal » de l'alliance atlantique et comme « partenaire actif de la construction d'une Europe unie et libre ». Il a également rendu un hommage appuyé à l'URSS pour son accord à la « pleine participation » de l'Allemagne unie à l'OTAN. — (AFP, Reuter.)

La restitution de biens collectifs

La Hongrie recule, la Tchécoslovaquie s'engage

La Cour constitutionnelle de Hongrie a rejeté mercredi 3 octobre un projet de loi gouvernementale prévoyant la redistribution des terres actuellement cultivées par les coopératives agricoles et les fermes d'Etat à leurs anciens propriétaires de 1947, ou à leurs descendants, qui s'engageaient à les cultiver.

La Cour a jugé que ce projet, qui ne prévoyait aucune indemnisation immédiate, créait une discrimination entre les individus. Ce jugement, qui risque de remettre en cause le principe même de la redistribution des terres et intervient entre les deux tours des élections municipales, a provoqué des craquements au sein de la coalition au pouvoir.

En Tchécoslovaquie, par contre, le parlement a adopté mardi une loi sur la restitution à leurs anciens propriétaires des petites entreprises familiales confisquées par le pouvoir communiste entre 1955 et 1962. Cette première mesure de la réforme de passage à l'économie de marché peut concerner quelque 70 000 magasins, hôtels, restaurants, garages, ateliers, aciéries ou moulins. — (AFP.)

YUGOSLAVIE

L'opposition serbe décide de boycotter les élections « libres » du 9 décembre

BELGRADE

de notre correspondant

Treize partis d'opposition de Serbie ont finalement décidé mercredi 3 octobre, de boycotter les élections législatives et présidentielles prévues pour le 9 décembre dans cette république. L'opposition est prête à réexaminer sa position « si les autorités renoncent à faire de la Serbie une nouvelle Albanie — une deuxième tyrannie unipartite » et acceptent toutes ses revendications au cours de la semaine à venir.

L'opposition demande notamment l'abrogation de la loi électorale élaborée par le Parti socialiste (ex-communiste) au pouvoir et la convocation rapide d'une table ronde. Une nouvelle loi pourrait être votée d'urgence. La campagne électorale pourrait ainsi commencer le 27 octobre et le scrutin se dérouler le 27 décembre.

Les dirigeants des mouvements d'opposition reprochent principalement au parti au pouvoir d'avoir

choisi un système de scrutin majoritaire, de refuser la mise en place de commissions mixtes pour le contrôle des élections, d'avoir interdit la publication de sondages d'opinion pendant la campagne et enfin, d'avoir décidé que les Serbes travaillant à l'étranger ne pourraient pas voter dans leur pays de résidence, mais seulement en Yougoslavie.

L'opposition revendique également au moins deux heures d'antenne quotidiennes et la création d'une commission mixte pour le contrôle de la télévision. Elle exige enfin que les locaux monopolisés par les anciens communistes soient mis à la disposition des partis politiques légalisés en Serbie.

Si l'opposition propose une fois de plus un dialogue aux autorités serbes pour tenter de trouver un terrain d'entente, c'est parce qu'elle est consciente des conséquences du boycottage des élections. « Si nous y sommes forcés, la Yougoslavie ne pourra pas entrer l'année prochaine au Conseil de

l'Europe puisque l'Occident a posé comme condition la tenue d'élections dans les six Républiques de la fédération d'ici à la fin de l'année », explique le leader du Forum démocratique.

FLORENCE HARTMANN

Appel au calme du gouvernement fédéral. — Le gouvernement fédéral a lancé mardi 2 octobre un appel au calme à la suite des incidents inter-ethniques qui se sont produits ces derniers jours dans les villes de Croatie à prédominance serbe. A Belgrade, la présidence collégiale de la Yougoslavie a demandé aux autorités croates de « tout faire pour éliminer les causes qui ont suscité la peur, la résistance et la débâcle civile massive » au sein de la communauté serbe. Le président de la Croatie, M. Franjo Tudjman, et le représentant de cette république à la présidence de l'Etat, n'assistent pas à la réunion. — (AFP, Reuter.)

NE LAISSONS PAS RONGER NOTRE DROIT A L'EMPLOI

Injustice en Seine Saint-Denis : 30.000 emplois et 800 entreprises menacés à La Plaine Saint-Denis pour cause de spéculation immobilière. Il faut des emplois stables et qualifiés pour produire des biens utiles.

Nous voulons travailler ici et y vivre mieux

Seine Saint-Denis
Conseil Général



Georges Valbon
Président

Georges Valbon
Président



L'ALLEMAGNE AU SINGULIER

IV. - Les nationalismes croisés de Helmut Kohl et de Hans-Dietrich Genscher

Nous poursuivons avec un portrait de ses deux principaux artisans, en RFA, notre série d'articles consacrée à l'unification allemande (*Le Monde*, des 2, 3 et 4 octobre).

BONN

de notre correspondant

Helmut Kohl, chancelier, et Hans-Dietrich Genscher, ministre des affaires étrangères, se sont assurés une place dans les livres d'histoire en conduisant la nation allemande vers son unité. Le premier en saisissant la chance que lui offrait l'écroulement du régime communiste en RDA pour canaliser le mouvement populaire vers la revendication unitaire; le second en créant dans le reste du monde les conditions d'acceptation de la réunification.

Admirablement complémentaires, ces deux hommes, pourtant si différents par leur origine et les traditions dont ils se réclament, revendiqueront sans doute dans leurs mémoires à venir le rôle décisif que chacun a tenu dans cette « *success story* ». La victoire ne manque jamais de père, et les petites piques que ne cessent de se lancer les « *enjoyers* » des deux hommes laissent augurer la dispute à venir.

Ni Helmut Kohl ni Hans-Dietrich Genscher ne passent pour des visionnaires ou des théoriciens : on cherchera en vain dans leurs écrits ou leurs discours la définition d'une « *certaine* »

de l'Allemagne » qui aurait pu constituer l'armature d'un nationalisme allemand renaissant de ses cendres. Helmut Kohl s'est défini d'emblée comme le « *petit-fils d'Adenauer* » et a affirmé que son ambition se limitait, à son arrivée au pouvoir en 1982, à poursuivre, en la modernisant, celle du « *vieux* » : ancrer toujours plus solidement la République fédérale dans l'alliance occidentale et la Communauté européenne en se refusant à faire passer l'unité avant la liberté.

Hans-Dietrich Genscher travaillait, lui, sous le portrait de Gustav Stresemann, ministre des affaires étrangères de la République de Weimar et prix Nobel de la paix, qui eut sans relâche au rétablissement de la souveraineté et de la dignité internationale d'une Allemagne humiliée par le traité de Versailles.

Que les deux hommes soient des patriotes allemands ne peut être contesté : l'attachement sentimental qu'ils affichent pour leur Heimat, leurs régions natales respectives du Palatinat et de Saxe-Anhalt, leurs références constantes au terroir et à ses valeurs ne relèvent pas simplement d'une rhétorique platement électorale. Le chancelier et le ministre des affaires étrangères ont beau être, fonction oblige, de grands voyageurs, cela ne les a pas transformés pour autant en coryphées d'une culture transnationale. Helmut Kohl, qui ne passe jamais ses vacances hors de l'espace germanophone, laisse à ses fils le soin de parcourir le



« *village planétaire* » pour leurs études et leurs loisirs. Hans-Dietrich Genscher est un habitué de la Côte d'Azur, mais ce choix relève plus chez lui d'un hédonisme bien compris que d'une volonté de puiser hors des frontières nationales savoir et inspiration.

En cela, les deux hommes sont parfaitement représentatifs de leur génération, celle du repli allemand sur des identités partielles, régionales, religieuses ou culturelles. Ce n'est pas le cas d'autres hommes politiques allemands de premier plan de l'après-guerre, qui avaient vécu l'époque nazie en tant qu'hommes « *faits* » et que les circonstances avaient amenés à se frotter à d'autres cultures, à l'expérience physique et psychologique du déracinement. Willy Brandt, exilé et combattant antifasciste en Scandinavie; Helmut Schmidt, officier de la Luftwaffe fait prisonnier par l'armée britannique, et Richard von Weizsäcker, officier de la Wehrmacht sur le front russe, ont été arrachés au cocoon de la Heimat. Ils y sont revenus bien différents de ce qu'ils étaient avant.

L'ambition de ces hommes a été de s'affirmer comme des membres allemands de l'élite politique mondiale, porteurs d'idées universelles plutôt que comme porte-parole et représentants d'un message national germanique. Cet état d'esprit se retrouve dans la nouvelle génération qui parvient aux responsabilités et devrait prendre la relève des actuels gouvernants. La brochure des « *petits-fils* » de Willy Brandt, comme Oskar Lafontaine, Gerhard Schröder ou Björn Engholm, qui s'est installée aux commandes de gouvernements régionaux, exprime dans les comportements privés ou l'expression politique cette ouverture au monde, cette relativisation des « *vertus allemandes* » et ce mépris du provincialisme étroit qui est heureusement dominant dans les nouvelles générations.

L'intégration de la RDA, exclue pour cause de communisme et de guerre froide du grand brassage européen de ces dernières décennies, va pour un temps ralentir la progression de cette « *dégermanisation* » (une dirigeante des Verts, M^{me} Anja Volmer, va même jusqu'à parler de « *décolonisation* ») de l'Allemagne. Les habitants de l'ex-RDA se reconnaissent plus,

pour l'instant, dans les hommes de terroir que sont Kohl et Genscher que dans des politiciens qui, comme Oskar Lafontaine, n'hésitent pas à qualifier l'Allemagne unie de « *formation provisoire* » appelée à s'effacer devant l'affirmation d'une Europe, patrie première de tous les Européens.

Helmut Kohl : le provincialisme comme euphémisme

Le pavillon familial des Kohl à Oggersheim, près de Ludwigshafen, est devenu le passage obligé de tous les grands de ce monde qui veulent rendre un hommage particulier à un pays à travers la personne de son chancelier. Helmut Kohl est persuadé que la consommation de panse de truie farcie et la dégustation des excellents vins blancs du Palatinat sont indispensables à la compréhension, par ses partenaires, de sa philosophie politique. « *Voyez comme mon pays est serein, paisible et bon enfant, peuplé de vignerons joyeux et d'ouvriers consciencieux, de braves gens qui ne pensent qu'à bien vivre et vivre en paix avec leurs voisins !* » Helmut Kohl s'attache par ces invitations sur ses terres à donner à François Mitterrand, Jacques Chirac ou Margaret Thatcher l'image idyllique d'une Allemagne provinciale, petite-bourgeoise et conviviale qui fête carnaval et fréquente la messe dominicale. Son objectif est clair : faire comprendre à ses interlocuteurs qu'il n'y a « *d'incertitudes allemandes* » que dans les discours coupés selon lui, de la réalité populaire des éditorialistes de gauche et des intellectuels fumeux.

Mais ce serait gravement sous-estimer Helmut Kohl que de ne voir en lui que le porteur d'une ambition médiocre, le gestionnaire des idées terre à terre d'une Allemagne mercantile et petite-bourgeoise. Cette exaltation provinciale masque en fait une profonde conviction, qui maintenant ose s'affirmer : la vocation de l'Allemagne, c'est, ni plus ni moins, d'être le numéro un en Europe. Va rétrospectivement, lui attirant tant de querelles, peut passer pour une ruse subtile : il permettait, à l'intérieur, de travestir un nationalisme intransigent en un patriotisme local de bon aloi et de cultiver

pour l'extérieur l'image d'un leader allemand sans arrogance, semblable en tous points à l'ami d'outre-Rhin qui vient trinquer avec vous à l'occasion d'un jumelage communal... Le provincialisme c'est aussi pour lui l'euphémisme d'un nationalisme allemand qu'il ne peut exprimer brutalement.

Dans son introduction à un recueil de discours d'Helmut Kohl récemment publié en France (1), le professeur Joseph Rovay décrit le premier chancelier de l'Allemagne unifiée d'après guerre comme « *homme de la démocratie, homme de l'alliance atlantique, homme de l'Europe unie basée sur l'union franco-allemande, homme de l'économie sociale de marché interprétée à la lumière de la doctrine sociale de l'Eglise, homme de la morale, de la famille et des vertus traditionnelles* ». Tout cela est vrai, mais ce portrait exige pour être complet que l'on n'oublie pas que Helmut Kohl est aussi l'homme de la visite aux tombes de soldats SS de Bitburg, l'homme de la résistance jusqu'à la limite du possible à la reconnaissance définitive de la ligne Oder-Neisse, l'homme qui assume la tradition national-conservatrice d'une partie de la CDU et tolère à ses côtés comme porte-parole du gouvernement un Hans Klein, administrateur des Waffen SS et auteur de « *lapus* » antisémites.

Hans-Dietrich Genscher : le retour à une situation « normale »

Hans-Dietrich Genscher se réclame d'une continuité différente de celle d'Helmut Kohl. Pour lui, l'unité de l'Allemagne, c'est moins le triomphe posthume de l'idéal adénauerien que l'aboutissement de la politique d'ouverture à l'Est engagée par Willy Brandt au début des années 70 et poursuivie opiniâtement sous son impulsion par les gouvernements de Helmut Schmidt, puis de Helmut Kohl, jusqu'à l'effondrement du communisme en Europe centrale et orientale.

Son « *nationalisme* » s'appuie, comme celui du chancelier, sur un enracinement local sans cesse évoqué et donné comme clé d'interprétation de son action. Sa biographie d'homme s'étant exilée dans son propre pays par opposition à la mainmise communiste sur sa région natale le dispensait de donner des preuves supplémentaires de son imperméabilité à la propagande de l'autre côté. Intimement persuadé que le mur de Berlin et quarante ans de séparation n'avaient pas entamé la conscience de ses compatriotes de

Haile d'appartenir à une seule et même nation. Hans-Dietrich Genscher a accueilli l'unité retrouvée comme le rétablissement d'un ordre naturel. C'est pour lui un retour à une situation normale, qui lui rend possible de rendre visite à ses anciens camarades de lycée sans que ceux-ci soient contraincts, le lendemain, d'« *aller au rapport* » à la Stasi.

Son Allemagne à lui est d'abord une nation culturelle, dont le rayonnement est celui de ses philosophes, de ses savants et de ses artistes. On n'est pas né sans conséquences à proximité des lieux où œuvrèrent Goethe, Schiller, Bach et Haendel... Il voit le rôle - et la grandeur future - de son pays dans sa capacité à être l'organisateur des compromis fondateurs d'un nouvel ordre mondial.

Dans le débat qui se dessine sur la mission et la vocation de l'Allemagne unie, Hans-Dietrich Genscher est à la tête du mouvement qui refuse la tentation d'une Allemagne utilisant son poids accru pour exercer une maîtrise européenne, voire mondiale. Au contraire, et s'opposant en cela à Horst Telschik, conseiller d'Helmut Kohl pour les questions internationales, il réserve à l'Allemagne un rôle de « *puissance exemplaire* » en Europe, plutôt que celui d'une puissance régulatrice et disciplinaire en matière monétaire et politique. Il n'est pas loin de partager l'utopie d'Oskar Lafontaine sur le caractère provisoire de l'Etat-nation allemand né le 3 octobre 1990.

On souhaite, dans les milieux gouvernementaux français, sans naturellement l'avouer ouvertement, que M. Genscher se soit vu diminuer des élections parlementaires du 2 décembre prochain. Cette analyse s'alimente de la conviction que l'influence maintenue ou accrue de l'actuel ministre des affaires étrangères dans le prochain gouvernement sera de nature à faciliter un dialogue franco-allemand ainsi qu'une construction européenne dont les données de base ont été bouleversées en moins d'un an.

LUC ROSENZWEIG

(1) Helmut Kohl : *L'Europe est notre destin*, présentation et traduction de Joseph Rovay. Editions de Fallois.

Prochain article :

Un surcroît de puissance économique par Sophie Gherardi

PUBLICATION JUDICIAIRE

Par arrêt du 27 juin 1990, la Cour d'Appel de Paris a confirmé un jugement rendu le 26 avril 1989 par le Tribunal de grande instance de Paris en ce qu'il a condamné M. Philippe BERTI et la société EUROPE 1 au paiement de dommages-intérêts pour avoir tenu et diffusé des propos diffamatoires envers M. Frédéric NGUYEN, juge d'instruction au Tribunal de grande instance de Paris, au cours du journal d'informations radio-diffusées du 21 février 1988 à 8 heures.

Que veut Saddam Hussein ?

Les meilleurs experts vous répondent :



480 pages - relié - 149 F

HACHETTE Supérieur

NE LAISSONS PAS RONGER NOTRE DROIT A LA FORMATION

Injustice en Seine Saint-Denis : une population scolaire égale, 2 fois moins de lycées qu'à Paris. Il faut consacrer une part des 40 milliards du surarmement à l'Education Nationale.

Nous voulons apprendre ici et y vivre mieux

Seine Saint-Denis
Conseil Général



Georges Valbon
Président

CHP 101/90

LES ESPAGNOLS



POLITIQUE

Après le remaniement ministériel

Gêne des centristes et amertume des socialistes

L'entrée au gouvernement de M. Bruno Durieux, député (UDC) du Nord, proche de M. Raymond Barre, gêne les centristes. Les socialistes, de leur côté, observent avec amertume qu'il vaut mieux ne pas être élu ni responsable du PS si l'on veut devenir ministre, le choix de M. Louis Mermaz pour remplacer M. Henri Nallet à l'agriculture n'équilibrant pas la nomination - ou la promotion, - à l'occasion du remaniement ministériel du 2 octobre, de personnalités extérieures au principal parti de la majorité.

Rares, très rares sont les députés centristes à s'aventurer, mercredi 3 octobre, dans les couloirs de l'Assemblée nationale. Personne ne semble vouloir s'étendre sur la nomination au gouvernement du bariste Bruno Durieux, à l'image de M. Edmond Alphandery (UDC, Maine-et-Loire), visiblement affecté, et qui souhaite - « surtout pas ! » - ne pas réagir publiquement. Cette nomination n'est pas faite pour stabiliser un groupe UDC partagé entre les tenants d'une ligne autonome face aux partenaires de l'UDF et du RPR, et ceux qui estiment qu'il s'agit là d'un réversible sous le ciel de la V^e République.

« A force de pencher d'un côté, on finit par tomber. Certains de mes amis sont tristes, moi je ne le suis pas. Qu'ils prennent Barre maintenant, c'est le dernier bariste... », ironisait M. Ambroise Guellec (UDC, Finistère), alors que M. Christine Boutin (UDC-bariste Yvelines) se disait « très content ». « Bruno est un homme très compétent, mais c'est vrai que cela fait un peu languir le groupe », M. Jean-Jacques Descamps, ancien député UDF-PR du Nord, critique vivement la démarche de celui auquel il s'est beaucoup affronté ces dernières années : « Il a trompé ses électeurs et il bafoue la morale politique. Elu par l'opposition de droite et du centre, il cherchait un portefeuille ministériel. Il l'a obtenu à gauche. »

Communistes ou baristes ?

M. Jacques Toubon (RPR, Paris) estime ce glissement « inévitable », mais, au-delà, le remaniement ministériel dans son ensemble lui apparaît comme « la manifestation d'un triple échec sur la justice, l'Europe et le social ». M. Alain Juppé (RPR, Paris) a également dénoncé cette « défection individuelle ». A ceux qui lui reprochent d'avoir franchi le Rubicon, M. Durieux a répondu qu'il avait agi « en conscience » et que de nombreux centristes lui avaient apporté leur appui : « Je suis et je demeure un homme du centre. »

Les députés socialistes sont égale-

ment partagés entre le sourire et la crispation. « Avec Durieux, c'est le « roste de Lille » qui entre au gouvernement. Je n'ai rien contre, précise M. Bernard Poignant (Finistère), rocardien, mais cela illustre bien les difficultés de notre stratégie : le dimanche, le PS tient pour les communistes, et le mardi on nomme un bariste au gouvernement... Il faudra bien un jour trancher. » M. Louis Metaxadeu (PS, Calvados) fait la moue : « Je préfère être ici qu'à la place des militants socialistes du Nord... » « Cela me choque moins que l'entrée en 1988 de Saison, mais cela ne me réjouit pas pour autant », avoue M. Jacques Roger-Machart (PS, Haute-Garonne) tandis que M. Pierre Mauroy estime que tout est « clair » dans l'attitude du PS qui veut rassembler la gauche et élargir la majorité présidentielle : « M. Durieux est un grand garçon, il a fait ses choix. Il a franchi la rive, nous l'accueillons. » M. François Londe (PS, Eure) se félicite de l'arrivée « d'un homme de qualité » alors que M. Denise Cacheux (PS, Nord) préfère entre deux maux choisir le moindre : « Je préfère Durieux à Barro (maire centriste de Valenciennes), la peste au choléra... »

Quelques députés PS souhaitent garder l'anonymat jugent plutôt inconveniente la nomination de M. Durieux quelques jours avant l'enterrement de l'ancien maire socialiste de Lille, Augustin Laurent. Les animateurs du courant de la Nouvelle école socialiste (NES),

M. Isabelle Thomas, le député Julien Dray et le sénateur Jean-Luc Mélenchon, ont décidé quant à eux de ne pas mettre leur langue dans leur poche : le gouvernement « vient de s'enrichir d'un représentant de la société civile réactionnaire. Durieux c'est clair : c'est l'alliance au centre dont les notes vont être célébrées avec le vote de la contribution sociale généralisée », a mené le socialiste de Longjumeau, M. Philippe Schmit adressé une lettre à la fédération socialiste de l'Essonne pour protester contre cette « erreur politique ».

« Loulou, y es-tu ? »

Comme lui, d'autres socialistes ont le sentiment qu'il vaut mieux, pour entrer au gouvernement, être centriste que socialiste. Un sentiment que ne partage pas M. Michel Sapin, rocardien, qui rappelle que l'équilibre du gouvernement n'est en rien modifié : « Un centriste remplace un autre centriste (M. Theo Braun). »

Certains s'inquiètent toutefois de voir le bariste Bruno Durieux laisser sa place à l'Assemblée à un RPR. Il semble de ce côté que Matignon ait pris les devants : ainsi, le suppléant du ministre centriste, quoique RPR, devrait siéger à l'Assemblée sur les bancs des non-inscrits, non sans avoir auparavant approuvé par écrit la démarche de celui qui lui ouvre les portes du Palais-Bourbon.

La tonalité générale du remaniement paraît à certains un peu surréaliste. « Cela tient du gag. Déplacer Nallet était une erreur », estime M. Raymond Forni (PS, Territoire de Belfort). Quant à la nomination de M. Mermaz à l'Agriculture elle semble à certains du plus haut comique. « Les paysans vont pouvoir crier : « Loulou y es-tu ? », s'exclame M. François Patriat (PS, Côte-d'Or). La nomination de M. Kiejan provoque aussi l'ironie : « Cela n'apporte rien, et le risque c'est de voir le conseil des ministres remplacé par un salon parisien », commente un député socialiste.

MM. Millon (UDF-PR, Ain) et Philippe Ségalier (RPR, Vaucluse) sont d'accord : « Le véritable ministre n'est pas l'arrivée de Durieux, c'est le départ de Cresson. Elle dit des choses saines. Ce départ est le signe précurseur d'un échec gouvernemental sur l'Europe. » M. Ségalier s'inquiète également du sort de M. Henri Nallet qu'il voit bientôt réduit par M. Kiejan au rôle de poétique : « Nallet devrait se méfier, dans l'esprit de Kiejan, la répartition des tâches est faite : à lui, la justice ; à l'autre, la garde des sceaux... »

PIERRE SERVANT

Les rocardiens en position d'arbitrer la succession de M. Mermaz

La présidence du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, laissée libre par l'entrée de M. Louis Mermaz au gouvernement, devient, comme il était prévisible, l'enjeu d'une compétition entre les partisans de M. Laurent Fabius et ceux de M. Laurent Jospin. Les premiers ont confirmé, mercredi 3 octobre, la candidature de M. Jean Auroux, député de la Loire, en réponse à l'annonce, par M. Pierre Mauroy, premier secrétaire du parti, de celle de M. Henri Emmanuelli, député des Landes, ancien numéro deux et actuellement trésorier du PS.

Les responsables du courant I. qui ont déjeuné ensemble mercredi, ont adopté la stratégie défensive, la veille, par M. Jospin (le Monde du 4 octobre) : considérant que leur courant était, avec M. Mermaz, détenteur de la présidence du groupe, ils revendiquent la succession et sollicitent, sur cette position, le consensus de l'ensemble des courants. Leur candidat est un proche du ministre de l'Éducation nationale, M. Emmanuelli, qui, mercredi matin, en a informé l'Élysée et Matignon. Mercredi soir, lors de la réunion du bureau exécutif du parti, M. Mauroy a d'entrée de jeu exposé la démarche du courant auquel il appartient et qu'il a faite siennée en tant que premier secrétaire.

Pour le maire de Lille, la présidence du groupe socialiste de l'Assemblée est une fonction « institutionnelle », à laquelle il ne peut être pourvu qu'en concertation avec le président de la République (M. Mauroy avait été reçu par M. Mitterrand, comme chaque semaine, mardi après-midi) et le premier ministre, et sur la base d'un accord au sein du parti. En d'autres termes, il serait malaisé que cette désignation passe par un affrontement de courants. M. Mauroy a présenté la candidature de M. Emmanuelli, ancien ministre, ancien numéro deux du parti, détenteur aujourd'hui du poste de trésorier, qui en fait le numéro trois du PS, comme susceptible d'emporter l'adhésion de tous les députés désireux de voir le groupe efficacement dirigé et dignement représenté.

M. Fabius et ses amis ne s'attendaient pas à voir la question de la présidence du groupe posée d'emblée au bureau exécutif, qui, en principe, n'intervient dans les

affaires du groupe que s'il en est saisi, c'est-à-dire en cas de conflit. Leurs réactions ont été un peu floppantes, jusqu'à ce que le président de l'Assemblée nationale intervienne sur le seul problème du calendrier, laissant ainsi entendre qu'il n'entrerait pas dans la logique de « consensus » proposée par M. Mauroy. La date de l'élection a été fixée au 10 octobre, le premier secrétaire étant à New-York pour une réunion de l'Internationale socialiste, le 9 octobre, date de l'Assemblée hebdomadaire du groupe.

Le comité de coordination du PS, auquel appartiennent les représentants des cinq courants à la direction du parti, s'est réuni mercredi soir, à la demande de M. Mauroy, sans que la discussion y progresse davantage. Le communiqué de M. Auroux, confirmant officiellement sa candidature, venait d'être rendu public. Le temps des tractations de courtoisie était arrivé.

Les fabiusiens estiment que l'argument principal des jospinistes, à savoir que la présidence du groupe doit rester au courant qui la détient, ne vaut pas grand-chose, vu que les frontières des différents courants, tracées au congrès de Rennes au printemps dernier, n'étaient pas encore finies lorsque M. Mermaz avait été élu en juin 1988. En outre, ils observent que lorsque MM. Pierre Joxe et Jean Poperen étaient entrés en compétition, en 1981, pour le même poste, M. Jospin, alors premier secrétaire du parti, avait jugé qu'il revenait aux députés de choisir. Or, du point de vue des députés aujourd'hui, M. Auroux bénéficie d'atouts non négligeables : son nom est attaché aux lois sur les droits des salariés, dont les socialistes sont fiers ; il préside l'association des villes moyennes, fonction « consensuelle » par excellence ; son engagement fabiusien, modéré, n'en fait pas un cheveu-tige du président de l'Assemblée nationale.

Les rocardiens, sur qui la décision finale repose, sont sensibles à ces arguments, mais ils le sont aussi, aux considérations de stratégie à plus long terme évoquées, mercredi soir, au cours du dîner qui les a réunis autour du premier ministre. Dans cette perspective, les signaux qu'enverra - ou n'enverra pas - l'Élysée ne pèseront que plus lourd. M. Rocard se devant choisir, sans conséquence, de les ignorer ou de s'y plier.

PATRICK JARREAU

A l'occasion de la séance des questions au gouvernement

Premières armes de M^{me} Guigou dans l'hémicycle

« Aujourd'hui même, les Allemands célèbrent l'unité retrouvée de leur pays. Nous, Français et Européens, nous nous en réjouissons avec eux. » Comme il se devait sans doute pour un pareil jour, mercredi 3 octobre, la première des questions au gouvernement, posée par le président du groupe UDC, M. Pierre Mhaignerie, est venue sur les conséquences de l'unification allemande. Tout le monde s'en réjouit, bien sûr, mais... La France est-elle suffisamment préparée ? L'agriculture supportera-t-elle le choc ? La fiscalité, l'éducation, le service public sont-ils adaptés au « choc historique » qui s'annonce ?

Pour le premier ministre, M. Michel Rocard, « nos entreprises doivent saisir cette chance ». « La compétition avec l'Allemagne se joue sur la formation des hommes », explique-t-il en opposant une vision beaucoup plus tranquille de l'avenir. Le mot même de « compétition » ne lui paraît pas approprié. « La situation est plus complexe. L'interpénétration des capitaux, des techniques et des hommes nous laisse en fait espérer qu'en accueillant feu la RDA, nous renforcerons encore une Communauté européenne dont nous avons beaucoup à espérer et peu à craindre », affirme M. Rocard.

« Rien n'a été prévu », insiste M. François d'Aubert (UDF, Mayenne). Ni la réunification, ni « l'aberration de plusieurs milliers de têtes de bétail » dans l'ancienne RDA. Rien n'a été prévu « ni à Bruxelles où règne l'anarchie technocratique ni à Paris qui se révèle incapable de passer sur les décisions de Bruxelles, où la France compte pour presque moins que du beurre ! » Sur les bancs de l'opposition, c'est l'occasion de brocarder les nouveaux ministres.

Longuement applaudi par les députés socialistes, M. Louis Mermaz, le premier, fit, plus longuement encore, les notes préparées par son prédécesseur au ministère de l'Agriculture et de la forêt, M. Henri Nallet. Arrivé des quinze heures, M. Georges Kiejan, ministre délégué à la justice, a hésité sur la place qui lui revenait avant de s'asseoir, au premier rang, à côté de M. Pierre Bérégovoy. Derrière lui, M. Bruno Durieux, ministre délégué chargé de la santé, est assailli de messages, dont on ne connaît jamais la part qu'ils contiennent d'amabilités. Autre conséquence directe du transfert de l'ancien député centriste du

Nord dans l'équipe gouvernementale, c'est désormais M. Christine Boutin (UDC, Yvelines) qui siège à côté de M. Raymond Barre.

Interpellé sur le projet de contribution sociale généralisée, adopté le matin même par le conseil des ministres, M. Durieux laissera cependant la parole à son ministre de tutelle, M. Claude Evin, pour présenter les mérites de cette « mesure de justice sociale ».

Males protestations

Seule, M^{me} Elisabeth Guigou, nouveau ministre délégué chargé des affaires européennes, devra finalement improviser sur un sujet qu'elle connaît bien, pour tenter d'apaiser l'indignation de M. Pierre Mazeaud. Le député RPR de Haute-Sevère n'a pas du tout goûté, mais alors pas du tout, la proposition du président du conseil italien, M. Andreotti, selon laquelle la France devrait abandonner son siège de membre permanent du Conseil de sécurité de l'ONU à la Communauté européenne. « La France abandonnerait-elle une partie de sa souveraineté ? Quelle réponse entendez-vous donner aux stupéfiants propos de M. Andreotti ? », s'écrie M. Mazeaud, en rappelant, de façon subsidiaire, une proposition de loi du RPR visant à instituer un contrôle parlementaire sur les directives européennes.

« Une modification de la composition du Conseil de sécurité n'est pas à l'ordre du jour, répond fermement M^{me} Guigou. A un moment où les Nations unies apportent chaque jour la preuve de leur efficacité, le gouvernement considère comme particulièrement inopportunes toutes suggestions qui tendraient à remettre en cause les équilibres sur lesquels repose la Charte ». Interrompu par de mâles protestations sur les bancs du groupe RPR, l'ancienne chargée de mission auprès du président de la République explique posément, à la manière : la primauté du droit communautaire sur le droit national, conçue par la Cour de justice des Communautés et par le Conseil d'Etat. L'Assemblée peut se rassurer : elle aura affaire à une spécialiste lors de son prochain débat du 10 octobre sur l'ensemble de la politique européenne.

JEAN-LOUIS SAUX

□ M. Mégret (FN) se moque de « la fuite des élus centristes ». - A la suite du remaniement ministériel, M. Bruno Mégret, député général du Front national, a déclaré, mercredi 3 octobre : « M. Durieux, entrant au gouvernement Rocard à la veille de la réunion du bureau politique de l'UPF, tourne en dérision l'union RPR-UDF, qui semble plus efficace à faire fondre le nombre de ses électeurs et de ses élus qu'à faire fusionner ses appareils. » « A gauche, a poursuivi M. Mégret, on préfère les amis et collaborateurs de M. Mitterrand aux cadres et aux élus du PS ; à droite c'est la fuite des élus centristes vers le pouvoir socialiste. »

□ Rectificatif. - Dans nos premières éditions du 4 octobre, nous indiquions que M. Bruno Durieux, nouveau ministre délégué chargé de la santé, avait voté contre le projet de loi relatif à la lutte contre le tabagisme et l'alcoolisme. En réalité, nous aurions dû préciser que, le lendemain de ce vote, M. Durieux, comme d'ailleurs M. Raymond Barre, avait indiqué que, s'il avait effectivement voté contre ce texte, c'était uniquement à la suite d'erreurs dans le maniement des clés et qu'initialement il souhaitait au contraire se prononcer pour ce texte.

EN BREF

□ Hausse de la cote de popularité de M. Mitterrand. - Selon le baromètre mensuel (sondage effectué les 28 et 29 septembre auprès de mille cinq personnes) réalisée par Louis Harris et publiée dans l'Express daté du 4 octobre, la cote de popularité de M. François Mitterrand gagne six points en octobre. Soixante-sept pour cent des personnes interrogées (au lieu de 61 % le mois dernier) approuvent l'action du président de la République, 26 % (28 % en septembre) sont d'un avis contraire. Il s'agit du meilleur résultat enregistré par le chef de l'Etat depuis la création du baromètre de l'Express. La cote de popularité de M. Michel Rocard perd un point avec 56 % d'opinions favorables (57 % le mois dernier), contre 31 % d'avis contraires (28 % en septembre).

□ Le MRG demande une convention de la majorité présidentielle. - Le bureau national du Mouvement des radicaux de gauche (MRG), réuni mercredi 3 octobre, a réaffirmé son attachement à « l'établissement d'une convention de la majorité présidentielle », au second tour des élections et approuvé l'organisation d'« états généraux de la gauche » par le PS fin 1991. Le MRG propose, « en préalable », la réunion, au début de l'an prochain, d'une « convention de la majorité présidentielle », destinée à « harmoniser les objectifs et la stratégie électorale de cette majorité ».

Les répercussions des débats internes au PCF Les « réformateurs » prennent le contrôle de l'Association des juristes démocrates

L'Association française des juristes démocrates (AFJD) s'est élevée, mercredi 3 octobre, « contre la pratique de la police et des CRS consistant à filmer des manifestants, comme la télévision l'a révélé lors de récents reportages ». Elle considère que « de tels faits portent gravement atteinte à la liberté d'expression » et « exigent du gouvernement la destruction des prises de vue et l'engagement d'interdire à l'avenir de tels procédés ». La veille, l'AFJD avait manifesté son soutien à la proposition d'organiser une conférence inter-

nationale « pour la recherche d'une paix globale au Moyen-Orient ».

Ces deux prises de position interviennent à la suite de changements importants survenus dans les orientations et la direction de cette branche de l'Association internationale des juristes démocrates dont l'objectif est d'agir « pour la réalisation d'une justice démocratique et pour la sauvegarde de la paix entre les Etats dans le respect du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ».

Née dans la Résistance de juristes regroupés par René Cassin, ancien prix Nobel de la paix, et particulièrement active au début des années 50, à l'époque de la guerre froide entre l'URSS et les Etats-Unis, l'Association française des juristes démocrates a connu des réformes communistes des pays de l'Est, un viré débat interne entre les juristes alignés sur la direction du Parti communiste et les juristes proches de la sensibilité contestataire incarnée désormais par M. Charles Fiterman. Ce sont finalement les « réformateurs » qui l'ont emporté et il en est résulté une transformation profonde de la direction de l'association.

La nouvelle présidente, M^{me} Monique Cheminier-Gesdreu, cinquante-cinq ans, agrégée de droit, professeur à Paris-VII, auteur de plusieurs ouvrages, est connue pour son activité en faveur des pays du tiers-monde. Bien qu'elle ne soit pas elle-même membre du PCF, elle a reçu, lors de son élection à la tête de l'AFJD, en remplacement de M. Pierre Lavigne, professeur à Paris, le soutien de l'un des principaux chefs de file des contestataires communistes, M. Anicet Le Pors, membre du comité central du PCF, ancien ministre, conseiller

d'Etat, devenu lui-même vice-président du nouveau bureau. Son accession à la présidence a également été appuyée par le président émérite de l'Association internationale des juristes démocrates, M. Joël Nordmann, avocat, et par M. Armand Lyon-Caen, avocat à la Cour de cassation.

Des changements aussi en Belgique et en Italie

Sous l'impulsion de ces juristes « réformateurs » venus d'horizons divers et pas seulement des rangs du PCF, l'AFJD entend ainsi, après une longue période de sommeil, relancer ses activités dans un monde à la recherche de nouveaux repères. Sa « résolution sur la situation dans le Golfe », en date du 2 octobre, soutient notamment une position tendant à concilier la sauvegarde de la paix et le droit à l'autodétermination.

Elle appelle ainsi à une solution négociée en soulignant, par exemple, que « la cessation des menaces contre la paix impose le retrait des troupes israéliennes du territoire libanais et le retrait concomitant de toutes les troupes étrangères envoyées dans la région ».

Elle se réjouit du rôle de l'ONU en considérant toutefois que la solution

négociée « passe par deux conditions non encore réalisées » :

1) Un contrôle réel par l'Organisation internationale des Nations unies des opérations militaires pouvant éventuellement, dans l'avenir, être décidées par elle.

2) Un même empressement à sanctionner toutes les attitudes grossièrement contraires au droit international et une même attention à l'application de toutes les résolutions du Conseil de sécurité concernant les territoires occupés, Jérusalem, le Liban, le droit de tous les peuples de la région à l'autodétermination et à vivre dans des frontières sûres et reconnues.

Les milieux juridiques français ne sont pas les seuls concernés par les répercussions de l'évolution de la situation dans les pays de l'Est parmi les intellectuels de gauche. Des changements analogues à ceux de l'Association française des juristes démocrates se sont produits, cet été, en Belgique et en Italie, ainsi qu'à la tête de l'Association internationale qui préside aujourd'hui M. Stefano Rodotà, professeur de droit à Rome.

ALAIN ROLLAT

* AFJD, 4, rue Auguste-Viru, 75 015 Paris. Tél. : 45-77-64-35.

POLITIQUE

Le projet Joxe adopté à l'Assemblée nationale mais l'opposition dénonce une violation du règlement

Les élections cantonales ne seront précédées d'aucun redécoupage

Position d'arbitrage de M. Mermaz

Les députés ont adopté, en première lecture, mercredi 3 octobre, le projet de loi relatif au regroupement des élections cantonales et régionales, présenté par M. Pierre Joxe, ministre de l'Intérieur. Ce texte prévoit de reporter d'un an le renouvellement de la moitié des conseils généraux, qui devait intervenir en mars 1991 (le Monde du 3 octobre). Les députés ont adopté un amendement de M. Robert Pandraud (RPR, Seine-Saint-Denis), disposant qu'il ne pourrait être procédé à aucun redécoupage des circonscriptions électorales dans l'année précédant l'échéance normale du renouvellement des assemblées concernées. Cette disposition avait reçu l'assentiment de M. Joxe.

Tout est allé vite, très vite. A l'instant même où un huis-clos se levait, la commission de la présidence, une demande de scrutin public déposée par le groupe UDF à la main, le président de séance, M. Michel Coffineau (PS), annonçait qu'il soumettrait le texte au vote à main levée. Majoritaires en nombre, à ce moment-là, dans l'hémicycle, les députés socialistes faisaient « passer », sans bavure, le projet relatif au regroupement des élections locales. Hostiles, à quelques exceptions près, à ce texte, les députés de l'opposition ont mis quelques secondes à comprendre ce qui leur arrivait, avant de repartir, furieux contre eux-mêmes, sous les

regards ravis de leurs collègues socialistes. Une « astuce » de procédure parlementaire mettait fin, ainsi, à des heures de débats, pendant lesquelles on avait bien cru que ce projet, victime d'une coalition de vote « contre » des groupes UDF, UDC, RPR et PC, ne passerait jamais le seuil de la première lecture à l'Assemblée nationale. Les trois groupes de l'opposition (RPR, UDF, UDC), ont, jeudi solennellement, protesté contre la façon dont ce texte a été adopté, ils accusent M. Coffineau d'avoir « délibérément violé le règlement de l'Assemblée nationale » pour éviter le rejet de ce texte. « La démocratie est bafouée », a affirmé le président du groupe UDF, M. Charles Millon, en demandant la réunion d'urgence du bureau de l'Assemblée nationale.

Au lendemain de l'ouverture de la session d'automne, sur le premier projet d'importance soumis à l'Assemblée, il était essentiel, pour l'opposition, de marquer sa détermination face au gouvernement. L'argument valait encore plus pour le groupe contraindre, toujours suspect, aux yeux de ses partenaires RPR et UDF, d'indignation gouvernementale et qui, à l'occasion du renouveau ministériel, venait de perdre un de ses membres, M. Bruno Durieux, nommé ministre délégué à la Santé. Quant aux députés communistes, ils avaient opposé une fin de non-recevoir à toutes les offres de négociation qui leur avaient été proposées.

Face à ces hostilités conjuguées, M. Joxe, lui-même, avait semblé résolu à l'idée de voir son texte rejeté. Cependant, tandis que la discussion suivait tranquillement son cours dans l'hémicycle, épuisant une

de toutes les motions de procédure, c'était dans les couloirs du Palais-Bourbon. Commis traditionnellement aux cauchemars individuels, les hommes de Maignon et le président de la commission des lois, M. Michel Sapin (PS, Hauts-de-Seine), multipliaient les contacts pour recueillir, auprès de l'opposition, les quelques voix nécessaires à l'adoption du texte. Nombreux étaient, en fait, les députés de l'opposition espérant, secrètement, que quelques-uns des leurs trahiraient les consignes de vote, pour permettre l'adoption à peu de frais du projet de loi. Le coup de poker du président de séance a, finalement, frustré les négociateurs de couloirs, convaincus, à l'issue des débats, que, grâce à quelques ralliements de dernière minute, le projet, soumis à scrutin public, aurait été adopté.

En séance, pourtant, aucune critique n'a été émise par le ministre de l'Intérieur. Certains députés RPR ont même tenté de convaincre leurs collègues de l'opposition d'adopter l'exception d'irrecevabilité — pour l'inconstitutionnalité du texte — déposée par M. Marie-Françoise Siribois (non-inscrit, Eure-et-Loire), militante du Front national. L'argument de la non-conformité à la Constitution de la disposition prévoyant la prorogation d'un an du mandat des conseillers généraux, soulevé par le Conseil d'Etat lors de son examen pour avis du projet, a été évoqué par MM. Pascal Clément (UDF, Loire) et Jean-Louis Debré

(RPR, Eure), qui ont annoncé leur volonté de déposer un recours devant le Conseil constitutionnel. Au-delà de cette restriction juridique, ce sont surtout les arrière-pensées prêtées à M. Joxe et au Parti socialiste que l'opposition s'est employée à dénoncer.

Réfutant l'idée du ministre de l'Intérieur, selon laquelle un regroupement des élections locales permettrait de lutter contre l'absentéisme grandissant des citoyens, les orateurs de l'UDF et du RPR ont voulu voir dans le report d'un an des élections cantonales un moyen, pour la majorité socialiste, de « gagner du temps et de fuir l'électeur ».

Le financement des campagnes

Si les communistes, par la voix de M. François Asensi (Seine-Saint-Denis), ont reproché au gouvernement de ne pas avoir fait le choix de la représentation proportionnelle, M. Clément, comme ses collègues de l'UDF, MM. Jean-Yves Haby (Hauts-de-Seine) et Philippe Vasseur (Pas-de-Calais), ont, eux, suspecté M. Joxe de vouloir mettre à profit ce délai pour introduire ce mode de scrutin dans l'élection des conseils généraux ou pour se livrer à un savant découpage des cantons.

L'autre critique, exprimée par les orateurs UDF et RPR, portait sur le renouvellement global des conseils généraux, prévu par le projet de loi pour 1998. Pour M. Debré, le système

actuel de renouvellement partiel de l'assemblée départementale « répond au double souci de privilégier la continuité et de souligner la particularité du rôle que doivent jouer nos instances départementales dans la pyramide de nos collectivités locales ». Favorable, pour sa part, au renouvellement global des conseils généraux, M. Jean-Jacques Hyst (UDC, Seine-et-Marne) était, en revanche, en désaccord avec le choix du regroupement des élections cantonales et régionales, retenu par le projet. Le groupe centriste a émis une contre-proposition, défendue par amendements, tendant à regrouper les élections régionales et européennes.

Anticipant sur la discussion du projet de loi d'orientation, relatif à l'administration territoriale de la République, qui devrait être soumis au Parlement au cours de cette session, les députés ont saisi l'occasion de ce débat pour évoquer l'avenir des différentes collectivités locales. M. Pierre Mazeaud (RPR, Haute-Savoie) a déposé un amendement tendant à supprimer les compétences du département au profit de la région. Sa proposition, qui donnait des pouvoirs étendus aux députés, présidents de conseil général, siégeant à ses côtés, a été rejetée, mais le président du groupe UDF, M. Charles Millon (Ain), a souligné que le gouvernement et les groupes engagent une « vraie réflexion » sur ce sujet.

En réponse à ses interlocuteurs, M. Joxe s'est efforcé de dissiper un à un leurs soupçons sur les intentions du

gouvernement. Répétant à l'envi que ce texte n'est qu'un « très modeste projet », le ministre de l'Intérieur a, même, laissé entrevoir des possibilités de négociation sur les dispositions transitoires retenues pour le renouvellement des conseils généraux. Quant à la réforme du mode de scrutin, « rien n'est envisagé », a-t-il affirmé. Enfin, a plaidé le ministre de l'Intérieur, ce n'est pas à lui, dont le peu d'affection pour les cantons est notoire, que l'on peut faire grief « d'envisager d'en créer de plus en plus » par un découpage électoral.

En gage de sa bonne foi, M. Joxe a apporté son soutien à un amendement de M. Robert Pandraud (RPR, Seine-Saint-Denis), disposant qu'il ne pourrait être procédé à « aucun redécoupage des circonscriptions électorales dans l'année précédant l'échéance normale de renouvellement des assemblées concernées ». Les députés ont adopté aussi un amendement, déposé au nom de la commission des lois par M. Marc Dolez (PS, Nord), rapporteur du projet, afin de mettre en conformité, les dispositions nouvelles contenues dans ce texte avec la loi du 15 janvier 1990 sur le financement des partis politiques et des campagnes électorales. Cet amendement porte de douze à dix-huit mois le délai pendant lequel les candidats aux élections cantonales de mars 1991, reportées par le texte à mars 1992, pourront recueillir des fonds pour leurs campagnes électorales.

PASCALE ROBERT-DIARD

Le plan national pour l'environnement

M. Brice Lalonde s'oppose au « pessimisme » ambiant

Est-ce un signe ? Pour la seconde fois depuis le début de la législature, les Verts ont pu participer à la discussion de l'Assemblée nationale (1). Comme ils l'avaient demandé dans une lettre adressée le 13 septembre dernier à M. Laurent Fabius, leur chef de file, M. Antoine Waechter, est intervenu devant la commission de la production et des échanges à l'occasion d'une audition publique consacrée au plan national pour l'environnement élaboré par le ministre délégué, M. Brice Lalonde (le Monde du 16 juin).

Séparé de son « frère ennemi en écologie » par la présence enjouée de M. André Labarrère, député (PS) des Pyrénées-Atlantiques, maire de Pau et président de l'association des « éco-maires », M. Waechter a exprimé quelques-uns de ses doutes sur la mise en application sur le terrain des « déclarations d'intention » contenues dans le plan de M. Lalonde.

Si les analyses lui conviennent « parfaitement », le député européen continue de s'interroger sur la possibilité d'inverser la « logique productiviste » développée, selon lui, aussi bien par l'actuel gouvernement que par son opposition parlementaire.

En outre, comme la politique de l'environnement dépend pour une bonne part de l'attitude des élus locaux, le président de la commission politique régionale et de l'aménagement du territoire au Parlement européen estime que « s'il y a aujourd'hui trente-six mille chefs d'orchestre, cela ne donne pas forcément une musique harmonieuse ». Davantage cepen-

dant que l'intervention de M. Waechter, c'est la détermination de M. Brice Lalonde qui a été séduite la cinquantaine de députés présents. « Trop souvent, on intervient de façon curative, après coup, et seulement quand on en a les moyens », constate le ministre élu. Il préfère engager une action prospective, qui, une fois avisée lors du débat du 9 octobre à l'Assemblée nationale, donnera eu à une série de projets concrets.

Ces objectifs laissent sceptique M. Roger Gauthier (PCF, Seine-Saint-Denis) : « Quelle sera votre influence auprès des autres ministères ? » M. Jean-Marie Deange (RPR, Moselle) voudrait connaître « les engagements réels » à gouvernement, et M. Ambroise Guéloc (UDC, Finistère) s'interroge sur les arrière-pensées électorales qui sous-tendraient ce plan. M. Pierre Micaut (UDF, Aube) doute enfin, que les nouvelles taxes parisiennes qui sont envisagées par le ministère de l'environnement puissent être compatibles avec la concurrence internationale.

« Je suis frappé par vos pessimismes », répond M. Lalonde. Il ne s'agit pas de laisser entendre que rien n'a été fait dans le passé. Tout au contraire, nous formons une sorte d'amicale avec les anciens ministères de l'environnement : nous avons tous rencontré les mêmes problèmes. Mais il faut franchir une nouvelle étape. »

J.-L. S.

(1) Les Verts avaient déjà été entendus, à la fin de 1989, sur la politique énergétique, par la même commission de la production et des échanges, présidée par M. Jean-Marie Bockel député (PS) du Haut-Rhin.

Le Monde

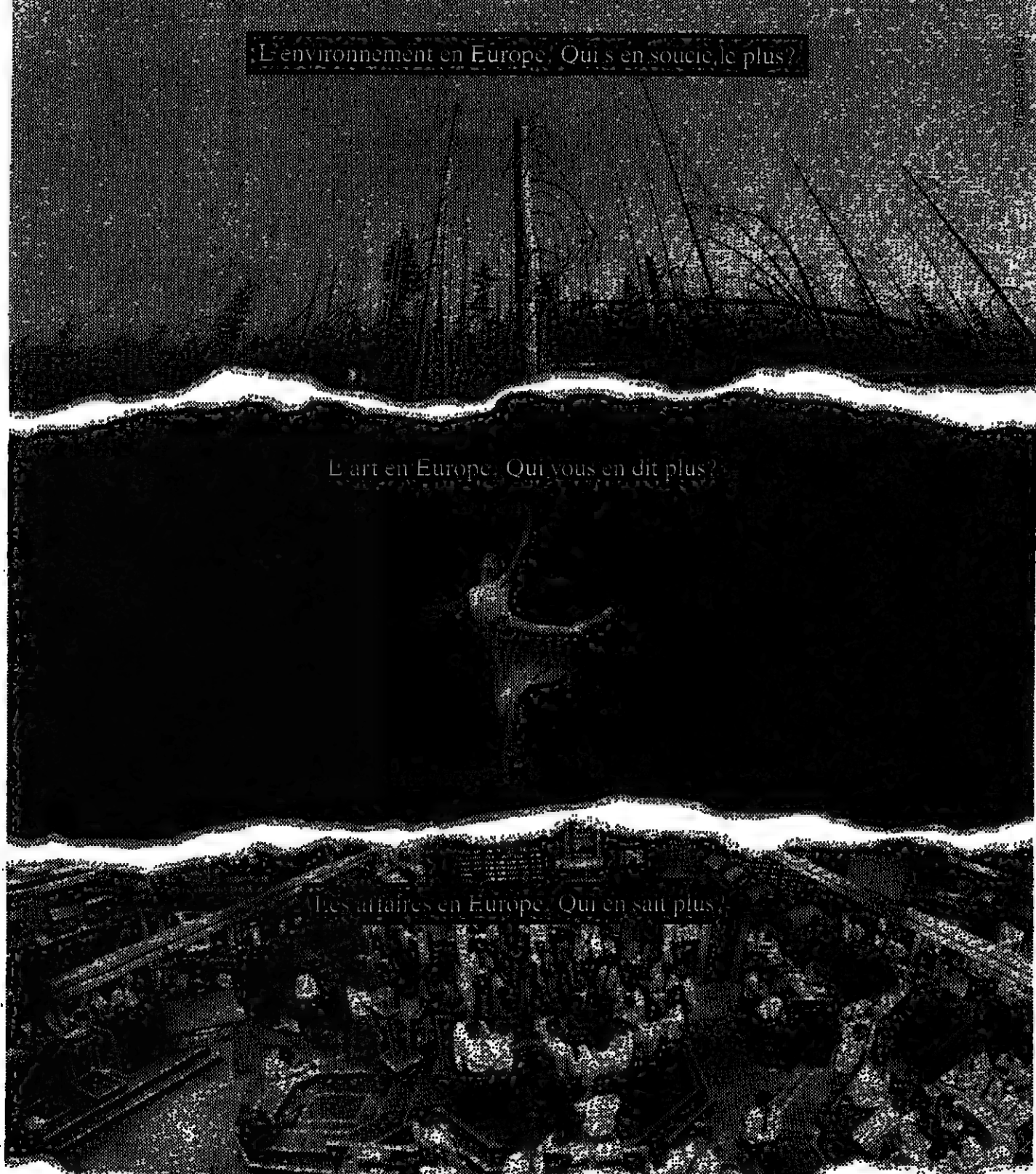
Edité par la SARL Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication
Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1989),
Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (198-1985)

Directeur de la rédaction : Daniel Vernet
Administrateurs délégués : Antoine Griset, Nelly Terret
Rédacteurs en chef : Bruno Frappet, Jacques Antrie,
Jean-Marie Colombani, Philippe Herremann, Robt Solé

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE, 75001 PARIS CEDEX 05
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99 ; Telex 206 86 F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 49-60-30-10 ; Telex 281311 FAONDSIR



The European. Le seul journal en Europe. Le seul à vous donner les informations essentielles sur l'environnement, la santé, le sport, l'enseignement, la vie en Europe. Le seul qui, chaque semaine, fait le point sur ce qui nous concerne tous. L'Europe. Vendredi prochain, ouvrez The European. Il vous ouvrira les yeux, sur l'Europe.

THE EUROPEAN

VENTES PAR ADJUDICATION

Rubrique OSP - 64, rue La Boétie, 45-63-12-66
MINITEL 36.15 CODE A3T puis OSP

Vente au Palais de Justice de VERSAILLES, 3, place André-Mignot, le MERCREDI 10 OCTOBRE 1990, à 9 h 30, en un lot
MAISON D'HABITATION avec jardin
14, allée des Biches, à EPONE (Yvelines)
Occupée par la partie saisie
MISE A PRIX 300 000 F
Renseignements Cabinet de la S.C.P. COURTAIGNE - FLICHTY-TOFANI, avocats à VERSAILLES, 32, avenue de Saint-Cloud. Tél. : 39-50-02-28.

Vente sur licitation au Palais de Justice de NANTERRE, le JEUDI 18 OCTOBRE 1990 à 14 heures
PROPRIÉTÉ à SAINT-CLOUD (92)
98-100, rue de Garches
constituée d'un petit pavillon élevé sur cave d'un rez-de-chaussée, d'un premier étage et d'un
TERRAIN de 1 426 m²
MISE A PRIX : 400 000 F
S'adresser à Maître Dominique BLAVIER, avocat au Barreau des Hauts-de-Seine, 55, rue de Saint-Cloud, 92410 VILLE-D'AVRAY. Tél. : 47-50-27-52.
Sur place pour visiter : le LUNDI 8 OCTOBRE 1990 de 14 heures à 15 heures et le MERCREDI 10 OCTOBRE 1990 de 14 heures à 15 heures.

Vente sur saisie au Palais de Justice de PARIS, le jeudi 11 octobre 1990, à 14 h 30
à PARIS 13^e, avenue d'Ivry, n° 32 à 38, 42 à 48 et 60 à 74
Rue Nationale, n° 15, rue de Tolbiac, n° 93 à 109, et rue R. Baudouin, n° 47 à 51
MAGASIN (avec divers locaux annexes) en façade s/av. d'Ivry
et 2 emplacements pour voitures au 1^{er} sous-sol
MISE A PRIX : 6 000 000 F
S'adresser : M^{rs} J.-C. ABADIE, avocat, 23, bd Henri-IV, Paris (4^e). Tél. : 43-26-82-98, de 9 h à 12 h. T^s avocats près T.G.I. Créteil. - S/lieux pour visiter.

Vente sur saisie immobilière, au Palais de Justice à CRÉTEIL, le JEUDI 18 OCTOBRE 1990, à 9 h 30 - EN UN LOT
2 APPARTEMENTS Type F 3 EN DUPLEX
aux 3^e et 4^e étages garages - 3 CAVES
5, RUE DES MÊCHES, CRÉTEIL (94)
M. à P. : 200 000 F S'adr. S.C.P. GASTINEAU, MALANGEAU et BOITTELLE-BOUSSAU, avocats associés à PARIS (6^e), 2, carrefour de l'Odéon. Tél. : 43-26-82-98, de 9 h à 12 h. T^s avocats près T.G.I. Créteil. - S/lieux pour visiter.

Vente sur saisie immobilière, au Palais de Justice à CRÉTEIL, le JEUDI 18 OCTOBRE 1990, à 9 h 30
APPARTEMENT de type 2 P à VITRY-SUR-SEINE (94)
25, rue Camille-Blanc
au 8^e étage, bdt. IV - CAVES et PARKING
M. à P. : 200 000 F S'adr. S.C.P. GASTINEAU, MALANGEAU et BOITTELLE-BOUSSAU, avocats associés à PARIS (6^e), 2, carrefour de l'Odéon. Tél. : 43-26-82-98, de 9 heures à 12 heures. Tous avocats près T.G.I. Créteil. - S/lieux pour visiter.

VENTE s/casé immobilière, au Palais de Justice de PARIS, le JEUDI 18 OCTOBRE 1990, à 14 h 30 - EN UN LOT
UN LOGEMENT - 1, rue Meynadier
angle rue du Rhin sans numéro, à PARIS (19^e)
compr. : entr., cuis., W.C., chambre mansardée s/cour, mansarde s/rue au 6^e étage, pte gauche au fond et à gauche, CAVES.
M. à P. : 150 000 F S'adr. à M^{rs} Jean-Michel GONDINET, Avocat à PARIS (9^e), 13, rue Blanche. Tél. : 48-74-64-99 - 48-74-69-97 - Sur lieux pour visiter.

Vente sur saisie immobilière, au Palais de Justice à CRÉTEIL, le JEUDI 18 OCTOBRE 1990, à 9 h 30
UN IMMEUBLE à MAISONS-ALFORT (94)
8, rue Etienne-Dolet
compr. : MAISON élevée sur cave, rez-de-chaussée 4 pièces, 2 cuisines, 1^{er} étage, même distribution, grenier, cour, buanderie, PETITE CONSTRUCTION sur terrain, rez-de-chaussée, 2 pièces-cuisines, Jardin. Contenance totale : 597 m².
MISE A PRIX : 500 000 F
S'adresser S.C.P. GASTINEAU, MALANGEAU, BOITTELLE-BOUSSAU, avocats associés à PARIS (6^e), 2, carrefour de l'Odéon. Tél. : 43-26-82-98, de 9 heures à 12 heures. Tous avocats près T.G.I. Créteil. - S/lieux pour visiter.

Vente après liquidation de biens au Palais de Justice de PARIS le JEUDI 25 OCTOBRE 1990 à 14 h 30, en 5 LOTS
Dans un immeuble sis à PARIS-1^{er}
136-138, rue Saint-Honoré
1^{er} lot : retiré de la vente
2^e lot : APPARTEMENT de 2 pièces princ.
cuisine - Cave au s/sol Bât. B - Mise à prix : 200 000 F
3^e lot : Bât. D : une CHAMBRE au 2^e étage. M. à P. : 100 000 F
4^e lot : Bât. D : CHAMBRE au 5^e ét. + W.C. - M. à P. : 80 000 F
5^e lot : Bât. D : CHAMBRE, au 6^e ét. + sal. eau - M. à P. : 60 000 F
S'adresser à Maître Bernard MALINVAUD, Avocat à PARIS-16^e, 1 bis, place de l'Alma. Tél. 47-23-73-70. Maître Henry GOURDAIN, Syndic judiciaire à PARIS-6^e, 174, boulevard St-Germain et tous avocats près le Tribunal de Grande Instance de Paris.

LA VILLE de PARIS vend LIBRES
En la Chambre des notaires de Paris, 12, avenue Victoria
le MARDI 16 OCTOBRE 1990, à 14 h 30
4 APPARTEMENTS 2, 3 et 4 P. - 2 CHAMBRES à PARIS (16^e)
ENTRE LE BD SUCHET et le CHAMP DE COURSES D'AUTEUIL.
VISTES sur place, 41, avenue du Maréchal-Lyautey, les 6, 8, 11, 13 et 15 OCTOBRE 1990, de 10 à 13 h. - S'adr. pour renseignements : M^{rs} BELLARGENT, notaire associé, 14, rue des Pyramides, 75001 PARIS. Tél. : 42-60-31-12 (M. PINTHON).

VENTE sur saisie immobilière, au Palais de Justice à CRÉTEIL, le JEUDI 18 OCTOBRE 1990, à 9 h 30
UNE PROPRIÉTÉ à ORLY (94)
78 et 80, avenue de l'Aérodrome
A USAGE COMMERCIAL, rez-de-chaussée, 1 étage de 7 pièces au total. - Jardin d'une contenance totale de 467 m².
MISE A PRIX : 600 000 F
S'adresser S.C.P. AUDARD-MOUGIN, avocats associés à VITRY-SUR-SEINE (94), 120, rue Camille-Groult. Tél. : 46-90-61-06. - S.C.P. CEVAER et WILLAUME, avocats associés à PARIS (7^e), 13, bd. Raspail. Tél. : 45-49-22-40. Tous avocats près T.G.I. Créteil. - Sur les lieux pour visiter.

Le RPR et l'UDF constatent leur désaccord sur la construction européenne

Mis en place, le 15 septembre dernier, à l'occasion des états généraux de Saint-Maximin-la-Sainte-Baume (Var), le bureau politique de l'Union pour la France (UPF) a tenu sa première séance de travail, mercredi 3 octobre, au siège de l'UDF. Il se réunira désormais tous les quinze jours, alternativement au siège de l'UDF et du RPR.

Désigné à l'unanimité, mardi 2 octobre, par le groupe UDF l'Assemblée nationale, M. Michel d'Ornano siègeait pour la première fois. Au chapitre de l'intendance, décision a été prise de reporter, du 26 octobre au 14 novembre, la

convention de l'Union pour la France convoquée pour l'adoption solennelle du système de primaires pour l'élection présidentielle. Le déplacement de M. Jacques Chirac au Japon, fin octobre, justifie le report. La création d'instances départementales de l'UPF a également été entérinée. Leur composition devrait se calquer sur celle paritaire, du bureau politique national, ce qui dans la pratique sera plus aisé à réaliser.

Ces instances départementales n'auront toutefois pas compétence pour les investitures aux élections législatives ou régionales. Un groupe de travail sera dans l'immédiat constitué pour « préparer une proposition pour la Corse », avec les députés et sénateurs RPR et

UDF de l'île ainsi que des représentants nationaux des deux formations.

Une question est restée en suspens : la demande d'adhésion du CNI de M. Yvon Briant, officiellement « ajournée ». Le refus est en réalité le plus probable. Pour l'UDF, unanimement hostile à cette entrée, la bienveillance du CNI à l'égard du Front national n'est plus l'unique objet de ses réserves. Beaucoup, au cours de ce bureau politique, instruits de la volonté du général Jeanne Lacaze de regrouper les élus indépendants, ont fait valoir que le CNI était aujourd'hui « en survie artificielle » et que son président n'est plus crédible.

« M. Briant a été si peu fiable

dans les circonstances précédentes, a relevé M. d'Ornano, qu'il y a tout à craindre pour le futur. » D'autres enfin redoutent qu'en acceptant l'adhésion directe du CNI, déplaçant le face-à-face plus simple RPR-UDF, le PS - comme M. Gérard Longuet l'avait laissé entendre, ne s'engouffre dans cette brèche pour adhérer, lui aussi, de manière autonome, en faisant fi de l'UDF.

Sérialisant les problèmes de jour, l'UPF a jugé « inacceptable » le projet de contribution sociale généralisée, considérée comme « le mètre du gouvernement » devant la crise agricole et écartant son opposition au projet du gouvernement de report des élections cantonales de 1991. Les dirigeants de l'UPF ont enfin relevé « les positions floues » du gouvernement sur l'Europe, sans pour autant être capables de définir leur propre ligne de jugement et de conduite.

MM. Valéry Giscard d'Estaing et Jacques Chirac ont tous deux admis que l'Europe était aujourd'hui pour l'opposition « le seul vrai problème », que « deux thèses antagonistes » étaient en présence, écopant, à l'exception notable de M. Jacques Chaban-Delmas, l'opposition entre le RPR et l'UDF. Tirant les leçons de l'existence de l'Europe dans la crise de Gollé, l'UDF entend privilégier « l'approfondissement européen », impliquant une accélération du processus institutionnel au niveau des Douze. Le RPR souhaite, à l'inverse, militer pour « l'élargissement européen » aux pays de l'Est, proposition « paneuropéenne » jugée simplement dilatoire par l'UDF.

D. C.

Le communiqué du conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est réuni, mercredi matin 3 octobre, au palais de l'Élysée, sous la présidence de M. François Mitterrand. Au terme des délibérations, un communiqué a été publié, dont voici les principaux extraits :

● Contribution sociale généralisée
(Le Monde du 4 octobre et lire page 33).

● Permis de conduire

Le ministre de l'intérieur a présenté un projet de loi insérant au livre II (partie législative) du code de la route un titre VIII relatif à l'enregistrement et à la communication des informations relatives à la documentation exigée pour la conduite et la circulation des véhicules.

L'objet principal de ce projet de loi est de permettre la mise en œuvre pratique du « permis à points » prévu par une loi du 10 juillet 1989. La gestion informatisée de ce permis oblige à définir avec précision les règles relatives à l'enregistrement, à la conservation et à la communication des informations concernant les conducteurs.

L'application de cette loi permettra, en outre, de rénover le service public des permis de conduire et des cartes grises, auquel s'adressent chaque année dix millions d'usagers.

● Économies d'énergie

Le ministre de l'industrie et de l'aménagement du territoire et le ministre délégué à l'environnement et à la prévention des risques technologiques et naturels majeurs ont présenté un projet de loi portant création de l'Agence de l'environnement et des économies d'énergie.
(Le Monde du 3 octobre).

● Coopération agricole et forêt

Le ministre de l'agriculture et de la forêt a présenté un projet de loi modifiant diverses dispositions intéressant l'agriculture et la forêt. Ces dispositions concernent la coopération agricole et la forêt.

L. - Les règles applicables aux coopératives agricoles brident leur faculté de se tourner vers de nouveaux partenaires, notamment financiers, alors que la restructuration internationale des industries agro-alimentaires et le recours à des technologies de plus en plus complexes appellent un important effort d'investissement.

II. - La gestion et la valorisation du patrimoine forestier font l'objet d'un appel aux compétences de l'Office national des forêts.

Le projet de loi a pour but d'élargir et de diversifier ses modes d'intervention pour lui permettre de mieux répondre aux besoins de la filière du bois et de la forêt et de mieux utiliser encore ses capacités à mettre en valeur la forêt.

Mouvement préfectoral

Le conseil des ministres du mercredi 3 octobre a procédé au mouvement préfectoral suivant :

MAINE-ET-LOIRE :

M. Michel Desmet, préfet des Pyrénées-Atlantiques, est nommé préfet de Maine-et-Loire.

[Né le 28 août 1933, à Dunkerque (Nord), diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris, M. Michel Desmet commence sa carrière administrative en 1956. Il assume notamment les fonctions de chef de cabinet du préfet des Hautes-Alpes (1956-1957), du préfet des Ardennes (1957-1958), du préfet de Bône, en Algérie (1960-1961), du préfet du Var (1961-1963), puis devient secrétaire général de la Lozère (1963-1965), directeur du cabinet du préfet de la Somme (1965-1967) avant d'être nommé chef de cabinet du ministre de l'Agriculture, Jacques Duhamel, en 1969, et de conserver ces fonctions auprès de celui-ci au ministère des affaires culturelles, en 1972. M. Desmet est ensuite nommé, en mars 1972, secrétaire général du Val-de-Marne, en 1975 directeur du cabinet du secrétaire d'État aux postes et télécommunications, M. Achille Fould. Enfin, en 1976, chargé de la sous-direction de l'équipement et du développement à la direction générale des collectivités locales au

ministère de l'intérieur. Conseiller du gouvernement pour l'intérieur auprès du ministre d'État de la principauté de Monaco, en 1977, il est nommé préfet de l'Indre-et-Loire en 1986, puis des Pyrénées-Atlantiques en 1987.]

PYRÉNÉES-ATLANTIQUES :

M. Jacques Andrieu, préfet des Vosges, est nommé préfet des Pyrénées-Atlantiques.

[Né le 17 avril 1942 à Tulle (Corrèze), M. Jacques Andrieu est diplômé d'études supérieures de sciences économiques et de sociologie générale de l'Institut d'études politiques de Paris et ancien élève de l'ENA, Directeur du cabinet du préfet de l'Ain en 1989. Il est nommé sous-préfet de Gex (Ain) en 1971. Il est appelé en septembre 1973 auprès de M. Alain Guichard, ministre puis ministre d'État de l'aménagement du territoire, en qualité de chef de cabinet. En octobre 1974, il est nommé chargé de mission à la délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR), avant de devenir, en décembre 1976, secrétaire général de l'Allier. Chef de mission auprès du préfet de la région Franche-Comté en juillet 1979, il est nommé successivement secrétaire général du Doubs (octobre 1980), du Loiret (juin 1982) et de la Moselle (mai 1985). Il était préfet des Vosges depuis décembre 1987.]

SEINE-SAINT-DENIS :

M. Léon Saint-Prix, secrétaire général de la préfecture de Paris, est nommé préfet de la Seine-Saint-Denis.

[Né le 20 novembre 1930 à New-York (Etats-Unis), M. Saint-Prix, ancien élève de l'ENA, est nommé chef de cabinet du préfet des Hautes-Pyrénées en 1962. Sous-préfet de Bar-sur-Aube (Aube) en 1964, il devient secrétaire général de l'Alsace en 1965, puis de l'Aude en 1970. En 1975, il est nommé sous-préfet de Morlaix (Finistère), puis de Brive (Corrèze) en 1979. Secrétaire général du Val-de-Marne en 1982, préfet, commissaire de la République de la Corrèze en 1983. Il devient préfet du Vaucluse en 1987, puis secrétaire général de la préfecture de Paris en 1989.]

Rectificatif à l'insertion parue dans ce journal daté du 27 septembre 1990, concernant la vente au Palais de Justice de VERSAILLES, fixée au 10 octobre 1990 à 9 h 30, d'une MAISON d'hab. aux ALLUETS-LE-ROI (78) il y a lieu de lire que l'adresse est 16, rue Clairbois

VENTE sur saisie immobilière, Palais de Justice de PARIS, le JEUDI 18 OCTOBRE 1990, à 14 h 30
LOGEMENT 2 P. PRINC.
au 2^e étage à PARIS (75019)
77, AV. SIMON-BOLIVAR
MISE A PRIX : 60 000 F
S'adresser : M^{rs} BERTIN, avocat à PARIS (75017), 90, avenue Niel. Tél. : 42-67-33-22. T^s avocats près Tribunal de Grande Instance de PARIS.

POLITIQUE

Première réunion de travail du bureau politique de l'UPF

De Roissy

(Publié)
DIRECTION DÉPARTEMENTALE DE L'ÉQUIPEMENT
REPUBLICQUE FRANÇAISE
DU CALVADOS

Construction de la déviation à 2x2 voies de la RN 158 du nord à Grainville-Langannerie au sud de Falaise (PR 24 000 au R 6 400).

Sur le territoire des communes d'Urville, Breteville-le-Rabet, Grainville-le-Rabet, Estrées-la-Campagne, Oulley-le-Tesson, Soumont-Saint-Quentin, Potigny, Bons-Tassilly, Soulangy, Abigny, Noron-l'Abbaye, Saint-Martin-de-Mieux, Saint-Pierre-du-Bu et Falaise.

ENQUÊTE PRÉALABLE
ALA DÉCLARATION D'UTILITÉ PUBLIQUE

Par arrêté du 24 septembre 1990, M. le préfet du Calvados a ordonné l'ouverture d'une enquête en vue de faire prononcer la déclaration d'utilité publique du projet ci-dessus désigné.

Cette enquête sera ouverte le 22 octobre 1990 à la préfecture du Calvados où toute correspondance relative à l'enquête pourra être adressée.

Les dossiers seront déposés pendant un mois consécutif, du 22 octobre au 23 novembre 1990, dans les mairies d'Urville, Breteville-le-Rabet, Grainville-le-Rabet, Estrées-la-Campagne, Oulley-le-Tesson, Soumont-Saint-Quentin, Potigny, Bons-Tassilly, Soulangy, Saint-Pierre-Canivet, Aubigny, Noron-l'Abbaye, Saint-Martin-de-Mieux, Saint-Pierre-du-Bu et Falaise et seront mis à la disposition des personnes qui désireraient en prendre connaissance et consigner éventuellement leurs observations sur les registres d'enquête, aux heures et heures habituelles d'ouverture :

- Mairie d'Urville le lundi et le jeudi de 17 h à 19 h et le samedi de 9 h à 12 h.
- Mairie de Breteville-le-Rabet le lundi de 14 h à 17 h.
- Mairie de Grainville-Langannerie le lundi, le mercredi, le jeudi et le vendredi de 14 h à 17 h.
- Mairie d'Estrées-la-Campagne le vendredi de 14 h à 16 h.
- Mairie d'Oulley-le-Tesson le lundi et le jeudi de 14 h à 17 h.
- Mairie de Soumont-Saint-Quentin le mardi de 15 h à 18 h et le vendredi de 10 h à 12 h.
- Mairie de Potigny le lundi, le mercredi, le jeudi et le vendredi de 9 h 30 à 16 h 45.
- Mairie de Bons-Tassilly le lundi et le vendredi de 18 h 30 à 20 h.
- Mairie de Soulangy le mardi de 11 h à 13 h et le vendredi de 17 h à 19 h.
- Mairie de Saint-Pierre-Canivet le lundi et le jeudi de 11 h 30 à 19 h.
- Mairie d'Aubigny le mardi et le vendredi de 10 h 30 à 11 h 15.
- Mairie de Noron-l'Abbaye le lundi de 14 h à 15 h 45 et le jeudi de 14 h à 17 h.
- Mairie de Saint-Martin-de-Mieux le mardi et le vendredi de 17 h 30 à 19 h 30.
- Mairie de Saint-Pierre-du-Bu le mardi de 17 h 30 à 18 h 30 et le vendredi de 18 h à 19 h.
- Mairie de Falaise le lundi de 13 h 30 à 17 h du mardi au jeudi de 9 h à 12 h 30 et de 13 h 30 à 18 h et le samedi de 9 h à 12 h 30.

M. Chateau Michel, demeurant 1, rue Robert-Le-Magnifique - 1400 Cae est nommé commissaire-enquêteur et se rendra à la disposition du public pour recevoir ses observations :

- en mairie de Grainville-Langannerie les jeudis 25 octobre et 2 novembre 1990 de 14 h 30 à 17 h.
- en mairie de Potigny les lundis 29 octobre et 19 novembre 1990 de 14 h 30 à 16 h 45.
- en mairie de Falaise le mardi 30 octobre et le vendredi 23 novembre 1990 de 14 h 30 à 17 h.

Le public pourra consulter le rapport et les conclusions du commissaire-enquêteur à la préfecture du Calvados (direction des relations avec les collectivités locales et des finances de l'État) et dans les mairies d'Urville, Breteville-le-Rabet, Grainville-le-Rabet, Estrées-la-Campagne, Oulley-le-Tesson, Soumont-Saint-Quentin, Potigny, Bons-Tassilly, Soulangy, Saint-Pierre-Canivet, Aubigny, Noron-l'Abbaye, Saint-Martin-de-Mieux, Saint-Pierre-du-Bu et Falaise après transmission et dépôt des pièces dans les délais légaux.

Le cardinal Des...
des femmes

051 111 111

SOCIÉTÉ/CULTURE

SECTION B

14 Football : la qualification de Montpellier en Coupe d'Europe. La mort d'Alfredo Casiraghi.

15 Cinéma : « L'amour tricoté main », de Patrice Leconte.
16 Musiques : Les « Européens », de John Cage.

16 Théâtre : « Album de famille », de Louis-Charles Sirjacq.
20 Communication : séisme sur les télévisions privées.

Mise en service d'un nouveau tronçon de l'A 86 De Roissy à Orly sans feu rouge

L'autoroute A 86, le « deuxième périphérique », à une dizaine de kilomètres de Paris, s'est allongée, mercredi 3 octobre, de 3 760 mètres de « site neuf » situé sur la commune de Thiais (Val-de-Marne). A ce tronçon s'ajoutent 3 300 mètres de la RN 186 désormais aménagée en autoroute.

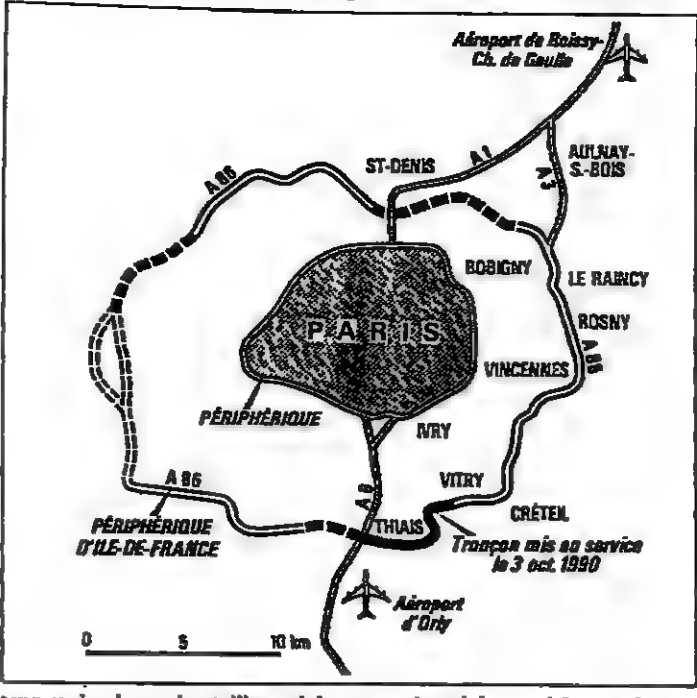
La liaison entre l'autoroute du Nord et l'autoroute du sud (A1-A6) et donc de l'aéroport de Roissy à celui d'Orly, est maintenant assurée sans feu tricolore et sans passer par Paris. Cette mise en service devrait soulager le périphérique parisien de 10 % de son trafic de poids lourds, soit 11 000 camions de moins par jour.

L'importance du nouveau tronçon tient aussi à d'autres éléments.

Une densité exceptionnelle d'équipements vidéo et électroniques jalonne son parcours, du carrefour Pompadour à la limite de Fresnes, soit sur 11 km. L'A 86, ici, n'est plus une simple bande à rouler.

Elle préfigure l'autoroute du futur qui offrira une information instantanée à l'automobiliste, lui permettant d'adapter son parcours aux aléas de la circulation.

Au moyen d'un réseau de télé-



Le tracé de l'autoroute A 86, de Roissy à Orly, sans feu rouge.

tour repère les embouteillages à la seule lecture des chiffres.

L'autoroute intelligente

Connaissant en temps réel la situation du trafic sur les divers tronçons autoroutiers et sur les bretelles, les exploitants du poste de contrôle peuvent donc à tout moment faire intervenir les services adéquats et, grâce à des « panneaux à messages variables »,

donner des renseignements sur la météo, les difficultés du trafic et les modifications momentanées de l'itinéraire autoroutier normal.

Un réseau de radio-communications assure une triple fonction : établir les transmissions de sécurité et d'exploitation dans les 1 700 mètres de tranchées couvertes pour les pompiers, le SAMU, la police, les CRS, retransmettre huit stations de radio grand public afin d'offrir aux automobi-

listes un égal confort d'écoute en tranchée couverte et à l'air libre ; et, en cas de nécessité, effacer les émissions de radio pour leur substituer un message de sécurité. Ces équipements qui constituent l'intelligence de la nouvelle A 86 ont coûté 80 millions de francs.

L'autre caractéristique est le soin apporté à l'environnement. La création, à Thiais, d'une colline artificielle de 2,3 hectares (1,2 hectares au sol), construite avec les déblais de l'autoroute, en témoigne. Plantée de 15 000 arbres et buissons, sillonnée par un chemin piétonnier de 900 mètres, haute de 22 mètres, elle est devenue l'un des points les plus élevés du Val-de-Marne et joue un rôle de mur antibruit.

Ces réussites techniques et économiques se sont accompagnées d'un strict respect des délais et des coûts. M. Gilbert Roubach, directeur départemental de l'équipement du Val-de-Marne, reconnaît que la clemence des deux derniers hivers a facilité les travaux. L'estimation du coût a été respectée : 3,5 milliards de francs pour les 11 kilomètres (1,1 milliard de francs pour le seul tronçon de 3 760 mètres).

D'ici à 1994, le bouclage de l'A 86 à l'est aura été réalisé avec la mise en service du tronçon Bobigny-Saint-Denis (Seine-Saint-Denis). A l'ouest, la portion Nanterre-Viroflay, la traversée de Reuil-Malmaison et celle de forêts en sous-bois, toujours à l'étude, ne seront pas mises en service avant l'an 2000.

FRANCIS GOUGE

DÉFENSE

Par mesure d'économie

L'armée de l'air française réduira ses commandes d'avions en 1991

Sur décision du gouvernement, l'armée de l'air française devra réduire ses commandes d'avions de combat en 1991, tant pour ce qui concerne ses Mirage-2000 de défense aérienne que pour ses Mirage-F1 CT d'attaque au sol. Le ministre de la défense, M. Jean-Pierre Chevènement, l'a annoncé, mardi 2 octobre, aux députés de la commission de la défense, en précisant que ces choix « préparent l'avenir » du programme Rafale ACT, qui reste « une priorité » nationale.

La mesure relative au Mirage-2000 en vérité était déjà connue (le Monde du 14 septembre). De ce point de vue, les propos de M. Chevènement sont une confirmation. Compte tenu de la nécessité de remplacer ses avions anciens ou endommagés dans des accidents, l'armée de l'air commandait jusqu'à ces dernières années une moyenne annuelle de trente-trois avions de combat, dans l'espoir de continuer à en maintenir en ligne quatre cent cinquante sur un parc disponible de six cents.

En 1990, ces achats sont tombés à vingt-huit exemplaires. Pour 1991, le nombre global de commandes sera de vingt-quatre, soit seize Mirage-2000 de défense aérienne et huit Mirage-2000 D (qui est la version dérivée, pour des missions d'attaque classique au sol, du Mirage-2000 N de pénétration nucléaire).

Mais, devant la commission de la défense à l'Assemblée, M. Chevènement a annoncé, pour la première fois, une autre mesure de restriction, qui concerne le programme Mirage-F1 CT.

A l'exemple des Irakiens

Lancé du temps où M. André Girard était ministre de la défense dans le gouvernement de M. Jacques Chirac entre 1986 et 1988, le programme Mirage-F1 CT visait à disposer progressivement, à partir de 1991, de cinquante-cinq avions Mirage-F1 modernisés pour un coût total de 1 560 millions de francs (valeur 1990). En attendant la mise en service du Rafale ACT,

qui formera l'ossature de l'armée de l'air de demain et dont le premier escadron devrait être opérationnel en 1998, il avait été prévu de rénover, pour les transformer en avions d'attaque au sol, les intercepteurs Mirage-F1 retirés de la défense aérienne au fur et à mesure que les Mirage-2000 leur succèdent sur les bases de la chasse.

Pendant leur conflit avec l'Iran, les Irakiens ont donné l'exemple, en quelque sorte, en transformant leurs Mirage-F1 affectés à la défense aérienne en avions capables, en outre, d'assurer des missions de combat classique air-sol.

Dans les états-majors français, on s'est inspiré de ce précédent pour concevoir un Mirage-F1 CT susceptible de prendre la relève des Jaguar, Mirage-III E et autres Mirage-5 dans leurs missions d'attaque au sol. En modifiant notamment les systèmes de navigation et d'armement du Mirage-F1 destiné, à l'origine, à la défense aérienne, l'armée de l'air avait ainsi l'assurance de disposer d'un avion plus polyvalent qu'un intercepteur en altitude et apte à des missions air-sol.

Décision paradoxale

Le programme initial était de cinquante-cinq appareils. Le gouvernement vient de le limiter à quarante et un, soit l'abandon d'un escadron (quatorze appareils) de Mirage-F1 CT.

Aux députés, le ministre de la défense a expliqué que ces « ajustements », au sein du budget de l'armée de l'air, ont pour objet de sauvegarder la priorité donnée au projet Rafale ACT qui « recevra le financement nécessaire à son développement ».

Cette limitation du programme Mirage-F1 CT paraît paradoxale à beaucoup. Elle intervient à un moment où les circonstances démontrent, avec la crise du Golfe, la nécessité pour l'armée de l'air française d'avoir - face à des adversaires potentiels hors d'Europe qui usent de matériels autrement plus modernes - un avion d'attaque au sol qui soit nettement mieux adapté que ne l'est aujourd'hui le Jaguar, dont la mise en service remonte au début des années 70.

J. I.

JUSTICE

M. Nallet et M^e Kiejman place Vendôme La justice à deux têtes

D'un côté les « entrants », collaborateurs de M. Henri Nallet, venus du ministère de l'Agriculture ; de l'autre, les « partants », ex-membres de l'ex-cabinet de l'ex-garde des sceaux. On se jauge, on se fait des sourires un peu contraints. Les uns sont bien conscients de leur méconnaissance des problèmes délicats du monde de la justice et demandent déjà « un peu d'indulgence dans les premiers temps ». Les autres tentent de faire bonne figure, incertains de leur avenir personnel, solidaires jusqu'au bout d'un ministre qu'ils ont été impuissants à sortir de l'ombrage. Une exception cependant, qui pourrait ne pas être la seule : M^{me} Noëlle Lenoir a été reconduite dans ses fonctions de directrice du cabinet.

C'est donc l'heure de la « passation des pouvoirs », place Vendôme, mercredi 3 octobre en fin de journée. Un moment que l'on a voulu aussi discret que possible. MM. Arpaillange et Nallet se sont vus seuls. Ils ne feront pas de petites phrases. Quelques clichés immortalisent leur poignée de main. Au dernier moment, on pense à aller chercher M^{me} Georges Kiejman pour la photo de famille. M. Arpaillange, hôte défilé, s'arrête : « Il est où, M^{me} Kiejman ? Il ne veut pas venir ? Il est drôle ? La ministre déléguée est bien là, mais il est resté en retrait, ce qui lui ressemble peu, dans le

couloir. La poignée de mains des trois hommes, à elle seule, est tout un symbole : essayez donc de donner la main à deux personnes en même temps ! Un peu gauche, leur salut devant la presse ressemble à une ronde éternelle.

Dialogue, transparence et modestie

Mais déjà il faut partir : M. Pierre Arpaillange pour le Cour des comptes, où le conseil des ministres vient de le nommer premier président, en remplacement de M. André Chadenet, parti à la retraite (ses dernières fonctions du 4 octobre), ses deux successeurs pour l'Assemblée nationale où une question d'actualité - sur les affaires Papon et Bousquet - les attend. Faute de temps, elle sera retirée de l'ordre du jour. M. Kiejman prend le temps d'aller prendre congé de son bâtiment. Au ministère, on emplit les poubelles et on se distribue les bureaux. Où s'installera M. Kiejman ? « L'hôtel ministériel n'est pas grand », remarque-t-on, pas plus que ne sont encore bien définies les attributions du ministre délégué.

Si le geste - deux ministres pour un secteur en crise - n'a échappé à personne, en revanche on s'interroge sur les compétences de l'un et de l'autre. Contrairement à ce que

certaines avaient annoncé, M^{me} Kiejman n'aura pas en charge les prisons : c'est été une maladresse insigne que d'y mettre un avocat. M. Henri Nallet le précise au cours d'une première rencontre avec la presse à laquelle n'assistent que M. Arpaillange invité ses collaborateurs à boire un dernier verre au Ritz. Si le nouveau tandem de la place Vendôme a bien l'intention de « faire une bonne équipe », l'action publique et les prisons seront du domaine « exclusif » du garde des sceaux, ainsi que la gestion d'une administration en crise.

M^{me} Kiejman, lui, s'attellera aux grandes réformes : le code pénal, le code de procédure pénale, le code de procédure civile... dont beaucoup ont été mis en chantier sans jamais aboutir. Il faudra définir les urgences, et faire, inévitablement, des choix. Mais l'urgence, c'est aussi le budget, et la journée nationale d'action déclenchée par l'inter-syndicale pour le 23 octobre, à laquelle il semble illusoire d'espérer qu'elle renonce. Le garde des sceaux souhaite rapidement rencontrer les syndicats, et leur exposer sa méthode en trois points : « Le dialogue : écouter sans pour autant multiplier rencontres et consultations ; la transparence : si je peux faire, je fais ; si je ne peux pas, je le dis. Et la

modestie : tout ne peut être fait en un jour. » M. Nallet n'annonce pas de « microbilans », mais se dit convaincu - il n'est pas le premier - de la nécessité de « rapprocher la justice du citoyen ». Il est frappé par « le besoin croissant de justice » qui expriment les Français. « Les citoyens ont besoin d'un Etat protecteur des faibles et de ceux qui risquent l'exclusion. La justice doit protéger la liberté et la sécurité au sens de la Déclaration des droits de l'homme. » M. Nallet entend aussi « ouvrir des champs nouveaux du droit, par exemple l'environnement ou la communication », et se dit préoccupé par l'emprise croissante du droit anglo-saxon.

Hormis les réactions violentes de FO pénitentiaire, qui brocarde « deux demi-ministres » et en particulier M. Kiejman, « avocat élyséen copie conforme du fantôme de M. Badinter », ou inquiètes de l'Association professionnelle des magistrats, le monde judiciaire reste dans l'expectative. Le 4 octobre, la plénière des renvois de l'inter-syndicale devra être rendue publique et la demande d'audience au premier ministre formellement transmise. On attend sans malice que les ministres s'installent. Mais on ne désarme pas.

AGATHE LOGEART

RELIGIONS

Au synode des évêques à Rome

Le cardinal Decourtray souhaite une participation des femmes à la formation des prêtres

CITE DU VATICAN

de notre envoyé spécial

Premier Français à s'exprimer au synode romain sur la formation des prêtres, le cardinal Decourtray, président de la Conférence des évêques de France, a demandé mardi 2 octobre qu'une réforme soit instaurée afin de développer « les conditions permettant aux futurs prêtres de vivre une relation de plus en plus vraie avec les femmes ». « Les enseignements conciliaires et pontificaux sur la femme », a précisé le cardinal Decourtray, sont méconnus lorsque l'on parle de la formation des prêtres.

L'archevêque de Lyon a rappelé

successivement des textes de Jean XXIII et de Paul VI sur le rôle des femmes dans l'Eglise. Il a souligné que des femmes « choisies avec discernement » soient appelées plus fréquemment à participer à la formation des futurs prêtres afin qu'elles puissent mettre en œuvre « leur grâce propre de femmes ».

Plus précisément, le cardinal Decourtray a indiqué que les compétences et la présence des femmes pouvaient être requises pour « un certain accompagnement spirituel, pour une collaboration réelle et reconnue dans le discernement des vocations, pour une relation saine et fructueuse des hommes et des femmes dans la vie

quotidienne ». Toujours selon l'archevêque de Lyon, elles pourraient également prendre une part plus active dans la célébration de la liturgie et des sacrements et participer à un enseignement théologique « où apparaîtrait cette grâce d'être femmes ».

Par ailleurs, quelques interventions d'évêques ont déjà fait plus ou moins référence au célibat des prêtres. Mgr Frédéric Bernard Henry, évêque de Carmaux (Canada) a rappelé les cas de perversion sexuelle dans lesquels des prêtres canadiens avaient été récemment impliqués. Pour « résoudre le problème à sa racine », Mgr Henry a suggéré d'introduire dans les sémi-

naires « des programmes efficaces de développement psychosocial ».

Enfin, certains évêques ont également relancé le débat sur l'ordination des hommes mariés. Mgr Valfredo Bernardo Tepe, évêque de Ilheus (Brésil), le premier, a demandé que la question soit abordée « sans craindre les tabous ». Si Mgr Tepe y voit à un moyen de faire face à la crise des vocations, un jésuite, Mgr Lawrence Burke, évêque de Nassau (Antilles), a laissé entendre de son côté que la restriction de l'ordination aux hommes célibataires faisait partie des « vestiges culturels proprement européens ».

JEAN-MICHEL DUMAY

Une enquête Globe • FR3/SOIR3 • RFM

les parisiens sont-ils cinglés ?

- Havel : Un texte inédit sur Kafka commenté par François Mitterrand
- Carax : Un espion sur le tournage interdit
- Carignon : Grand reporter dans l'Algérie intégriste pour Globe
- Irak : Dans deux ans, la bombe atomique de Saddam...

GLOBE

octobre



DROUOT RICHELIEU
9, RUE DROUOT, 75009 PARIS
Tél. : 48 00 20 20 - Téléc. : DROUOT 642 260
Informations téléphoniques permanentes
en français et anglais au : 48 00 20 17
Compagnie des commissaires-priseurs de Paris
Sauf indications particulières, les expositions auront lieu
la veille des ventes, de 11 h à 18 h. * Exposition le matin de la vente.
Régisseur O.S.P., 64, rue La Boétie, 75008 PARIS. 48 63 12 66.

SAMEDI 6 OCTOBRE

- S. 8. - Tableaux modernes. - M^{me} LOUDMER.
S. 9. - Tapis et tapisseries. - M^{me} PESCHETEAU-BADIN, FERRIEN.

LUNDI 8 OCTOBRE

- S. 1 et 7. - COLLECTION D'UN AMATEUR. 11 h. Objets d'art et d'ameublement des XVIII^e, XVIII^e et XIX^e siècles. 14 h 15. Bouteries diverses du XVI^e au XIX^e siècle. Vitrines du XVI^e au XIX^e siècle. Sculptures du XIV^e au XIX^e siècle. - M^{me} ADER, PICARD, TAJAN, MM. Dillé, Bigot et Turquin, experts. (Expo. S. 5 et 6 et 7.) Veuillez contacter Colette Joignant au (1) 42-61-80-07, p. 454.
S. 2. - Cartes géographiques anciennes. - ARCOLE (M^{me} RENAUD).
S. 3. - 14 h 15. Bijoux, objets de vitrine, orfèvrerie ancienne et moderne. - M^{me} ADER, PICARD, TAJAN, MM. Déchaud et Stelten, experts. Veuillez contacter Aurélie Goupil de Bouillé au (1) 42-61-80-07, p. 429.
S. 11. - Tableaux, objets, meubles. - M^{me} PESCHETEAU-BADIN, FERRIEN.
S. 13. - Objets d'art et d'ameublement. - M^{me} JUTHEAU.
S. 14. - Ateliers Moulade et Corbet. - M^{me} MILLON, ROBERT.
S. 16. - Tableaux, bibelots, mobilier. - ARCOLE (M^{me} OGER, DUMONT).

MARDI 9 OCTOBRE

- S. 1 et 7. - 14 h 15. COLLECTION D'UN AMATEUR. Sièges, meubles du XVI^e au XIX^e siècle, tapis. - M^{me} ADER, PICARD, TAJAN, MM. Dillé, Bigot et Turquin, experts. (Expo. S. 5 et 6.) Veuillez contacter Colette Joignant au (1) 42-61-80-07, p. 454.
S. 8. - Bijoux, argenterie. - M^{me} BOSCHER, STUDER, FROMENTIN.
S. 12. - ÉSOTÉRISME. Tanka, bibelots, objets d'art. - PARIS-AUCTION (M^{me} CARDINET-KALICK).

MERCREDI 10 OCTOBRE

- S. 1 et 7. - 14 h 15. COLLECTION D'UN AMATEUR. Tableaux anciens. - M^{me} ADER, PICARD, TAJAN, MM. Dillé, Bigot et Turquin, experts. (Expo. S. 5 et 6.) Veuillez contacter Colette Joignant au (1) 42-61-80-07, p. 454.
S. 2. - 14 h 15. Bons meubles, objets mobiliers. - M^{me} ADER, PICARD, TAJAN (dans catalogue).
S. 5. - Art de l'Islam. - M^{me} BOISGIRARD, M^{me} Kevorkian, expert.
S. 10. - Beau mobilier 1900 et ancien. - M^{me} BINOCHÉ, GODEAU.
S. 12. - Timbres-poste. - M^{me} LENORMAND, DAYEN.
S. 13. - Tableaux XIX^e siècle, argenterie, beaux meubles provinciaux et de style. - PARIS-AUCTION (M^{me} CARDINET-KALICK).
S. 14. - Beau mobilier XVIII^e, XIX^e et XX^e siècles. Dessins, gravures, tableaux. - M^{me} DELORME.
S. 16. - Bons livres modernes. - M^{me} LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR. M^{me} Vidal-Mégret et M^{me} Gomez.

JEUDI 11 OCTOBRE

- S. 8. - Première époque radio TSF. - M^{me} ROGEON.

VENDREDI 12 OCTOBRE

- S. 1. - Tableaux, objets d'art, beau mobilier. - M^{me} MILLON, RABET.
S. 3. - Antiques. - M^{me} PESCHETEAU-BADIN, FERRIEN.
S. 4. - Succession de M^{me} P. et à divers amateurs : tableaux et dessins anciens, céramiques, objets d'ameublement, sièges et meubles des XVIII^e et XIX^e siècles. - M^{me} AUDAP, GODEAU, SOLANET.
S. 5. - Tableaux XIX^e siècle, objets d'art et meubles des XVIII^e et XIX^e siècles. - M^{me} BOISGIRARD.
S. 7. - 14 h 30. Dessins et tableaux du XIX^e siècle. - M^{me} ADER, PICARD, TAJAN, MM. André Facitil et Amaury de Louvencourt, Thierry Pignat, experts.
S. 8. - 13 h 30. Gravures. - PARIS-AUCTION (M^{me} DEUR-BERGUE).
S. 10. - 300 tableaux modernes. - M^{me} BRIEST.
S. 13. - Tableaux, bibelots, mobilier. - M^{me} LOUDMER.
S. 14. - 14 h 15. Dessins et tableaux d'un amateur. Ecoles françaises et étrangères des XVIII^e, XIX^e siècle et moderne. - M^{me} ADER, PICARD, TAJAN (sans catalogue).
S. 15. - Bib., meub. - M^{me} BONDU.
S. 16. - Tableaux, bibelots, mobilier. - ARCOLE (M^{me} OGER, DUMONT).

ADER, PICARD, TAJAN, 12, rue Favart (75002), 42-61-80-07.
AUDAP, GODEAU, SOLANET, 32, rue Drouot (75009), 47-70-67-68.
BINOCHÉ, GODEAU, 5, rue La Boétie (75008), 47-42-78-01.
BOISGIRARD, 2, rue de Provence (75009), 47-70-81-36.
D. BONDU, 17, rue Drouot (75009), 47-70-36-16.
BOSCHER, STUDER, FROMENTIN, 3, rue d'Amboise (75002), 42-60-87-87.
BRIEST, 24, avenue Matignon (75008), 42-68-11-30.
DELORME, 14, avenue de Messine (75008), 45-62-31-19.
JUTHEAU, 13, rue de la Grange-Batelière (75009), 48-00-95-22.
LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR (anciennement RHEIMS-LAURIN), 2, rue Drouot (75009), 42-46-61-16.
LENORMAND, DAYEN, 12, rue Hippolyte-Lébas (75009), 42-81-50-91.
LOUDMER, 45, rue La Fayette (75009), 48-78-89-89.
MILLON, ROBERT, 19, rue de la Grange-Batelière (75009), 48-00-99.
OGER, DUMONT, 22, rue Drouot (75009), 42-46-96-95.
PARIS-AUCTION, de Cagny, Cardinet-Kalick, Daurbergue, Hoebaux-Couturier, 4, rue Drouot (75009), 42-47-03-99.
PESCHETEAU-BADIN, FERRIEN, 16, rue de la Grange-Batelière (75009), 47-70-88-38.
RENAUD, 6, rue de la Grange-Batelière (75009), 47-70-48-95.
ROGEON, 16, rue Milton (75009), 48-78-81-06.

HIPPODROME DE VINCENNES

JEUDI 11 OCTOBRE à 14 heures

Yearlings. Chevaux à l'entraînement. Poulinières

M^{me} MILLON, ROBERT, commissaires-priseurs.

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT.

Le Monde SANS VISA

SOCIÉTÉ

SPORTS

FOOTBALL : en Coupe des coupes

Montpellier élimine le PSV Eindhoven

Pour sa deuxième participation à une épreuve européenne, l'équipe de Montpellier-Hérault a réussi, mercredi 3 octobre, un véritable exploit en éliminant, au premier tour de la Coupe des vainqueurs de coupe, le PSV Eindhoven, considéré comme l'un des meilleurs clubs du continent et entraîné par l'ancien sélectionneur anglais Bobby Robson. Grâce au résultat nul obtenu face aux Néerlandais du PSV Eindhoven (0-0) au Philips Stadion, les Montpelliérains se sont qualifiés pour les huitièmes de finale de l'épreuve européenne.

Le sans-faute des clubs français

Vainqueurs au match aller (1-0), le jeudi 20 septembre (*Le Monde* du 22 septembre), les joueurs de l'Hérault, devant des Néerlandais dont l'objectif, cette saison, était de remporter cette Coupe des coupes, la seule manquant à leur palmarès, ont à nouveau réalisé le match parfait.

Occupant fort bien le terrain, ne s'affolant jamais, même lorsqu'ils furent réduits à dix après l'expulsion de Vincent Guérin (69^e min.), ils ont fait preuve d'une grande maîtrise collective.

et mérité largement leur qualification, préservée par leur excellent gardien de but, Claude Barabé.

Cette qualification, inattendue sinon inespérée, de Montpellier permet aux clubs français de réaliser, cette saison comme la précédente, un sans-faute au premier tour des épreuves européennes. En effet, après Bordeaux qui, en Coupe de l'UEFA, avait éliminé la modeste équipe de Glenavon (Ulster), l'A.S. Monaco, dans la même épreuve, a confirmé son succès du match aller (3-1) sur l'équipe néerlandaise du Roda JC.

Enfin, en Coupe d'Europe des clubs champions, l'Olympique de Marseille s'est qualifié aux dépens du Dinamo Tirana après une rencontre, sur le terrain albanais, d'une nullité parfaite (0-0). Les Marseillais, il est vrai, avaient assuré l'essentiel par un large succès au match aller (5-1).

Le tirage au sort pour le prochain tour des Coupes d'Europe, qui se jouera par rencontres aller et retour les 24 octobre et 7 novembre, doit avoir lieu vendredi 5 octobre à Zurich.

Les « affaires » du football : plainte du directeur de l'OM contre M. Bez. - Le directeur général de l'Olympique de Marseille, M. Jean-Pierre Bernès, a décidé, mercredi 3 octobre, de déposer plainte auprès du doyen des juges d'instruction de Paris pour faux témoignage, après la publication dans *Le Monde* du 3 octobre d'extraits du rapport de la commission nationale de discipline citant les accusations de tentative de corruption de joueurs portées contre lui par M. Claude Bez, le président des Girondins de Bordeaux. Dans un communiqué, l'Olympique de Marseille indique que ces accusations

sont « mensongères » et que M. Bernès poursuivra en diffamation « tous ceux qui s'en servent ». Dans le rapport, le nom de M. Bernès est cité par M. Bez pour deux tentatives de corruption lors du championnat de France 1989-1990.

Formule 1 : le Grand Prix de France à Magny-Cours. - Le comité directeur de la Fédération française du sport automobile (FFSA) a décidé, mercredi 3 octobre, de confier l'organisation du Grand Prix de France de formule 1 au circuit de Magny-Cours (Nièvre) dès l'année prochaine et jusqu'en 1995.

FAITS DIVERS

Lors d'une épreuve du championnat du monde

Le mari de la princesse Caroline de Monaco se tue dans un accident d'off-shore

Stefano Casiraghi, époux de la princesse Caroline de Monaco, s'est tué mercredi 3 octobre, à l'âge de trente ans, alors qu'il participait à une épreuve du championnat du monde d'off-shore. L'accident a eu lieu vers 11 h 30 au large de Saint-Jean-Cap-Ferrat (nos dernières éditions du 4 octobre). Ce nouveau coup du sort frappe la famille Grimaldi huit ans après la mort de la princesse Grace, tuée dans un accident de voiture le 14 septembre 1982. Caroline avait épousé en secondes noces Stefano Casiraghi le 29 décembre 1983. Le couple avait trois enfants, Andrea, six ans, Char-

lotte, quatre ans, et Pierre, trois ans. Né le 8 septembre 1960 dans une famille aisée d'industriels italiens, Stefano Casiraghi dirigeait une société immobilière florissante, l'Entreprise générale de construction, basée à Milan.

Passionné d'off-shore, il était le champion du monde en titre. Depuis la frégate *Dupleix*, à bord de laquelle il passait la nuit lors de son voyage dans le Golfe, le président de la République, M. François Mitterrand, a adressé ses condoléances à la princesse Caroline et au prince Rainier-III de Monaco.

Une vague lui a été fatale. Peu après le départ de la seconde manche, mercredi 3 octobre, à la hauteur de Saint-Jean-Cap-Ferrat, le bateau que pilotait son équipier Patrice Innocenti a « décollé », alors que sa vitesse était de plus de 150 km/h. Catamaran fuselé de 12,9 m de long, le *Pinot-de-Pinot* a enfoncé une vague et s'est retourné. Au lieu de redescendre sur la vague suivante, l'avant du catamaran s'est levé vers le ciel avant de se retourner. Le pilote a été éjecté, ce qui lui a sauvé la vie, tandis que Stefano Casiraghi restait prisonnier de la coque chavirée.

Trois ans après l'accident qui, en août 1987, avait entraîné la mort de l'ancien pilote automobile Didier Pironi et de ses compagnons d'équipage au large des côtes sud de l'Angleterre, une compétition entre « formules 1 des mers » fait une nouvelle victime. Piloté à près de 200 km/h des bateaux de 10 à 15 mètres de long, avec des coques en V ou catamaran propulsées par des moteurs de 1 500 à 2 500 chevaux, réclame une grande dextérité. Stefano Casiraghi possédait ces qualités. Dans un sport où les Italiens sont présents en force, l'enfant de Lombardie devenu

citoyen monégasque, avait prouvé qu'il pouvait « avaler » les vagues.

Venu à la compétition en 1984, il avait remporté douze victoires en quatre-vingts courses. Les championnats continentaux, en Europe ou aux États-Unis, n'avaient plus de secret pour lui. L'an passé, il avait remporté le titre de champion du monde à Atlantic-City et il espérait bien le conserver en résistant aux assauts des pilotes italiens grâce à sa connaissance des eaux du littoral entre Saint-Laurent-du-Var et San-Remo, lieu des compétitions 1990.

Un projet de réforme du permis nautique

La prolifération, en Méditerranée surtout, a conduit les pouvoirs publics à prendre des mesures sévères d'ordre administratif et technique assorties de sanctions pénales pour les contrevenants.

Mais M. Mellick estime qu'il faut aller plus loin afin d'améliorer la sécurité au bord des rivages. Les opérations « Boson », qui consistent à installer dans chaque port de plaisance un animateur susceptible d'informer les vacanciers et les plaisanciers sur la réglementation, vont être renouvelées avec l'appui des fédérations de voile et des ports de plaisance. Les règlements nautiques seront harmonisés par grand bassin maritime, car, actuellement, ils diffèrent sensiblement d'une commune à l'autre, même si celles-ci sont limitrophes. Enfin, le conseil supérieur de la navigation de plaisance, que préside M. Thierry Lajolle, présentera, avant la fin de l'année, une réforme du permis de piloter les navires non moteurs qui n'a pas été modifiée depuis sa création en 1966, alors que les bateaux et engins nautiques ont profondément évolué, ainsi que les catégories d'utilisateurs.

EN BREF

Contamination radioactive à la centrale de Golfech. - Trois agents de la Compagnie générale des matières nucléaires (Cogema) et du Commissariat à l'énergie atomique (CEA) ont été très légèrement contaminés, mercredi 3 octobre, par de l'iode radioactif à la centrale nucléaire de Golfech (Tarn-et-Garonne). L'accident a eu lieu alors qu'ils procédaient à des vérifications de routine sur des filtres en leur injectant de l'iode radioactif. Le plus touché de ces trois agents a été exposé à une radioactivité de 4000 becquerels, correspondant à une dose de 3 millirems et transporté au service central de protection contre les rayonnements ionisants (SCPRI) du Vésinet pour des mesures complémentaires. Selon le SCPRI, cet incident est sans conséquence, la dose reçue par cet agent étant très inférieure à la dose maximale admissible (5 rns par an).

Inondations meurtrières en Martinique. - Les fortes pluies qui, dans la journée du 3 octobre, ont précipité la formation de la tempête tropicale Klaus ont provoqué la mort d'un agriculteur et entraîné la disparition de deux fillettes. Celles-ci ont été emportées par les flots alors qu'elles tentaient de traverser une rivière en crue. Les autorités de l'archipel de la Guadeloupe, situées à 250 kilomètres au nord de la Martinique, se sont mises, à leur tour, en état d'alerte. - (AFP).

M. Joxe évoque l'affaire Doudet. - Interrogé à l'Assemblée nationale mercredi 3 octobre sur la disparition du pasteur Joseph Doudet et le fonctionnement des services des renseignements généraux dans cette affaire, M. Pierre Joxe a affirmé : « Jamais des fonctionnaires de la police nationale n'ont reçu d'instructions contraires à la loi et à l'honneur. Bien au contraire, tout ce qui touche à la vie privée et publique des hommes publics, des syndicalistes, des journalistes, des avocats, est considéré comme sacré, à tel point que dans certains cas des enquêtes sont interrompues pour préserver ces règles de sécurité et de liberté ».

Évoquant les rumeurs qui circulent autour de cette affaire qu'il a qualifiée de « très trouble », M. Joxe a souligné que « les policiers eux-mêmes sont les plus acharnés à révéler la vérité, afin que les erreurs éventuellement commises par un ou plusieurs d'entre eux ne jettent l'opprobre sur les 125 000 fonctionnaires de la police nationale ».

Le parquet général de Grenoble demande un mandat d'arrêt contre M. Jacques Médéric. - Le parquet général de Grenoble a requis un mandat d'arrêt contre l'ex-maire de Nice, M. Jacques Médéric, celui-ci ne s'étant pas rendu le 26 septembre à une convocation du magistrat M. Jean-Marc Armignaud, qui voulait l'inculper du délit d'ingérence en tant que président du conseil général des Alpes-Maritimes (le *Monde* du 28 septembre). La chambre d'accusation de la cour d'appel de Grenoble rendra son arrêt mardi 9 octobre.

Droit à la mort pour un Américain de quatre-vingt-deux ans dans le coma depuis six ans. - La famille d'un homme de quatre-vingt-deux ans, dans le coma depuis six ans, a été autorisée, mercredi 3 octobre, par décision judiciaire, à débarrasser le système qui le maintenait en vie. Le juge de Chicago (Illinois), Richard Dowdle, a estimé que les preuves qui lui avaient été présentées montraient « clairement et de façon convaincante que le vieillard, s'il avait été conscient, aurait refusé de poursuivre le traitement » auquel il était soumis. Cette autorisation fait suite à une décision de la Cour suprême des États-Unis qui, en juin dernier, avait estimé possible d'envisager une telle solution, lorsque le patient en a exprimé le désir, par écrit ou à des témoins, alors qu'il était conscient. - (AFP).

SPECIAL NEUBAUER MONDIAL DE L'AUTO
Reprise conditions Argus + 7000 f

* Offre valable pour toute commande sur stock livrée avant le 31 octobre, à l'exception des modèles de base et séries limitées de la gamme Peugeot, sur présentation de cette annonce.

NEUBAUER
PEUGEOT

8, rue du 4 septembre 75002 PARIS ☎ 42.61.15.68
4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎ 42.85.54.34
227, bd. Anatole-France 93200 ST-DENIS ☎ 48.21.60.21

CULTURE

CINÉMA

L'amour tricoté main

Avec « le Mari de la coiffeuse », son dixième film, Patrice Leconte réussit l'impossible : traduire un fantasme en images

C'est un vieux rêve irraisonnable et doux. On entrerait sans effraction dans les pensées de l'autre. De celui-là, qui passe, que l'on ne connaît pas. C'est impossible, on le sait bien. Seuls les écrivains, parfois... Justement, employant sans fausse pudeur une forme littéraire - voix off du narrateur - voilà que Patrice Leconte arrive avec un objet tout à fait insolite, un film, dans sa forme visible, et même, si l'on n'y prend pas garde, une espèce de comédie où Jean Rochefort s'exerce de façon lamentable et récurrente à la danse du ventre.

Mais le Mari de la coiffeuse est bien davantage qu'une comédie et peut-être davantage qu'un film. Une tentative exquise, avouée, troublante de traduire en images impeccables, en sons normaux, en couleurs légèrement saturées, l'intraduisible : le fantasme d'un homme, l'émanation volatile, obsessionnelle, vagabonde de son imagination, ne cessant pas un pouce, pas une seconde au réalisme, à la réalité.

Dès lors qu'on comprend ce postulat, qu'on l'admet, qu'on l'aime, le Mari de la coiffeuse devient un délice insidieux, provoque une de ces émotions modestes qui vous saisissent à l'improvise et ne vous lâchent plus. Il suffit de prendre la clé des songes, elle ouvre les portes, tout s'éclaire, s'enchaîne, se justifie.

Cela commence, évidemment, sur les plages de l'enfance. Antoine, le narrateur, a douze ans. Il porte un slip de bain en laine, tricoté par sa mère. Un slip orné de chaque côté de pompons décoratifs figurant des cerises et qui, ayant la particularité de ne jamais sécher, irrite l'entre-jambes sensible du petit garçon. Point de départ d'une implacable objectivité physiologique, menant aussitôt - c'est logique - aux rêveries érotiques. Rêveries alimentées par la roussure opulente, l'odeur envoiement, les gestes humides de Madame Sheffer, la coiffeuse de l'endroit. Dès lors, Antoine ne cesse de se faire couper encore et encore les cheveux, de renverser sa tête rase dans le bac à shampooing, au bord de l'extase, et de



se répéter comme une devise de chevalier, un vœu pieux, un talisman contre la banalité probable de son avenir : « Plus tard, je serai le mari d'une coiffeuse ».

Ce qu'il devient... Le salon de la jolie, mystérieuse Mathilde (Anna Galiena, qui ne ressemble en rien à l'idée plutôt pétulante qu'on se fait d'une coiffeuse), est désormais le décor quasi unique, le champ clos de l'imaginaire, le terrain de jeux des chimères. C'est dans ce salon des années 30, fleurant la tonton Pauline, où s'arrêtent de rares clients, qu'Antoine célèbre ses noces, fait l'amour, se trémousse sur des rythmes orientaux. Oui, son corps de Français moyen a des pulsions de mousmée. C'est comme ça, le « fantasmeur » a

tous les droits, même celui-là. Antoine a devant lui en permanence l'objet admirable de son désir, Mathilde, docile, consentante, comblée, une femme comme il est bien rare d'en rencontrer, dans les salons de coiffure ou ailleurs, et les petites dents d'acier de sa tondeuse font frissonner sa nuque...

Comment se réveiller? Patrice Leconte et son scénariste Claude Klotz ont opté pour une solution subtile, qui sera peut-être mal comprise. On n'a pas envie de la dévoiler. Disons seulement que dans la vraie vie, ce serait une tragédie; dans celle que s'invente Antoine, c'est une manière d'apothéose... Antoine, Jean Rochefort l'adore, à l'évidence, lui donnant son œil bleu d'hédoniste

mélancolique, ses éclairs de désespoir jubilatoire, toute sa force d'acteur enchanté par l'aventure. Quant à Patrice Leconte, dont c'est le dixième film, il a fait un sacré parcours depuis les *vévés étaient fermés* de l'intérieur, en 1975. L'humour confidentiel du café-théâtre promu au rang de star populaire grâce aux *Bronzés*, l'aventure avec les *Spécialistes*, la satire sociale de *Tandem*, le film noir revisité en compagnie de *Monsieur Hire*. Et maintenant, totalement personnel et libre, le Mari de la coiffeuse, une formidable histoire d'amour et de slip tricoté main.

DANIEL HEYMANN

DANSE

A la mémoire d'Arnie Zane

A la mode à la fin des années 80, la Bill T. Jones and Arnie Zane Company est à Lyon, pour la Biennale

Quand on les vit débouler sur la scène du défunt Centre américain, au tout début des années 80, voltigeant à la manière des trapézistes, rebondissant comme des acrobates, exaspérant leurs différences, ou s'enthousiasma devant leur manière d'interroger le corps et ses limites physiques. L'un, Bill T. Jones, noir, vient de la compétition sportive. Son corps d'athlète a servi de modèle au peintre Keith Haring. L'autre, Arnie Zane, blanc, petit, compense ses moindres qualités musculaires par une énergie inépuisable. Photographe, il se met à la chorégraphie après sa rencontre avec Bill T. Jones sur le campus de l'université de Birmingham, dans l'Etat de New-York. Ensemble, ils fondent l'American Dance Asylum où ils se produisent en duo ou en solo.

En 1982, ils créent la Bill T. Jones et Arnie Zane Company. Avec *Intuitive Momentum*, accompagnés par la batterie de Max Roach, ils font le tour du monde. On les verra au Théâtre de la Ville. et en 1986, à la Biennale de Lyon avec *The Animal Trilogy*, l'année où ils reçoivent les Bessie Awards, l'équivalent des Oscars pour la danse. Si la clarté de leur mouvement reste inchangée, les narrations qu'ils développent affaiblissent leur vitalité. Mais tout le monde veut travailler avec eux : ce sont les chorégraphes à la mode. L'écho du succès de *Secret Pastures*, monté à la Brooklyn Academy of Music, - musique de Peter Gordon, costumes de Willi Smith et décors de Keith Haring - arrive jusqu'à Paris. En mars 1988, Arnie Zane meurt du sida. Bill T. Jones réagit avec un programme, au Joyce Theater, dont la beauté est reconnue par la presse unanime.

Cette année, de retour à Lyon, la compagnie reprend deux pièces à la mémoire d'Arnie Zane : un duo, *Forsythia*, dansé par Bill T. Jones et un phénoménal danseur chauve, Arthur Aviles, sur une musique de Bessie Smith, et sur une musique de Mendelssohn, *D. Man in the Waters*, où la nation, symbolisée la lutte des danseurs contre le sida. Le personnage central en est encore une fois Arthur Aviles.

Enfin, pour nous parler de l'avenir, Bill T. Jones nous donne *The last Supper at the Uncle Tom's Cabin*, le passé de sa communauté vue par l'Amérique blanche, en l'occurrence la voix de l'écrivain Harriet Beecher Stowe, sur une musique du World Saxophone Quartet.

DOMINIQUE FRÉTARD

► Bill T. Jones & Arnie Zane Company les 4 et 5, à 20 h 30, au Transbordeur. Tél. : 72-40-26-26.

La fille qui voulait être aimée

« Mado poste restante », un film français tourné par un Arménien soviétique

Alexandre Abadachian, hésite entre Tati et les frères Prévert

Au petit village de Saint-Crépin-sur-Lous, la postière s'appelle Mado. Orpheline venue d'ailleurs et sur laquelle on ne sait pas grand-chose, c'est un phénomène pour la communauté. Plus ronde que gironde, elle a une bonne bouille fraîche qui semble avoir été taillée dans une pomme, des yeux et un sourire pétillants, des cheveux en chignon ou en nattes, quand ils sont coiffés. Côté vêtements, elle est fichue comme l'as de pique. Voilà donc l'héroïne peu banale de *Mado poste restante*, film français

réalisé par un Arménien soviétique de quarante-cinq ans, Alexandre Abadachian, scénariste et directeur artistique des films de Nikita Mikhalkov, qui semble avoir bien connu Jacques Tati et les frères Prévert, pour peindre avec fantaisie, humour et réalisme poétique un patelin où l'on a envie d'aller cueillir des pâquerettes et de faire la causette au café de la place, en prenant le temps comme il vient.

Au cours de sa tournée à bicyclette, Mado placarde sur les arbres qui bordent la route des annonces matrimoniales. Elle veut se marier. Une idée comme une autre. Un rêve, plutôt. Mado sait très bien qu'elle n'est ni belle ni désirable. Elle fait « comme si ». Dans ce petit univers rural où les choses restent très quotidiennes, Mado fait entrer son imaginaire, ce que la mise en scène traduit par des images aux couleurs surréalistes. Mado attend un prince charmant. Un séduisant étranger qui vient de descendre à l'hôtel du village (c'est l'acteur russe Oleg Yankovsky) pour en faire office. Il y a en lui quelque chose de romantique et il est réalisateur de cinéma. Lui aussi attend quelque chose... Oui, mais à force de faire fonctionner l'imaginaire, il arrive qu'on se prenne les pieds dans une réalité mélancolique et même décevante.

Le charme sigro-doux de ce film à l'atmosphère dépayssante tient à des ruptures de ton très subtiles, à des alternatives de comédie sociale, de vague à l'âme et de tristesse diffuse. Mado, c'est Marianne Groves, une actrice qu'on dirait tombée d'une autre planète, une « nature », mais qui devient profondément émouvante en fille qui veut être aimée et qui connaît, un moment, la tentation du désespoir. Et il y a bien longtemps qu'on n'a pas vu dans un film français des personnages secondaires aussi bien typés, aussi parfaitement distribués.

JACQUES SICLER

CENTRE DRAMATIQUE DE LA COURNEUVE-GRENIER DE BOURGOGNE
du 4 au 28 octobre
Centre Culturel Jean-François - La Courneuve 23, avenue du Général-Ledoux - Réservations : 48.24.11.44 et 3 Fax

LE PILON FLAMBOYANT

du 4 au 28 octobre

BEDOS

15 REPRESENTATIONS EXCEPTIONNELLES DU 9 AU 26 OCTOBRE L O C. : 49 80 18 88

teilmaison des Arts

ARTS

Souscription pour un tableau de Chardin

« Un musée qui n'achète pas est un musée mort », affirme Armand Brejon, le conservateur en chef du Musée de Lille. Aussi lance-t-il une souscription nationale - procédure inédite en France - pour acquérir une œuvre majeure de Chardin, le *Gobelet d'argent*. Celle-ci, vendue par son propriétaire français à un marchand américain, a été arrêtée à la douane et interdite de sortie par le ministre de la culture le 14 juin. L'Etat a six mois pour exercer son droit de préemption et racheter le tableau à sa valeur déclarée : 11 millions de francs. Une belle somme, déjà rassemblée aux trois quarts par le Musée des beaux-arts de Lille.

« L'aspect monumental et raffiné du Gobelet d'argent permet de le désigner comme une des premières grandes réussites de l'artiste, affirme Armand Brejon. Cette pièce renforcerait notre collection française du dix-huitième siècle ».

La rénovation du musée est en effet entamée. Son coût est estimé à 135 millions de francs. Mais il manque toujours plus de deux millions de francs pour l'achat du Chardin. La souscription sera close le 30 novembre. Les dons sont à adresser à la Fondation de France (40, avenue Hoche, 75008 Paris). En outre, un hommage à Chardin sera présenté au Musée de Lille du 22 octobre 1990 au 3 janvier 1991.

E. de R.

Angles droits

Les sculptures récentes de Jacobsen confirment son évolution : elles sont de plus en plus rigoureuses et froidement construites

L'une des dernières sculptures de Robert Jacobsen a pour titre *Theonious*, en hommage à Theonious Monk, qui savait comment construire logiquement une variation musicale sans jamais verser dans l'a-peu-près. Hommage légitime, qui rappelle celui que Brague rendit, par collage interposé, à Bach. Chacun d'eux, le peintre, le musicien, le sculpteur contemporain, n'aime rien tant que la netteté, la clarté, l'équilibre d'une structure. Chez le Danois, ce goût est poussé jusqu'à ses conséquences les plus radicales : il emploie des plaques rectangulaires percées de cercles réguliers, des tiges usinées de section carrée, des socles-plaques parallèles pipédiques. Quand il admet le cercle

divise en croissants symétriques ou en courbes exactement parallèles. Et s'il se plaît à suggérer des références picturales par la polychromie, elles renvoient à Piet Mondrian et au néoplasticisme.

Tout cela est donc admirablement cohérent, et d'une exécution parfaite jusqu'à la neutralité. Dans l'histoire de l'art géométrique, Jacobsen fait désormais figure de classique, pour avoir su développer, sans se répéter, une sculpture dense et dure, indifférente aux tentations du bricolage et à l'objet trouvé. Le cas n'est pas si fréquent.

Ph. D. ► Galerie Denise René, 196, bd Saint-Germain, jusqu'au 30 novembre.

TH. ANTOINE A PARTIR DU 5 OCTOBRE
Charlotte de Turckheim
21h Une journée chez ma mère 150
LOCATION 42.08.77.71-42.08.76.58

RESERVEZ VOS PLACES

LES ENFANTS TANNER

ROBERT WALSER
JOEL JOUANNEAU
THEATRE DE LA BASTILLE
JUSQU'AU 24 OCTOBRE

QUINZAINE TCHECOSLOVAQUE

SPECTACLES EN LANGUE TCHEQUE
PRESENTES AVEC TRADUCTION SIMULTANEE
CENTRE GEORGES POMPIDOU
JUSQU'AU 16 OCTOBRE

UN JOUR AU DEBUT D'OCTOBRE

CHANTAL MOREL
THEATRE DE PATHEMES
OCTOBRE - 12 NOVEMBRE

LE GRAND KABUKI

THEATRE DES CHAMPS-ELYSEES
OCTOBRE - 12 NOVEMBRE

THE BLACK RIDER

THEATRE DU CHATELAIN
OCTOBRE - 12 NOVEMBRE

MERCE CUNNINGHAM

DANCE COMPANY
THEATRE DE LA VILLE
OCTOBRE - 12 NOVEMBRE

RENSEIGNEMENTS : 42 08 76 58
LOCATION DES PLACES : 42 08 76 58
PAR CORRESPONDANCE AU THEATRE NATIONAL
CENTRE GEORGES POMPIDOU

BAUER
PEUGEOT
1002 PARIS EXCELLENCE
109 PARIS EXCELLENCE
11 ST DENIS EXCELLENCE

CULTURE

MUSIQUES

Fenêtre sur cours (de chant)

John Cage, dans ses « Européra », joue sur le morcellement et la frustration. Hitchcockien, en somme...

Ca n'a pas l'abstraction d'un collage. C'est drôle, parfois, comme une partie de « cadavres exquis », mais sans la gratuité d'un jeu de société. C'est une idée — on dit « un dispositif » dans les revues spécialisées — une construction dont la logique est d'être aberrante, un assemblage contre nature bouillonné comme un Mécano, une petite machine infernale comme aime en construire John Cage, sexagénaire au doux sourire d'enfant, star du happening en éternel bleu de chauffe. Américain non violent. Non violent, vraiment ?

Oh ! il a fait du chemin, le petit frère de Satie, le complice de Max Ernst et de Marcel Duchamp, le « néo-dadaïste » qui signait encore, en 1952, une œuvre intitulée « 433 », œuvre qui mettait en demeure « n'importe quel instrumentiste » de ne pas jouer pendant 273 secondes. Cage, depuis longtemps, compose autre chose que du silence ou des performances simplement provocantes : ses « Européra 3 » et 4 (passés par Londres, Berlin et le festival Musica de Strasbourg avant d'arriver, les 2 et 3 octobre, à l'invitation du Festival d'automne, dans l'amphithéâtre de l'Opéra-Bastille à Paris) sont non seulement de la musique scénique, éclairée par des dizaines de projecteurs au clignotement programmé. C'est de la musique qui produit du son et que ponctuent les brefs passages sur bande magnétique d'un météore brui-

tiste, obtenu par l'écrasement dans la même compote de plus de cent opéras du répertoire classique et romantique.

« Européra 3 », par exemple : soixante-dix minutes non-stop. L'heure s'affiche bien en vue sur deux moniteurs vidéo. Goutte à goutte, le temps s'écoule, et soixante-dix minutes, c'est long. De six grammophones antédiluviens, actionnés par des opérateurs concentrés, sortent les voix de chanteurs du passé, dans de grands airs de Verdi, Puccini, Wagner, Massenet. Qui ? Dans quel contexte ?

La frustration commence là

La frustration commence là : à l'impossible identification des extraits enregistrés. Car l'opérateur lève, à l'improviste, le bras des sillons et pose impitoyablement un autre 78-tours sur le plateau. Nouveaux bruits de manettes. Nouveaux grésillements. Déplacement de l'attention sur ces sons fonctionnels que Cage affectionne tant.

Le reste du dispositif est d'abord inoffensif. Six chanteurs chantent : deux pianistes pianotent. Les apparences plaident pour un récit à plusieurs partenaires. Erreur. Les pianistes jouent du Liszt, chacun dans son coin, en solo ou ensemble, sans lever le nez du clavier, avec acharnement et virtuosité, comme deux lauréats de concours

internationaux condamnés à travailler dans la même antichambre.

Et, sur cette scène très occupée, personne ne fait attention aux chanteurs. Ils ressemblent à des élèves d'art lyrique, laissés à eux-mêmes dans un conservatoire sans professeurs. Sourds, aveugles, concentrés sur leurs gosiers, ils lancent, les yeux au ciel, une cavatine de Rossini, « Pleurez mes yeux », « Au pays où fleurit l'orange », Tristan, Tosca, du Mozart, n'importe quoi. Propulsés de leur chaise comme par un prurit, rendus au silence par une extinction de voix chronique, ils ne nous accordent — deuxième mais ultime frustration — que des bribes d'opéra, des miettes de musique, un pot-pourri concassé et souvent inaudible d'airs ultra-célèbres. Quoi déjà, et de qui ? Toujours dépassé par le temps, la mémoire s'affole, comme devant le générique du Cinéma de minuit.

Pris au piège

Et l'on se retrouve pris au piège, espionnant comme James Stewart dans *Fenêtre sur cour* l'activité parcellisée de ces « Européras », activité dont on n'a pas les clés, et dont l'essentiel nous est systématiquement caché au moment crucial. Contrairement au héros d'Hitchcock, qui voit tout mais n'entend rien de ce qu'il voudrait entendre, il manque à l'auditeur d'*Européra 3* non le son mais la vision : la mise en situation, la signification, le décor, bref, le sens de ces opéras en morceaux.

Européra 4 dure trente minutes et ne mobilise, sur le même principe du chacun pour soi, que deux chanteuses et un pianiste. Les premières ont cessé de s'interrompre à tout moment, le second joue intégralement l'une ou l'autre des fantaisies et paraphrases de Liszt. Et il arrive par pur hasard, à la vingtième minute environ, que la superposition des trois interventions forme un tout, cohérent, langoureux, nostalgique. Cage façon cabaret romantique. Une surprise, vraiment.

ANNE REY

► Plusieurs œuvres pour percussions de John Cage sont données par le Quatuor Hélias au Centre culturel Mansart, à Dijon, le mardi 27 novembre (Tél. : 16/80-30-37-03).

► Les Editions Ulysse Fin de Siècle publient à la fin du mois d'octobre un texte de John Cage sur Marcel Duchamp : *Mirage verbal* (80 pages, 120 F. Rens. : F. Dominique, 74, rue de Velars, 21370 Plombières-sur-Dijon).

► Enfin, le Quatuor Arditti vient d'enregistrer le premier volume de l'œuvre intégrale pour quatre cordes du musicien américain (1 disque compact, Mode, PO Box 375 Kew Gardens, New-York 11415 USA).

► Jusqu'au 6 octobre, à 20 h 30, au Bataclan, 50, bd Voltaire, Paris 11^e. Le 7 à St-Germain-en-Laye, dans le cadre de l'« Festival. Le 8 à Orléans, Palais des Sports. Le 9 à Nantes, la Trocadière. Le 10 à Saintes, Salle polyvalente.

Retour à la base

Francis Cabrel et Dick Rivers reviennent aux classiques pour le plaisir du rock'n'roll

Quoi de plus réplé que la vie d'un artiste de variétés français ? Disque, télé, tournée, disque en public et du coup, c'est la pesanteur de cette routine qui a fait le charme de la rencontre Rivers-Cabrel, annoncée sous le titre *Rock'n'roll Show*, le troisième cheval de la trinité fondatrice du rock français et le rocker de campagne du Lot-et-Garonne, deux hommes qui n'avaient en commun que leur métier, et encore.

Les voilà sur scène à faire les jeunes gens, à écumer le répertoire des standards du rock'n'roll américain (de 1956 au début des années 60, sans qu'aucun d'eux n'est pas là qu'on découvre des trésors inédits), sans prétention pédagogique, en jouant comme ça vient. Le public qui emplit le Bataclan n'est familial qu'en apparence : en fait, parents et enfants donnent l'impression d'être venus chacun de leur côté. En tout cas, tout le monde est là, pour prouver une fois de plus que les premières strates du rock sont devenues une référence universelle.

Dick Rivers, chemise saumon à Jabot, banane de jais, Cabrel mi-général Custer mi-cadet de Gasconne, se répartissent à peu près également la tâche. A Rivers le vrai travail vocal, la fidélité aux originaux, à Cabrel l'interprétation plus libre des textes, il est de la génération qui a appris son Chuck Berry chez les Beatles. Derrière eux une bande de musiciens en vacances, suffisamment aguerris

pour se permettre quelques approximations. Il ne s'agit de toute façon pas d'un travail de récréation. Chuck Berry, Presley, Little Richard, Eddie Cochran, tout le monde y passe. La plupart des titres passent, d'autres cassent (Jailhouse Rock, pas tout à fait aux mesures de la voix de Cabrel). Ce n'est plus vraiment un bœuf entre copains : ici, on joue chez les pros et on respecte le client. Mais ce souci louable a ses limites, elles-mêmes respectables : on ne cherche pas à concurrencer Johnny, l'actuel locataire de Bercy, on est là pour le plaisir. Il y a sûrement en France (et bien sûr en Grande-Bretagne ou aux Etats-Unis) des groupes qui font aussi bien, ou mieux (quoique la voix aussi de Dick Rivers ne soit pas donnée au premier rocker venu) sur le même matériau. Et c'est justement cette idée qui fait le charme premier du *Rock'n'roll Show* de Rivers et Cabrel, ce retour à la base, au temps du Golf pour l'un, des baloches pour l'autre, rien que pour s'amuser, pour amuser.

THOMAS SOTINEL

► Jusqu'au 6 octobre, à 20 h 30, au Bataclan, 50, bd Voltaire, Paris 11^e. Le 7 à St-Germain-en-Laye, dans le cadre de l'« Festival. Le 8 à Orléans, Palais des Sports. Le 9 à Nantes, la Trocadière. Le 10 à Saintes, Salle polyvalente.

THÉÂTRES

Ecart de style

Une mésalliance : « Album de famille », de Louis-Charles Sirjacq mis en scène par Jacques Seiler

Louis-Charles Sirjacq est un écrivain à l'univers acide et inquiet, que des metteurs en scène comme Bruno Bayen ou Jean-Marie Patis ont contribué à faire connaître. Le voici aujourd'hui, pour la première fois, joué sur une scène privée, mis en scène par l'homme qui a signé notamment les *Exercices de style* de Queneau, un succès, dix ans de tournées.

Album de famille pourrait être l'histoire d'une maman — c'est son nom dans la pièce — ancienne fido-fériste. Désormais clouée dans une chaise roulante, elle mène une vie d'enfer à ses filles, à Bébé, un ancien collègue, artiste raté et vieillissant devenu son locataire. Elle passe son temps à se pomponner, adore les marroons glacés, déteste le violon de sa fille qui

grince dans la pièce à côté. C'est un cœur de pierre, elle ne pense qu'à une chose : faire le vide autour d'elle.

La pièce finit quand elle « réussit » et commence le jour de l'enterrement du mari de Maman, réfugié depuis longtemps dans une institution gérée par un médecin aux yeux bleus. C'est important, la couleur des yeux chez Sirjacq, car il promène d'une pièce à l'autre un curieux personnage, Lev Katz, myope et boiteux, dont le métier est de fabriquer des yeux de verre et dont Jean-Luc Porraz porte ici l'habit. En fait, dans l'écriture de Sirjacq, sous les répliques couvent drôles et vives, parfois même crues, il y a tout un entrelacs inquiétant une fascination du vide dont témoigne, sous l'anecdote, le

personnage de Maman. La mise en scène de Jacques Seiler, en revanche, reste à la surface des répliques. Seiler a choisi le rythme, le ton du spectacle, et c'est lui qui ne fonctionne pas du tout : l'écriture de Sirjacq porte en elle plus de finesse, même si *Album de famille* n'est pas sa meilleure pièce. Les comédiens forcent le trait, Nadia Barenin notamment (Maman), qui fonce tête baissée dans son rôle et ne provoque aucune angoisse... Et pour garder un peu de suspense à ce spectacle qui n'en a guère, on se vous raconte pas la fin.

DOLE CHIROT

► Au Nouveau Théâtre Moul-fetard, 20 h 30. Tél. : 43-31-11-99.

Le MARS reprend ses marques

Après une grave crise financière, la quatrième édition du Marché du spectacle a été celle de la convalescence

La quatrième édition du MARS (Marché du spectacle, de la musique et de la communication) qui s'est achevée le 29 septembre a été celle de la consolidation, selon la direction de la manifestation qui vient d'en publier les premiers résultats. Le MARS 90 a attiré à la Grande Halle de La Villette 189 exposants (compagnies, salles, collectifs) venus de douze pays différents et 1 981 visiteurs de vingt-neuf pays, contre 2 600 l'an passé. Jean-François Millier, délégué général, explique ainsi ce recul : « A cause de nos problèmes financiers (provoqués par le retrait du principal sponsor du MARS, la GMF, fin 1988), et parce que nous avons dû organiser la manifestation en septembre au lieu de novembre, nous n'avons pas disposé de tout le temps nécessaire à l'organisation. En plus la période — celle du début de saison — a empêché la présence de nombreux participants qui seraient venus en novembre. »

Pluridisciplinaire, le MARS reste dominé par le théâtre et la danse, activités d'élection de plus de la moitié des exposants, le reste se répartissant entre généralistes (les salles), la musique, le cirque et les spectacles « jeune public ». La répartition géographique reste essentiellement européenne, avec une importante représentation japonaise.

Pour Jean-François Millier, le MARS arrive au terme de sa période de « mise en place ». Il est entré dans les mœurs des professionnels européens. Son équilibre répond à l'attente des programmeurs de grandes manifestations pluridisciplinaires. Mais il reste hors d'atteinte des pays du tiers-monde, et si les musiciens africains, par exemple, y sont représentés, c'est par l'intermédiaire d'agents ou de producteurs français. L'an prochain, le MARS devrait retrouver le mois de novembre et en 1992, année de l'Europe, des J.O. de Barcelone et du cinquantième anniversaire du voyage de Christophe Colomb, se transporter en Espagne.

T. S.

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FAUCONNIER
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-95
Téléc : 205.805 F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEAUME-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-60-30-10
Téléc : 251.311 F

Édité par la S.A.R.L. le Monde

Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944

Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les rédacteurs du Monde »
« Association Hubert-Beaume-Méry »
Société anonyme
des lecteurs du Monde
Le Monde-Entreprises,
M. André Fontaine, gérant.

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 347
ISSN 0395-2037

Renseignements sur les microfilms
et index du Monde de (1) 40-65-25-33

Le Monde PUBLICITE

André Fontaine, président
François Huguel, directeur général
Philippe Dupuis, directeur commercial
Micheline Oudinot,
directrice du développement
5, rue de Montessuy, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-81 ou 45-55-91-71
Téléc. MOUONPUB 205 136 F
Téléc. 40-15-04-76 - Service clients
du Journal le Monde et du Monde France SA

Le Monde TÉLÉMATIQUE

Composés 35-15 - Types LEMONDE
ou 35-15 - Types LM

ABONNEMENTS

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMBOURG	AUTRES PAYS Voie normale-CEE
3 mois	400 F	572 F	790 F
6 mois	780 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 400 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.
Pour vous abonner, renvoyer ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus
ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO
SERVICE A DOMICILE :
Pour tous renseignements : (1) 49-60-34-70

Changements d'adresse détaillés ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

BULLETIN D'ABONNEMENT

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐
Nom : _____ Prénom : _____
Adresse : _____
Localité : _____ Code postal : _____
Pays : _____
Veuillez avoir l'obligeance d'envoyer tous les mois vos chèques en capital d'impression

NE LAISSONS PAS RONGER
NOTRE DROIT AU LOGEMENT

Injustice en Seine Saint-Denis :
des milliers de logements sociaux
en panne parce que l'Etat refuse
de les financer.
Il faut qu'une majorité de gauche
à l'Assemblée nationale assure
le droit au logement de qualité
pour tous.

Nous voulons habiter ici et y vivre mieux

Seine Saint-Denis
Conseil Général



Georges Vaibon
Président

NE LAISSONS PAS RONGER
NOTRE DROIT AU LOGEMENT

Injustice en Seine Saint-Denis :
des milliers de logements sociaux
en panne parce que l'Etat refuse
de les financer.
Il faut qu'une majorité de gauche
à l'Assemblée nationale assure
le droit au logement de qualité
pour tous.

Nous voulons habiter ici et y vivre mieux

Seine Saint-Denis
Conseil Général



Georges Vaibon
Président

AGENDA

CARNET DU Monde

Naissances

M. Jean-Jacques BERTRAND et M^{me} née Cécile Emery, Anne, Amélie et Adèle, ont la joie de faire part de la naissance de
Alix,
le 3 octobre 1990.
50, rue Truffaut,
75017 Paris.

M^{me} Marie-Jeanne MINISCLOUX-HOUDART et Philippe HOUDART, Audrey et Alexis, sont heureux d'annoncer la naissance de
Amaëlle
à Paris, le 27 septembre 1990,
10, rue Aristide-Maillot,
75017 Paris.

Décès

M. Jean-François AVON a quitté les siens accidentellement le mardi 25 septembre 1990.

Les obsèques ont eu lieu samedi 29 septembre, à Roussillon (Vaucluse). Sa famille, et ses proches, remercient tous ceux qui les accompagnent dans leur peine.

Simone Buffet, Blanche Buffet-Hoffmann, ont la douleur de faire part du décès de
Claude BUFFET,
survenu le 30 septembre 1990.

Les obsèques ont été célébrées dans la plus stricte intimité.

7, rue Saint-Sulpice,
75006 Paris.

M. et M^{me} Hervé Limoge et leurs enfants, M. et M^{me} François Limoge, et leurs enfants, M. et M^{me} Xavier Lobosé et leurs enfants, M. et M^{me} François Vidé et leurs enfants, Sa famille proche, Et ses amis, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Marie-Thérèse DEBECT, survenue le 2 octobre 1990, à Maisons-Laffitte.

La cérémonie, suivie de l'inhumation, sera célébrée le vendredi 5 octobre, à 10 h 30, en l'église de Champcaill (Essonnc).

Cet avis tient lieu de faire-part.

BENNETON
FAIRE PART, DE MARIAGE, PAPIER À LETTRE, EX-LIBRIS, CHEVALIERES GRAVÉES
75 bd Malesherbes, Paris 8 (tél. 43 87 37 39)

Michel Swiss
PARFUMS ACCESSOIRES PRODUITS DE BEAUTÉ LES GRANDES MARQUES
TEL: (1) 42 61 61 11 MEMES REMISES QU'aux TOURISTES ETRANGERS
16, rue de la Paix, 75002 Paris, 24, avenue de l'Opéra, 75001 Paris.

On nous prie d'annoncer le décès de

M^{me} Jean CASTAMBIDE, née Françoise Leenhardt, survenue paisiblement le 2 octobre 1990, à l'âge de soixante-dix-sept ans.

De la part de Docteur et M^{me} Gilbert Lewis, Docteur et M^{me} Daniel Gastambide, M. et M^{me} Marc Gastambide et de leurs enfants, Et des familles Dardel, Corbin, Doussier, Leenhardt et Gastambide.

Le service religieux aura lieu après l'inhumation, le lundi 5 octobre, à 11 heures, au temple de Sainte-Marie, 17, rue Saint-Antoine, Paris-4^e.

Des dons peuvent être adressés à la Fondation John-Besse, 24130 La Force.

« En Toi est mon espérance », Psaume 39, verset 8.

15, Vine Road, Londres SW13, 26, rue Beauvoir, 41000 Blois, 25, rue François-Marceau, 33200 Bordeaux.

Le Touvet, Martignes, Nevers, Limoges, Grenoble, Versailles, Poitiers.

M. Paul Janin, M. et M^{me} Didier Janin, leurs enfants et petits-enfants, M^{me} Renaud Janin, ses enfants et petits-enfants, M^{me} Charles Marquaire, ses enfants et petits-enfants, M. et M^{me} Jacques Novet, leurs enfants et petits-enfants, M. et M^{me} François de Crecy et leurs enfants, M^{me} Jean Pucelle-Maubec, ses enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants, M^{me} Alice Janin, M^{me} Marie-Claire Janin, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Paul JANIN, née Danielle Manbec, décédée le 14 août 1990, à l'âge de quatre-vingt-huit ans, à la maison Saint-Jean, Le Touvet (Isère).

La cérémonie religieuse a eu lieu le 16 août, en l'église de Trambly (Seine-et-Oise).

M^{me} André Klein, M. Edouard Klein, Les familles Klein, Rouss, Chapal, Koenig, ont la douleur de faire part du décès, après une brève maladie, de

M. André KLEIN, survenue à Valence, le 2 août 1990, dans sa quatre-vingt-deuxième année.

L'inhumation a eu lieu à la Paillette-Montjoux, dans l'intimité.

79, avenue de la République, 07500 Granges-les-Valence.

Le directeur du Muséum national d'histoire naturelle, Le conseil d'administration, L'Assemblée des professeurs, Et l'ensemble des personnels, au Muséum et au Musée de l'Homme, ont le regret de faire part du décès de

M. Michel LEIRIS, directeur de recherche honoraire au CNRS, qui fut l'un des fondateurs du Musée de l'Homme en 1937.

Le conseil de rédaction de la revue Graphia

Et les éditions Jean-Michel Place, ont la douleur de faire part du décès de

Michel LEIRIS, survenu le 30 septembre 1990.

Les membres de l'association Classiques africains ont la profonde tristesse de faire part du décès de

Michel LEIRIS, survenu le 30 septembre 1990.

Michel Leiris a participé, dès la fondation de Classiques africains, en 1964, aux activités de l'association consacrées à la publication de la littérature traditionnelle africaine. Soucieux, comme écrivain, de la perfection de la forme, attentif, comme ethnologue, aux messages des civilisations africaines, il fut pour Classiques africains, jusqu'à sa mort, le plus précieux des conseillers et des amis.

(Le Monde du 2 et du 3 octobre.)

France, Yvonne et Isabelle, Nikita, Alexandra, Antoine, Anne, Grégoire, Et Sophie MALLIARAKIS Et ceux et celles qui l'ont aimé

ont la douleur de faire part de la disparition de

MAYO. L'inhumation a eu lieu, à Cluny, dans l'intimité familiale.

Une messe sera célébrée à Paris, dimanche 7 octobre 1990, à 18 heures, en l'église Saint-Julien-le-Pauvre.

Commercy, Ecrouves, Selongey.

M. et M^{me} Francis Michel, Le docteur et M^{me} Robert Nordon, M^{me} Paul Leichmann, ses enfants, M. et M^{me} Claude Karoubi et leurs enfants, Le docteur et M^{me} J.-A. Leichmann et leurs enfants, M. et M^{me} François Michel et leurs enfants, M. et M^{me} Vincent Nordon et Martine, M. et M^{me} Francis Halton et leurs enfants, M^{me} Michel Vornas et M^{me} et leurs enfants, ses petits-enfants et arrière-petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Marguerite MICHEL, survenue à Selongey, le 3 octobre 1990, à l'âge de quatre-vingt-dix ans.

Les obsèques auront lieu le dimanche 7 octobre, à 15 heures, au cimetière municipal de Commercy (Moselle).

CARNET DU MONDE
Renseignements : 40 86 29 94
Toutes rubriques — 92 F
Abonnés et actionnaires — 88 F
Communications diverses — 95 F

Pompes Funèbres Marbrerie

CAHEN & C^{ie}
43-20-74-52
MINITEL par le 11

Il a plu à Dieu de rappeler à Lui

M^{me} Jean-Paul PALEWSKI, née Anne-Marie Fouchet, endormie dans la paix du Seigneur, le 2 octobre 1990, dans sa quatre-vingt-deuxième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 5 octobre, à 11 heures, en l'église de Louvoisiennes.

De la part de Marie-Ange et François Geoffroy, Sylvie et Jean Compagnon, Dominique et Leticia Palewski, Wanda et André Barthélémy, Anne et Jean-Yves Boulic, Stanislas et Brigitte Palewski, ses enfants,

Ses vingt-sept petits-enfants, Et son arrière-petite-fille, M^{me} Collette Fouchet, M. et M^{me} Jean-Raymond Fouchet, M^{me} Paul Fouchet, M^{me} Christian Fouchet, M^{me} Gaston Palewski, sa sœur, son frère, ses belles-sœurs, Ses neveux et nièces, Ses cousins et cousines, Et toute la famille.

Ni fleurs ni couronnes.

Dons à l'Association SOS-Villages d'enfants, cité Montbiers, 75009 Paris.

Forme des Deux-Portes, 27, rue de Versailles, 75430 Louveciennes.

M^{me} Raymond Pédraglio, son épouse, M^{me} de la Rancheroye, M. et M^{me} Gérard Pédraglio, ses enfants, M. et M^{me} Jean-Marie Donégani et leurs enfants, M. et M^{me} Loïc de la Rancheroye, et leurs enfants, M. et M^{me} Jacques Devos, M. et M^{me} François-Régis de la Rancheroye, M^{me} Savitri et Gayatri Pédraglio, ses petits-enfants, et arrière-petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M. Raymond PÉDRAGLIO, chevalier de la Légion d'honneur, médaille militaire, croix de guerre 1914-1918 avec citations, médaille de Verdun, décédé à Paris, le 29 septembre 1990, dans sa quatre-vingt-dix-septième année, muni des sacrements de l'Eglise.

La cérémonie religieuse a été célébrée dans l'intimité familiale, le jeudi 4 octobre, en l'église Saint-Ambroise, à Paris.

M. et M^{me} Pierre Saragoussi, ses parents, Sandra, sa sœur, Eddy Sarah Saragoussi, sa tante, Les familles Magnanelli, Barberi, Barbi, Saragoussi, Gattegno, Guyollet, Nannas, Brans, Gabbal, ont la très grande douleur de faire part du décès de

Stéphane SARAGOUSSI, survenu accidentellement le 2 octobre 1990, à l'âge de vingt-deux ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 5 octobre, à 16 heures, en l'église Sainte-Cécile, 44, rue de l'Est, à Boulogne-Billancourt.

L'inhumation aura lieu au cimetière nouveau de Boulogne, avenue Pierre-Grenier.

Cet avis tient lieu de faire-part.

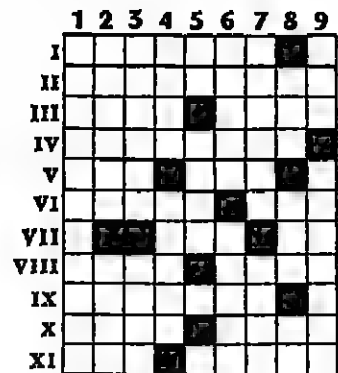
12, rue Gallieni, 92100 Boulogne.

Communications diverses

Vendredi 12 octobre, 15 heures, au Collège de France, séance publique organisée par l'Association Louis Levalle : interventions françaises et étrangères sur la pensée du philosophe. Entrée libre.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5362



VERTICALEMENT

1. Homme de paille. — 2. Nous met au parfum. Sans issue. — 3. Fait voir rouge. Ne restera pas sans réaction. — 4. Qui va se perdre. Bon pour la production. — 5. Eclat de feu. Laisse parler son ventre. — 6. Fit plus pour ceux qui avaient moins. Trace. — 7. Font du remplissage. Créer un besoin. — 8. Sont bien placés. Est de taille. Note. — 9. Elle a le dessus. Retraites d'anciens postiers.

Solution du problème n° 5361

Horizontalement

I. Cérémonie. — II. Agacement. — III. Vêtu. Brou. — IV. Ire. Fée. — V. Al. Colère. — VI. Redoul. — VII. Enlaid. — VIII. An. Café. — IX. Galère. Oc. — X. Ordre. — XI. Lit. État.

Verticalement

1. Caviardage. — 2. Egérie. Na. — 3. Raté. Dé. Loi. — 4. Ecu. Concert. — 5. Me. Foulard. — 6. Ombellifère. — 7. Nérée. Sa. Et. — 8. Ino. Rue. Osa. — 9. Etuve. Sec.

GUY BROUTY

LE JEU MERCREDI 03 OCTOBRE 1990
19H55
10 23 35 36 40 48 34
PERIODE DE TIRAGE N° 40 NUMÉRO COMPLÉMENTAIRE
20H35
2 5 9 14 24 36 42
PERIODE DE TIRAGE N° 40 NUMÉRO COMPLÉMENTAIRE
PROCHAINES TIRAGES SAMEDI 10 OCT - 20H35 VALIDATION DU JEU AU SAMEDI 10 OCT.

TACOTAC TIRAGE DU MERCREDI 3 OCTOBRE 1990
Le règlement du TAC-O-TAC ne prévoit aucun cumul (J.O. du 03/01/90)
Le numéro 5 284 89 gagne 4 000 000 F

Les numéros	0 284 89	4 284 89	gagnent
approchant	1 284 89	6 284 89	40 000 F
à la centaine	2 284 89	7 284 89	
de mille	3 284 89		

Les numéros approchant aux					gagnent
Dizaines de mille	Millé	Centaines	Dizaines	Unités	
508489	520489	528089	528409	528480	10 000 F
518489	521489	528189	528419	528481	
538489	522489	528289	528429	528482	
548489	523489	528389	528439	528483	
558489	524489	528489	528449	528484	
568489	525489	528589	528459	528485	
578489	526489	528689	528469	528486	
588489	527489	528789	528479	528487	
598489	528489	528889	528489	528488	
598489	529489	528989	528499	528489	

Tous les billets se terminant par	8 4 8 9 4 8 9 8 9 9	gagnent	4 000 F 400 F 200 F 100 F
-----------------------------------	------------------------------	---------	------------------------------------

RESULTATS OFFICIELS - INFORMATIONS
Par minitel 36.15 LOTO
Par téléphone 36.65.77.02
90 TACOTAC LISTE OFFICIELLE DES SOUMISES À PAYER AUX BILLETTS ENTIERS **53°**

NE LAISSONS PAS RONGER NOTRE ENVIRONNEMENT

Injustice en Seine Saint-Denis : une autoroute supplémentaire en projet, la A16, dévasterait quartiers et espaces verts. Il faut améliorer les transports en commun et baisser leurs tarifs.

Pas de nouvelles autoroutes. des parcs et des transports pour vivre mieux

Seine Saint-Denis Conseil Général Georges Valbon Président

AGENDA

JEUDI 4 OCTOBRE

EXPOSITIONS

CENTRE GEORGES-POMPIDOU

Place Georges-Pompidou (42-77-12-33).
T.I.J. sf mar. de 12 h à 22 h, sam., dim. et jours fériés de 10 h à 22 h.

AFFICHES DE THÉÂTRE TCHÉCOSLOVAQUE

Grand foyer.
Jusqu'au 14 octobre.

BERTOLT BRECHT CHEZ LE PHOTOGRAPHE. Petit foyer, sous-sol. Du 8 octobre au 20 octobre.

BIJOUX ET PARURES. Musée des enfants. Jusqu'au 13 octobre.

HARRY CALLAHAN. Galerie du forum. Jusqu'au 21 octobre.

COLLECTIONS DU CABINET D'ART GRAPHIQUE. Troisième volet : 1964-1990. Salle d'art graphique (4^e étage). Du 9 octobre au 6 janvier 1991.

EN UN MOT. Salle d'actualité. Jusqu'au 19 novembre.

LES NOUVEAUX PROMENEURS SOLITAIRES. Galerie de la BPI. Jusqu'au 3 décembre.

PASSAGES DE L'IMAGE. Musée national d'art moderne. Entrée : 24 F. Jusqu'au 19 novembre.

SOULHI. Galeries contemporaines. Entrée : 18 F. Jusqu'au 26 octobre.

VIVE LES GRAPHISTES. Petit inventaire du graphisme français. Centre d'information CCI. Jusqu'au 4 novembre.

Musée d'Orsay

Quai Anatole-France, place Henri-Dumont. Entrée : 18 F. Jusqu'au 12 novembre.

RODOLPHE BRESLIN (1822-1885) UN GRAVEUR SOLITAIRE. Exposition-décorative. Entrée : 27 F. Jusqu'au 7 octobre.

JOSEPH HORNECKER, ARCHITECTE - ART NOUVEAU A NANCY. Entrée : 27 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 7 octobre.

Palais du Louvre

Entrée par la pyramide (40-20-51-51). T.I.J. sf mar. de 12 h à 22 h. Fermeture des caisses à 21 h 15.

Visites-conf. du 11 oct. au 29 déc. les lun. à 19 h (sf 24/12). Jeu. et sam. à 15 h 30.

EUPHRONIOS, PEINTRE A ATHÈNES AU VI^e SIÈCLE AVANT JÉSUS-CHRIST. Hall Napoléon. Entrée : 26 F. Jusqu'au 31 décembre.

LE GUERCHIN EN FRANCE. Pavillon de Flore. Entrée : 27 F (billet d'entrée au musée). Jusqu'au 12 novembre.

SCULPTURES FRANÇAISES CLASSIQUES DU MUSÉE DU LOUVRE (1760-1830). Galerie et salle Mollien. Entrée : 27 F (prix d'entrée du musée). Jusqu'au 31 décembre.

Musée d'Art moderne de la Ville de Paris

11, av. du Président-Wilson (47-23-61-27). T.I.J. sf lun et jours fériés de 10 h à 17 h 30, mar. jusqu'à 20 h 30.

Grand Palais

Av. W. Churchill, pl. Clemenceau, av. Gallieni.

PICASSO. UNE NOUVELLE DATE. Galeries nationales (42-89-54-10). T.I.J. sf mar. de 10 h à 20 h, mer. jusqu'à 22 h. Entrée : 25 F (dim. : 16 F). Jusqu'au 14 janvier 1991.

XV^e BIENNALE INTERNATIONALE DES ANTIQUAIRES. Nef. T.I.J. de 11 h à 23 h, dim. de 10 h à 20 h. Entrée : 60 F. Jusqu'au 7 octobre.

MUSÉES

ARMES INSOLITES DU XVI^e AU XVIII^e SIÈCLE. Musée de l'armée, hôtel national des Invalides, place des Invalides (45-55-92-30). T.I.J. de 10 h à 17 h. Entrée : 25 F. Jusqu'au 31 décembre.

ART KANAK, DE JADE ET DE NACRE. Musée national des Arts africains et océaniques, 293, av. Daumesnil (43-43-14-54). T.I.J. sf mar. de 10 h à 17 h 30 sam., dim. de 10 h à 18 h. Visites commentées mer., ven., sam. à 15 h 30 (43-48-51-51). Entrée : 23 F, 13 F (dim.). Jusqu'au 31 décembre.

L'ART NAÏF AUSTRALIEN. Musée d'art naïf Max Fourny - hall Saint-Pierre, 2, rue Ronsard (42-98-74-12). T.I.J. sf lun de 10 h à 18 h. Entrée : 25 F. Jusqu'au 30 octobre.

BAMA ZHAKI. Musée Kwok On, 41, rue des Francs-Bourgeois (42-72-99-42). T.I.J. sauf sam., dim. de 10 h à 17 h 30. Du 8 au 26 octobre.

WERNER BISCHOF. Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.I.J. sf mar. de 9 h à 17 h. Entrée : 25 F (entrée du musée). Du 5 octobre au 7 janvier 1991.

CONCOURS POUR LA MAISON DE LA CULTURE DU JAPON A PARIS. Pavillon de l'Arsenal, 1^e étage, 21, boulevard Morland (42-76-33-97). T.I.J. sf lun de 10 h 30 à 18 h 30, dim. de 11 h à 19 h. Jusqu'au 18 novembre.

COULEURS DE LA VIE. Bibliothèque nationale, galeries Mazarin, 58, rue de Richelieu (47-03-81-26). T.I.J. de 12 h à 18 h, mercredi jusqu'à 20 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 15 octobre.

E.S. CURTIS. Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.I.J. sf mar. de 9 h à 17 h. Entrée : 25 F (entrée du musée). Du 5 octobre au 7 janvier 1991.

DES ARTISTES A LA COUPOLE. MONTMARTRE 1918-1940. Musée Bourdelle, 18, rue Antoine-Bourdelle (45-48-87-27). T.I.J. sf lun. et jours fériés de 10 h à 17 h 40. Entrée : 19 F. Jusqu'au 4 novembre.

EN TRAIN. Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53).

T.I.J. sf mar. de 9 h 45 à 17 h. Entrée : 25 F (comprisant l'ensemble des expositions). Jusqu'au 5 novembre.

BILL HENSON. Bibliothèque nationale, galerie Colbert, 6, rue des Petits-Champs (47-03-81-26). T.I.J. sf dim. et jours fériés de 12 h à 18 h 30. Jusqu'au 20 octobre.

LOUIS JOUVET ET LE CINÉMA. Bibliothèque nationale, passage Colbert, 6, rue des Petits-Champs (47-03-81-26). T.I.J. sf dim. et fêtes de 9 h à 18 h 30. Jusqu'au 8 décembre.

CHRIS KILLIP. Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.I.J. sf mar. de 9 h 45 à 17 h. Entrée : 25 F (comprisant l'ensemble des expositions). Du 5 octobre au 7 janvier 1991.

LA MAISON DES ILLUSIONS DE JOY DE ROMAN-CHABOT. Triennal de Bagatelle, orangerie, bois de Boulogne (45-01-20-10). T.I.J. de 11 h à 18 h. Entrée : 5 F (prix d'entrée du parc). Jusqu'au 14 octobre.

LES MYSTÈRES DE L'ARCHÉOLOGIE. Les sciences à la recherche du passé. Caisse nationale des monuments historiques, orangerie de l'hôtel de Sully, 62, rue Saint-Antoine (42-74-22-22). T.I.J. de 10 h à 18 h. Coût : 20 h 30 les mercredis 3, 17 et 24 octobre, 7 et 21 novembre, 5 et 19 décembre, 2 et 9 janvier 1991. Entrée : 23 F. Jusqu'au 13 janvier 1991.

TOGUY OKUMURA, KAZUMASA NAKAGAWA. Musée Carnavalet, 23, rue de Sévigné (42-72-21-13). T.I.J. sf lun de 10 h à 17 h 40, jeudi jusqu'à 22 h. Entrée : 28 F. Jusqu'au 14 octobre.

PAPIERS PEINTS PANORAMIQUES. Musée des arts décoratifs, galerie d'actualité, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.I.J. sf mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 21 janvier 1991.

PIÈCES D'ÉCHÈS. Bibliothèque nationale, cabinet des médailles et antiques, 58, rue de Richelieu (47-03-81-26). T.I.J. de 13 h à 17 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 4 novembre.

QUAND VOULAIENT LES GENS. Musée de la marine, palais de Chaillot, place du Trocadéro (45-53-31-70). T.I.J. sf mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 20 F. Du 4 octobre au 6 janvier 1991.

ROBES DU SOIR. Musée de la mode et du costume, Palais Galliera, 10, av. Pierre-1^{er}-de-Sorbie (47-20-83-23). T.I.J. sf lun de 10 h à 17 h 40. Entrée : 25 F. Jusqu'au 28 octobre.

RODIN ET LA CARICATURE. Musée Rodin, hôtel Biron, 77, rue de Varenne (42-76-33-97). T.I.J. sf lun de 11 h à 17 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 11 novembre.

SEINE RIVE GAUCHE, PARIS 13. Pavillon de l'Arsenal, mezzanines Nord et Sud - 2^e étage, 21, boulevard Morland (42-76-33-97). T.I.J. sf lun de 10 h 30 à 18 h 30, dim. de 11 h à 19 h. Du 5 octobre au 18 novembre.

VIA DOMITIA... PAR LA VOIE ROMAINE. Caisse nationale des monuments historiques, hôtel de Sully, orangerie, 62, rue Saint-Antoine (42-74-22-22). T.I.J. de 10 h à 18 h. Du 4 octobre au 4 novembre.

CENTRES CULTURELS

2 000 ANS DE PEINTURE DÉCORATIVE. De Pompéi à la Grande Arche. Bibliothèque Forney, hôtel de Sens, 1, rue du Fiquier (42-78-14-50). T.I.J. sf dim. et lun. de 13 h 30 à 20 h. Entrée : 18 F. Jusqu'au 26 novembre.

L'ALTERNATIVE I. Une œuvre d'art dans chaque foyer. Centre culturel suédois, hôtel de Marie, 11, rue Pavienne (42-71-82-20). T.I.J. sf lun. de 12 h à 18 h. Jusqu'au 14 octobre.

ARRABAL. Accorone, 20, rue Cujas (45-33-86-96). T.I.J. de 14 h à 22 h. Jusqu'au 6 octobre.

JEAN-FRANÇOIS AUBURTIN. Mairie du 3^e, 2, rue Eugène-Spille (42-74-20-03). T.I.J. sf dim. et jours fériés de 9 h à 18 h. Du 4 octobre au 18 novembre.

AUX SOURCES DU MONDE ARABE. L'ARABIE AVANT L'ISLAM. Institut du monde arabe, 1, rue des Fossés-Saint-Bernard (40-51-38-38). T.I.J. sf lun. de 13 h à 20 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 31 décembre 1993.

JEAN-FRANÇOIS BAURET. Espace photographique de Paris, nouveau forum des Halles, place Carnée, 4 à 8, Grande Galerie (40-26-87-12). T.I.J. sf lun. de 13 h à 18 h, sam., dim. jusqu'à 19 h. Entrée : 7 F. Jusqu'au 14 octobre.

JEAN MANUEL DE LA ROSA. Centre culturel du Mexique, 28, bd Raspail (45-49-16-28). T.I.J. sf dim. de 10 h à 18 h, sam. de 14 h à 19 h. Jusqu'au 20 octobre.

DIX ANS D'ALBUMS. ALBUMS DE LA JEUNE ARCHITECTURE. Maison de l'architecture, 7, rue Chatelet (40-70-01-65). T.I.J. sf dim. et lun. de 13 h à 18 h, sam. de 11 h à 17 h. Jusqu'au 20 octobre.

DOMINIQUE. Chapelle de la Sorbonne, place de la Sorbonne (40-46-24-97). T.I.J. de 10 h à 17 h 45. Jusqu'au 28 octobre.

TOUHAMI ENNADRE. Institut du monde arabe, salle d'actualité, 1, rue des Fossés-Saint-Bernard (40-51-38-38). T.I.J. sf lun. de 10 h à 20 h. Entrée : 35 F. Du 9 octobre au 25 novembre.

KOJI FURUDOI. Paris Art Center, 36, rue Falguère (43-22-30-47). T.I.J. sf dim., lun. et jours fériés de 14 h à 19 h. Jusqu'au 13 octobre.

DAVID HAMILTON. Fleur de fleurs. Triennal de Bagatelle, bois de Boulogne, route de Strens (45-01-20-10). T.I.J. de 11 h à 18 h 30. Entrée : 5 F (entrée du parc). Jusqu'au 18 novembre.

EDGAR P. JACOBS. Le baryton du neuvième art. Centre Wallonie-Bruxelles, 22, rue de Valenciennes (42-71-26-16). T.I.J. sf lun. et le 25 décembre de 11 h à 19 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 31 décembre.

JAN LEBENSSTEIN. Institut polonais, 31, rue Jean-Goujon (42-25-10-57). T.I.J. sf sam. et dim. de 9 h à 17 h, mar. jusqu'à 20 h, ven. jusqu'à 16 h 30. Du 5 octobre au 31 octobre.

PETER MAGUIRANE. Alliance française, galerie, 101, boulevard Raspail. T.I.J. sf sam. et dim. de 10 h à 18 h. Jusqu'au 9 novembre. Maison des cultures du monde, 101, bd Raspail (45-44-72-30). T.I.J. de 12 h à 18 h. Jusqu'au 9 novembre.

JEAN-PAUL MARCHESCHI. Carré des arts, parc floral de Paris, bois de Vincennes, entrée château (43-65-73-92). T.I.J. de 10 h à 13 h et de 14 h à 17 h. Entrée : 15 F + entrée du parc : 5 F. Jusqu'au 11 novembre.

PARCOURS PRIVÉS. Onze sculptures investissent onze cours du Marais. Cours privées du Marais, Jeu. de 18 h à 22 h, ven., sam. de 10 h à 13 h à 19 h. Jusqu'au 8 octobre.

PEINTURES DU XX^e SIÈCLE DE LA COLLECTION DE LA NATIONALE SUISSE. Assurances. Centre culturel suisse, 38, rue des Francs-Bourgeois (45-51-00-55). Jusqu'au 27 octobre.

RÉTROSPECTIVE PIERRE KLOSOWSKI. Centre national des arts plastiques, 11, rue Berryer (45-83-90-55). T.I.J. sf mar. de 11 h à 18 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 2 décembre.

SZÉKELY. Institut hongrois, 92, rue Bonaparte (42-26-06-44). T.I.J. sf sam. et dim. de 15 h à 18 h, jeu. jusqu'à 20 h. Jusqu'au 17 octobre.

URBINO. VILLE IDÉALE DE LA RENAISSANCE. Institut culturel italien à Paris, hôtel de Gallifret, 50, rue de Varenne (42-22-12-78). T.I.J. sf sam. et dim. de 9 h 30 à 13 h et de 15 h 30 à 19 h. Du 5 octobre au 20 octobre.

ZOLA PHOTOGRAPHIE. Marie du 2^e, 8, rue de la Banque, Quai T.I.J. de 11 h 30 à 18 h. Du 4 octobre au 4 novembre.

GALERIES

ROY ARDEN. Galerie Giovanna Minelli, 17, rue des Trois-Bornes (40-21-99-69). Jusqu'au 10 octobre.

ART CONCEPTUEL. FORMES CONCEPTUELLES. Galerie 1900-2000, 8, rue Bonaparte (43-26-84-20). Du 8 octobre au 3 novembre. Galerie de Poche, 3, rue Bonaparte (43-29-76-23). Du 8 octobre au 3 novembre.

HUGUETTE ARTHUR-BENTRAND. Galerie Galard, 13, rue Mazarine (43-25-00-84). Jusqu'au 20 octobre.

GENEVIEVE ASSE. Deux livres de peintures. Galerie La Ruche, 14, rue de l'Abbaye (43-25-54-08). Jusqu'au 17 octobre.

AU RENDEZ-VOUS DES AMIS. Galerie Giovanna Minelli, 17, rue des Trois-Bornes (40-21-99-69). Jusqu'au 10 octobre.

GEORGES AUTARD. Galerie Montanari, 31, rue Mazarine (43-54-85-30). Du 8 octobre au 3 novembre.

ZOLA PHOTOGRAPHIE. Marie du 2^e, 8, rue de la Banque, Quai T.I.J. de 11 h 30 à 18 h. Du 4 octobre au 4 novembre.

JEAN-MICHEL BASQUIAT. Galerie Fabien Boukka, 20, rue Bonaparte (43-26-84-20). Jusqu'au 3 novembre.

JEAN-MICHEL BASQUIAT, FRANÇOIS BOISROD, ROBERT COMBAS, HÉRVÉ DI ROSA, KEITH HARING. Galerie Beaubourg, 23, rue de Renard (42-71-20-50). Jusqu'au 6 octobre.

DAVID BNO. Galerie des Archives, 45, rue des Archives (42-78-05-77). Jusqu'au 3 novembre.

JEAN-PIERRE BOURQUIN. Galerie François Pélissier, 91, rue Quincampoix (42-71-82-20). Jusqu'au 12 octobre.

RICHARD BOUTIN. Galerie Philippe Frégac, 50, rue Jacob (42-60-86-31). Jusqu'au 28 octobre.

TROY BRAUNTUCH. Galerie Durand-Dessert, 3, rue des Hautes-Écoles (42-71-82-20). Jusqu'au 13 octobre.

FREDERIC BRECK. Galerie Bernard Jordan, 52-54, rue du Temple (42-72-39-84). Jusqu'au 10 octobre.

MARK BRUSSE. Galerie Michel Vidal, 66, rue du Faubourg-Saint-Antoine (43-42-22-71). Jusqu'au 10 novembre.

PIERRE CARRON. Galerie Albert Loeb, 12, rue des Beaux-Arts (46-33-06-87). Jusqu'au 27 octobre.

LUCIANO CASTELLI, JOL FISCHER, MARKUS RAETZ, GEORGES ROUSSEAU. Galerie Pierre-Cadot, 77, rue des Archives (42-78-08-36). Jusqu'au 13 octobre.

LUC CHAPLAIN, YVES LEMAR-CHAND. Galerie Alain Oudin, 47, rue Quincampoix (42-71-83-95). Du 4 octobre au 7 novembre.

CHE GUEVARA. Un homme du XX^e siècle. Galerie du Jour Agnès B., 6, rue du Jour (42-33-43-40). Du 8 octobre au 20 octobre.

SANDRO CHIA, BILL BECKLEY. Galerie Daniel Templeton, 30, rue Beaubourg (42-72-14-10). Jusqu'au 17 octobre.

JACKY CLAVEAU. Galerie d'art Ror Volmer, 6, rue de Miromesnil (42-65-69-69). Jusqu'au 24 octobre.

JAMES COIGNARD. Galerie Amrouche-Bobbot-Kesser, 2, rue Visconti (43-29-81-38). Jusqu'au 10 octobre.

CUECO. Les chiens de Saghagh. Galerie du Centre, 5, rue Pierre-aux-Lard (42-77-37-92). Jusqu'au 31 octobre.

JACQUELINE DAURIAU. Galerie Philippe Bouleis, 20, rue Bonaparte (43-26-84-20). Jusqu'au 18 octobre.

RICHARD DAVIES. Galerie Michèle Broutta, 31, rue des Bergères (45-77-93-79). Jusqu'au 27 octobre.

MARC DEVADE. Galerie Regards, 11, rue des Blancs-Manteaux (42-77-19-61). Jusqu'au 11 octobre.

DIONNIA. Galerie Jean-Paul Villain, 29, rue de Miromesnil (42-65-37-19). Du 4 octobre au 31 octobre.

JEAN DUBUFFET. Gallery Urban, 22, rue de Valenciennes (42-65-21-34). Jusqu'au 27 octobre.

DOMINIQUE DUFOUR. Galerie Pascal Gabert, 80, rue Quincampoix (48-04-84-84). Du 4 octobre au 4 novembre.

10-57). T.I.J. sf sam. et dim. de 9 h à 17 h, mar. jusqu'à 20 h, ven. jusqu'à 16 h 30. Du 5 octobre au 31 octobre.

PETER MAGUIRANE. Alliance française, galerie, 101, boulevard Raspail. T.I.J. sf sam. et dim. de 10 h à 18 h. Jusqu'au 9 novembre. Maison des cultures du monde, 101, bd Raspail (45-44-72-30). T.I.J. de 12 h à 18 h. Jusqu'au 9 novembre.

JEAN-PAUL MARCHESCHI. Carré des arts, parc floral de Paris, bois de Vincennes, entrée château (43-65-73-92). T.I.J. de 10 h à 13 h et de 14 h à 17 h. Entrée : 15 F + entrée du parc : 5 F. Jusqu'au 11 novembre.

PARCOURS PRIVÉS. Onze sculptures investissent onze cours du Marais. Cours privées du Marais, Jeu. de 18 h à 22 h, ven., sam. de 10 h à 13 h à 19 h. Jusqu'au 8 octobre.

PEINTURES DU XX^e SIÈCLE DE LA COLLECTION DE LA NATIONALE SUISSE. Assurances. Centre culturel suisse, 38, rue des Francs-Bourgeois (45-51-00-55). Jusqu'au 27 octobre.

RÉTROSPECTIVE PIERRE KLOSOWSKI. Centre national des arts plastiques, 11, rue Berryer (45-83-90-55). T.I.J. sf mar. de 11 h à 18 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 2 décembre.

SZÉKELY. Institut hongrois, 92, rue Bonaparte (42-26-06-44). T.I.J. sf sam. et dim. de 15 h à 18 h, jeu. jusqu'à 20 h. Jusqu'au 17 octobre.

URBINO. VILLE IDÉALE DE LA RENAISSANCE. Institut culturel italien à Paris, hôtel de Gallifret, 50, rue de Varenne (42-22-12-78). T.I.J. sf sam. et dim. de 9 h 30 à 13 h et de 15 h 30 à 19 h. Du 5 octobre au 20 octobre.

ZOLA PHOTOGRAPHIE. Marie du 2^e, 8, rue de la Banque, Quai T.I.J. de 11 h 30 à 18 h. Du 4 octobre au 4 novembre.

GALERIES

ROY ARDEN. Galerie Giovanna Minelli, 17, rue des Trois-Bornes (40-21-99-69). Jusqu'au 10 octobre.

ART CONCEPTUEL. FORMES CONCEPTUELLES. Galerie 1900-2000, 8, rue Bonaparte (43-26-84-20). Du 8 octobre au 3 novembre. Galerie de Poche, 3, rue Bonaparte (43-29-76-23). Du 8 octobre au 3 novembre.

HUGUETTE ARTHUR-BENTRAND. Galerie Galard, 13, rue Mazarine (43-25-00-84). Jusqu'au 20 octobre.

GENEVIEVE ASSE. Deux livres de peintures. Galerie La Ruche, 14, rue de l'Abbaye (43-25-54-08). Jusqu'au 17 octobre.

AU RENDEZ-VOUS DES AMIS. Galerie Giovanna Minelli, 17, rue des Trois-Bornes (40-21-99-69). Jusqu'au 10 octobre.

GEORGES AUTARD. Galerie Montanari, 31, rue Mazarine (43-54-85-30). Du 8 octobre au 3 novembre.

ZOLA PHOTOGRAPHIE. Marie du 2^e, 8, rue de la Banque, Quai T.I.J. de 11 h 30 à 18 h. Du 4 octobre au 4 novembre.

JEAN-MICHEL BASQUIAT. Galerie Fabien Boukka, 20, rue Bonaparte (43-26-84-20). Jusqu'au 3 novembre.

JEAN-MICHEL BASQUIAT, FRANÇOIS BOISROD, ROBERT COMBAS, HÉRVÉ DI ROSA, KEITH HARING. Galerie Beaubourg, 23, rue de Renard (42-71-20-50). Jusqu'au 6 octobre.

DAVID BNO. Galerie des Archives, 45, rue des Archives (42-78-05-77). Jusqu'au 3 novembre.

JEAN-PIERRE BOURQUIN. Galerie François Pélissier, 91, rue Quincampoix (42-71-82-20). Jusqu'au 12 octobre.

RICHARD BOUTIN. Galerie Philippe Frégac, 50, rue Jacob (42-60-86-31). Jusqu'au 28 octobre.

TROY BRAUNTUCH. Galerie Durand-Dessert, 3, rue des Hautes-Écoles (42-71-82-20). Jusqu'au 13 octobre.

FREDERIC BRECK. Galerie Bernard Jordan, 52-54, rue du Temple (42-72-39-84). Jusqu'au 10 octobre.

MARK BRUSSE. Galerie Michel Vidal, 66, rue du Faubourg-Saint-Antoine (43-42-22-71). Jusqu'au 10 novembre.

PIERRE CARRON. Galerie Albert Loeb, 12, rue des Beaux-Arts (46-33-06-87). Jusqu'au 27 octobre.

COMMUNICATION

Après le désengagement de M. Maxwell

Un nouveau séisme secoue les télévisions privées

Le Conseil supérieur de l'audiovisuel entendra, lundi 8 octobre, MM. Patrick Le Lay, PDG de TF 1, et Silvio Berlusconi, actionnaire de la Cinq et de la Une. Une audition prévue dans le cadre de la reconstitution du capital de la Cinq mais qui, après le retrait de M. Robert Maxwell de TF 1, sera une étape cruciale dans le remodelage des télévisions privées.

L'apparente désinvolture avec laquelle M. Maxwell annonce son retrait de TF 1 (*Le Monde* du 4 octobre) tranche remarquablement avec le véritable séisme que cette décision provoque dans le paysage audiovisuel français. Il est vrai que les 12,5 % que le patron de presse britannique détenait dans la Une restent périphériques dans son empire et dans sa stratégie, tandis qu'ils constituent un enjeu de taille pour l'équilibre des télévisions privées de l'Hexagone. Surpris par l'annonce de M. Maxwell, tous les acteurs du marché tentent aujourd'hui d'en mesurer les conséquences et de redéfinir leur stratégie.

Les membres du CSA ne sont pas les derniers à s'interroger. La loi les désigne comme arbitres du chassé-croisé de capitaux sur les télévisions privées. La situation leur donne l'oc-

casion de jouer aux régulateurs du marché. Le désengagement du patron de presse britannique, après le retrait de M. Robert Hersant, modifie profondément le paysage mis en place par le gouvernement de M. Jacques Chirac et la Commission nationale de la communication et des libertés en 1987. Un paysage que beaucoup s'accordent à juger chaotique et peu propice à la rentabilité des télévisions. N'est-ce pas le moment d'encourager M. Berlusconi à quitter la Cinq pour la Une, d'accueillir ainsi la Cinq au dépôt de bilan ou de la marier avec M 6, bref de supprimer une chaîne généraliste pour donner son réseau à une télévision musicale ou à la SEPT ?

Ce schéma ambitieux, soutenu par un certain nombre de responsables socialistes et de membres du gouvernement, n'est pas sans difficultés juridiques et ne fait pas l'unanimité au sein du CSA. Beaucoup de ses membres jugent que le groupe de M. Berlusconi est le premier responsable de l'importation de programmes américains en France et de la piètre qualité des émissions de la Cinq. Ils ne sont pas prêts à autoriser l'homme d'affaires italien à devenir le second actionnaire de la plus puissante télévision privée.

Rien n'indique non plus que M. Berlusconi soit décidé à passer de la Cinq à la Une. Certes, l'italien a

acheté 4,8 % du capital de TF 1 et plaiderait, l'an dernier, pour une alliance entre la chaîne de M. Hersant et la Une. Mais il est aujourd'hui beaucoup plus prudent. Doit-il céder ses 25 % dans la Cinq au moment où la chaîne est au plus bas ? Que gagnerait-il à échanger un rôle d'actionnaire passif aux côtés d'Hachette pour une place de second derrière M. Francis Bouygues ? Reste que M. Maxwell vend aussi ses parts dans la télévision britannique Central TV, une proposition qui peut séduire M. Berlusconi qui n'a jamais réussi à prendre pied en Grande-Bretagne.

Nul ne sait non plus si les dirigeants de la Une souhaitent l'arrivée de M. Berlusconi. Les appels du pied de M. Etienne Mougeotte, vice-président de TF 1, il y a quelques mois, visaient surtout à diviser les actionnaires de la Cinq. La situation a changé et les responsables de la Une n'ont guère intérêt à troquer un actionnaire rebelle comme M. Maxwell contre un partenaire tout aussi remuant comme M. Berlusconi.

Le groupe Bouygues n'a, en réalité, qu'une seule stratégie : conforter son pouvoir à TF 1. Il a demandé, sans succès, aux pouvoirs publics de modifier la loi pour l'autoriser à dépasser le seuil de 25 % du capital. M. Le Lay peut, aujourd'hui, préférer reclasser les actions de M. Max-

well, en faisant jouer le droit de préemption qui lie les partenaires du noyau dur de la Une, auprès de banques amies, effectuant un simple portage financier comme tente de le faire le groupe Hachette sur la Cinq. Mais le groupe Bouygues peut aussi contre-attaquer en allant chercher un grand groupe américain pour conforter son développement international.

La situation reste donc très ouverte et l'incertitude totale. Voilà qui ne peut qu'inquiéter MM. Robert Hersant et Jean-Luc Lagardère qui envisageaient une reconstitution plus paisible du capital de la Cinq et se trouvent pris aujourd'hui au milieu de grandes manœuvres politico-financières. Aucun des acteurs n'a encore abattu son jeu, mais l'échéance risque d'être rapide : M. Maxwell, piégé par son endettement, est pressé de vendre et le CSA entend, lundi prochain, MM. Le Lay et Berlusconi. Si, d'ici là, la situation ne s'est pas décaisée, le Conseil dispose encore du pouvoir de stopper toutes les manœuvres : il lui suffit de décider que les retraits de MM. Maxwell et Hersant constituent des « modifications substantielles » du capital des chaînes au regard de la loi, susceptibles d'entraîner... le retrait des autorisations. Une perspective qui faillit, sans nul doute, reculer tout le monde.

JEAN-FRANÇOIS LACAN

Fort de ses bons résultats

Le groupe Express se développe en France et en Pologne

L'Express confirme sa place de premier de la « bande des quatre » news-magazines français devant le *Nouvel Observateur*, le *Point* et l'*Evénement du Jeudi*. Sa bonne santé financière - 55 millions de francs de résultat, contre 25 en 1988 - comme la hausse de ses ventes (566 688 exemplaires en 1989) et celle de ses recettes publicitaires (4 %) l'incitent à poursuivre sa stratégie de développement amorcée en 1988. D'autant que selon M. Willy Stricker, PDG du groupe Express et de sa société mère, la Générale occidentale (GO), « M. Pierre Suard, président de la Compagnie générale d'électricité, propriétaire du groupe de presse via la GO, a confirmé, une fois pour toutes, qu'il voulait développer un groupe de communication autour de l'Express ».

Toutefois, le PDG de l'Express indique « vouloir ne pas aller trop vite, en France comme à l'étranger, et ne pas perdre de vue l'optique de la rentabilité ». L'hebdomadaire sera désormais mis en vente le jeudi au lieu du vendredi, « afin de mieux coller aux habitudes d'achat des Français ». Enfin, après le lancement en juillet de l'hebdomadaire *l'Espresso*, qui s'adresse aux abonnés des réseaux câblés de la Générale des eaux, la poursuite de la publication des *Cahiers de l'Express*, lancés fin 1989 et vendus chacun à 30 000 exemplaires, le groupe vient de racheter le bimestriel *l'Officiel Hommes* (15 806 exemplaires vendus). Ce magazine devrait devenir mensuel début 1991 et viser une diffusion de 100 000 exemplaires en 1992. Le pari est difficile, compte tenu de la concurrence de *Vogue-Homme* et, bientôt, des nouvelles formules de *Lui* et de *Newlook*. Mais le groupe

Express se fonde sur l'exemple du marché américain : où coexistent quatre magazines consacrés au « style de vie masculin » (*Esquire*, *JQ*, *Man Style*, *Manhattan*).

Enfin, le groupe Express s'installe à nouveau à l'étranger. Déjà présent en Belgique avec le *Pif* l'Express-Pourquoi Pas ?, dont les ventes ont été dopées par le lancement en septembre du nouvel hebdomadaire belge *l'Instant*, le groupe a conclu un accord avec l'éditeur espagnol Anaya, qui préfigure le lancement, en 1991, d'un *Biba* espagnol.

Plus spectaculaire est la signature d'une association à parts égales entre le groupe de presse français et la maison d'édition polonaise Spotkania, en vue de publier, le 15 novembre, le « premier news-magazine polonais ». Bénéficiant du concours technique et rédactionnel de l'Express, le nouveau titre, baptisé *Spotkania* (« Rencontres ») et qui « révélera son indépendance tout en étant dans l'orbite de Solidarnosc », sera tiré à 120 000 exemplaires et diffusé à la fois par Rush - le réseau de distribution polonais qui utilisait l'ancien Parti communiste pour sa propagande - et par une centaine de librairies et de vendeurs de rue. « Lancer le premier hebdomadaire d'informations générales en Pologne, c'est participer pour l'Express à la liberté des idées et à la défense de l'économie de marché, nos axes prépondérants », confie M. Willy Stricker. L'investissement du groupe français dans le lancement de *Spotkania* n'est guère élevé - environ de 1 million de francs - et à la mesure de ce que mesure en cause sa rentabilité.

YVES-MARIE LABÉ

En raison de la baisse de sa publicité et de l'érosion de son image

« Le Point » affiche le premier déficit de son histoire

Pour la première fois depuis sa création, il y a dix-huit ans, le *Point* enregistre un déficit de 17,8 millions de francs pour son dernier exercice, qui court de juillet 1989 à juillet 1990. Une perte que nous avions déjà évoquée en dépit des démentis apportés par la direction (*Le Monde* du 21 mars). L'exercice précédent s'était clos par un bénéfice de 531 000 francs, tandis qu'en 1986-1987, l'hebdomadaire annonçait 3,9 millions de résultat.

Le chiffre d'affaires du titre contrôlé par Gaumont s'inscrit aussi à la baisse cette année, avec 387,4 millions de francs contre 410 millions précédemment. La part des recettes publicitaires, majoritairement constituées de publicité commerciale aux dépens d'un volume de « petites annonces » resté faible, est passée de 174,5 millions de francs à 147 millions. Deux explications à cette chute : si le premier semestre 1989 a bénéficié du lancement de la nouvelle formule du journal et, donc, de l'intérêt des annonceurs, le second semestre de l'an dernier et le premier semestre 1990 ont été marqués par une série d'événements qui ont fragilisé le titre - tassement du succès de la nouvelle formule, départ du directeur de la publicité, recherche d'un nouveau PDG qui pourrait succéder à M. Jacques Duquesne. L'image du titre s'est érodée auprès des annonceurs alors qu'il devait faire face à la concurrence plus âpre des trois

autres newsmagazines au sein d'un marché publicitaire en récession. Le *Point* n'a pourtant pas perdu tous ses atouts. Ses ventes - 309 141 exemplaires en 1989 selon l'OJD - devraient rester stables en 1990, du fait notamment des abonnements. Le nouveau PDG du *Point*, M. Bernard Wozniak, a décidé de prendre le taureau par les cornes. Il vient d'engager l'équipe de publicitaires qui a fait la fortune récente du *Nouvel Observateur* et prévoit un budget bénéficiaire en 1991 grâce à des mesures d'économie de plus de 20 millions de francs. Il table sur une diminution des coûts de pagination, de distribution et de fonctionnement. Mais si la tendance à la baisse du marché publicitaire se confirme, elle risque d'affaiblir l'ensemble de la famille des newsmagazines et de faire du *Point* son enfant à problèmes.

Y.-M.L.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel des lundi 1^{er} et mardi 2 octobre :

UN DÉCRET

N° 90-881 du 26 septembre 1990 relatif aux modalités d'attribution du titre institué par la loi n° 89-1013 du 31 décembre 1989 portant création du statut de prisonnier du Viet-Minh.

DES ARRÊTÉS

Du 18 septembre 1990 portant création du comité français pour le décennie internationale de la prévention des catastrophes naturelles.

Du 7 septembre 1990 fixant la composition de la commission de terminologie du sport.

Sont publiés au Journal officiel du mercredi 3 octobre :

DES DÉCRETS

N° 90-883 du 1^{er} octobre 1990 relatif à l'homologation des titres et diplômes de l'enseignement technique.

N° 90-884 du 2 octobre 1990 concernant l'octroi d'une indemnité aux producteurs qui s'engagent à abandonner définitivement la commercialisation de lait et de produits laitiers.

N° 90-885 du 2 octobre 1990 modifiant le code de la sécurité sociale et relatif à l'allocation de logement prévue à l'article L. 542-1 de ce code.

GÈNES UNIVERS DU NAUTISME

Le Salon Nautique International de Gènes fête les trente années d'activité qui lui ont assuré une position de leader dans le monde entier. A cette occasion, il remercie les protagonistes de son succès : les exposants et visiteurs de tous les continents ; les personnes qui ont décrit et assuré la promotion de son image en tout lieu ; le grand monde des activités nautiques de plaisance qu'il est heureux d'inviter et auquel il souhaite la bienvenue lors de la trentième grande fête du secteur nautique de Gènes.

11-21 OCTOBRE 1990

30^{ème} SALON NAUTIQUE INTERNATIONAL
20 SALON INTERNATIONAL DES EQUIPEMENTS SOUS-MARINS

Tous les jours de 9 h 30 à 18 h 30

Service de navette de l'aéroport au quartier de la Foire.

Service de renseignements Mindorf computer

Mon enfant

OSI 71147

LIVRES • IDEES

Paul Nizon l'enchanteur

Un récit de littérature pure : jubilation et aussi détresse, ou l'imagination comme refuge et prison

DANS LE VENTRE DE LA BALEINE

de Paul Nizon.
Traduit de l'allemand
par Jean-Louis de Rambures.
Actes Sud, 156 p., 100 F.

L'envie est peut-être le sentiment le plus fort qu'un livre puisse attirer sur son auteur, à proportion de l'admiration que l'œuvre suscite. Quand un critique sort d'une lecture en disant : « Voilà le livre que j'aurais voulu écrire », l'auteur s'alarme à bon droit. Mais tout lecteur n'abuse-t-il pas du livre qu'il aime ? Et n'y est-il pas incité par l'auteur, qui donne sa vie à reprendre, sa musique à jouer, ses mots à ramener de son souffle. Paul Nizon a beau être le plus grand magicien actuel de la langue allemande, que ferait-il, ici, sans son traducteur d'abord (travail, follement épris, de Jean-Louis de Rambures), et sans le lecteur, interprète à qui il confie son trésor de mots qui ne seraient que griffures sur le papier s'il n'y avait justement toi, lecteur, pour les faire lever sur la page comme des mirages colorés, comme des notes sur la portée de l'arc-en-ciel.

Gravures
mouvantes

Dans le ventre de la baleine, comme l'Année de l'amour, qui fit tant impression, en 1985, sur tant de lecteurs amateurs de la littérature pure, est un livre qui tutoie son lecteur, qui lui souffle au visage une fraîche haleine de conteur et de confident, amical parce qu'indifférent aux autres effets que ceux de la séduction. Ce nouveau livre de Paul Nizon est le même livre et tout à fait un autre, avec la même toile de fond, Paris, la reprise de quelques-uns des motifs précédents, l'apparition de motifs neufs, sur une texture plus serrée d'associations, de contrastes émotifs, une trame moins étendue, un labyrinthe de thèmes plus étroit et une composition encore plus musicale d'images picturales. Un livre, disons un texte comme Barthes l'invoquait dans les années 70 : pas cinq nouvelles, ni un roman, ni un récit, ni une autobiographie, ni un morceau de prose poétique, bien qu'il soit tout cela à la fois, aussi.

L'ambition de Nizon, le sous-titre générique la dit bien : *Capricios* (Goya, Schumann), écrire des gravures mouvantes avec une musique de mots, et montrer ce travail d'artiste en train de s'effortuer dans une sorte de jubilation angossée. Va-t-il réussir ce miracle : faire voir une mélodie, faire entendre des personnages silencieux ? Ce serait un art de

cinéma verbal, issu de la peinture, de la musique et de la littérature, chacun en notre époque y tend, personne n'y avait encore atteint. Nizon, si.

Ils apparaissent, disparaissent, reparaissent, ces personnages, nés de l'aventureuse danse des mots sur la page, tracés sous nos yeux, comme la main d'Escher qui se dessine elle-même. Les plus prégnants : le soldat à la frontière de

trois manteaux superposés et au sac à dos, sous les arcades de la rue des Pyramides, qu'est-ce qui l'a mené là, est-ce d'avoir « dilapidé son argent avec les femmes », ces aimables et vanales séductrices que l'on rejoint dans les niches, obscures et parfumées comme des aisselles, au fond des bars rougeoyants du quartier ? Peut-être son histoire est-elle d'avoir rencontré, au cours d'un dîner d'affaires

autant qu'un fils peut connaître une mère, c'est-à-dire très peu, et c'est à lui qu'elle reste sur la conscience quand il la revoit dans l'hospice où elle attend la fin. Elle souhaiterait la hâter, mais ce n'est pas une chose qu'un fils puisse faire pour sa mère. Le père, chimiste plutôt sorcier et qui sombre dans un mutisme philosophique, s'y est pris tout seul, il s'est loquemment laissé mourir, grabataire.

arrive jamais tout à fait.

« Le Jardin est le vrai vif, le labyrinthe de la création de soi-même. Si je réussis à y pénétrer suffisamment loin, je serai délivré de la rude écorce de ma condition, je me débarrasserai de mon fardeau et prendrai la poudre d'escampette. Père est l'inventeur. Je suis moi le conquérant, l'aventurier, l'enchanteur. Je me rends dans les jardins pour m'y intoxiquer. Je m'intoxique et me soûlle de beauté. » Vient alors le plus beau, peut-être, des cinq capricios, intitulé « Femme nue et son ami », thème littéraire, pictural, où le musicien Nizon, dans le pays de la femme (« Au fait, quel âge a Vénus ? »), approche le plus près, en évoquant les Romaines, les Parisiennes, cette trace qui file devant lui, « comme un bout de nageoire qui fend l'eau ».

Un artiste
de la faim

La littérature est un poisson géant, une baleine dans le ventre de laquelle, comme pris dans la matrice de sa propre imagination, l'écrivain tend la main vers des frétillements inaccessibles. « Ces détonnements, étonnements, dénominations, cet essai d'épeler la réalité est, bien sûr, voué en fin de compte à l'échec, c'est un coup de projecteur désespéré, un peu comme si l'on cherchait à allumer un dernier bout de chandelle dans un caveau aussi vaste que l'univers et qu'à la seule heure de ce bout de chandelle le monde se mit à exister. » Nizon est un artiste de la faim, un *Hungerkünstler* à la Kafka : il exhibe son dénuement pour nous faire mesurer sa richesse de « millionnaire en mots ». Être aimé, être lu, c'est être désiré, c'est conjurer la solitude, l'affreux sentiment d'abandon. « Y a-t-il quel- qu'un ? dit le soldat. Y a-t-il quel- qu'un ? repris-je à mon tour à voix haute. Plait-il ? dit le serveur. Aucune importance dis-je et me levai. Régla et m'en fus. » Fin. Chef-d'œuvre.

Reste à se demander pourquoi c'est un Suisse, fils d'émigré russe, émigré lui-même à Paris, qui a écrit cette œuvre de pure littérature, concentrée sur ses propres sensations, irriguée de tous les arts, cultivée comme une histoire de la modernité. Affaire de génie personnel ? Produit de mille sources européennes ? Intertextualité généralisée et hypertrophie de tous les sens ? Il y faudrait une étude. Gageons qu'il s'en écrira plus d'une. En Allemagne, Paul Nizon est déjà un écrivain classique. En France, nous en sommes, avec lui, à l'extension infinie d'une société morte.

Michel Conat



BERNARD CLEVE

Mandchourie, venu chez Kafka et de chez Buzzati, et qui creuse sa tranchée parce que l'ordre lui en a été donné il y a tant et tant d'années et que plus personne n'est là, à présent, sur la frontière déserte, pour en surveiller l'exécution, alors il accomplit sans fin cette tâche de terrassement, et il rêve, la nuit, à une femme qui le rejoindrait une fois sous la réche couverture, et ils mèleraient la liqueur de leurs chairs, feraient lever leur bonheur. Le marcheur, vagabond aux

qui l'avait mené à Paris, une femme avec qui il passe à l'hôtel une nuit unique, et qui l'intoxique ? « C'est-à-dire, une femme l'avait sur la conscience. »

Mais le narrateur n'en sait rien, il n'est pas là pour terminer les histoires, seulement pour les imaginer un instant. « Je ne suis pas un metteur d'histoires en bouteille, un virtuose de l'emballage. J'allume de petits éclairs et, à leur fugitive lueur, je poursuis mon chemin. » La mère, oui, il l'a bien connue,

Alors il y a les jardins, les merveilleux jardins, ceux des autres, qui permettent d'échapper à l'étouffante maison matriléale où les hommes gisent malades dans des chambres obscures, et le monde n'est plus qu'attente de la guerre. « Où est la vie ? », demande l'enfant des années 30. Dans la touffeur des jardins inconnus se livre la chasse aux mots, comme des senteurs et des éclats de lumière, comme des poissons ailés qu'il faut capter à la nasse, mais on n'y

LE FEUILLETON

de Michel Braudou

Une étoile dans la main

« J'étais à Rome, vers la fin de la journée, où j'avais gravi la colline de Testaccio dominée par un calvaire... ». La Rinaldi nouveau est arrivé, puissant, poétique, magnétique. Avec ses allers et retours de l'imaginaire et du souvenir, ces associations de sentiments maléfiques et d'images lumineuses qui sont sa marque. Et son charme.

Page 22

HISTOIRE

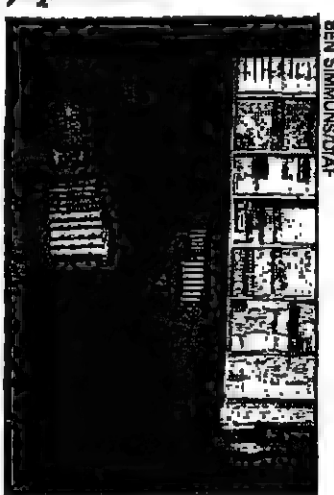
Mazarin, le point cardinal

Pierre Goubert a entrepris d'écrire la biographie du successeur de Richelieu. A sa manière, qui préfère les portraits collectifs aux portraits individuels. Si bien que cette biographie « antibiographique » est avant tout une réinterprétation du dix-huitième siècle français à travers son moment-chambré : la Fronde.

Page 25

DOSSIER

L'édition japonaise



Les écrivains et éditeurs nippons sont les invités d'honneur de la Foire du livre de Francfort. A cette occasion, « Le Monde des livres » présente un dossier sur la lecture, l'édition et la distribution du livre au Japon. Pages 27, 28, 29 et 30

Mon enfant, mon frère

Pierrette Fleutiaux réinvente le mythe et le rêve de l'amour éternel

NOUS SOMMES ÉTERNELS
de Pierrette Fleutiaux.
Gallimard, 822 p., 150 F.

Plus de huit cents pages : il en fallait bien autant pour décrire le mot « éternité » contenu dans le titre du roman de Pierrette Fleutiaux. Et encore y est-il presque à l'étré, l'amour d'Estelle et de Dan, dans ce gros roman ! Amour qui excède les limites – celles du temps donc, mais aussi celles que notre humanité tente d'assigner à la passion, afin, sans doute, de s'en prémunir.

Immense geste de l'amour fou, légende, plus que chronique, d'une passion élevée jusqu'au mythe, poème qui coule son lyrisme dans une forme romanesque... C'est cela que parvient à être, en ses meilleurs

moments, le livre de Pierrette Fleutiaux.

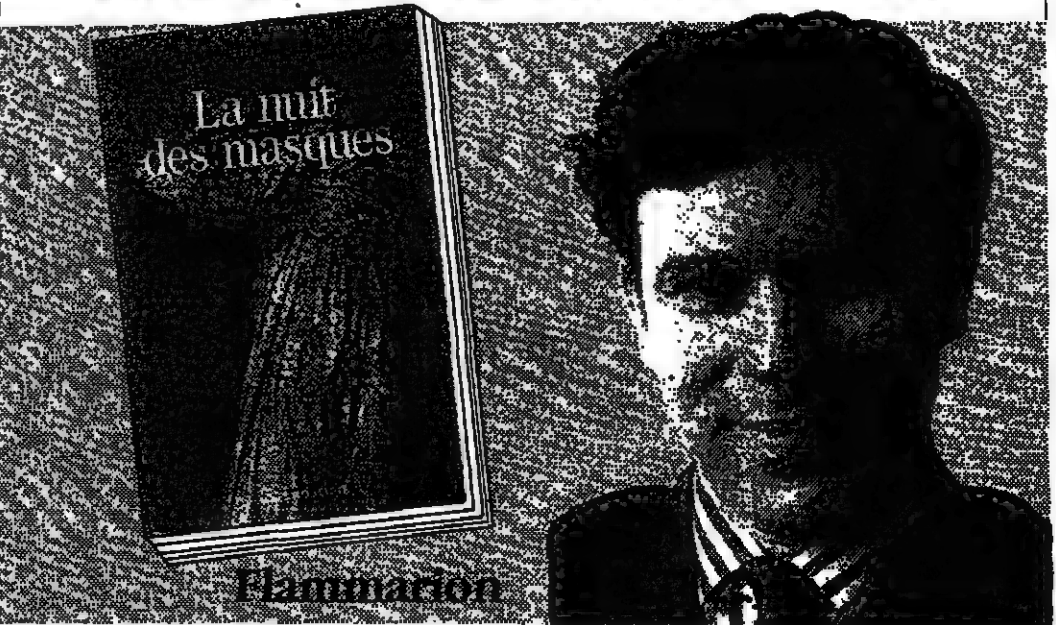
Cinq personnes habitent l'espace familial de la « maison Helleur » : le père, Andrew Helleur, avocat ; Nicole, sa femme ; les deux enfants, Dan et Estelle, la narratrice, de cinq ans l'aînée ; Tirsia, enfin, figure tutélaire, énigmatique et silencieuse, vrai centre et cœur secret de la « maison », détentrice – cela est clair dès le début du livre et se trouve confirmé par le dénouement – de sa vérité cachée. A côté vit une autre famille, les (bien nommés) Voisin, dont le fils, Adrien, viendra heurter, avec toute sa violence et son dépit, ce secret pour tenter de le briser ; mais c'est cette violence elle-même qui se brisera.

A l'intérieur de cet espace, favorisé, permis, par l'atmosphère qui y règne, éclos en elle, le noyau de

l'amour de Dan et Estelle. Amour qui n'est pas d'élection, de choix, amour archaïque s'imposant au corps et à l'esprit, comme une totalité qui s'oppose et se substitue à celle du monde. Ce noyau est celui d'un rêve, d'un mythe : celui de l'unité reconstituée contre la réalité, contre la peur, « peur de perdre l'autre dans la mort, Dan, peur de le perdre dans la vie, peur du désir qui change, passe par-ici puis par-là. C'est de cela qu'ils parlent tous. Ils ne parlent pas de la danse, ni de la musique, ni de la justice, mais de cela, de l'amour, qui trahit. Et dans la rue, moi qui suis revenue dans leur monde, moi aussi j'ai peur maintenant, oh ! Dan, mon frère, mon petit frère, pourquoi m'as-tu envoyée dans ce monde où je suis ? »

Patrick Kéchichian
Lire la suite page 24

Marc Lambron



ACTUALITÉS

La chapelle de M. Littré

« La main à plume vaut la main à charrue. — Quel siècle à mains ! », lançait Rimbaud en 1873. Il y a les aventuriers classiques, convenus, en bandes molletières et casque colonial. Et puis il y en a d'autres, en manches de lustrine et petites lunettes cerclées de fer, qui inscrivent leurs sillons dans des terres intellectuelles. C'est dans celles de la langue française qu'Émile Littré a tracé les siens, achevant, un an avant l'apostrophe rimbaudienne, son monument : les quatre volumes du *Dictionnaire de la langue française* (viendra ensuite, en 1877, un *Supplément* que publie la Librairie Hachette. Zola voit dans cette œuvre « une analyse mathématique de l'esprit humain » et George Sand, « le plus grand pas du dix-neuvième siècle ».

C'est donc un bel hommage qu'Hachette rend au prestigieux lexicographe en publiant, dans une collection de poche, dans une présentation soignée et parfaitement lisible, l'*Abrégé* du dictionnaire qu'avait signé, en 1874, M. Beaujan. Même dans cette version allégée, le *Littré* reste un dictionnaire irremplaçable. Sa qualité et sa précision ne souffrent de nul vieillissement et rendent, cela va sans dire, toute idée d'actualisation parfaitement déplacée. De plus, cette belle chapelle qu'est l'*Abrégé* donnera, souhaitons-le, le désir d'entrer dans la cathédrale elle-même.

P. Ke.

► Le petit Littré, Livre de poche, « Classiques modernes », 1946 p., 120 F.

• Première sélection du prix Femina... — Le jury du Femina a publié sa première sélection en vue du prix qui sera décerné lundi 26 novembre. Onze ouvrages figurent dans cette première sélection. La prochaine sera publiée le 17 octobre : les *Animals*, de Bayon (Grasset) ; la *Poupée du loup*, de Geneviève Bon (Laffont) ; les *Frères Romains*, de Jean Colomier (Calmann-Lévy) ; *Mémoires d'un homme amoureux*, de Jean-Pierre Dufrenoy (Grasset) ; *Nous sommes éternels*, de Pierrette Fleutiaux (Gallimard) ; *Chambre noire*, d'Anne-Marie Garat (Flammarion) ; l'*Aimé*, d'Axel Gauvin (Seuil) ; la *Fille démantelée*, de Jacqueline Harpman (Stock) ; *Rumeurs dans la salle des profs*, de Clarisse Nicolais (Ramsay) ; les *Quartiers d'hiver*, de Jean-Noël Pancrazi (Gallimard) ; la *Capitaine*, de Dominique Schneidre (Seuil).

• ...et deuxième liste pour le Goncourt... — Douze romans sélectionnés restent en lice pour le Goncourt : le *Ball de la guerre* (Gallimard), de Jacques Almira ; la *Parasiteuse* (Albin Michel), de Patrick Besson ; la *Parole dérobée* (Grasset), d'André Brincourt ; l'*Homme incendié* (Phébus), de Serge Filippini ; *Nous sommes éternels* (Gallimard), de Pierrette Fleutiaux ; l'*Aimé* (Seuil), d'Axel Gauvin ; *Comme dans un bercail* (Julliard), de Jean Guerschel ; le *Petit Garçon* (Gallimard), de Philippe Labro ; la *Stratégie du bouffon* (Robert Laffont), de Serge Lantz ; les *Champs d'honneur* (Minuit), de Jean Rouaud ; l'*Infortune* (Gallimard), de François Sureau ; *Rire ou pleurer* (Grasset), de François Weyergans.

• Alain Moreau cesse son activité... — Les éditions Alain Moreau cessent leurs publications et se mettent en sommeil à compter du 20 octobre, a annoncé l'éditeur, qui a également démissionné de ses fonctions de PDG des éditions de La Pensée universelle, dont il a cédé l'intégralité de ses parts. « Cette décision n'est dictée par aucune considération d'ordre économique, financière ou juridique », a précisé Alain Moreau dans un communiqué.

• Colloque Martin du Gard... — Le troisième colloque international consacré à l'œuvre de Roger Martin du Gard se tient à la faculté de lettres de Nice jusqu'au 6 octobre. Organisé par le centre de recherche Roger-Martin-du-Gard, il est consacré à la correspondance de l'écrivain et à son livre *Maurin*. Pour tout renseignement, s'adresser à André Daspre, faculté des lettres, BP 369, 06007 Nice Cedex.

• Précision... — Les éditions Les Belles-Lettres nous demandent de signaler, après la mention dans « le Monde des livres » du 21 septembre de l'édition, en collection « Tel-Gallimard », de la traduction du livre de Lucrèce, *De la nature*, que ce texte est disponible, en bilingue, aux Belles-Lettres.

LA CONFESSION DANS LES COLLINES d'Angelo Rinaldi. Gallimard, 397 p., 110 F.

L'HOMME qui se confesse dès la première page du roman d'Angelo Rinaldi n'est sans doute pas tout à fait l'auteur, mais gageons qu'il est de son cousinage et partage avec lui quelques traits du caractère qu'on lui connaît ou reconnaît maintenant d'un roman l'autre. Une amertume sensuelle, une mémoire en fusion perpétuelle, un sentiment très sûr d'avoir gâché ses chances très tôt, perdu la partie ou Dieu sait quoi, perdu. A quinze ans, ce narrateur sans nom s'est brûlé la paume de la main gauche avec un charbon incandescent, pour y inscrire un signe d'élection, la marque d'un destin exceptionnel. « J'aurais voulu être quelqu'un. J'avais échoué depuis longtemps. Depuis le jour où l'on m'avait retiré le bandage, je sentais sous la peau à l'aspect nué un réseau de cordes tressées auquel ma vie finirait par ressembler, et cette cicatrice, quand on la remarquait, était souvent le seul souvenir que je laissais dans l'esprit des gens. »

Les endroits où l'on se confesse sont des lieux chargés de sens, comme des sas ou des salles d'opération, il s'y passe quelque chose et l'on en sort transformé sinon toujours abasourdi. Le café de Lima La Cathédrale, chez Mario Vargas Llosa dans son meilleur roman, par exemple. On y fait des aveux, mais on a en retour quelques révélations sur soi ou d'autres dont la vie se tisse à la nôtre.

Ici le confessionnal choisit est ce qu'on pourrait appeler des toilettes publiques du métro, dans un beau quartier de Paris — Rinaldi préfère dire « chalet d'aisances souterrain » pour signaler la bonne tenue de cet établissement — où une inscription en céramique semble réserver aux « dames », mais qu'un panneau « cireur » autorise aux messieurs, non sans un peu d'ironie.

Le narrateur y entre, le poing gauche fermé sur son étoile, s'installe sur le fauteuil, observe le décor majestueux, le vitrail où un paon fait la roue, cet oiseau qu'il s'interdit de nommer parce qu'il vient d'un pays de superstitions. Il a une dette à payer qui lui cause quelque inquiétude et, comme toujours dans ces cas-là, il soigne sa mise. Il repère dans l'air la trace d'un parfum qui l'obsède depuis des années. Il connaît la femme qui cire avec dévotion ses richelieus, et semble-t-il ne l'a pas encore remis de son côté. Elle s'appelle Alice, elle était domestique dans un hôtel fantasmagorique, Le Lardenois, sur une colline, près des Buttes-Chaumont, du temps où le narrateur y coulait sa jeunesse, il y a quinze ans.

La force de ce début est de nous lancer tout de suite dans une énigme de la nostalgie et de ne plus relâcher l'emprise ainsi posée. Nous n'apprenons que par paliers, par surprise parfois, au détour d'une phrase, les tenants et les aboutissants de ces instants bouleversants de l'existence où se recoupent les hasards et les liens, ces moments d'intense coïncidence avec le passé qui sont au romancier les joyaux de son point de croix. C'est l'un des privilèges de ce dernier de pouvoir dilater le temps, lui donner des réserves et des

LE FEUILLETON

de Michel Braudeau



Angelo Rinaldi vu par John Foley.

Une étoile dans la main

profondeurs qu'aucune horloge n'enregistrerait.

Il s'écoule une petite demi-heure pendant qu'Alice cire les chaussures du narrateur, ce qui est, soit dit en passant, la preuve d'une belle application ; dans le roman, cela tient cent six pages où l'homme s'enivre du parfum qui flotte dans le chalet, du gardénia, se laisse dériver de souvenir en souvenir jusqu'à nous raconter de larges pans de la vie qu'il menait autrefois au Lardenois.

L'hôtel de M^{me} Francavilla comptait des locataires pittoresques. A commencer par la propriétaire elle-même, une ancienne comédienne de péplums jamais tout à fait rétablie de son passage à Cinecittà et qui le matin lisait avec son ami Jonas l'avenir dans son pot de chambre. Jonas, lui aussi, lésé d'un passé trouble, avait une faible singulière pour les uniformes de l'hôtellerie, les jaquettes noires des maîtres d'hôtel ou des portiers le plongeant dans un orgasme discret.

Il y avait aussi M. et M^{me} de Lassonne, Teddy l'Américain, un jeune masochiste qui rôdait la nuit à la recherche d'une bonne âme qui voudrait bien le rouer de coups ; le vieux Bonfanti, qu'on appelait le secrétaire de l'impératrice parce qu'il disait avoir été chambellan d'Eugénie dans son exil à la villa Cynros au Cap d'Antibes et — que cela fût vrai ou inventé, emprunté — fournissait de la cour de Compiègne qui semblaient accablées son rêve. Et Didier Maletterre, un journaliste d'allure sportive, très séduisant, chez qui le narrateur allait la nuit casser une petite graine les soirs où le sommeil

ne venait pas. Maletterre avait des mœurs, probablement, bien qu'il n'en fit pas plus étalage qu'il ne s'en cachait, et sa relation avec son ex-professeur, Valdes, n'était pas d'une limpidité académique. Quant au narrateur, on ne sait trop à quoi s'en tenir, sinon à l'équivoque, pour le moins. C'est un habitué des salles de boxe, un bagarreur, mais s'il a eu des succès et des déceptions avec les femmes, il ne paraît pas avoir limité à leur cas le champ de ses investigations. De sa chambre, le n° 9 du Lardenois, on avait une vue si belle sur Paris qu'on y tournait souvent des scènes de lit pour le cinéma, plus sur le lit que sur la ville, et parfois de façon cocasse (« Georges, retiens-toi, je n'ai plus assez de pellicule dans le chargeur », jamais au point d'enthousiasmer le locataire.

La d'autres soucis, dont on va connaître peu à peu la nature après le chalet, quand il expliquera le genre de dettes qu'il a contractées et ce qu'il doit faire pour s'en acquitter auprès des gens de son pays. Celui-ci n'est pas nommé non plus, mais, à la description du paysage et des habitants, il ne peut s'agir que de la Corse, où le narrateur veut accomplir le vœu de sa mère, construire près des marais de Tolla un beau mausolée pour la famille.

Ce n'est pas la première fois qu'Angelo Rinaldi évoque la splendeur de ces tombes insulaires. Chacun de ses livres (depuis la *Dernière Fête de l'Empire* jusqu'aux *Roses de Plume* en passant par les *Jardins du consulat*) en est une, à sa manière, tirée de la même carrière inépuisable de la douleur, de la difficulté d'être soi, d'aimer. « Comme

la plupart des hommes, j'étais né de gens inexplicables, inexplicables, qui pas plus que leur fils n'auraient de biographie, et cela sans doute pour l'avantage de la mémoire de chacun. »

L'autre versant du livre, après le côté du Lardenois, le côté du pays natal, est plus serein parce que le narrateur s'est remis entre les mains de ceux qui lui ont passé un contrat mystérieux et qu'il n'y peut plus rien ou à peu près. La description des villages et des odeurs, des gens fermés, soumis à un réseau d'invisibles allégeances est magistrale, inquiétante. A peine a-t-il le temps d'écrire une très jeune fille de peu de joie, de bavarder avec l'ancien aumônier du collège devenu une sorte d'évêque parallèle — et de lui proposer de porter la Croix à la procession du Vendredi Saint, — de raconter enfin son ami Restitudo, connu à l'armée, le bon, l'innocent Restitudo, berger dans les montagnes, qui lui permettra de quitter le roman sur une note point trop désespérée — la chose mérite d'être soulignée chez Rinaldi.

On ne trahit pas le roman ici en donnant trop d'éléments de son intrigue. Il y en a mille autres lancés comme des fusées, rattrapés, éteints, rallumés au gré de l'auteur, par la vertu du gardénia, du nom tabou d'un oiseau, d'une rengaine entendue par la fenêtre, d'un « Monsieur » prononcé à vingt ans d'intervalle.

Le charme de ce livre magnifique, puissant et poétique n'est pas dans le suspense (bien que ces confessions n'en manquent pas), mais dans le mouvement même de son écriture. Dans ces allers et retours de l'imaginaire et du souvenir, ces associations de sentiments maladroites et d'images lumineuses, colorées, cette mise en scène d'une remémoration volontaire ou accidentelle qui fait danser toute une vie comme une marionnette pathétique et fragile dont Angelo Rinaldi est le moniteur, le théâtre et le spectateur. « J'étais à Rome, vers la fin de la journée, où j'avais gravi la colline de Testaccio dominée par un calvaire, avec l'impression de marcher sur le reliquat des scènes de ménage de l'Antiquité lorsque mon pied glissait sur des débris de poterie, ou provoquait sous l'herbe des tintements d'assiettes à la faveur d'un éboulis. Par analogie, j'avais pensé à cette colline de Paris, dépourvue de nom, où j'avais vécu, et de laquelle je m'étais enfui après la découverte du premier cheveu blanc. »

Il est curieux que le critique Rinaldi ne semble pas prêt à reconnaître ne serait-ce qu'une petite part de la dette qui s'est imposée à nous, sans que nous le voulions, ni le sachions forcément, du Nouveau Roman, qu'il honnît de si bon cœur. L'apport, trop systématiquement par certains, de jeu formel peut se traduire par une souplesse nouvelle du récit, une démarche syncopée, onirique dont le père est sans doute Proust, mais Claude Simon l'un de ses fils. Fraternité non désirée (elles ne le sont pas toutes dans la vie, que l'on sache), qui agacera notre ami Angelo sans doute, mais que l'on suggère sans malice et sans insister surtout. Au terme des confessions de Rinaldi, une chose est sûre : cette beauté sombre n'est qu'à lui.

2^e FORUM
LE MONDE LE MANS
**LES GRECS,
LES ROMAINS,
ET NOUS.**
L'ANTIQUITE
EST-ELLE MODERNE ?

R. BRAGUE, J. BRUNSCHWIG,
B. CASSIN, C. CASTORIADIS,
M. DEGU, M. DEJENNE,
F. HARTOG, C. INGLENAU,
M. D. JOTTE, B. LAIKON,
N. LORAU, J. F. MATTEI, E. MORIN,
C. NICOLAS, M. OLSEN, J. PEIGNÉ,
J. PÉPIN, J. D. POLACK, G. SISSA,
E. TERRAY, A. TOURNAIX,
J. P. VERNANT, P. VEYNE,
P. VIDAL-NAQUET,
H. WISMANN

contenu et présenté par
ROGER-POL DROIT

LUNDI 29, MARDI 30,
MERCREDI 31
OCTOBRE 1990
LE MANS
PALAIS DES CONGRES
ET DE LA CULTURE

organisé par :
LE JOURNAL LE MONDE, LA VILLE DU MANS, L'UNIVERSITÉ DU MANS

Le Monde

RENSEIGNEMENTS : PALAIS DES CONGRES ET DE LA CULTURE
CITE CENOMANE 72000 LE MANS
TEL (16) 43 24 22 44 FAX : (16) 43 28 33 68

Nadine



LIVRES • IDÉES
ROMANS

Les vérités de Philippe Labro

Il est journaliste, homme de radio et de télévision, réalisateur de films, écrivain.
Il pense que le roman est le lieu où l'on triche le moins avec soi-même

LE PETIT GARÇON
de Philippe Labro.
Gallimard, 300 p., 90 F.

Philippe Labro intrigue et agace. Grand journaliste à France-Soir, à l'époque dorée — celle de Joseph Kessel, des Roger Vailland, de la fameuse page 2, la page « royale » des écrivains — homme de radio et de télévision, il est, la cinquantaine venue, le directeur de RTL et un écrivain à succès qui publie aujourd'hui son cinquième roman, *Le Petit Garçon*. Comme les précédents, ce livre est bien installé en tête des meilleures ventes. Rien de tel pour se raconter qu'on est un génie et susciter chez d'autres des doutes sur ses qualités d'écrivain.

Philippe Labro résiste bien — beaucoup mieux que la plupart des autres — à la tentation de se prendre pour Flaubert ou Proust. Il ne se croit pas obligé de faire sentir à son interlocuteur qu'il convient de le tenir pour l'écrivain du siècle, ni même de la décennie ou de la rentrée. « Je sais bien qu'il y a des dimensions que je n'atteins pas », dit-il avec tranquillité.

Il parle avec simplicité de ce roman où, comme dans les deux précédents, *l'Étudiant étranger* et *Un été dans l'Ouest*, il essaie de réinterpréter ce qui l'a fondé, de savoir, de comprendre, pourquoi il est là. *Le Petit Garçon*, comme les deux autres, mais plus encore, est un livre sur l'« admission ». Le petit garçon cherche l'admission auprès des jumeaux, monde clos qu'il ne peut entrer; auprès des femmes, pour lesquelles il est trop jeune; auprès de son aîné; auprès des adultes; qui partagent des secrets qu'il a hâte de découvrir.

C'est, certes, un livre nostalgique, mais qui n'est pas, contrairement à ce qu'on en a dit depuis sa sortie, une image d'Épinal de l'enfance. Il y a une gravité derrière ce tableau coloré. On pressent les angoisses secrètes, les angoisses « fondatrices » d'un homme apparaissant aujourd'hui comme celui auquel tout a réussi. Il y a, même s'il est désormais très loin, le souvenir de ce petit provincial arrivé à Paris et qui craint le fameux « au tableau », l'obligation de se montrer.

« Dans tous mes livres je fais référence à mon enfance », explique Philippe Labro. *Je me suis dit que si je tournais ainsi autour d'elle, il me fallait la traiter dans un roman, puis j'ai découvert cette phrase de Bernanos que j'ai mise en épigraphe, et qui a été l'un des déclics. Bernanos écrit : « Certes, ma vie est déjà pleine de morts. Mais le plus mort des morts est le petit garçon que je*

fus. Et pourtant, à l'heure venue, c'est lui qui reprendra sa place à la tête de ma vie, rassemblera mes pauvres années jusqu'à la dernière et, comme un jeune chef ses vétérans, ralliant la troupe en désordre, entrera le premier dans la maison du Père. »



« J'appartiens peut-être à un monde ancien. »

« Les pages pour lesquelles je suis heureux d'écrire, celles que je travaille longuement, sont parfois celles qui semblent anodines à certains lecteurs, par exemple, dans *Le Petit Garçon*, la volonté de résumer l'invasion allemande par l'arrivée d'une couleur, de faire de cette couleur un personnage. Ou bien l'adulte à l'enfance, quand, du train, le garçon voit défiler les châtaigniers, les gens, tout ce Sud-Ouest que Cyril Connolly désignait comme « le cercle magique ». Profondément, c'est cela qui m'intéresse. »

Pour un homme de presse, il

est courageux de s'exposer ainsi dans un roman. On sait combien, dans l'univers médiatique, ceux qui ont le pouvoir, qui dirigent ou croient diriger tiennent la fiction en suspicion. « Certes, dit Philippe Labro, mais moi les ricanements m'ont toujours stimulé plutôt qu'effrayé ou amo-

raconte-t-il. Je voulais être écrivain. A huit ans, j'écrivais des saynètes. J'étais encouragé par mon père, amateur de littérature, et par ma mère, qui avait elle-même un désir littéraire. Elle écrivait des poèmes.

« J'aime le contact physique avec le papier, j'utilise certains stylos, certains papiers particuliers. J'ai des rites. Cela m'amuse de me voir qualifié de « plus américain des romanciers français », alors que je n'ai jamais pu écrire un roman à la machine. Et que, malgré le téléphone, j'ai gardé le désir d'écrire des lettres, j'entretiens une correspondance suivie. J'appartiens peut-être à un monde ancien, ou bien — ce que je crois — ce monde-là perdurera quoi qu'il arrive. Bien sûr, je n'ai pas eu la force des grands créateurs qui se disent « je suis écrivain, je ne ferai que cela et on finira bien par me reconnaître ». Je voulais être reconnu de mon temps, écrire pour ceux qui sont là en même temps que moi. Je ne pense pas à la postérité. Qui ne rêve de transmettre son époque aux autres ? Mais c'est presque trop ambitieux. »

Alors, Philippe Labro a tenté de concilier son goût d'écrire et son goût de l'action. Heureux de ses reportages, de ses films, il demeurerait cependant insatisfait. Pourquoi, après quinze ans de silence, est-il revenu il y a quelques années au roman ? « Certainement parce que l'endroit où l'on semble avoir le moins de pouvoir, devant sa feuille blanche, est l'endroit où l'on a tous les pouvoirs. C'est cela qui m'a fasciné. Et qui me séduit durablement. »

Josyane Savigneau

Le vagabondage de Richard Jorif

Pour son quatrième roman, l'écrivain s'offre une brève escapade du côté de son enfance

LES PERSISTANTS LILAS
de Richard Jorif.
Ed. François Bourin, 208 p., 95 F.

Richard Jorif aime les mots rares, dont la saveur réjouit le palais, à la façon d'un bon vin ou d'un mets délicat. Raconte-t-il une brève querelle entre deux enfants, il écrit : « Le fils, cascadeur de huit ans, se détournait pour lâcher, sournais, quelques « négro » dont il fut aussitôt récompensé par deux chinfre-neux des plus empourprés. »

Décrie-t-il une scène de rue, il note : « Quatre joueurs de pétanque se harpillaient dans une langue étrangère. Chez lui, la foule est « clangoreuse » et les filles « en garouage ». L'interlocuteur est quelquefois « malévole », les souvenirs « pelucheux » et les promesses « délusaires ». Il est des mots qui le rendent « babou-neux » et des situations qui le font « anhéleux », ou bien il « pelote en attendant partie ». Voir Littre, ajoute-t-il.

Les curieux consulteront le Littre. Les autres s'en passeront,

goûteront le plaisir du mystère ou tenteront de deviner le sens des vocables inconnus en s'aidant, s'ils le peuvent, du contexte ou de l'étymologie. Cette recherche de l'expression insolite pourrait paraître pédante. Elle donne au contraire l'impression d'un jeu subtil et gai, comme si l'attention prêtée au langage, la curiosité amusée avec laquelle sont essayés les termes les plus inattendus, le nouveau regard sur le réel qui en résulte, faisaient partager au lecteur les joies de la découverte.

Le narrateur — principal personnage du livre — a commencé un roman, *les Hauts Tabourets*, dont il nous livre les premières pages : elles racontent l'histoire d'un enfant fugueur qui, la nuit, marche dans la campagne tel un « vagabond lunaire ». Au chapitre 2, le voici clerc de notaire à Paris, où il rencontre une jolie, boulangère. On n'en saura pas plus. Car le narrateur ne terminera pas son roman. En revanche, nous le suivrons sur les traces de son propre passé, en Martinique, où vit une partie de sa famille, à Paris, où il est né, ou dans une petite ville de banlieue baptisée Maceilles, où il a vécu ses années d'écolier. Il est comme attiré par l'odeur de ces « persistants lilas » que respirait Proust du côté de Méséglise et qui, nous explique l'auteur, au cas où nous ne l'aurions pas compris, symbolisent ici des souvenirs d'enfance.

Chemin faisant, il tient son journal, écrit des poèmes, rencontre des amis, discute avec sa fille, son fils, se moque souvent de lui-même et quelquefois des autres. On dirait qu'il s'offre des vacances, une brève escapade, un aimable vagabondage. C'est cette liberté d'allure, réglée au gré des caprices du promeneur, qui fait le charme des *Persistants Lilas*.

Thomas Ferenzi

Nadine Diamant



NADINE DIAMANT

Melmott

Flammarion

Jean-Noël
PANCRAZI
Les quartiers d'hiver
roman



L'Automne Gallimard

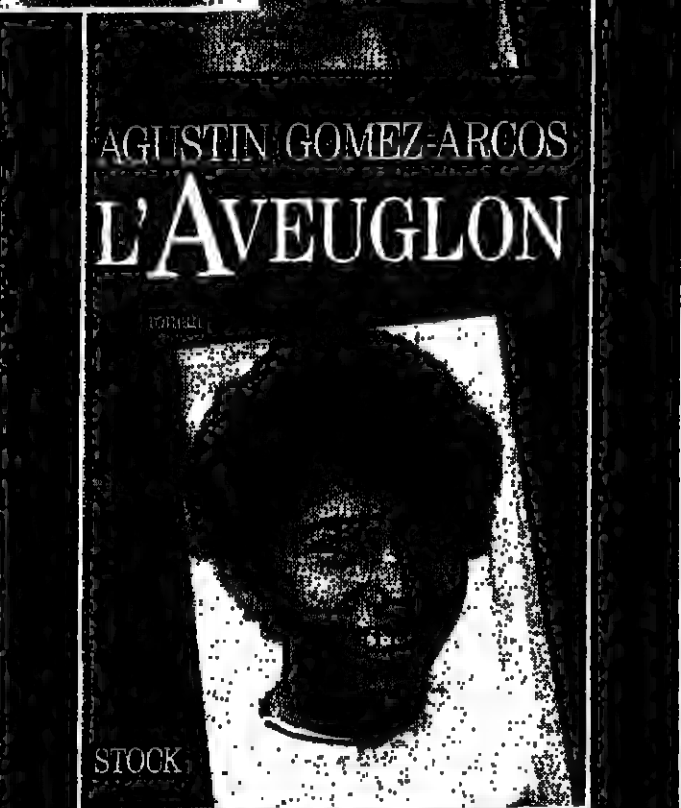
Le Tourbillon Romanesque

— LA VIE DU LIVRE —

Les Editions CALMANN-LÉVY vous invitent à rencontrer le samedi 6 octobre à partir de 17 h Gérard MORDILLAT à l'occasion de la parution de son dernier livre **L'ATTRACTION UNIVERSELLE** (dédicace, lecture) à la librairie **LA TERRASSE DE GUTENBERG** 9, rue Emile-Castelar, 75012 PARIS. Tél. : 43-07-42-13

LIVRES D'HISTOIRE ACHAT-VENTE
LIBRAIRIE PAGES D'HISTOIRE
8, rue Bréa, 75006 PARIS (1) 43-54-43-61
CATALOGUES MENSUELS
Service de recherche de livres d'histoire épuisés

"Caractères"
Vendredi 5 octobre



AGUSTÍN GÓMEZ-ARCOS
L'AVEUGLON

STOCK

300 p., 120 F.

Voilà sans doute le meilleur livre d'Agustín Gómez-Arcos. Un récit plein de soleil, d'humour, de tendresse, d'insolence. Un récit à la gloire de l'enfance.

André Brincourt, *Le Figaro*

Un univers sans pitié où seuls les enfants se comprennent en adultes.

Dominique Mobully, *La Vie*

D'une plume ferme et passionnée, Agustín Gómez-Arcos brosse le portrait d'un gamin lumineux et inquiet, miséreux et débrouillard, qui est le Maroc tout entier.

Anne Chemin, *Le Monde*

Stock

DÉBUTS
Un instant désenchantementLES ANNEES VIDES
de Michka Assayas.
L'Arpentier, 84 p., 60 F.

« Vides » les années qui ont immédiatement suivi le grand tremblement de Mai 68 ? C'est en tout cas ainsi que les éprouve Michka Assayas, dans un petit livre qui est davantage un récit autobiographique qu'un roman. Mais vides de quoi ? D'espoir ? De projets ? De certitudes ? De désirs ? Sans doute, mais plus encore de motifs et de raisons pour asséoir de futures nostalgies.

L'auteur avait une dizaine d'années en 1969. « Je respirais mal. L'oxygène de l'enfance, avec ses ciels coupants et lumineux, se faisait rare. » Et plus loin : « Contrairement à ceux de l'enfance, les divertis-

sements de l'adolescence sont lugubres. » Le ton est donné. C'est moins celui de l'amertume que celui d'un certain, d'un instant désenchantement.

L'éducation amoureuse du narrateur, désolante comme une cité de banlieue, est l'exacte illustration de ce sentiment, et Nicole, « soixante-huitarde » attardée, militante de l'air du temps et initiatrice survoltée plus que convaincue, est la plus triste figure de ce triste tableau de mœurs...

Le style et le ton qu'a adopté Michka Assayas pour peindre ce petit tableau est constamment mesuré. Aux contrastes violents et crus et à la caricature, il préfère avec bonheur la discrétion des couleurs et la précision du trait.

P. Ke.

Amour et énigme

LE MARI QUI ABOIE
de Laurence Salacrou.
Calmann-Lévy, 215 p., 85 F.

Que faire quand l'esprit de votre mari vous échappe ? Est-il fou ou simulateur ? Persécuté par des espions ou jouant à l'être ? Quand Louise visite Max à l'hôpital psychiatrique Sainte-Anne, elle peut s'interroger au spectacle de ce qu'est devenu un homme d'affaires brillant confronté au chômage. Cette démente est-elle réelle ou une fuite devant le malheur ? Peut-

elle entrer dans cet univers sans risque de sombrer elle-même ? Laurence Salacrou répond à ces questions dans son premier roman. Il est d'amour et dans un cadre original pour deux destins pris aux reflets d'un miroir à facettes.

On se laisse entraîner dans ce jeu du faux-vrai, et d'autant mieux que la vivacité du style est remarquable compte tenu de la complexité de la situation. C'est à la fois onirique et d'actualité.

Pierre-Robert Leclercq

QUE LE JOUR AILLE AU DIABLE
de Jean-Louis Bourdon.
Flammarion, 283 p., 109 F.

Y a-t-il une barrière, une porte fermée ? De quelque côté qu'il se trouve, Jean-Louis Bourdon donnera toujours l'impression de se trouver dehors. En dépit du succès que, comme dramaturge, il remporte depuis la création de *Jock* au Théâtre de la Criée, à Marseille, et de *Visite d'un père à son fils* au Poche-Montparnasse - Françoise Kourielsky, cofondatrice de l'Ubu Theater, à New-York, s'appropriant à faire jouer la première, tandis que Vittorio Gassman, de son côté, commence à Rome les répétitions de la seconde, avec son fils et Sergio Fantoni dans les rôles-titres.

Oui, dehors, en marge et, avec cela, respectueux de règles que, faute de connaître, il s'invente. Aussi bien dans son élément naturel, la scène, que dans ses romans où, après s'être bricolé une prose apte au monologue intérieur (1), il aborde maintenant ce qu'il y a de plus difficile et de moins gratifiant dans l'écriture : la description attentive de ces choses en apparence superflues, seules, donnent au genre l'épaisseur spécifique qu'il exige, la démarche d'un personnage, l'hésitation ou l'assurance

Les folies douces de Bourdon

Dans Que le jour aille au diable, il arrive que la bonté et le crime partagent la même couche

qui définissent celui qui pénètre dans un lieu public, l'insolence de mauvais aloi de la passante qui fume dans la rue, le profil d'une inconnue qui se dérobe aussitôt qu'aperçue, la main que l'on serre avec amour, et dont on perçoit comme l'impatience de se dégager...

On retrouve ici le gamin des terrains vagues de la banlieue parisienne qui, dans *Scènes de la misère ordinaire*, jouait au football tout seul avec une balle de ping-pong, rêvant de s'en aller, main dans la main, avec un copain, jusqu'à atteindre ce point du monde « où le soleil met le feu à la mer ».

Il a grandi, il a dix-sept ans et demi, un ami fidèle, de multiples cambriolages à son compte, des amours malheureuses, des amies chez lesquelles il fait bon se faire dorloter de temps en temps, et peut-être a-t-il aussi du sang sur les mains, quoique l'alcool ait rendu incertain le souvenir, à ce sujet.

Le décor où Gérard Delstoile évolue est, pour le principal, l'un de ces cafés du Saint-Germain-des-Près des années 70, où un picareste de comptoir faisait encore florès, avant qu'ils ne commencent à disparaître au profit de mangeoires aux nappes roses pêche, où l'on ne boit qu'assis. En emboîtant le pas à son narrateur, Jean-Louis Bourdon propose une manière de roman policier, où reviennent



Jean-Louis Bourdon : la pitié par-dessus tout

deux thèmes qui lui sont chers : d'une part, la folie - en l'occurrence, celle, douce, de quelqu'un qui se croit capable de raisonner un robinet qui fuit, ou qui éprouve la solitude de la cigarette qui fume encore dans ce cendrier où quelqu'un l'a oubliée, d'autre part, l'élan de solidarité que suscite la détresse des autres quand on prend la peine de les imaginer - ces paumés qui déboulent dans ses pages faisant un usage clandestin de la parole à l'intérieur de la langue, s'inventant une sorte de dialecte nocturne hérissé de mots de passe et de métaphores superbes.

Et c'est dans cette situation - limite de la littérature - où il agit comme un affamé mange, consignant ce que les livres laissent trop souvent de côté, - que

l'auteur parvient à transpercer la carapace de ses personnages les plus frustes, à les éclairer de l'intérieur pour mettre à nu leur âme confuse, terrible, où il arrive que la bonté et le crime partagent la même couche.

Aussi réussit-il à nous faire voir non seulement ce qu'ils sont devenus, mais ce qu'ils auraient pu être. Et naissent alors chez le lecteur toutes sortes de sentiments contradictoires - par exemple, que la vie est belle et répugnante à la fois, qu'une phrase réussie risque d'atténuer un chagrin, ou que, par-dessus tout, la pitié, cette forme tardive de l'amour, est le fin mot de toute chose.

Hector Bianciotti

(1) *Scènes de la misère ordinaire*, Flammarion, 1989.

BANDES DESSINÉES

Les bulles de l'exil

SUITE CARAÏBÉENNE
de Hugo Pratt, Casterman, 86 p., coul., 100 F.BARCELONIGHT
d'Annie Goetzinger, les Humanoïdes associés, 60 p., coul., 75 F.LES PÊCHEURS D'ÉTOILES (tome II, Ballast)
de Morikund et Lacaf, Glénat, 48 p., coul., 50 F.LE POSTILLON (tome I, Co qu'a vu le vent de l'Est)
de Joëlle Savy, Glénat, 48 p., coul., 50 F.LES ARMES VIVANTES
de Christin et Mézières, 60 p., coul., 53 F.NARCO-DOLLARS
de René Pétillon, Albin Michel/Echo des savanes, 66 p., coul.Barcelonight
d'Annie Goetzinger

Le thème de l'exil a toujours fécondé la littérature. Quoi d'étonnant que la bande dessinée fasse elle-même usage de ce fil d'Ariane ? Elle a déjà été le sujet d'un prince en ce domaine, le marin Corto Maltese, dont la dernière aventure parue retrace les sinuosités aventurières et les nostalgies, de Paramaribo à Bahia, sous le titre la *Suite caraïbienne*.

D'autres auteurs empruntent la voie suivie par Hugo Pratt, le « père » de Corto, mais en restreignant le champ d'exil de leurs héros, ce qui ne rend pas celui-ci moins douloureux.

Ainsi Catherine, la jolie héroïne de *Barcelonight*, le dernier album d'Annie Goetzinger, a fui la France pour Barcelone où elle vit de ménages, de balades dans le quartier de l'Eixample, d'amours vite consumées, et surtout de souvenirs que dilue la tristesse. Abandonnée par son amant médecin, sauvée du suicide par un de ses amis transsexuels, Catherine finira en cartomancienne de luxe. Cousin du sulfureux récit *Les Vies de Loulou* de la jeune romancière espagnole Almudena Grandes (Albin Michel),

mais jouant davantage sur un registre doux-amer que renforcent l'aisance graphique et les tons pastels, *Barcelonight* est une réussite qui mêle le destin d'une femme et celui d'une ville, doucement hantée par les images architecturales et politiques de son passé et par ses démons modernes, dont la drogue.

L'exil et la fuite sont aussi les thèmes qu'ont choisis l'historienne Nelly Morikund et le dessinateur de BD Fabien Lacaf pour illustrer le deuxième tome des *Pêcheurs d'étoiles*, intitulé *Ballast*. Afin de se soustraire à la guillotine dont il est menacé pour un meurtre qu'il n'a pas commis, leur héros, le jeune marinier Tonin, est contraint de quitter les rives du Rhône pour rejoindre en Cévennes les rangs de « Ceux de la ligne », surnom de ceux qui posaient les rails du chemin de fer, en cette fin du dix-neuvième siècle. Traversé par une véritable veine romanesque, *Ballast* est servi par une remarquable toile de fond historique - les complots ourdis par les émules de Kropotkine, l'existence des

premiers immigrants italiens, l'anticléricalisme fin de siècle - et par la précision de son dessin. De nombreux détails réels, alliés à un scénario fertile en rebondissements, intrigues amoureuses comprises, font aussi l'intérêt du premier tome des aventures du *Postillon*, de Joëlle Savy, baptisé *Co qu'a vu le vent de l'Est*. Il retrace l'histoire d'un jeune postillon qui assiste à la fin du premier Empire, aux attaques des avant-gardes cosaques - nous sommes en 1814 - au départ des « Marie-Louises », ces jeunes conscrits dont l'armée napoléonienne fera sa chair à canons.

La dernière aventure de Valérien et Laureline, *Les Armes vivantes*, raconte leur exil dans l'espace intersidéral auquel leur statut de « clodos de l'espace » les contraint depuis une quinzaine d'albums. La verve créatrice de Pierre Christin et Jean-Claude Mézières, qui fait d'eux des cousins d'Ubu, amène leurs deux héros à rencontrer des créatures loufoques, comme l'artiste intergalactique Britibrit, dont la tendresse se mesure à l'aune de son odeur pestilentielle, à se trouver au centre d'une bataille entre des créatures féodales à corps de taureau, avant de retomber sur la scène d'un théâtre russe ! Une manière comme une autre de dire que l'exil n'est pas toujours synonyme de déchirement et de tristesse.

Le voyage, cet exil volontaire, nourrit les gags acides des dernières aventures de Jack Palmer. Dans *Narco-dollars*, le détective-gaffeur inventé par René Pétillon a baladé son gros nez dans l'actualité, particulièrement à l'Est. Il a vu à Bucarest des touristes qui avaient eux-mêmes trouvé le drapeau de la révolution de décembre afin d'économiser 10 dollars, s'est extasié sur une Trabant, seule dans les vitrines de Noël de Berlin-Est, a écouté les débats de l'Académie islamique de Djeddah. Mais Jack Palmer n'oublie pas non plus de fouiner dans le Bicentenaire hexagonal, la folie « Batman », la montée du racisme en France. Exil ou voyage, la distance augmente l'acuité du regard.

Yves-Marie Labé

Mon enfant, mon frère

Suite de la page 21

L'amour, ici, n'a pas de contours précis. En lui se retrouvent aussi bien l'érotisme le plus fervent que l'affection et la tendresse filiales. Pour un tel amour, un nom existe : incestue. Un nom appelant immédiatement l'interdit qui le renferme sur lui-même, qui protège et fonde l'équilibre psychologique et social de l'homme, de la civilisation. Mais s'agit-il bien de cela ? Et ce nom peut-il interpréter ce rêve passionné de complétude que poursuivent les deux jeunes héros ? Il faut, ici, maintenir cette question ouverte, tout le déroulement de l'intrigue imaginée par Pierrette Floutiaux y étant suspendu.

Le noyau fracassé

Cette intrigue, foisonnante, riche - trop ? - d'une multitude d'épisodes qui viennent s'emboîter les uns dans les autres, il serait difficile de la résumer. De la naissance de Dan à l'adolescence des deux jeunes gens, de l'enfance commune à la séparation et aux retrouvailles, à New-York, puis à Paris, elle se développe selon un schéma non linéaire que commandent la réminiscence et la sensibilité exacerbée, meurtrie, d'Estelle. Les différentes parties du récit convergent finalement vers un centre qui s'est constamment dérobé tout au long du livre ; fin qui lève le secret longtemps scellé, qui répond à la question dont nous partions. « Quelque chose en nous savait vers quelle catastrophe roulait notre avenir et ce qui, dans le passé, avait faussé les directions ».

« Lorsque Dan a disparu, ma vie s'est rétrécie brusquement à ma taille, une taille banale, comme si un ciel immense qui était noir dans naturel s'était dégonflé et que sa toile m'était tombée dessus, se resserrant autour de moi, m'emprisonnant. » La mort de Dan fracasse le noyau, vient dissoudre l'unité. Mais au même instant, elle éternise

l'amour des deux jeunes gens et fait d'Estelle la dépositaire de cette éternité. Le sombre et sauvage rituel funéraire auquel elle se livre appartient à cet univers qui n'est plus tout à fait le nôtre. Antigone farouche d'une injustice qui ne ressortit pas à l'ordre humain, Estelle se fait la gardienne du sol et des morts : « Mon frère était la source de mon être et depuis qu'il n'y est plus, cette source est corrompue, étouffée de végétation pourrissante ».

Au contraire de Dan et de sa mère Nicole, elle est impuissante à inscrire les arabesques de la danse - l'un des thèmes principaux du roman - dans l'espace, à dessiner dans l'air la géographie imaginaire des gestes et du mouvement. Femme de la terre, elle doit « nager avec les vivants » et même avec Dieu, lorsqu'elle se retrouve au convent. Invoquant sans cesse une femme écrivain, elle rêve d'un opéra fabuleux encore à écrire, qui pérenniserait son amour, chanterait son vertige.

Généreux, superbement inspiré, habité, *Nous sommes éternels* est très probablement l'un des livres marquants de cette rentrée. Les moyens de Pierrette Floutiaux sont à la hauteur de son ambition. Mais son livre vaut davantage par son lyrisme et par cette inspiration que par le montage romanesque qu'elle met en œuvre. Les dernières pages, par exemple, nouent un peu trop vite les fils de sa complexe tapisserie, réparent, pour ainsi dire, la déchirure que tout le livre s'était employé à ouvrir, à montrer. Le lecteur est saisi d'un désir contradictoire : assister à une construction plus serrée, plus convaincante et jouer en même temps du livre déployé lyrique, qui n'aurait besoin de se contraindre dans la nécessité d'une cohérence narrative.

Patrick Kéchichian

Des nouvelles de Pierrette Floutiaux, *Métamorphoses de la reine*, publiées en 1984, viennent de paraître en Folio (n° 2183).

Osez le lire,
Avant de juger !

CONVERSATION
AU CLAIR DE LUNE

Jean-Edern HALLIER/Fidel CASTRO

messiaen

en librairie 95 F.

ALAIN
BOSQUET
La Mémoire
ou l'oubli



« Comment ne pas être ému par cet homme qui a vu sa vie à la littérature ? Il faut lire ce livre ou passer cinq années de maturité et un demi-siècle d'expérience littéraire : il est constamment vivant ! »
François Mauriac, de l'Académie Goncourt / Pierre Nagels

« Un écrivain qui prend le temps de livrer une indéniable ivresse. Un homme est là, pétri de paradoxes, existant, poète avant tout, qui ravage et console la seule passion des mots. »
Jacqueline Pélissier, Le Monde

GRASSET

Mazarin

Félicie D
LE LIVRE
DE RO

Bourdon

Mazarin, le point cardinal

Pour Pierre Goubert, l'extraordinaire destin du successeur de Richelieu exprime et hâte la « fin d'un monde ». Un modèle de biographie « antibiographique »

MAZARIN

de Pierre Goubert.
Fayard, 572 p., 150 F.

Mazarin, Goubert. Deux noms dont le voisinage sur la même couverture d'une biographie Fayard a de quoi intriguer. De tous les historiens des Annales, Pierre Goubert est sans doute l'un de ceux qui furent les plus rétifs à la biographie. En 1966, lorsqu'il publiait, déjà chez Fayard, son superbe *Louis XIV et vingt millions de Français*, l'intention était claire : subvertir le genre en substituant à l'histoire du roi le portrait collectif des millions d'hommes et de femmes qui vécurent, durement, laborieusement, tandis qu'il régnait. « Louis XIV seul, enfermé dans sa majesté, n'est qu'un objet de littérature. Si conscient de sa responsabilité, si ferme et résolu que soit un tel maître, il dépend de ses sujets, et du monde qui l'entoure, autant que ses sujets dépendent de lui, et que ce monde porte sa marque. » L'avertissement qui ouvrait le livre aurait-il perdu de sa pertinence vingt-cinq ans après ? Et Pierre Goubert aurait-il rejoint sur le tard le cœur des sectateurs de l'idole biographique ?

Il n'en est rien, heureusement. Tous ceux qui ont aimé et appris l'histoire en lisant *Beauvais* et *le Beauvais au dix-septième siècle* (une des plus belles thèses de l'école française, publiée en 1960) et le faux *Louis XIV* de 1966 (plus véritable, au demeurant, que ceux qui le suivirent) retrouveront ici Goubert à son meilleur, mordant, lucide, merveilleusement pédagogue. Dans ce *Mazarin*, choisi parce que l'extraordinaire destin du cardinal, à la fois, exprime et hâte la « fin d'un monde », l'historien des humbles et des anonymes ne se rend pas sans conditions aux réquisits de toute biographie bien troussée.

Un homme, un royaume, une conjoncture

D'abord, rien n'est concédé à l'anecdote ni à cette psychologie anachronique qui, trop souvent encore, attribue aux hommes du dix-septième siècle des ambitions, des sentiments ou des pensées qui sont ceux de notre temps. De Mazarin, vous n'apprendrez que ce que l'on peut vraiment savoir, et qui importe : l'enfance romaine de ce fils de bonne famille ; la rencontre décisive avec Richelieu, à Lyon en 1630, qui apprécie les talents du diplomate pontifical ; l'accumulation des bénéfices et des dignités d'Eglise après qu'il a été tonsuré en juin 1632 ; le départ pour Paris en 1639 lorsque le parti espagnol, très fort à la cour pontificale, lui barre la route de

la nonciature de Paris comme celle du cardinalat.

Le choix fut heureux et l'ascension brillante : fidèle et habile serviteur de la diplomatie française dans les affaires embrouillées qui suivent l'entrée du royaume dans la guerre ouverte contre les Habsbourg, Mazarin reçoit en 1639 des lettres de naturalité qui le font français autant que romain, puis il devient cardinal en 1641 et, l'année suivante, quatre jours

et énormes les demandes d'argent. Empruntant beaucoup aux travaux récents de Daniel Desert, Françoise Bayard et Joseph Bergin, Pierre Goubert a placé au cœur de son livre ce qu'il appelle les « essentielles questions d'argent ». Elles fournissent les clefs permettant une lecture neuve de l'événement qui surplombe tout l'ouvrage : la Fronde. Cette apparente biographie est, en effet, très largement une interprétation d'ensemble de

leurs plus farouches ennemis mais qui, de fait, sont leurs créanciers et obligés.

D'un autre côté, la Fronde est une crise décisive puisqu'elle doit être interprétée « comme une terminaison, presque comme la fin d'un monde, celui des intrigues séparatistes et de la désobéissance institutionnelle ». Paradoxalement, Mazarin, l'homme des clientèles féodales et du baroque romain, est l'accoucheur du monde nouveau — un monde où la France est plus forte sur ses frontières (pour simplifier, on peut dire qu'elle s'est agrandie de l'Alsace en 1649, du Roussillon et de l'Artois en 1659), un monde où le roi pourra désormais jouer des antagonismes entre les grands et la robe, à la fois solidaires et rivaux, pour affermir son pouvoir « absolu ».

La plus grosse fortune de tout le dix-septième siècle

Le *Mazarin* de Goubert se termine comme il commence : par la confrontation entre le royaume et le cardinal-ministre, mais cette fois-ci au sortir de l'épreuve. Pour les peuples, dans certaines régions au moins, comme l'Île-de-France, la Lorraine, la Bourgogne, la Guyenne, le choc a été rude : ponction fiscale, dévastations militaires et mauvaises années (particulièrement en 1652) se sont unies pour rendre très vulnérables les paysans endettés.

Pour le cardinal, le temps des troubles et l'après-Fronde semblent avoir été moins pénibles. A sa mort, en 1661, sa succession avoisine les 35 millions de livres tournois (soit l'équivalent de près de 300 tonnes d'argent). Mazarin, l'homme privé, a donc bénéficié pleinement de la puissance de Mazarin le ministre (si tant est que, pour le dix-septième siècle, une telle distinction ait un sens).

Dans un petit livre bien documenté, qui paraît en même temps que le Goubert et que gâte parfois un ton un brin moralisateur, Claude Dulon démonte les mécanismes du fabuleux enrichissement d'un homme qui est l'un des principaux créanciers et profiteurs de l'Etat dont il est le premier serviteur. Elle montre aussi que, si la période 1653-1661 est celle des grandes accumulations (de charges, de gratifications, de billets de l'Épargne), c'est dès avant la Fronde, voire dès avant 1642, que Mazarin a commencé à construire son imposante fortune, grâce à des trafics divers (sur les armes, les fournitures aux armées, les pierres précieuses), le détournement des deniers publics et la participation au consortium constitué par les banquiers Cantarini, Cénami et Hervart (1).

Dépendances cachées

Pierre Goubert avoue son indulgence face à tant de rapacité : « Je n'ai personnellement éprouvé à l'égard de Mazarin qu'une intense curiosité et une dilection parfois amusée envers un personnage exceptionnel. » Dans la biographie antibiographique qu'il a écrite, l'important est ailleurs. Il s'agit, avant tout, de comprendre, et faire comprendre, les évolutions profondes, les dépendances cachées, les mutations indéchiffrables par les contemporains, qui brident la liberté des hommes, même les plus grands et les plus puissants. Ne vous laissez pas abuser par ses coups de patte contre une histoire qu'il juge saturée de « théorie obsédante ». A sa manière, qui n'est pas d'abstraction, avec son style, subtil et robuste, il offre dans ce *Mazarin* une véritable réinterprétation du dix-septième siècle français, saisie à partir de son moment charnière : la Fronde.

Roger Chartier

(1) Claude Dulon, *La Fortune de Mazarin*, Paris, Perrin, 179 p., 120 F.



CAGNAT

après la mort de Richelieu, il est appelé au Conseil du Roi. Le 21 avril 1643, Louis XIII le choisit comme parrain du dauphin (le futur Louis XIV). Le 18 mai, quatre jours après la mort du roi, la régente Anne d'Autriche le nomme premier ministre.

la Fronde — la première qui compte depuis le livre, épuisé et oublié, du Hollandais Kossmann, paru en 1934.

Elle tient en un apparent paradoxe. D'un côté, la Fronde n'est rien, ou pas grand-chose. Née directement des prétentions fiscales de la monarchie qui, aux abois, s'en prend aux rentiers, aux propriétaires et aux officiers parisiens, la Fronde trouve ses limites mêmes dans le système « fisco-financier » (selon l'expression de Dessert) qui lie indissolublement le roi, les financiers qui lui avancent les sommes dont il a un besoin urgent et qui se remboursent, avec intérêt, en levant les impôts qu'ils ont ainsi affermé, et tous ceux qui leur prêtent, c'est-à-dire tous ceux qui dans le royaume disposent de l'argent : l'aristocratie, les grands nobles, les dignitaires de l'Eglise. Une chaîne d'interdépendances secrètes et serrées associe dans un destin commun le monarque, son ministre et ceux, parlementaires ou grands, qui semblent

Félicie Dubois LE LIVRE DE BOZ

Abandonne, dès sa naissance, par sa mère, recueilli par une famille adoptive, Boz se souvient, entre deux canettes de bière que l'existence, balancée sur un tempo ou le désespoir ne cesse de se grimer de mélancoliques parades.

BALEAND



Maurice Nadeau

Grâces leur soient rendues

mémoires littéraires

«Mémoires, désormais nécessaires à l'histoire de la vie des arts et des lettres en France un demi-siècle durant.»

Angelo Rinaldi / L'Express

«Grand éditeur que sa rigueur a placé à la marge, découvreur, militant.»

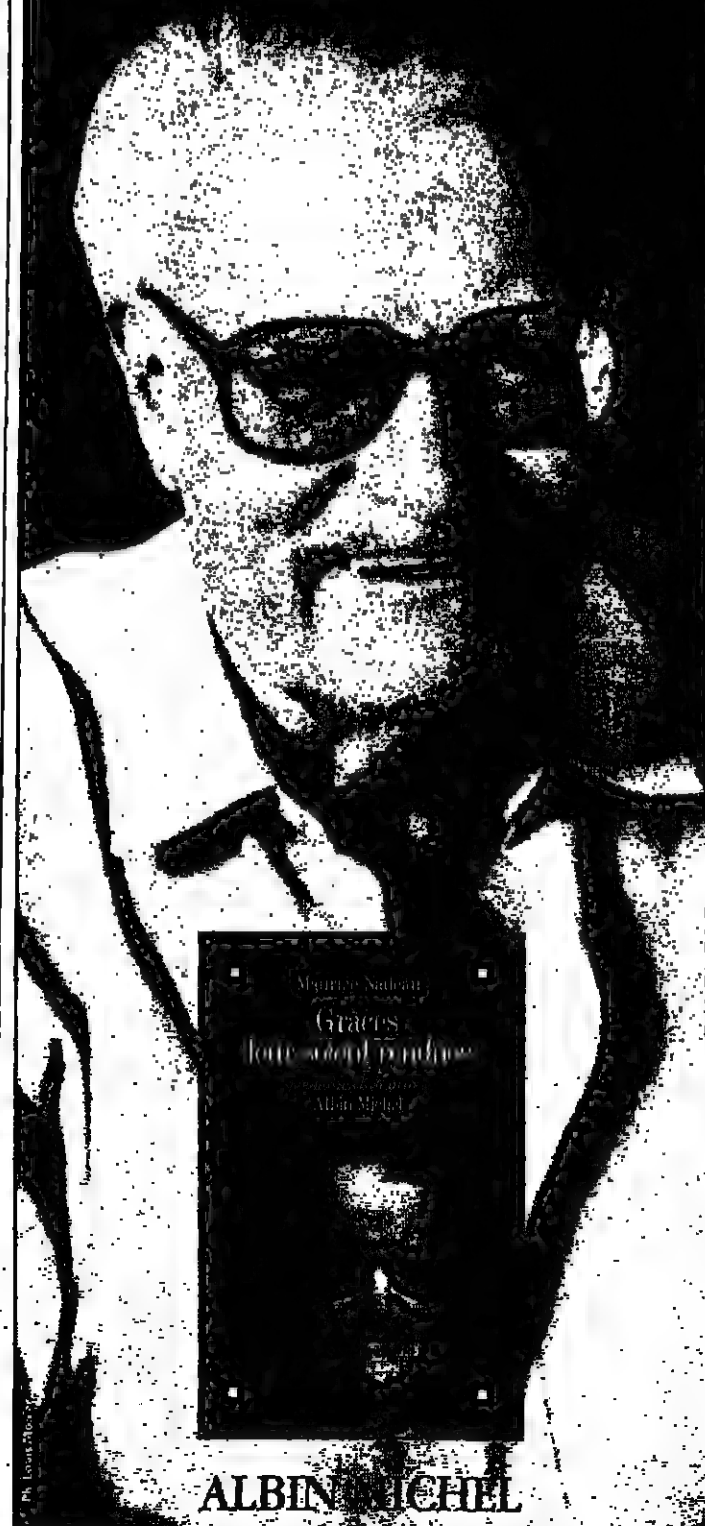
Michèle Gazier / Télérama

«Si, au passage de son livre, vous entendez Nadeau dire une dizaine de fois qu'il n'est pas un vrai écrivain mais seulement un intéressé, laissez-le dire. Ce n'est pas vrai.»

Claude Roy / Le Nouvel Observateur

«Ouvrage désormais indispensable à tout historien de la littérature d'après-guerre.»

Antoine de Gaudemar / Libération



ALBINO MICHEL

Corneille, Dieu au théâtre

Selon Marc Fumaroli, l'univers cornélien est le « miroir humain du logos divin »

HÉROS ET ORATEURS
Rhétorique et dramaturgie
cornéliennes
De Marc Fumaroli.
Droz, 336 p., 338 F

« On ne comprend rien à l'homme Corneille si l'on ne voit pas qu'il a tout joué, d'abord sa gloire, puis son salut, sur une œuvre dramatique où se concentrent tous les pouvoirs de l'éloquence, miroir humain du logos divin » : cette affirmation de Marc Fumaroli, professeur au Collège de France, dans son livre *Héros et Orateurs*, arrache Corneille à la tradition scolaire et aux plus récentes analyses critiques de son œuvre.

Héros et Orateurs éclaire la genèse du genre dramatique en France au dix-septième siècle et le rôle éminent qu'y joue Corneille. On y saisit la logique qui, sur les ruines de l'humanisme, fait passer de la rhétorique à la littérature constituée comme telle, du sublime de l'éloquence sacrée au « je-ne-sais-quoi » du style, de la figure de l'orateur chrétien à celle de l'écrivain.

Logique impossible à retracer sans s'étendre sur l'action culturelle décisive menée par les jésuites. Missionnaires de la société civile, chargés de la réforme de l'intérieur conformément à la nouvelle morale issue du concile de Trente, ils mettent à la portée des laïcs, par leur enseignement, une technique oratoire jusqu'alors réservée aux clercs.

Par cette confiance accordée à l'éloquence humaine qui trouvait une expression pratique dans les représentations dramatiques données dans les collèges, les jésuites ont préparé la renaissance du théâtre profane après sa « disparition complète pendant dix siècles ». On leur doit la première réhabilitation de la tragédie antique en fonction des exigences modernes de la Révélation : leurs auteurs dramatiques substituent à la terreur et la pitié, effets assignés à la tragédie par Aristote, cette rhétorique de l'admiration et du sublime, propre à célébrer les desseins divins.

Leur élève Corneille réussit une synthèse analogue et parallèle, en conciliant deux publics : un public docte, attaché à la tradition de l'humanisme lettré, et un public mondain, amateur de fables amoureuses et héroïques. Marc Fumaroli met ainsi en lumière, à côté de l'impénétration de l'œuvre de Corneille tout entière par la culture jésuite, un aspect généralement ignoré : la prégnance du modèle de la pastorale. Evidente dans ses premières pièces, « habillée » par une intrigue politique dans les suivantes, la pastorale se trouve, à partir de *Rodogune*, « enchevêtrée dans une tragédie séculière ».

Modèle mystique

Cet emprunt achève de légitimer la spiritualité jésuite, puisque, par là, Corneille projette sur l'amour profane le modèle mystique de l'amour divin : « La confiance vraiment sacramentelle du couple... est le centre rédempteur de l'univers cornélien. » Le héros cornélien, et le personnage classique dans son ensemble, cessent ainsi, sous la plume de Marc Fumaroli, d'être « une addition muette de thèmes moraux ».

Ses analyses préfèrent, à l'étude des contenus évidents et des sources reconnues, le repérage des « affluements tacites de savoirs et de thèmes ». En déployant dans sa diversité et sa complexité un univers socioculturel que nous n'avons guère l'habitude de voir pris en considération dans l'histoire littéraire, il lutte contre toutes les simplifications abusives auxquelles l'étude du dix-septième siècle littéraire français s'est bien souvent trouvée réduite.

Quoi qu'il en soit, les propositions sur le « baroque » et le « classicisme »

ne soient pas les plus convaincantes, Marc Fumaroli ruine enfin l'interprétation étroitement mimétique de la doctrine aristotélicienne à laquelle la théorie « classique » de la représentation se trouve le plus souvent ramenée. En effet, non seulement il souligne, à côté de la Poétique, le rôle majeur de la tradition rhétorique, et tout spécialement l'importance du sublime, poursuivant par là le travail entrepris dans *l'Âge de l'éloquence* (1), mais encore il n'arrête pas de rappeler le « fond platonicien » de cette culture.

« Revitalisation du langage », la rhétorique, conformément à sa visée éthique et théologique, fait un usage constant de l'allégorie afin que, derrière l'image, fasse retour l'idée dans sa force originelle. A son tour, l'hérémétique qu'est Marc Fumaroli dévoile les significations dynamiques qui œuvrent dans les pièces de Corneille. Il met au jour les jeux complexes de l'allégorie dans des pièces comme *l'illusion comique* ou *Rodogune*, et découvre dans *Médée* et la *Phèdre* de Racine, cette spécularité de l'œuvre dont la nouvelle critique faisait le signe distinctif de la modernité.

Jeux de miroirs

Or, dans les jeux de miroirs que Marc Fumaroli déploie avec tant d'art, l'ultime mais non le moins fascinant ni le moins problématique reste caché. Car nous sommes, devant son texte, comme le spectateur devant l'œuvre d'un grand auteur : conquis par l'« évidence » de la figure de ce Corneille, « dramaturge exemplaire », sorte d'« image restaurée dans sa force originelle » qui corrigerait l'« image affadée, dégradée, dont le public a conservé la mémoire ».

D'emblée héroïque, Corneille ne quitte plus les hautes sphères du sublime. Par contamination, c'est un peu tout le siècle qui semble baigner dans une même aura de spiritualité héroïque : on pourrait croire qu'il se déroule sans enjeux politiques déchirants, hors des flétrissures et des horreurs de l'Histoire. Seuls le jansénisme — bête noire de l'auteur — et le « républicanisme chrétien de la France gallicane » le feraient chuter dans un rationalisme à bien des égards médiocres.

Certes, Marc Fumaroli en avertit d'emblée son « lecteur savant » : « Il ne trouvera dans ses essais que des indications indirectes sur Corneille politique. » Et l'on doit lui savoir gré de ne réduire l'œuvre de Corneille ni au reflet d'une actualité sociopolitique, ni à une position politique définie face à la naissance de l'Etat absolutiste. Mais le problème est ailleurs. Le texte, parce qu'il est souvent écrit dans ce genre de l'éloge où les jésuites ont excellé, vise à susciter l'adhésion admirative. Il induit ainsi l'« image » d'un improbable Corneille, un Corneille au-dessus du politique, quand tout concourt, à commencer par cette « mondanité » que souligne par ailleurs Marc Fumaroli, à l'y plonger.

Hélène Merila

(1) Marc Fumaroli : *l'Âge de l'éloquence. Rhétorique et « Res litteraria » de la Renaissance au seuil de l'époque classique*, Droz, 1980.

100.000 LIVRES EN STOCK
5 CATALOGUES PAR AN
LIBRAIRIE LE TOUR DU MONDE
4248 55 06
9 RUE DE LA POMPE 75114 PARIS

TIRÉE du dernier livre, important et provocant, de Jean-Claude Milner (1), voici une remarque curieuse qui pourrait bien faire sursauter le lecteur de bonne foi et désespérer les grammairiens chargés de veiller au grain : « Comme chacun sait, tout le monde dit aller au coiffeur, alors que tous les grammairiens s'accrochent, par malice, à soutenir qu'il faut dire aller chez le coiffeur. » Et tout le monde sait aussi que les maîtres d'école s'échinent, plus malignement encore, à soutenir les grammairiens.

Le cas du coiffeur n'est pas unique. Mille et trois autres exemples n'attendent qu'un signe pour s'avancer. Malgré l'indignation et les interdictions, la négation ne... pas se réduit à pas, surtout après c'est, qui en perd aussi son pluriel. Même un grammairien peut se surprendre à dire : c'est pas les oignons ; et qui a jamais dit ce qui « doit » se dire : ce ne sont pas mes oignons ? De même, avoir très fait ou très soif résistent aux assauts des grammairiens qui restent seuls à jouer de *j'ai grand foin*, et — plus rarement — de *j'ai grand soif*. Brisons là ; le propos n'est pas d'alimenter un nouveau *Traité du vain combat*.

Au moins le pire n'est pas toujours sûr. Et constatons plutôt, avec Jean-Claude Milner, qu'une phrase comme *elle est beau est* « incorrecte du haut en bas de l'échelle sociale », l'adjectif attribut s'accordant — que vous soyez puissant ou misérable — en genre et en nombre avec le sujet. Pensez : *elle est beau* ne sera jamais, dans la réalité du discours, le support d'un compliment ou d'un éloge.

Tout n'est donc pas perdu, même si le grammairien n'a plus besoin pour le coup de trancher : « Elle est beau ne se dit pas ». La condamnation serait inutile, ou ridicule ; puisque cette phrase n'est pas du français, à la différence de *Sabine va au coiffeur* ou de *c'est pas les oignons*. Sans être outrageusement méchant, on reconnaît que la phrase *elle est beau* est incorrecte au regard de la grammaire, tandis que l'autre, *Sabine va au coiffeur*, est incorrecte au dire des grammairiens. La grammaire n'est pas tendre pour les grammairiens ; l'écart ou le conflit résultent de l'évidence d'un terme ambigu : *incorrecte*. Si bien que grammaire et grammairiens ne tiennent pas le même discours.

QUAND elle prononce qu'une phrase comme *elle est beau* est incorrecte, la grammaire prononce une impossibilité. Il s'agit d'un simple jugement de réalité : cela ne se dit pas, parce que c'est impossible ; et l'impossible n'est pas français. Seul un tyran imbécile pourrait se mêler d'interdire l'impossible. Le grammairien, au rebours, n'aime que les jugements de valeur. C'est pourquoi ses instructions comportent un avertissement : « Ne dites pas : aller au coiffeur. » Si les impératifs délimitent obligations et interdictions, c'est que *ceci se dit*, *ceci ne se dit pas*, signifie au vrai *ceci DOIT se dire*, *ceci ne DOIT pas se dire*.

LES BIBLIOTHEQUES
de Gérard Haddad.
Grasset, 232 p., 96 F.

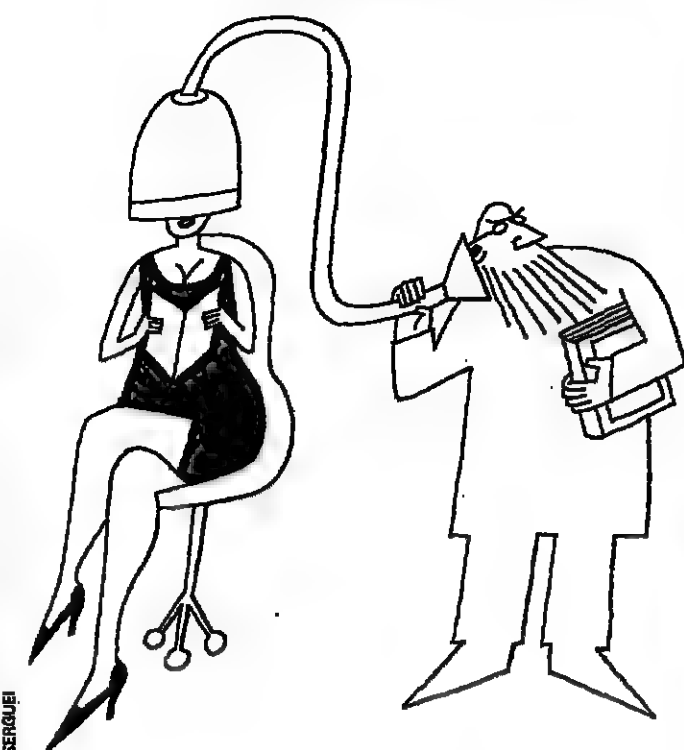
Il n'y a pas de meilleur symbole de la barbarie et du fanatisme que l'autodafé ; mais, aussi abject soit-il, le fait de brûler des livres —

STAGES D'ÉDITION

— INITIATION : Connaissance des métiers de l'édition ; fonctionnement d'une maison d'édition.
— SPÉCIALISATION : Fabrication ; service de presse ; droits des auteurs ; création d'une maison d'édition.
Rens. et inscriptions : S.I.P.E.I.
8, pl. du Palais-Bourbon, 75007
Tél. : 45-51-55-50 - 45-50-23-30

LA VIE DU LANGAGE

par Denis Slakta



Sabine va au coiffeur

Que les grammairiens se rassurent, au moins sur ce point : leur comportement n'est pas isolé, tous les gardiens des bons usages le savent. En interpellant un enfant, on ne parle pas la bouche pleine, le grand-père établit : on ne DOIT pas parler la bouche pleine. L'enfant, c'est que les normes sont contraignantes, justes immanentes, de décrire et d'expliquer l'interdit : on ne parle pas la bouche pleine, on ne dit pas : aller au coiffeur. Grave défaut : chaque enfant comprend aussitôt ce qui fera enragier son grand-père et ses bons maîtres. Nos civilisations sont libérales : elles nous enseignent d'un coup la connaissance de l'interdit, l'art et la jouissance de la transgression. Le slogan de jadis, *il est interdit d'interdire*, partait d'un bon sentiment, mais surtout d'un surmoi triste. C'est pas la Napolitaine chère à Stendhal qui contredirait, elle qui regrettait que jour d'un sorbet ne fût pas un péché.

L'interdit ne dit pas l'impossible ; bien au contraire. En effet, dans sa partie positive la formulation (« dites »), « énonce qu'un ensemble... raisonnablement important de sujets parlant français disent ou écrivent aller chez le coiffeur. Inversement (...), dans sa partie négative (« ne dites pas »), elle énonce, quoique de manière détournée, qu'un ensemble raisonnablement important de sujets parlant français disent ou écrivent : aller au coiffeur. Si donc certains de nos concitoyens affirment : *Sabine va au coiffeur*, c'est que la phrase est grammaticalement possible.

JEAN-CLAUDE MILNER explique pourquoi. Dans *aller au coiffeur*, le coiffeur désigne par métonymie la boutique du coiffeur ; il est donc normal que l'on retrouve la préposition des compléments de lieu inanimé, la préposition « à ». Sortant du coiffeur, Sabine ira peut-être au bar du coin boire une Bénédicte. Mais il est exclu qu'elle se rende au coiffeur fêter Noël, une boutique à cheveux n'étant pas le lieu idéal pour une fête chrétienne. Elle va seulement au coiffeur se faire teindre les cheveux. Mais après tout, pourquoi Sabine ne serait-elle pas l'amie du coiffeur ? Elle irait alors volontiers chez le coiffeur fêter Noël. Elle pourrait, en outre, éprouver quelque jalousie à entendre la dame illustre qui se rend en permanence chez le coiffeur.

Conséquence surprenante : il faut admettre la coexistence de deux grammaires, la plus honorable n'étant pas celle qu'on pense. La grammaire prosaïque, celle qui autorise au coiffeur,

permet une distinction plus fine. A la différence de la dame, Sabine ne confond jamais le coiffeur comme boutique et le coiffeur comme personne. Est-il si convenable de prendre Le Pirée pour un homme ?

Et pourquoi le grammairien cherche-t-il à imposer le pire ? Sa démarche est assez simple : il constate d'abord, malgré lui, l'existence des deux grammaires. S'il apparaît que les classes dominantes préfèrent chez le coiffeur, la norme prononcée que seul chez le coiffeur doit se dire. Faute de mieux, elle restreindra le tour aller au coiffeur à la langue parlée, qu'elle jugera bientôt familière, populaire, ou grossière.

En va de même, entre autres, pour le présentatif c'est : une grammaire le considère comme une unité encore analysable. Ne peut donc se loger après c', qui devient ce : ce n'est pas lui ; et le pluriel aussi sera de règle : ce ne sont pas eux. Une autre grammaire exclut l'analyse de c'est, pris comme un bloc. Ne et le pluriel deviennent impossibles ; d'où : c'est pas mes oignons. Reste à choisir : a priori aucune des deux grammaires n'est supérieure à l'autre. Mais il est clair que l'élite cultivée retient, ce qui ne surprendra pas, la possibilité d'analyse. La norme frappe alors d'interdit l'autre possibilité, qui aura pour effet de signaler une infériorité sociale et culturelle.

Voici Verlaine, « en pleine crise royaliste ». Dans un drame inachevé, *Vive le Roi !* Louis XVII s'écrit, correct : « Les brigands, ce sont mes soldats de Vendée » ; tandis que plus avant une voix grossière hurle à la cantonade : « Les prêtres, c'est Messieurs les Recteurs. Feu, garçons ! » L'anathème fut prononcé pour moins ça.

Alors que la grammaire propose, la norme du grammairien dispose. En effet, dit Jean-Claude Milner, « la plupart des différences entre correct et incorrect ne doivent rien aux différences sociales. En fait, elles leur préexistent et c'est pour cette raison même que parfois elles en deviennent le signal et la manifestation ». Il serait donc inexact de négliger ce qu'on appelle le français parlé, qui mérite bien qu'on l'étudie — ce à quoi s'emploie le Groupe aixois de recherches en syntaxe (2) dont nous reparlerons. Mieux vaut le reconnaître enfin : nous avons le bonheur d'être multilingues. Pourquoi faudrait-il mépriser ce bonheur ?

(1) Jean-Claude Milner. *Introduction à une science du langage*. « Des travaux », Seuil.

(2) GARS, Groupe aixois de recherches en syntaxe. « Recherches sur le français parlé ». Université de Provence (29), avenue Robert-Schuman, Aix-en-Provence.

Pourquoi brûle-t-on des livres ?

Gérard Haddad, psychanalyste, avance une hypothèse séduisante sur le lien entre messianisme et autodafé

LES BIBLIOTHEQUES
de Gérard Haddad.
Grasset, 232 p., 96 F.

Il n'y a pas de meilleur symbole de la barbarie et du fanatisme que l'autodafé ; mais, aussi abject soit-il, le fait de brûler des livres —

et l'humanité n'a pas attendu Hitler pour allumer de funestes bûchers — a peut-être un sens. C'est ce sens que Gérard Haddad, psychanalyste ayant déjà travaillé sur les sources talmudiques du freudisme (1), ainsi que sur les rites alimentaires et la fonction paternelle (2), tente de mettre à jour dans un essai tout à la fois original dans sa démarche et limpide dans son style : *les Bibliothèques*.

L'hypothèse de Gérard Haddad est que chaque religion se fonde sur l'autodestruction de son texte le plus sacré. Le récit fondateur — le Livre donc — porte toujours la cicatrice symptomatique de ce sacrifice, « rite de Saturne au cœur même du texte divin ». Plus précisément, les mouvements messianiques (ou millénaristes) ont en commun la volonté d'en finir avec le Livre et la Loi qu'il incarne. Et quand on brûle les livres d'un autre peuple, d'une autre communauté, c'est faute de pouvoir

s'avouer la haine qu'on porte à son propre Livre.

A partir de cette hypothèse, Gérard Haddad revient sur quelques épisodes troublants de l'histoire des religions, notamment les mouvements messianiques de Sabbataï Tsevi (1626-1676) qui prônait la destruction de la Torah, de Jacob Frank (1726-1791), ou encore de Thomas Müntzer qui fut le « messie » le plus célèbre de la fin du Moyen Âge.

La figure archétypale du messie, note Haddad, appartient sans conteste au trésor général des mythes humains, qui deviennent actifs dans les époques de détresse économique, d'oppression, de désarroi moral, de sentiment aigu d'infériorité de sa propre culture. En son fond, le messianisme est un fantasme universel incestueux d'abolition de la Loi. « Le monothéisme, ajoute Haddad, constitue précisément la grande objection à ce fantasme mortifère. Le paradoxe

n'est donc pas mince qu'un seul et même peuple ait — sans doute à des moments différents de son histoire — énoncé le plus clairement le concept de Loi et donné le lustre le plus vif au mythe messianique qui en promet l'abolition. »

Avec cet essai, Gérard Haddad donne au Livre une place majeure dans la théorie psychanalytique en l'assimilant au Père symbolique freudien ou au Nom-du-Père lacanien et en interprétant sa destruction comme un acte psychotique. Il cite par ailleurs cette phrase de Lacan qui, dans sa simplicité, ne manque pas de vertu : « Le critère le plus sûr pour reconnaître une canalisation, est son affirmation d'anti-intellectualisme. »

Roland Jaccard

(1) *L'Enfant illégitime*. Points Hors Série (édition révisée et augmentée).
(2) *Manger le Livre*. Ed. Grasset.

Et pourquoi le grammairien cherche-t-il à imposer le pire ? Sa démarche est assez simple : il constate d'abord, malgré lui, l'existence des deux grammaires. S'il apparaît que les classes dominantes préfèrent *chez le coiffeur*, la norme prononcera que *seul chez le coiffeur* doit se dire. Faut-il de mieux, elle retiendra le tour *aller au coiffeur* la langue parlée, qu'elle jugera bientôt familière, populaire, usuelle.

Il en va de même, entre autres, pour le présentatif : « est un grammairien » le considère comme une unité encore analysable. Si peut donc se léguer après lui. Si devient ce : ce n'est pas lui, il a le phénotype aussi : n'est pas de règle : ce sont pas eux. Le autre grammairien exclut l'analyse de l'ensemble comme un bloc. Né et le phénotype deviennent impossibles d'être : c'est pas moi, nous, moi-même. Reste à choisir : à priori aucune des deux grammairiens n'est supérieure à l'autre. Mais il est clair que l'unité cultivée restant, ce ne surprendra pas, la possibilité d'analyse. La norme frappe aussi d'interdit l'autre possibilité qui aura pour effet de signaler une infraction sociale et culturelle.

[illegible]

Adem que se encontram
para a melhoria da estrutura
organizativa da rede de
Estatos da Administração, e para
a melhoria da qualidade dos
serviços prestados, a rede de
Estatos da Administração
deve ser organizada de modo
a assegurar a máxima eficiência
e a máxima qualidade dos
serviços prestados, e a máxima
transparência e accountability
da administração pública.

1. The first part of the document is a list of names and their corresponding page numbers. The names are listed in a single column, and the page numbers are listed in a single column to the right of the names. The names are:

- 1. The first part of the document is a list of names and their corresponding page numbers. The names are listed in a single column, and the page numbers are listed in a single column to the right of the names. The names are:

livres ?

Editorial

100
 101
 102
 103
 104
 105
 106
 107
 108
 109
 110
 111
 112
 113
 114
 115
 116
 117
 118
 119
 120
 121
 122
 123
 124
 125
 126
 127
 128
 129
 130
 131
 132
 133
 134
 135
 136
 137
 138
 139
 140
 141
 142
 143
 144
 145
 146
 147
 148
 149
 150
 151
 152
 153
 154
 155
 156
 157
 158
 159
 160
 161
 162
 163
 164
 165
 166
 167
 168
 169
 170
 171
 172
 173
 174
 175
 176
 177
 178
 179
 180
 181
 182
 183
 184
 185
 186
 187
 188
 189
 190
 191
 192
 193
 194
 195
 196
 197
 198
 199
 200
 201
 202
 203
 204
 205
 206
 207
 208
 209
 210
 211
 212
 213
 214
 215
 216
 217
 218
 219
 220
 221
 222
 223
 224
 225
 226
 227
 228
 229
 230
 231
 232
 233
 234
 235
 236
 237
 238
 239
 240
 241
 242
 243
 244
 245
 246
 247
 248
 249
 250
 251
 252
 253
 254
 255
 256
 257
 258
 259
 260
 261
 262
 263
 264
 265
 266
 267
 268
 269
 270
 271
 272
 273
 274
 275
 276
 277
 278
 279
 280
 281
 282
 283
 284
 285
 286
 287
 288
 289
 290
 291
 292
 293
 294
 295
 296
 297
 298
 299
 300
 301
 302
 303
 304
 305
 306
 307
 308
 309
 310
 311
 312
 313
 314
 315
 316
 317
 318
 319
 320
 321
 322
 323
 324
 325
 326
 327
 328
 329
 330
 331
 332
 333
 334
 335
 336
 337
 338
 339
 340
 341
 342
 343
 344
 345
 346
 347
 348
 349
 350
 351
 352
 353
 354
 355
 356
 357
 358
 359
 360
 361
 362
 363
 364
 365
 366
 367
 368
 369
 370
 371
 372
 373
 374
 375
 376
 377
 378
 379
 380
 381
 382
 383
 384
 385
 386
 387
 388
 389
 390
 391
 392
 393
 394
 395
 396
 397
 398
 399
 400
 401
 402
 403
 404
 405
 406
 407
 408
 409
 410
 411
 412
 413
 414
 415
 416
 417
 418
 419
 420
 421
 422
 423
 424
 425
 426
 427
 428
 429
 430
 431
 432
 433
 434
 435
 436
 437
 438
 439
 440
 441
 442
 443
 444
 445
 446
 447
 448
 449
 450
 451
 452
 453
 454
 455
 456
 457
 458
 459
 460
 461
 462
 463
 464
 465
 466
 467
 468
 469
 470
 471
 472
 473
 474
 475
 476
 477
 478
 479
 480
 481
 482
 483
 484
 485
 486
 487
 488
 489
 490
 491
 492
 493
 494
 495
 496
 497
 498
 499
 500
 501
 502
 503
 504
 505
 506
 507
 508
 509
 510
 511
 512
 513
 514
 515
 516
 517
 518
 519
 520
 521
 522
 523
 524
 525
 526
 527
 528
 529
 530
 531
 532
 533
 534
 535
 536
 537
 538
 539
 540
 541
 542
 543
 544
 545
 546
 547
 548
 549
 550
 551
 552
 553
 554
 555
 556
 557
 558
 559
 560
 561
 562
 563
 564
 565
 566
 567
 568
 569
 570
 571
 572
 573
 574
 575
 576
 577
 578
 579
 580
 581
 582
 583
 584
 585
 586
 587
 588
 589
 590
 591
 592
 593
 594
 595
 596
 597
 598
 599
 600
 601
 602
 603
 604
 605
 606
 607
 608
 609
 610
 611

[illegible]

LIVRES • IDÉES

LE JAPON A LA FOIRE DE FRANCFORT

Des géants de l'édition

Un éclectisme étonnant, une production prolifique

Les écrivains et éditeurs nippons sont les invités d'honneur de la quarante-deuxième foire du livre de Francfort. A cette occasion, nous présentons, ci-dessous et dans les pages qui suivent, un dossier sur la lecture, l'édition et la distribution du livre au Japon.

Les Japonais demeurent les plus gros consommateurs de «choses écrites» au monde. «Choses écrites» car le mot représente 41,6 % du chiffre d'affaires des éditeurs, tandis que les périodiques comptent pour 58,4 % : plus de quatre milliards et demi d'exemplaires dont un quart, 18 % des ventes, par le biais du Japon, est constitué par le bandes dessinées. Au point de vue comptable, avant d'être des éditeurs de livres, les maisons d'édition nipponnes sont donc des éditeurs de périodiques (actuellement, il y a quatre mille titres sur le marché dont le tirage peut aller jusqu'à cinq millions d'exemplaires : les 120 % de la bande dessinée Shonen Jump).

Cet éclectisme est la première caractéristique de l'édition nipponne. Dès l'origine, de la presse moderne, au lendemain de la réforme de Meiji (1868), les éditeurs ont été étroitement mêlés au monde de la presse : eux-mêmes publient des revues et des magazines, tandis que la littérature populaire est véhiculée sous forme de feuilletons dans les quotidiens et les revues hebdomadaires. Le premier éditeur japonais, Kodansha (7,5 % du marché), est ainsi présent dans tous les secteurs du marché de l'écrit : de la BD aux livres de référence, du magazine à grand tirage et quelque peu scandaleux, comme *Friday*, à la revue littéraire réservée à une élite, telle que *Kenzo*. Les éditeurs, grands journaux se partagent en outre le marché prolifique des hebdomadaires, les quatre grands quotidiens nationaux, ainsi que la chaîne de télévision publique NHK, étant, par ailleurs, eux-mêmes éditeurs.

La seconde caractéristique de l'édition japonaise est sa concentration. En décembre, certes, quatre mille deux cent quarante éditeurs, soit dix fois plus qu'en France. Mais la grande majorité des nouveautés publiées chaque année le sont par une brochette de consortiums éditoriaux dont les quatre premiers (Kodansha, Shueisha, Shogakukan et Gakken) se partagent près de 40 % du marché. Encore se vent, d'ailleurs, les plus importants d'entre eux, éditeurs et des distributeurs de distribution. Il s'agit donc de puissants groupes éditoriaux à structure pyramidale : on parle ainsi du groupe Otowa (nom du quartier de Kodansha) ou du groupe Hitotsubashi (appellation également d'un quartier, pour désigner Shogakukan, entreprise possédée par plusieurs par la même famille que Shueisha). On retrouve une conception analogue au sein de la distribution : Tohoku et Nippan distribuent près de 60 % des éditeurs, bien qu'existe aussi un réseau de vente directe avec le groupe Horupu.

Grâce notamment à leurs revues, les maisons d'édition furent étroitement liées au mouvement des idées au cours des deux grandes périodes de bouillonnement intellectuel que furent l'ère Taisho (1912-1926) et les lendemains de la défaite de 1945. Au cours de la première période, certaines contribuèrent à répandre au goût passionné de

l'époque pour l'Occident et à diffuser ce qui allait être l'un des grands axes de la réflexion des intellectuels d'alors, qu'aucun d'entre eux ne pouvait éviter de prendre en compte : le marxisme.

Le mouvement des idées

En tant que système de pensée, mais aussi comme éveil à une certaine forme de création littéraire : la littérature prolétarienne. L'apport du marxisme joua aussi un rôle déterminant dans la tentative que firent les grands intellectuels de l'après-guerre pour penser ce que le Japon venait de vivre.

La revue mensuelle *Sekai*, créée en 1947 par l'éditeur Iwanami, fut, comme *Tembo* publiée à la même époque mais qui ne dura que dix ans — l'un des grands véhicules de la réflexion contestataire aux lendemains de la guerre. Le plus important mensuel en termes de tirage, *Bungei Shunju*, de la maison d'édition du même nom, qui existe depuis l'avant-guerre, est considéré en revanche comme plus proche du pouvoir ; c'est aussi le cas de *Chuokoron*, publié par Chuokoronsha, maison plus conservatrice depuis l'attentat perpétré par un extrémiste de droite contre son directeur en 1959. Si les mensuels ont perdu de leur audience, les hebdomadaires restent très lus. Mais ceux qui ont pués dans les maisons d'édition sont aussi les plus vulnérables que leurs homologues des grands quotidiens. Ils subissent davantage les pressions politiques : *Shukan Shinsho*, publié par la maison d'édition Shinsho, est connu par exemple pour véhiculer les informations fournies par les renseignements généraux. En revanche, *Economist*, publié par le quotidien *Mainichi*, est de bien meilleure tenue.

Vedettes médiatiques

Dans le domaine littéraire, la dizaine de revues mensuelles qui subsistent aujourd'hui sont entre les mains des grandes maisons d'édition, qui les conservent essentiellement pour des questions de prestige. Elles compensent leurs pertes avec les bénéfices réalisés sur la vente des périodiques populaires (magazines ou bandes dessinées).

Au Japon, pas plus qu'ailleurs, la rigueur d'un texte est une pensée ou la rigueur d'un éditeur d'un texte ne sont que des considérations primordiales de la plupart des éditeurs. L'œuvre est le plus souvent évaluée en fonction de son efficacité commerciale. Les éditeurs japonais cherchent à vendre beaucoup et à bas prix. Le livre désacralisé, qu'on abandonne après l'avoir lu, est l'une des tendances de la production japonaise d'aujourd'hui (dont la base est dessinée tous les deux ans par le périodique, et de nombreux exemples). Certes, à côté de ces publications « à jeter », comme on dit ici, il y a les ouvrages brochés, d'un prix supérieur : en particulier les œuvres complètes (*zenshu*).

La production de best-sellers (c'est-à-dire, au Japon, de « millions sellers ») est l'une des conditions de réussite des éditeurs. Pour atteindre cet objectif, ils déploient deux stratégies avec succès. Tout d'abord, les éditions en collections de poche destinées au public le plus vaste possible. Une filiale de Kodansha, Kobunsha, a lancé, au milieu des années 50, une col-

lection d'ouvrages légers (« Kappa books ») qui édite, à une cadence effrénée, les feuilletons parus dans les journaux. Au début des années 80, les cinquante-trois romans de Seicho Matsumoto, auteur d'histoires policières, se sont ainsi vendus à vingt-deux millions d'exemplaires.

Le monde de l'édition a surtout voulu exploiter au maximum le rayonnement audiovisuel et transformer les auteurs en vedettes médiatiques, le matraquage publicitaire qui accompagne la sortie de certains livres n'étant pas pour rien dans leur succès. L'équivalent de 700 millions de francs dans les médias et de près de 1 milliard dans les trains et gares : telles sont les sommes dépensées, l'année dernière, par le monde de l'édition en publicité, une grande partie étant consacrée à des magazines lancés à l'initiative des agences de publicité.

En 1989, on a réussi à lancer (au sens étymologique du terme) Babara Yoshimoto, vingt-six ans, fille d'un des maîtres à penser, mariant et quelque peu confus, des années 70-80 : elle vendu ses cinq romans à six millions d'exemplaires. Deux ans auparavant, la vedette était Machi Tawara, vingt-quatre ans à l'époque, dont le recueil de poèmes (*Sarada kinobii*, l'Anniversaire de la salade) fut tiré à deux millions et demi d'exemplaires. Autre succès récent : celui de Joji Abe, fils de bonne famille et ancien taulard, qui raconte ses expériences dans le monde des voyous : trois millions et demi d'exemplaires pour ses huit ouvrages. Les prix littéraires, gérés par les éditeurs, contribuent évidemment à cette promotion de l'auteur vedette et à ces exploits éditoriaux, la littérature faisant partie intégrante d'un ensemble plus florissant que tout autre secteur culturel.

Dans le genre poche, les éditeurs visent particulièrement les jeunes, la génération « fraïse » (il s'agit des jeunes qui ont eu quinze ans au début des années 1960), la critique rien ne vend (300 000 exemplaires, en moyenne) font la part belle au fantastique mais désormais aussi aux voyages, aux conseils pratiques (des loisirs à la cuisine en passant par le temps libre). Les cinq livres de Banana Yoshimoto, par exemple, proclamée « la critique rien ne vend », où une nouvelle Sei Shonagon — femme écrivain du X^e siècle et auteur de *Oreiller d'herbes*, — s'adressent à un public très « ciblé », suscitant, du point de vue sociologique, d'intéressants phénomènes d'identification chez les jeunes. L'entrée en littérature pourrait être aussi éphémère que fracassante.

L'art des « coups »

La particularité de l'édition japonaise dans le cas de ces deux romans éditoriaux tient au fait que l'auteur est souvent publié par plusieurs éditeurs à la fois (dans le cas de Yoshimoto Chuokoron, Fukukate et Kadokawa). L'auteur vedette devient, en outre, un *talento* (talent) des médias télévisés, comme les éphémères stars de la chanson intervenant sur tout et à tout propos. La mandrine parole de l'auteur s'attire ainsi l'attention d'un impact considérable : ayant ainsi affirmé à la télévision qu'elle allait lire Dazai Osamu pendant ses vacances, la jeune idolote Kyoko Koizumi a fait incopinément grimper les ventes de cet auteur qui se suicida au lendemain de la guerre... Sur le registre voisin de celui des romans, la vente de *Madama Butterfly*, dans la veine des romances des milliardaires modernes, une

collection, composée de traductions d'ouvrages publiés par le groupe américain Harlequin, a connu, depuis dix ans, un succès non négligeable : cinq millions d'exemplaires.

Les éditeurs nippons sont surtout très malins dans l'art de composer un réagissant à un comportement extraordinaire à un événement : en quelques mois, avec des dizaines d'ouvrages sur le même sujet, ils saturent le marché. C'est ainsi que l'introduction de la taxe à la valeur ajoutée ou la spéculation foncière ont livrés, dans deux semaines, des centaines de best-sellers. Le mort de l'empereur Hirohito (janvier 1989) donna lieu aussi à une floraison d'ouvrages sur l'histoire de son règne, dont certaines fresques intéressantes comme celle, en vingt et un volumes (1), publiée par les éditions du *Mainichi*.

Il y a aussi les modes lancées par les feuilletons à la télévision : en 1988 apparut ainsi une pléiade de livres sur Takeda Shingen, une figure historique du Japon médiéval. L'année suivante, ce fut la mère du *shogun* Iemitsu Tokugawa, Sugako Hashida, qui fut mise en vedette. Quelques mois plus tard, ces « héros » étaient oubliés et les éditeurs se ruaiant sur un nouveau thème...

Les livres censés donner des clés d'événements ou brosser un tableau de grands phénomènes économiques, culturels ou historiques à l'usage des salariés et des hommes d'affaires constituent aussi des succès de librairie. Il s'agit évidemment moins d'analyses que de vulgarisation, voire de sensationnalisme : des récits, sur le mode de la saga, de patrons de l'industrie ou des biographies de grandes figures historiques. Les succès de ces ouvrages sont souvent aussi éphémères que les « idées » qu'ils véhiculent.

Au milieu de cette prolifique production de livres et de périodiques, notamment de bandes dessinées, il y a aussi, comme partout, des ouvrages qui feront date. Mais les grands éditeurs japonais ont un tel champ d'action qu'il est difficile, à de rares exceptions près, de juger de la qualité d'un ouvrage avant de l'avoir entre les mains. Les collections de poche de littérature classique qui, apparues après la guerre, constituent toujours l'un des grands axes de la politique éditoriale sont populaires et garantissent une certaine tenue : Iwanami a lancé une nouvelle collection de poche et Shueisha une encyclopédie en vingt volumes sur la littérature mondiale.

Malgré ses succès, le marché du livre stagne. Passé du « roman médian » aux *non-fiction*, puis à la bande dessinée, le lecteur est de plus en plus attiré par l'écran et le taux des invendus est important (34,3 % en nombre d'exemplaires). Les éditeurs réagissent en se mettant à l'écoute du moindre frémissement des modes, en offrant des facilités de paiement (des cartes prépayées pour l'achat de livres) et en diversifiant leurs productions : livres-cassettes, magazines vidéo, etc.

La culture traditionnelle du livre perd assurément du terrain, même si la lecture demeure au Japon un phénomène de masse. Le secteur n'en reste pas moins rentable. On note ainsi l'entrée de nouveaux venus dans le monde de l'édition : le groupe Seibu, la chaîne de supermarchés Dai-ichi ou la maison de commerce Marubeni.

Philippe Pons

RIEN NE VAUT
UN BON "BOUQUIN"
POUR SAVOIR
QU'ON
NE SAIT RIEN.



"Bouquins", c'est aujourd'hui près de 300 bons bouquins à lire ou à relire, mais c'est aussi 30 dictionnaires, ouvrages de référence et ouvrages pratiques qui rappellent que celui qui veut savoir peut tout savoir. Musique, ésotérisme, gastronomie, art, archéologie... il y a suffisamment de "Bouquins" pour s'apercevoir que l'on a encore des choses à apprendre.



collection
BOUQUINS
ROBERT LAFONT



LE JAPON A LA FOIRE DE FRANCFORT

Un milliard et demi d'ouvrages

Malgré la prospérité du livre nippon, les distributeurs se sentent mal-aimés

Cent cinquante nouveautés par jour, sans compter les magazines, tel est le défi que relèvent les distributeurs japonais. Tohan et Nippan, les deux géants de la distribution (environ vingt milliards de

francs de chiffre d'affaires chacun en 1989) ont traité plus de la moitié du milliard et quatre cent millions d'ouvrages mis en vente l'année dernière.

Malgré ces chiffres éloquentes, Tohan et Nippan, qui comptent respectivement parmi leurs actionnaires huit et neuf grands éditeurs, se sentent les mal-aimés de la profession. Les marges sont faibles, les taux de retour importants (environ 30 %) et l'embauche d'avère de plus en plus difficile. En outre, le circuit traditionnel du livre (éditeur-distributeur-libraire) qui permettait d'assurer, il y a vingt-cinq ans, la quasi-totalité des ventes doit progressivement céder la place à d'autres réseaux (une douzaine au total qui contrôlent 35 % du marché). Tohan et Nippan, qui se baptisent agences commerciales, contrôlent 75 % du circuit régulier du livre et comptent cent cinquante agences.

Au Japon, contrairement à ce qui se passe en France, l'exclusivité de représentation n'existe pas : les éditeurs travaillent avec plusieurs distributeurs (les plus gros jusqu'à quinze) et les libraires s'approvisionnent chez au moins deux intermédiaires.

Les grandes agences de distribution ne se contentent plus d'expédier les livres et de collecter les

recettes des ventes : elles sont devenues, grâce à leur position stratégique, les conseillers privilégiés de la profession. Les éditeurs se renseignent auprès d'elles sur les chances et les risques que comporte tel ou tel projet : les ordinateurs des distributeurs décident, selon les caractéristiques des ouvrages, des routes à suivre, des quantités à prendre et de la promotion. Le libraire, quant à lui, reçoit des conseils de gestion, un appui lorsqu'il cherche un emplacement et, en cas d'emprunt, il obtient une garantie de son distributeur.

En matière de marketing, les professionnels du livre disposent d'un outil privilégié : ce que l'on nomme le « slip ». Il s'agit d'une languette de papier, pliée en deux parties détachables, sur lesquelles sont imprimés le titre du livre, les noms de l'auteur, de l'éditeur et du distributeur ainsi que le prix. Encartée par le distributeur, elle est retirée par le libraire au moment de la vente. Une partie de la languette est destinée au distributeur : elle sert au réassortiment ; l'autre sert à tenir un inventaire au jour le jour et à informer l'éditeur de l'état des ventes. Un tel système permet aux éditeurs de suivre la vie de leurs titres chez les quelques trois cents libraires qui « font le

marché » et de prévoir au plus juste les réimpressions.

Avec vingt-cinq mille librairies et points de vente, dont plus de douze mille sont membres de la Fédération des libraires, le réseau de diffusion de l'écrit est très dense. L'an dernier, chaque Japonais a dépensé en moyenne l'équivalent de 450 F pour ses livres et magazines (750 F dans la région de Tokyo).

Les petites librairies de centre-ville, souvent emportées par la spéculation foncière, ont fait place aux « librairies de banlieue ». Phénomène le plus remarquable de ces dernières années dans le commerce du livre, elles sont apparues au début des années 80. Au nombre de deux mille sept cent soixante-dix, elles représentent plus de la moitié des librairies ouvertes en 1989. Une enquête, menée par le géant de la distribution, Tohan, montre néanmoins qu'un seuil de saturation a été atteint. Cette enquête explique cependant les raisons de leur succès : parking attenant, superficie moyenne de deux cents mètres carrés, et, surtout, pour la quasi-totalité d'entre elles, au moins douze heures d'affiliés d'ouverture.

Pierre-Alain Szegiet

Une fondation pour les méconnus

Écrivain de talent, non conformiste, Akiyuki Nosaka tend, depuis une dizaine d'années, à devenir une figure médiatique, assignée au rôle du provocateur de profession, ce qui lui a fait perdre de son crédit auprès des rares intellectuels qui se refusent à jouer ce jeu. Inclination personnelle ou capitulation devant les lois du marché culturel ?

Nosaka n'en semble pas moins avoir conservé ses affections d'autrefois pour les écrivains et artistes marginaux dont il fut. Il vient de créer une fondation destinée à faire connaître des œuvres qu'il apprécie, en utilisant une partie des droits d'auteur de la *Tombe des lucioles* (traduction française chez Philippe Picquier), nouvelle écrite au lendemain de la guerre, portée au cinéma et publiée également en bande dessinée.

Totai nanboku tata yoko naname no kai (nom quelque peu tarabiscoté que l'on pourrait rendre par l'« Association tous azimuts ») met chaque année cinq millions de yens au service de la promotion de traductions d'écrivains contemporains peu connus à l'étranger. La fondation gère aussi à Tokyo une galerie,

YMA, où exposent des artistes méconnus. C'est la France que Nosaka a choisie pour lancer les activités de l'Association tous azimuts. Elle subventionne les traductions d'ouvrages choisis par un comité de lecture. Nosaka s'est tout naturellement associé dans son entreprise à son éditeur, Philippe Picquier, incontestablement le plus dynamique dans la publication de traductions d'ouvrages japonais (quelque vingt-cinq titres au cours de ces dernières années).

C'est chez Picquier, et grâce à la subvention de l'Association tous azimuts, que seront publiés en automne la *Chambre noire*, roman d'un auteur contemporain, et jusqu'à présent inaccessible en français, Junnosuke Yoshigaki, ainsi que la *Grenouille*, recueil de nouvelles de Masuji Iwano. Nosaka entend élargir son action à d'autres éditeurs.

Cette initiative est d'autant plus originale que le gouvernement japonais n'accorde que parcimonieusement, et toujours pour des auteurs des plus « orthodoxes », des aides à la traduction d'ouvrages japonais.

Ph. P.

magazine littéraire

Tous les mois, un dossier consacré à un auteur ou à un mouvement d'idées ; et l'actualité littéraire en France et à l'étranger

OCTOBRE 1990 - N° 281

Numéro double

ETATS-UNIS 1960-1990

30 ans de littérature
Roman, poésie, théâtre, philosophie, revues : la panorama d'une littérature en mouvement, de la beat generation aux minimalistes. Et quatre-vingt-dix écrivains qui comptent aux Etats-Unis aujourd'hui.

Julius Verne : un entretien inédit.
Romans de la rentrée.

Chez votre marchand de journaux : 40 F

OFFRE SPECIALE

6 numéros : 108 F.
Cocher sur la liste ci-après les numéros que vous choisissez

- ☐ Italie aujourd'hui
- ☐ Voltaire
- ☐ Idéologies :
- ☐ le grand chambardement
- ☐ Sherlock Holmes : le dossier
- ☐ Conan Doyle
- ☐ Littérature chinoise
- ☐ Georges Battail
- ☐ Littérature et mélancolie
- ☐ Stefan Zweig
- ☐ Proust, les recherches du temps perdu
- ☐ 50 ans de poésie française
- ☐ La vie des intellectuels
- ☐ Federico Garcia Lorca
- ☐ Flaubert et ses héritiers
- ☐ Écrivains arabes aujourd'hui
- ☐ Écrivains indiens
- ☐ André Breton
- ☐ Les écrivains de Prague
- ☐ Les salons de la littérature
- ☐ Gilles Deleuze
- ☐ La révolution française, histoire et idéologie
- ☐ Jorge Luis Borges
- ☐ Francis Ponge
- ☐ Albert Camus
- ☐ Umberto Eco
- ☐ URSS la parestroïka dans les lettres
- ☐ L'individualisme
- ☐ Littératures allemandes d'aujourd'hui
- ☐ Coleridge
- ☐ Les passions fatales

Nom :

Adresse :

Réglement joint par chèque bancaire ou postal.

magazine littéraire

40, rue des Saints-Pères
75007 Paris. Tél. : 45-44-14-51

La grande fabrique de la littérature

Les Japonais aiment les récompenses littéraires presque autant que les Français : cent soixante-dix prix recensés

Au Japon, il ne se passe pas de mois sans que l'on annonce la création de prix littéraires. Ainsi, les quotidiens du 4 septembre signalent le lancement de deux d'entre eux : le *Buakamura-Deux-Magots*, destiné à couronner les premières œuvres, et le *Murasaki-Shikibu*, énième prix de littérature féminine, en hommage à la célèbre romancière du onzième siècle, auteur du *Di de Genji* (1).

Les quelque cent soixante-dix prix recensés par l'*Annuaire de la littérature* — distinctions accordées par diverses académies, associations et fondations instituées à la mémoire d'écrivains reconnus — concernent bien évidemment tous les genres littéraires ; les principaux journaux décernent aussi leurs propres prix, mais la palme revient incontestablement aux revues littéraires, qui appartiennent en général à de grandes maisons d'édition.

Ainsi en va-t-il pour le prix Akutagawa, sorte de Goncourt, et le prix Naoki, attribué à des œuvres plus populaires, qui dominent de façon absolue la scène littéraire ; ces deux prix, fondés en 1935, sont gérés par Bungeishunju, l'une des dix premières maisons d'édition. Décernés en principe deux fois l'an, ils comptabilisent chacun plus d'une centaine de lauréats et peuvent se targuer d'avoir su, presque toujours, récompenser des écrivains de talent, notamment la plupart des auteurs traduits en France, Kenzaburo Oe, Kobo Abe, Yasushi Inoue, Kenji Nakagami ou Seicho Matsumoto.

Comme partout ailleurs dans le monde, les prix sont la chasse gardée de certains éditeurs, les exceptions servant essentiellement à démentir les accusations de partialité. Personne n'est dupe, pourtant, ce qui explique, par exemple, qu'un éditeur, Shinchosha, ait lancé il y a deux ans, à grand renfort de publicité,

deux prix calqués sur les précédents : le prix Mishima et le prix Shogoro-Yamamoto.

Faut-il que l'enjeu soit de taille pour susciter tant de convoitises ? D'autant que, depuis quelques années, les capitaux privés, commerciaux, pénètrent par ce biais dans le secteur éditorial : ainsi du prix Mystère Sundry pour les récits policiers, fondé en 1982 par Sundry, une marque célèbre de spiritueux, associée à l'éditeur Bungeishunju, et à la chaîne privée Asahi ; ou encore du prix Japan Fantasy Novel pour la littérature fantastique, lancé en 1989 par un quatuor des plus disparates, qui réunit l'éditeur Shinchosha, le journal *Yomiuri*, la société immobilière Mitsui et la chaîne privée Nihon Television.

Image de marque

Que les prix contribuent à améliorer l'image de marque de ces sponsors, qu'ils participent aux batailles que se livrent les éditeurs, qu'ils fournissent la matière à de fructueuses adaptations télévisées, tout cela est de première évidence.

Les prix littéraires constituent dans ce contexte un moyen efficace pour attirer l'attention du public sur tel auteur ou telle œuvre, et alimentent ainsi les stratégies destinées à relancer sans cesse la machine à livres.

La clé de voûte de cet édifice est bien entendu le best-seller,

dont la diffusion atteint en moyenne quelques centaines de milliers d'exemplaires, voire, pour les deux ou trois meilleures ventes annuelles, le ou les millions d'exemplaires. Ces « million-sellers » ne sont d'ailleurs pas forcément des œuvres couronnées par des prix littéraires, comme le montrent plusieurs exemples récents, notamment celui de *Forêt de Norvège*, un roman en deux volumes de Haruki Murakami (2), qui s'est vendu au cours de l'année 1988 à plus de trois millions d'exemplaires. Mais ils constituent une sorte d'horizon à la fois proche et idéal, qui tend à modifier les conditions mêmes de la création.

Un certain esprit du temps, secrété par une nouvelle génération de lecteurs et surtout de lectrices, apparaît comme parfaitement illustré par les derniers best-sellers : à forte tonalité sentimentale, hétéroclite et pragmatique, ils se montrent volontiers schématisés et visuels, car profondément influencés par les bandes dessinées, mais ils restent suffisamment inventifs pour renouveler les écritures. A cet égard, l'œuvre de Haruki Murakami est représentative, mais on peut aussi bien citer les poèmes de Machi Tawara, *l'Annuaire de la salade*, best-seller en 1987, ou les contes d'amour de Banana Yoshimoto, notamment *Kitchen*, best-seller en 1989 : ces deux frères jeunes femmes de vingt ans à peine ont remporté tous les suffrages d'un public qui s'est

sans doute reconnu dans les figures offertes d'une naïveté façonnée, d'une fraîcheur juvénile, d'autant plus savoureuse qu'on la sait facile.

Un cimetière de l'inspiration ?

Cependant, comment s'opère la jonction entre l'auteur et son public ? Face à des centaines de milliers de lecteurs, dont la définition ne peut être que floue et fluctuante, l'auteur, poussé par la machine éditoriale, accepte, s'il joue le jeu, de multiplier sa présence en travaillant son image par tous les moyens mis à sa disposition.

Akiyuki Nosaka (3) ou Ryu Murakami (4), entre autres, sont ainsi passés maîtres dans cet art : non contents de publier, parfois, de grands romans, ils mènent de front plusieurs chroniques hebdomadaires, participent à des émissions de radio et de télévision dont ils sont souvent les animateurs en titre, effectuent des tournées de conférences et se prêtent à des publicités diverses. Ils n'hésitent pas non plus à se lancer dans des aventures surréalistes qu'ils ne maîtrisent pas toujours, Nosaka dans le domaine politique (5), Murakami dans celui du septième art, en mettant en scène plusieurs de ses œuvres. Car, comme le constatait un jeune écrivain, entraîné lui aussi dans ce machisme : « Nous ne pouvons risquer d'être oubliés ».

Mais, à vrai dire, si les formes sont inédites, le fond n'a pas changé depuis les années 30, où les auteurs les plus prisés devaient s'acharner au travail, poursuivis nuit et jour par des rédacteurs qui leur étaient personnellement attachés : c'est ce que raconte Tanizaki dans plusieurs récits autobiographiques, avec un effort métré d'humour, tandis que la brillante romancière Fumiko Hayashi (6) aurait perdu la vie, terrassée par une

crise cardiaque en 1951, pour avoir « produit » plus qu'elle n'en était physiquement capable.

Ce système, qui repose sur une longue tradition, traduit incontestablement la vitalité du secteur éditorial ; pourtant, outre la saturation qui le guette, il peut se muer en cimetière de l'inspiration. Certains écrivains, tels Kenzaburo Oe ou Kobo Abe, ont choisi de retrouver leur sérénité dans des semi-retraites, hors de la ville ; d'autres optent pour l'exil temporaire, Kenji Nakagami en Corée ou aux Etats-Unis, et Haruki Murakami en Italie. Mais la fuite est une lueur et la voie ouverte, aussi, au déracinement, fut-il intérieur : ce sont peut-être là les prémisses d'une autre littérature qui échapperait au mercantilisme, et qui serait pourtant son fruit mûr.

Cécile Sakai

(1) Traduit du japonais par René Siefert, Publications orientales de France, 2 vol., rééd. revue et complétée, 1988.

(2) L'un de ses premiers romans parus fin octobre : la *Course en monton saouls*, traduit du japonais par Patrick De Vos, Seuil.

(3) On peut lire de Nosaka : la *Tombe aux lucioles*, traduit du japonais par Patrick De Vos et Anne Gossot, Picquier, 1988, et le *Moine-Cigale*, traduit du japonais par Anne Gossot et Azeiko Campestre, in les *Passes*, la *Grenouille*, le *Moine-Cigale*, Picquier, 1988.

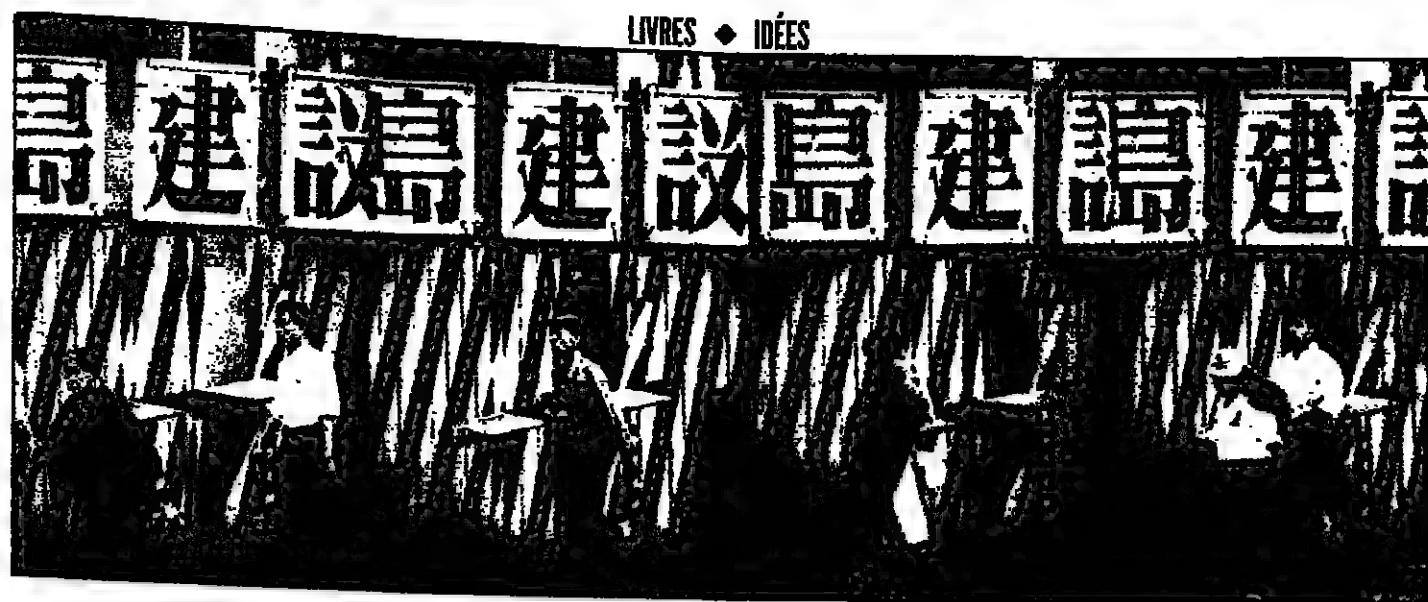
(4) Deux romans ont été publiés chez Robert Laffont : *Rien presque transparent*, traduit du japonais par Guy Morel et Georges Belmont, 1977, et *La guerre commence au-delà des mers*, traduit du japonais par Claude Oumoto, 1981.

(5) Candidat malheureux aux élections sénatoriales de 1974, Nosaka a été élu à ces mêmes élections en 1983, pour démissionner de son poste quelques mois plus tard, dans la but de se présenter aux législatives de la circonscription de Niigata. Il n'est toutefois pas parvenu à battre son adversaire, qui s'était assise que l'ex-premier ministre Kakuei Tanaka.

(6) On peut lire deux nouvelles de Hayashi : la *Ville*, traduit du japonais par Fusako Saito-Hallé, in les *Alles*, la *Grande*, la *Chambre noire*, Picquier, 1986, et le *Chrysanthème tendu*, traduit du japonais par Anne Sakai, in *Anthologie de nouvelles japonaises contemporaines*, tome II, Gallimard, 1989.

Le Grand Prix de l'ACADÉMIE EUROPÉENNE DU LIVRE
récompense chaque année l'auteur, de préférence encore inconnu, d'une œuvre littéraire inédite. Toutes les œuvres sélectionnées :
Romans - Nouvelles - Essais - Poésie - Théâtre
sont publiées et diffusées après établissement d'un contrat régi par la loi du 11 Mars 1987 sur la propriété littéraire et bénéficient d'une véritable promotion auprès de tous les médias :
Radio - Télévision - Presse - Jury Littéraires
Les manuscrits sont à adresser à :
L'ACADÉMIE EUROPÉENNE DU LIVRE-ÉDITEUR
17, rue de Gallée - 75116 PARIS - Tél. : (1) 47 80 11 08

LIVRES • IDÉES



LE JAPON A LA FOIRE DE FRANCFORT

Des boulimiques de la lecture

Les Japonais consomment plus de pages imprimées que n'importe quel peuple au monde

La pratique est si courante qu'elle a même un nom : *tachiyomi* (lire debout). Les Japonais grappillent, feuilletent et lisent, sans gêne, les livres et les revues dans les rayons ou aux devantures des librairies. Seules les publications pornographiques sont sous cellophane. Dans les cafés, c'est la « lecture tournante » (*mawashi-yomi*) : les clients puisent dans la pile de journaux ou de revues mis à leur disposition, une pratique à laquelle se livrent aussi les enfants qui échantillonnent systématiquement leurs bandes dessinées à l'intérieur des groupes d'amis. Même si les sondages tendent à montrer qu'ils consacrent moins de temps à la lecture qu'autrefois, les Japonais continuent à dévorer du papier.

Dans un pays où le taux d'alphabétisation est sans doute le plus élevé de la planète (99 %), chaque habitant consomme plus de pages imprimées que n'importe quel peuple au monde. Cet appétit insatiable pour l'écrit (livres, bandes dessinées, magazines, journaux) est, certes, l'une des expressions de l'intense circulation de l'information qui caractérise la société japonaise contemporaine. Mais cette « gloutonnerie », à laquelle les technologies modernes (reproduction, diffusion) ont donné une ampleur rarement atteinte ailleurs, n'est pas en soi un phénomène nouveau.

Ici, le premier roman, le *Dit du Genji* (1), œuvre magistrale d'une dame de la cour, Murasaki Shikibu, parut dans la première moitié du onzième siècle, soit quelque six siècles avant le *Don Quichotte* de Cervantès (œuvre que l'on considère comme marquant le début du genre romanesque en Occident). Aussi, la littérature - l'écrit d'une manière générale - a eu, à partir du dix-septième siècle, un caractère avant tout populaire. La création littéraire passa, à l'époque, de l'aristocratie à la classe des marchands, dont les mœurs plus que celles des guerriers, firent l'objet des récits de fiction ou des pièces de théâtre kabuki.

Issus pour la plupart de la « bourgeoisie » des villes, les grands écrivains prirent comme thème leur univers et s'adressèrent à un public qui partageait

leurs goûts et leurs valeurs. Apparut ainsi toute une littérature de mœurs décrivant la vie quotidienne des citadins, leurs drames comme leurs joies, et, en particulier, la vie artificielle mais haute en couleur des quartiers de plaisir où, autour des courtisanes, gravitaient artistes, acteurs et poètes : tout un demi-monde qui sera au cœur de la culture de l'époque.

L'essor de l'économie marchande sous le règne des *shogun* Tokugawa (1603-1868) et le développement d'une culture populaire urbaine, facilités par une augmentation du niveau d'éducation des masses (60 % des hommes et 28 % des femmes savaient lire au début du dix-neuvième siècle), permirent l'expansion rapide de l'imprimerie et de la gravure, nourrie par une demande croissante pour les publications en tout genre.

Les bibliothèques prises d'assaut

Le Japon connaissait la technique de l'impression depuis le huitième siècle. Elle était venue, vraisemblablement, de Corée, mais, jusqu'à la fin du seizième siècle, seuls des textes religieux furent imprimés. Au siècle suivant, commencèrent à paraître les livres écrits en syllabaires (et non en idéogrammes chinois) qui, grâce à la simplicité de cette écriture, connurent une large diffusion. Ces ouvrages imprimés allaient des guides aux œuvres de fiction. Le grand maître des romans traitant du « monde flottant » (*ukiyo*) fut Saikaku Ihara (1642-1693), dont plusieurs ouvrages ont été traduits en français. Toutes sortes de genres allaient naître par la suite : publications illustrées - lointains parents de la bande dessinée - romans-fleuves historiques, livres sentimentaux, « livres plaisants », c'est-à-dire souvent licencieux.

La littérature et l'écrit en général étaient devenus une affaire commerciale, et les éditeurs commencèrent à offrir aux écrivains des contrats en fonction de leur succès, anticipant la pratique des avancées et des droits d'auteur. Dès la fin du dix-septième siècle, certains auteurs, certes rares, purent ainsi com-

mencer à vivre de leurs écrits : c'est le cas de Takizawa Bakin (1767-1848).

Talonnés par les éditeurs, les auteurs cherchaient à plaire, et des œuvres frivoles ou comiques fleurirent. La demande était si forte qu'apparurent au milieu du dix-huitième siècle les librairies de prêt : on en comptait quelque 650 à Edo, ancien nom de Tokyo, au début du dix-neuvième siècle, époque où la population de la capitale shogunale dépassait le million d'habitants. Autre expression de cet appétit pour l'écrit, on vit se développer au dix-huitième siècle des journaux d'une seule feuille (*kawaraban*), qui étaient vendus au coin des rues, ainsi que ces publications, circulantes sous le manteau pour tourner la censure, rapportant des faits divers de manière plus ou moins romancée.

Cette floraison de l'écrit, ce goût pour la culture et le savoir ne devaient pas se tarir avec la restauration de Meiji (1868), qui allait faire basculer le Japon dans l'époque moderne. Les autorités attachaient, en effet, une importance primordiale à l'alphabétisation. Et les écrivains, considérés à l'époque précédente comme des « divertisseurs », furent mobilisés par les nouveaux dirigeants pour promouvoir réformes et idées nouvelles. L'écrivain commença à avoir un statut social. Aux librairies de prêt, vinrent s'ajouter les bibliothèques publiques aussitôt prises d'assaut. Portées par la lame de fond de la modernisation, l'instruction obligatoire et un désir d'apprendre, qu'ignifiait le darwinisme social de l'époque garantissant la réussite au plus fort, les publications se multiplièrent et les gazettes devinrent de grands journaux. De nouvelles habitudes de vie, la découverte du monde des machines, une nouvelle sensibilité littéraire influencée par l'individualisme occidental nourrirent cet appétit d'apprendre.

Le carrefour des savoirs et des mémoires

La quantité de traductions publiées au cours du siècle qui suivit la restauration de Meiji est impressionnante. Pendant les deux cent cinquante ans de fermeture de l'archipel à l'extérieur, le Japon n'avait pas été coupé pour autant de la pensée des « barbares » occidentaux, des institutions ayant systématiquement traduit et étudié les « sciences hollandaises » (les Hollandais de Nagasaki étaient les seuls Européens autorisés à communiquer avec le Japon). Mais, à partir de Meiji, aucun peuple sans doute n'eut un accès aussi grand à la pensée et à la littérature universelles. Le nombre d'œuvres complètes traduites en japonais avant de l'être dans d'autres langues est symptomatique : c'est le cas, entre autres, du *Capital* de Karl Marx, traduit en 1928.

C'est en cette fin du dix-neuvième siècle qu'allait d'ailleurs naître cette « ruée de la culture » qu'est le quartier de Kanda à Tokyo, où s'installèrent, avec les universités, les premières maisons d'édition, puis les librairies et les bouquinistes. Le quartier devint, dans les années 20, le cœur de la vie intellectuelle du pays. Kanda, ou plus exactement Jimbocho, est encore en 1990, avec ses quelque cent cinquante librairies sur

moins de 1 kilomètre carré, un carrefour des savoirs et des mémoires.

Au tournant du siècle, le monde de l'édition et celui de la presse allaient indissolublement se lier, le développement foudroyant des premiers journaux étant dû en grande partie à la publication des romans-feuilletons. Leur succès imposa la formule, les grandes maisons d'édition se lançant, pour leur part, dans la publication de mensuels. Ce fut notamment le cas de Kodansha, créée en 1909 sous la houlette de son fondateur Seiji Noma, qui allait devenir un empire éditorial grâce aux succès de neuf revues, couvrant, dans les années 30, 80 % du secteur des périodiques. Les premières maisons d'édition durent leur réussite en grande partie à leurs mensuels.

Le magazine véhiculant les aspirations à la « modern life » et les recettes pour « réussir » tel que *King* qui, dans les années 20, tira à cent cinquante mille exemplaires, les *enbon* (livres vendus au prix modique de 1 yen), lancés par Kaishsha, étaient partie intégrante de la nouvelle culture de masse en train de naître. Romans, nouvelles, vulgarités ou de qualité, connaissaient une diffusion extraordinaire, soutenue par des campagnes de publicité effrénées. L'édition était passée au stade industriel, et des auteurs populaires prolifiques tels que Eiichi Yoshikawa (auteur de *La Pierre et le Sabre*, traduit en français) amassèrent des fortunes.

À partir de 1935, la pénurie de papier et la censure devaient pour décrier le monde de l'édition : sur les mille sept cents éditeurs existant en 1941, il n'y en avait plus que trois cents au lendemain de la défaite. Mais l'appétit des Japonais pour la lecture allait renouer de plus belle en 1945. Dans l'effervescence culturelle de l'après-guerre, période où les intellectuels s'enivraient de la parole retrouvée et où se manifestaient, dans l'opinion publique, une immense soif de comprendre et une frénésie de vivre, tout livre était assuré de se vendre jusqu'à épuisement du tirage.

Les librairies de prêt se sont maintenues jusqu'aux années 60 (on en comptait vingt-cinq mille en 1950, approvisionnant vingt millions de clients). Elles disparaurent avec l'amélioration du niveau de vie et la diffusion des livres bon marché, mais elles jouèrent encore un grand rôle dans la popularisation de la bande dessinée.

Cette gloutonnerie des Japonais pour l'écrit, restée longtemps ailleurs l'apanage de l'élite, ainsi que leur goût pour la narration figurative à travers les estampes, puis la bande dessinée, quelque peu dépréciée en Occident, préparaient l'archipel au phénomène de « lecture de masse » qui est aujourd'hui l'une des caractéristiques de cette société. Le plaisir évident des Japonais - qui se bousculent dans le « quartier des livres » qu'est Kanda et pratiquent la lecture à la sauvette, - les distributeurs automatiques de livres (et de bandes dessinées), les quelque trois mille cinq cents « bibliothèques familiales » mises sur pied pour les enfants des quartiers, témoignent d'un goût encore peu commun pour la lecture.

Ph. P.

(1) Traduction de René Siefert, Publications Orientalistes de France, 1988.

MARCEL GARRIGOU La culture, richesse de l'entreprise

Ces murs qu'on abat... Cette étude sur les nouveaux modes de relations entre l'économie et la culture apportera aux activités culturelles des nouvelles voies de réussite et aux chefs d'entreprise des perspectives de développement économique et d'épanouissement personnel.

Aubier

HENRI-PIERRE JEUDY Le désir de catastrophe

La catastrophe n'est pas un tabou, c'est une source de métamorphoses de l'Univers et de la pensée car le sens de la transmission des idées et des valeurs se mesure à l'accident. C'est aussi à partir du désastre que naît le désir de fonder une éthique, d'inventer des valeurs.

Aubier

Vous écrivez ? Écrivez-nous !

Important éditeur parisien recherche, pour ses nouvelles collections,

manuscrits inédits de romans, essais, récits, mémoires, nouvelles, poésie, théâtre...

Les ouvrages retenus feront l'objet d'un lancement par presse, radio et télévision.

Concours ouvert par l'arrêt 49 de la loi du 11/03/57 sur la propriété littéraire.

Adresser manuscrits et CV à :

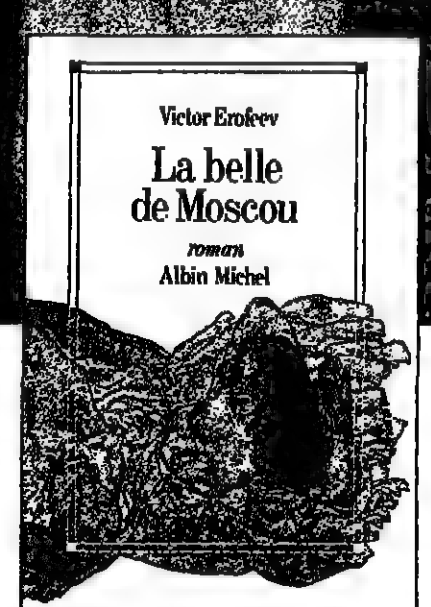
LA PENSÉE UNIVERSELLE ÉDITEURS.

Maison fondée en 1976 Service L.M., 4, rue Charlemagne

75004 Paris. Tél. (1) 48.87.08.21 Fax. (1) 48.87.27.01.



Victor Erofeev La belle de Moscou



Une femme fatale à la russe qui prendra place dans la littérature mondiale. Un événement.

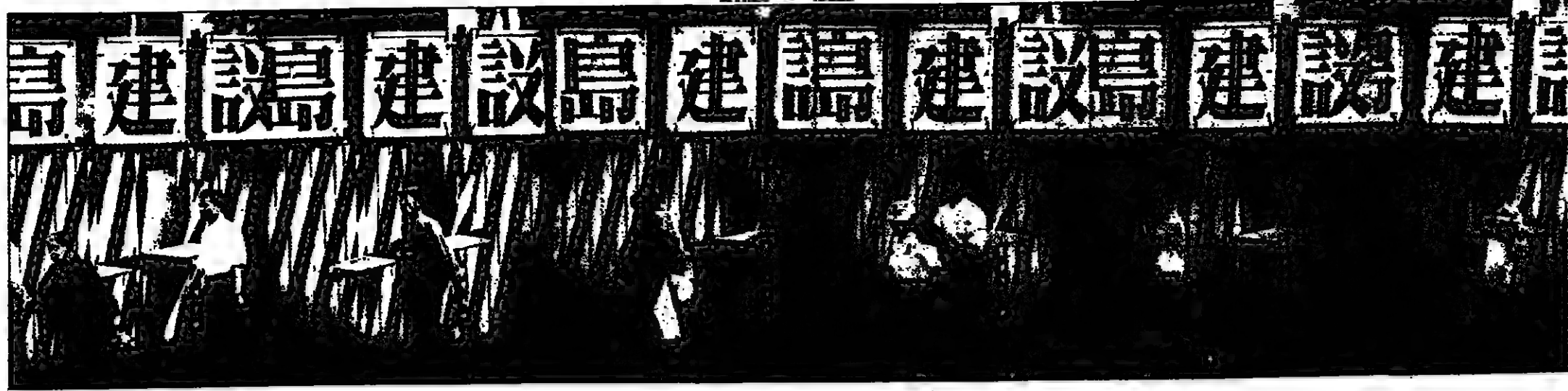
ALBIN MICHEL

PUBLICATION JUDICIAIRE

« La Première Chambre du Tribunal de Grande Instance de Paris a condamné la Société des Éditions Bernard Grasset à verser la somme d'un franc à titre de dommages et intérêts à Pierre Joseph-Lafosse, pour avoir publié un ouvrage intitulé « Walkman » écrit par Jacques Henric, dans lequel des comportements outranciers et imaginaires sont attribués à Erik Satie ».

CENTRE CULTUREL SUISSE

SPECTACLE LITTÉRAIRE
DANS LE VENTRE DE LA BALEINE de Paul Nizon
texte dit par Roland Bertin
Sociétaire de la Comédie Française
au violoncelle Dieter Leicht
VENDREDI 5 OCTOBRE 20 h 30
Entrée libre
réservation conseillée 42 71 38 38
38, rue des Francs-Bourgeois, (au bout du passage) Paris 3^e



LE JAPON A LA FOIRE DE FRANCFORT

80 000 lecteurs pour Duras

Les Japonais restent avides de savoir et, de ce point de vue, ils sont sans doute l'un des peuples les plus avertis de ce qui se passe et se pense à l'étranger : un auteur connu est très rapidement traduit. Le Japon demeure, depuis l'ère Meiji (milieu du dix-neuvième siècle), le pays où l'accès aux ouvrages étrangers en traduction est le plus développé. Les traductions représentent actuellement 10 % (soit environ 3 700 titres) de l'ensemble des nouveaux livres mis chaque année sur le marché.

L'archipel est, d'une manière générale, un grand consommateur de livres étrangers : il vend pour 1 milliard 100 millions de francs de livres, il en achète pour un peu plus de 1 milliard (mais dans ses « exportations » figurent un nombre important de livres imprimés sur l'archipel pour le compte d'éditeurs essentiellement américains). Les États-Unis arrivent en tête pour la vente de livres au Japon (plus de 40 % du total), suivis par la Grande-Bretagne. Deux livres

importés sur trois sont en anglais. Le Japon est cependant le troisième client de l'édition française : en 1989, la France a exporté 45 millions de francs d'ouvrages au Japon. Du point de vue des traductions, la France a cédé 152 titres (contre une quarantaine acquis) en 1989 : le Japon représente 4,5 % de l'ensemble des cessions de droits d'auteur. La littérature tient une place relativement modeste, mais les sciences humaines, l'histoire, les essais, l'art et la gastronomie sont en meilleure position. Pratiquement toute l'œuvre de Jean-Paul Sartre a été traduite, les trois tomes de l'Histoire de la sexualité de Michel Foucault ont été tirés à 60 000 exemplaires ; Fernand Braudel, Claude Lévi-Strauss et même Jacques Lacan sont accessibles en japonais... Pour les romans, l'Amant, de Marguerite Duras, a été vendu à 80 000 exemplaires, même si, dans l'ensemble, les tirages sont assez faibles.

Les éditeurs nippons s'em-

ployent aussi, désormais, à publier eux-mêmes en traduction leurs propres auteurs, afin de désenclaver un marché. C'est aussi, du point de vue du marketing, un excellent argument supplémentaire de promotion sur l'archipel. Kodansha a fait l'expérience des retombées de ce genre de traduction, après avoir mis sur le marché américain, par le biais de sa filiale Kodansha International, une traduction de l'auteur à succès Haruki Murakami, ainsi que l'explique son directeur, M. Leslie Pockell.

Kodansha International, qui est implanté aux États-Unis, son principal marché, vient d'ouvrir un bureau de liaison à Londres, chargé de mener des activités en Europe. Cet éditeur international, qui a démontré ses capacités à publier d'excellents livres en anglais, entend affirmer sa position et se tailler une position de force dans le domaine des ouvrages en anglais sur le Japon, et peut-être demain en d'autres langues.

Ph. P.

Puissance éditoriale

Suite de la première page

A Francfort, cette puissance de l'édition nipponne est manifeste. Quatre-vingts éditeurs sont représentés, soit le double du nombre de ceux qui participèrent à la Foire de l'année dernière. La profession et le gouvernement ont consacré d'importants financements à la préparation de cet événement qui doit permettre aux éditeurs nippons d'affirmer leur présence et d'étoffer les liens avec leurs homologues occidentaux. Les Japonais ont aussi saisi l'occasion de la Foire du livre pour promouvoir leur image culturelle. La présence des éditeurs japonais à Francfort se double, en effet, d'une série de manifestations qui se dérouleront tout au long du mois d'octobre : exposition rétrospective sur l'histoire de l'édition japonaise, symposium sur la culture, la littérature (avec notamment des écrivains comme Kobo Abe, Kenzaburo Oe, Yoshikichi Furui...), la politique (sur le thème « Recherche d'un nouvel ordre mondial », avec M. Helmut Schmidt et M. Kiichi Miyazawa, ancien ministre des finances), festival poétique avec quatre maîtres du haïku, exposi-

tion et démonstration de calligraphie, concert de musique traditionnelle et classique...

Autour de la Foire du livre de Francfort commence une de ces « superproductions » culturelles dont le Japon riche, mais en quête de reconnaissance internationale, croit, peut-être à tort, qu'elles contribuent à une meilleure compréhension de sa singularité.

Mais, signe des temps, l'événement japonais de Francfort ne sera ni un livre, ni une révélation littéraire, ni même une technique d'impression. C'est une petite boîte de 15 centimètres de côté et c'est signé Sony : le Data Discman est une sorte de baladeur qui vous permet d'utiliser en quelques secondes, grâce à un ordinateur et à un lecteur de CD-Rom de 8 centimètres de diamètre, un nombre énorme de données - 180 mégaoctets : cinq dictionnaires, une encyclopédie, divers annuaires, des guides. L'appareil ne coûte guère plus de 2 000 francs : le livre de poche électronique est inventé et vous pouvez désormais emporter

La frise qui illustre notre dossier sur l'édition japonaise est extraite de l'ouvrage Tokyo de William Klein (Delpeire éditeur).

toute une bibliothèque au fond de votre serviette.

Ce saut dans la communication du troisième millénaire souligne aussi l'écart qui se creuse, dans le domaine de la production et de la diffusion du savoir entre les pays les plus riches et les autres. La géographie de Francfort vaut, de ce point de vue, tous les atlas stratégiques : des pays disparaissent, encore représentés l'an dernier, parmi lesquels le Bangladesh, la Bolivie, le Cameroun, l'Algérie, la Côte-d'Ivoire, le Togo. Les éditeurs anglo-saxons, qui partageaient jusqu'alors les étages du prestigieux bâtiment 4 avec leurs collègues des autres pays industrialisés, ont poussé la plupart de ces derniers vers d'autres bâtiments : la France partagera le bâtiment 6 avec l'Espagne, la Belgique et l'Amérique latine ; l'Italie, l'Australie, la Grèce, la Turquie, le Portugal, le Brésil et l'Europe de l'Est. Les organisateurs affirment n'avoir obéi qu'à des considérations techniques. Mais la symbolique est trop forte, trop parlante pour que les exclus du pavillon 4 n'éprouvent pas le sentiment d'avoir perdu leur place dans le club des grandes puissances éditoriales.

Pierre Lepage

Le prestige d'Iwanami

Portrait d'un éditeur respecté, l'un des rares qui se refuse à publier des magazines

Ce n'est pas le premier éditeur, mais c'est sans conteste le plus prestigieux. Connus bien avant la guerre pour la qualité de ses publications, Iwanami demeure aujourd'hui une institution du monde de l'édition japonaise. Contrairement à la plupart des grands éditeurs nippons, Iwanami ne publie pas de magazines. Et c'est le seul qui ne se soit jamais départi d'un refus, quelque peu hautain, de reprendre aux distributeurs les invendus, conformément à la pratique de ses confrères. « C'est une tradition dans la maison : nous estimons que c'est aux librairies de prendre leurs responsabilités, d'apprécier la qualité du livre et de commander la quantité qu'ils estiment nécessaire. Au Japon, c'est le distributeur qui décide de la diffusion, et, pour notre part, nous refusons ce diktat », nous dit le président d'Iwanami, M. Ryosuke Yasue.

Iwanami-shoten, qui aura avec Kodansha, le premier éditeur japonais par la taille, la représentation la plus étoffée à la Foire de Francfort, fut d'abord une librairie fondée en 1913 par M. Shigeo Iwanami (1881-1946). Celui-ci se lança dans l'édition en publiant, avec un sens éditorial certain, le roman de Natsume Soseki le *Portrait d'un homme*. Dès 1927, Iwanami lançait une collection de livres classiques de petit format (Iwanami-bunko) et une autre de vulgarisation. Dans les années 30, le rayonnement de la maison d'édition était tel que l'on parlait de la « culture Iwanami ». Après la

guerre, Iwanami fut à l'avant-garde des éditeurs progressistes, publiant des livres de référence. Une tradition de qualité et un refus de la concession qui se poursuivent malgré la concurrence que lui font d'autres éditeurs respectés, comme Kaizoshin.

Le succès de Socrate

Iwanami est à la fois un éditeur généraliste, couvrant tous les domaines (sciences humaines, littérature, beaux-arts, sciences) en format de poche ou en édition de prestige, mais c'est surtout un éditeur académique. La maison publie en outre quatre mensuels philosophiques et littéraires. Les penseurs marxistes, postmodernistes, les grands linguistes, les tenants des nouvelles écoles historiques - comme celle des Annales - et la plupart des grands intellectuels japonais ont été publiés par Iwanami. Plus de dix-huit mille titres au total.

Selon M. Yasue, qui fut pendant dix-sept ans le rédacteur en chef de la revue mensuelle *Sekai*, souvent comparée aux *Temps modernes*, Iwanami ne se départit pas de sa politique éditoriale traditionnelle qui met l'accent sur le sérieux des ouvrages publiés : « Le reflux des idées de cette période des *Lumières* que fut l'immédiat après-guerre et le relèvement de la pensée auquel on assiste au Japon, comme ailleurs, ne nous favorisèrent pas. Mais Iwanami demeure une affaire rentable (20 milliards de yens de chiffre d'affaires) grâce à nos productions classi-

ques : les dictionnaires et les livres de poche. Notre best-seller en ce domaine reste l'Apologie de Socrate de Platon : 1,2 million d'exemplaires. »

Les Japonais lisent moins. L'édition est-elle en crise ? « On dit souvent, affectivement, que les étudiants lisent moins : je crains que ce soit inexact : ils lisent autre chose. Mais leur budget de lecture, le temps qu'ils y consacrent, la quantité de livres qu'ils achètent n'ont guère changé. S'il y a une crise de la profession, elle tient plutôt à ses deux maladies endémiques : le déséquilibre provoqué par le poids pris par les magazines dans le chiffre d'affaires des maisons d'édition et un système de distribution qui donne aux grossistes, et non aux libraires, l'initiative dans la diffusion des ouvrages, condamnant ainsi les libraires à n'avoir comme seul objectif que l'opimum des ventes. Un livre sérieux, qui se vend lentement mais avec constance, a peu de chances de rester longtemps en librairie. »

Tout en restant fidèle à sa tradition, Iwanami s'est lancé dans les nouveaux médias, notamment les CD-ROM : son populaire et classique dictionnaire de la langue japonaise, Kojien, lancé il y a trente-cinq ans et tiré à neuf millions d'exemplaires, existe désormais sous forme de disque compact. C'est le titre le plus vendu. Iwanami est, en outre, l'un des éditeurs les plus actifs dans les co-éditions avec des confrères étrangers.

Ph. P.

De l'écrit à l'image

Éditeurs, imprimeurs et agences de publicité entretiennent, au Japon, des liens fonctionnels étroits et participent à des degrés divers à la « révolution » en cours : le passage de l'écrit à l'image. Une enquête sur les habitudes de lecture des Japonais, réalisée en 1989, auprès de onze mille étudiants, a fait réfléchir les éditeurs : elle révèle que le temps que les étudiants consacrent à la lecture est passé de cinquante minutes en 1977 à trente-sept minutes par jour l'année dernière. A quoi les Japonais consacrent-ils leurs loisirs, s'ils lisent moins ? Ils regardent des écrans : émission de télévision, vidéo et jeux.

La vente des cassettes-vidéo est l'un des secteurs les plus animés de la communication au Japon et les éditeurs sont entrés sur ce marché. Les magazines-vidéo sont légion : le plus connu étant le magazine économique, *Nikkai*. Les sports sont représentés comme le jardinage. C'est le réseau du livre qui se charge de la distribution de ces produits. Pour ce qui est des jeux-vidéo, le cheminement a été inverse : les fabricants, Nintendo en tête, lancent des magazines dont les héros ont été conçus par les dessinateurs-maison. *Nintendo Magazine* se vend tous les mois à 1,6 million d'exemplaires aux États-Unis et, prochainement, Nintendo France devrait lancer

son propre magazine, imprimé par Maury.

Les cassettes-livres subissent le choc de la réussite d'autres produits. Le marché était en baisse de 8 % en 1989. Les CD-book, ou livres-disques compacts, ont en revanche fait une percée remarquée chez les libraires. Lancés l'année dernière par deux éditeurs qui avaient choisi des genres très différents (musique, classique accompagnée d'un livre sur le compositeur pour le premier et jazz, chants d'oiseau ou vrombissements de moto pour le second, toujours accompagné d'un livre), les CD-books ont proliféré.

Les idéogrammes à l'écran

La grande mutation qui, dans les années-80, a permis de reproduire les idéogrammes sur l'écran, s'est traduite par l'apparition de nouveaux médias auxquels ont travaillé en association une certaine d'entreprises de branches diverses (édition, imprimerie, fabricants de matériel électrique). Parmi ces nouveaux médias, les éditeurs nippons attachent la plus grande importance au CR-ROM (Compact Disc Read Only Memory). Capable de conserver en mémoire l'équivalent d'une encyclopédie - en vingt volumes, avec ses illustrations, sur une disquette d'une

taille équivalente à celle d'un disque compact, le CD-ROM dispose en outre d'une bande sonore qui offre la possibilité par exemple d'associer, la définition et le dessin d'un oiseau à son chant.

Depuis 1984, année de la mise en vente du premier dictionnaire (en huit langues) sous forme de CD-ROM, le nombre des titres a rapidement augmenté : 55 en 1987, 77, en 1988, 300 cette année. Dans un pays où le Minitel n'est encore à ses débuts, le CD-ROM pourrait être la base de données numéro un. Annuaire téléphonique, renseignements commerciaux et financiers sur les sociétés sont compilés sur CD-ROM. Avec des ventes moyennes de cent cinquante exemplaires par titre, ce média n'a cependant pas franchi la barrière de la clientèle institutionnelle. Aussi les fabricants de CD-ROM exercent-ils des pressions sur les constructeurs de matériel électronique pour faire baisser les prix. D'où le récent Data-Discman de Sony (voir l'article de Pierre Lepage), plébiscité par le public bien qu'il ne fasse pas l'unanimité des milieux professionnels.

P.-A. S.

"L'Angoisse du roi Salomon"

J'ai un trou...
c'est signé Gary ou Ajar ? *


3617 ELECTRIC
TOUS LES TITRES, TOUS LES AUTEURS, TOUS LES SUJETS

Une information immédiate sur tous les livres disponibles en langue française. Plus de 300 000 titres. Mise à jour permanente.

Un service du Cercle de la Librairie

*Tapez dans titre : L'Angoisse du roi Salomon

1. *Pharmaceuticals*. The pharmaceutical industry is a major source of funding for medical research. The industry has a strong interest in the development of new drugs and treatments, and it often funds research that is designed to promote its products. This can lead to conflicts of interest, as the industry may be more likely to fund research that supports its products, even if the research is flawed or biased.

A paraître le 24 octobre : Thomas Bernhard, de Chantal Thomas. Seuil. coll. « Les Contemporains », 264 p.

D'un coup, d'une phrase, dès les premières lignes, l'auteur a fait mourir les

SUR les conseils de son oncle préféré, Georg, le frère de son père qui – ô horreur ! – a légué toute sa fortune à son intendant, il voudrait ne pas vivre comme ses parents qui « vivent leur vie par abnégation », et n'« ont pas honte d'assister à leur vie comme à un concert détestable où seules dominent les fausses notes ». Cette famille qui le hait, qu'il a toujours choquée, ridiculisée devant le monde. « Je les entendais dire » textuellement : il a la folie de la persécution, une folie des grandeurs différente de

Thomas Bernhard :
« Moi, je suis immortel ! »

Surtout il lui reste Wolfegg, le domaine familial avec lequel il avait fallu rompre mais qui est tout de même sa terre d'origine, le lieu de son enfance avec les deux marionniers ou portail, non loin de la ferme avec la Villa des enfants, la Villa des chasseurs, la Villa des jardiniers, la bibliothèque, le billard, l'Orangerie enfin où les Wolfeggiers ont toujours été exposés avant la mise en bière sous deux feuilles de laurier. Wolfegg et ses traditions, ses services dévoués, son rituel minutieux pour les

« Dans quel but exactement – me suis-je dit – alors que plus personne n'est là pour profiter de la Villa des enfants... C'est absurde, rien que d'y songer, car l'enfance ne peut pas être restaurée. J'avais cru qu'en fai-

(1) On lira l'étude de Caroline Markolin : *Thomas Bernhard et son grand-père*, traduite de l'allemand par Denis-Armand Canal et Lili Braniste. Hory, 1990.

2


Je ne vais pas bien, parce que j'exagère tout. C'est une telle contrainte, ce tour de l'Irlande en voiture, c'est une performance (...). Je vous ai dit que ma jambe me faisait mal, cette contrainte physique, je la domains intellectuellement. Et maintenant ... Je souffre aussi un corps. Je ne suis pas seulement un esprit. Ce corps me gêne, me contraind (...) L'homme est un corps lié à l'Intellect. Cela est un sentiment pour moi... Je me suis mis dans une situation folle. L'émmerdement d'écarter. Regardez dans le Coriète, une page. Je dois en faire dix fois comme ça... C'est terrible (...) Je m'ennuie énormément, vous savez. J'ai écrit un livre exceptionnel, l'Ennuï. On est obligé de créer des événements exceptionnels. L'ennui est une forme d'angoisse. Je le sais maintenant. »

Une existence bien au-dessus des immenses événements de notre époque. Sa seule parenthèse politique passionnée s'ouvrit pour la Chine de Mao (comme ce fut le cas de Sartre et

■ **Précision.** - Dans l'article de Jean-Noël Schifano consacré à Alberto Moravia (« Le Monde des livres » du 28 septembre) il fallait lire dans l'avant-dernier paragraphe : « Dans ses engagements, ses polémiques, il restait, lui qui fut, avec les Indifférents, *neuf* ans avant la Nausea, *treize* ans avant l'Étranger, le premier romancier existentialiste, le dernier tuteur de l'histoire contemporaine, après la mort de Pasolini, après la mort de Sciascia. »

dence... Pourquoi pas ? Droit à l'indifférence d'un écrivain très grand pour qui comptait, seule, la page écrite. La vie extérieure de Moravia a pris fin mercredi matin 26 septembre. Il était seul dans son appartement de Rome : Carmen en voyage quelque part au Maroc, quand un directeur des éditions Bompiani a frappé à sa porte, pour lui amener les premiers exemplaires imprimés de sa biographie (écrite comme une longue interview avec Alain Elkann, à pasticheur français, le journaliste chrétien Bourgois), les pages le livre avidement dans ses mains, élégantes, et il a fait à nouveau le geste accompli cent fois, mais en le regardant, cette fois-ci, il a fermé les yeux. Une mort exemplaire et emblématique : l'œuvre, la solitude de l'écrivain, le dernier soufflé. Une mort froide à la Socrate, comme il l'aurait peut-être voulue et désirée.

NOUVEAUTE



Pierro-Louis Mathieu

**La génération
symboliste**

Des préraphaélites aux surréalistes
224 pages, 151 illust. 480 FF

SKIRA

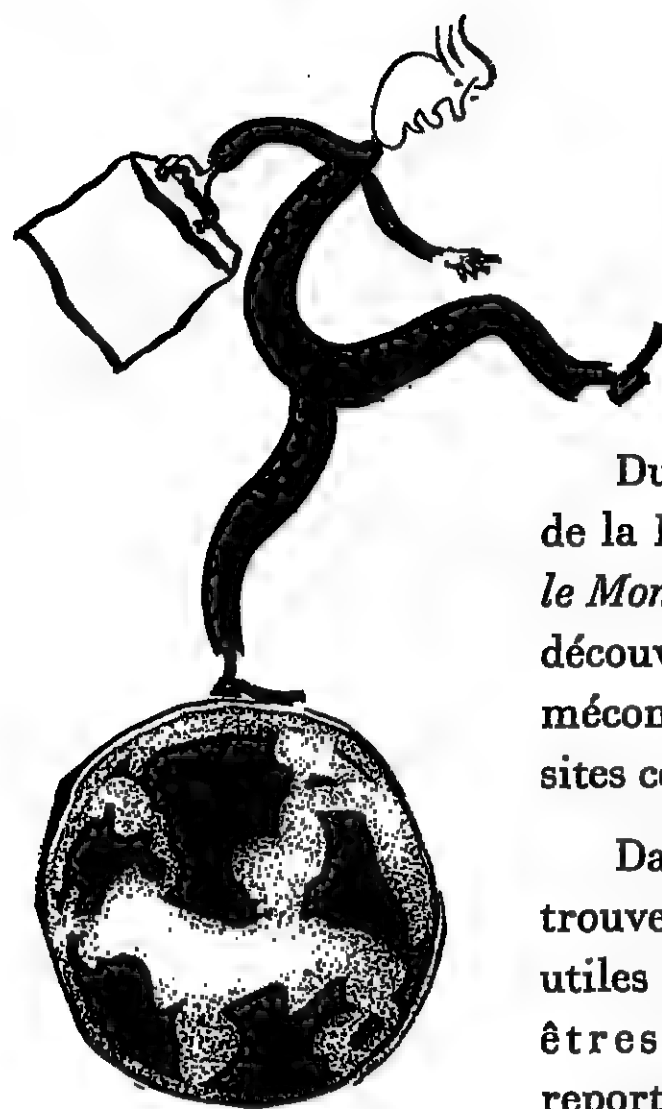
□ **Précision.** - Dans l'article de Jean-Noël Schifano consacré à Alberto Moravia (« Le Monde des livres » du 28 septembre) il fallait lire dans l'avant-dernier paragraphe : *Dans ses engagements, ses polémiques, il restait, lui qui fut, avec les Indifférents, neuf ans avant la Nausée, le premier romancier existentialiste, le dernier tuteur de l'histoire contemporaine, après la mort de Fousinelli, après la mort de Sciascia.*

⁴*Tapez dans auteur : Bitov, sinon Batov*

(1) Son dernier livre *Reportage* vient de paraître aux Editions Galilée

Le Monde SANS VISA

Les voyages c'est tout un **Monde**



Du bout du monde au fin fond de la France, de Paris à la province, *le Monde sans visa* vous entraîne à la découverte des peuples, des contrées méconnues ; à la redécouverte des sites célèbres.

Dans *le Monde sans visa*, vous trouverez toutes les informations utiles pour un voyage au cœur des êtres et des choses. Grands reportages, portraits, rencontres, livres, gastronomie, mais aussi actualité économique et culturelle vous ouvriront la route vers de nouveaux rendez-vous à travers le monde.

Chaque vendredi, *le Monde sans visa* est à lire pour qui veut parcourir le monde.

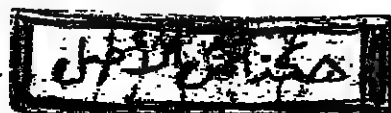
Le Monde

SANS VISA

Chaque vendredi (daté samedi). 1^{er} rendez-vous le 5 octobre.

Le Monde

COMME SON NOM L'INDIQUE



OSI 711111

35 Les problèmes de la Compagnie financière de Suez
Le dossier des aides aux agriculteurs

37 La Monde Affaires
40 Les résultats de la Société générale

40 Marchés financiers
41 Bourse de Paris

BILLET

Nucléaire :
le vent du boulet

Trop, c'est trop. Le nucléaire français doit être sans faille. Et M. Roger Fauroux, ministre de l'Industrie, vient de le faire bruyamment savoir en convoquant, mercredi 3 octobre, le président d'EDF, M. Pierre Delaporte, pour qu'il s'explique sur certains dérapages.

C'est une chose que d'avoir l'un des parcs de réacteurs nucléaires les plus importants du monde. Encore faut-il qu'il apparaisse sous son meilleur jour. Or, depuis quelque temps, il ne se passe de mois qui n'apporte son lot d'incidents. De toutes petites panes ; jamais trop graves pour susciter la panique, mais jamais anodines non plus.

La dernière en date, découverte lors d'une visite de routine sur la première tranche de la centrale longtemps contestée de Golfech, a mis en lumière le montage défilant d'une grille de filtration sur un puisard situé dans la partie basse du bâtiment du réacteur. L'incident, classé 2 sur l'échelle de gravité du Service central de sûreté des installations nucléaires (SCSIN) qui comporte six échelons par ordre croissant de gravité, n'aurait été que de peu d'importance s'il avait affecté ce seul réacteur. Mais une enquête plus approfondie a démontré que tous les réacteurs de ce modèle - dix-sept de 1 300 mégawatts - étaient affectés. Certes, les réparations nécessaires ne prendront qu'une vingtaine d'heures par tranche et n'auront que peu d'impact financier. Mais cet incident paraît témoigner d'un certain laisser-aller dans les contrôles de qualité des équipes de montage.

Sentiment conforté par le fait qu'en août on découvrait sur six réacteurs une anomalie de montage des filtres à sable utilisés pour évacuer en cas d'accident la surpression de l'enceinte tout en retenant au maximum les effluents radioactifs. Un peu plus tôt, il y avait eu l'affaire des boues métalliques dans les générateurs de vapeur de certains réacteurs, puis le fonctionnement « hors spécification » pendant quinze jours du surrégénérateur Superphénix.

Pas étonnant que M. Fauroux ait tapé du poing sur la table. Cette accumulation n'est pas supportable au moment où certains rêvent d'image de marque dorée et d'exportation. D'autant moins que le ministre a peu apprécié le délai qu'EDF s'était donné pour remédier à certaines défaillances. Pour M. Delaporte, qui vient donc de sentir passer le vent du boulet, le message est clair. D'ici là fin octobre, EDF devra présenter « un plan de mesures de réorganisation, en particulier de son service de contrôle de sûreté, afin que de tels incidents ne se reproduisent plus ».

J.-F. A.

Ericsson remporte une commande de plus de 10 milliards de francs. Le groupe de télécommunications suédois Ericsson a obtenu une commande de téléphones mobiles du groupe américain McCaw Cellular Communications Inc., pour un montant d'environ 10 milliards de couronnes suédoises (10 milliards de francs environ), étalée sur les dix années à venir, a indiqué mercredi M. Lars Ramqvist, le PDG d'Ericsson à Stockholm. Cette nouvelle commande, la plus importante enregistrée par Ericsson, sera livrée à partir de 1991. Elle prévoit qu'Ericsson remplacera les systèmes de téléphones mobiles de la ville de New York et ceux de la société Pacific Northwest, deux marchés jusqu'à présent aux mains de Motorola. Le matériel sera principalement fabriqué dans les usines de montage Ericsson installées en Virginie, mais une partie des fournitures sera livrée par la Suède. (AFP)

S'associant dans les télécommunications, l'énergie et les transports

La CGE et Fiat concluent
une vaste alliance industrielle européenne

Les groupes français CGE et italien Fiat ont annoncé le jeudi 4 octobre une importante alliance : Alcatel (filiale de la CGE) reprend Telettra (groupe Fiat) dans les télécommunications ; l'italien devient majoritaire dans la filiale de la CGE spécialisée dans les accumulateurs à plomb, et un accord est envisagé dans le ferroviaire. En outre, les deux industriels échangent des participations. Alcatel reprend ainsi l'offensive dans les télécommunications, affirmant sa présence en Europe du Sud face aux appétits de l'américain ATT et de l'allemand Siemens, plus tourné vers l'Europe centrale.

ROME

de notre correspondant

Belle affaire, belle revanche. Dix-huit mois après s'être fait éconduire comme un débutant par la grande fille « publique » des télécommunications italiennes - Italtel, filiale du conglomérat d'Etat IRI - qui préféra se marier en février 1989 avec le colosse américain ATT, le groupe français Alcatel-Alsthom, à l'époque fureur de cette union « anti-européenne », leur souffle proprement sous le nez le numéro un transalpin du secteur des transmissions : Telettra, propriété à 90 % de la Fiat. M. Cesare Romiti, numéro deux du groupe de Gianni Agnelli, M. Romiti a annoncé jeudi que « l'accord définitif » sera conclu avant le 30 novembre 1990 et sera réalisé au premier trimestre 1991.

Alcatel numéro un
mondial des transmissions

Sous réserve d'inventaire, cette spectaculaire opération industrielle devrait placer le leader hexagonal et européen des télécommunications au premier rang mondial en matière de transmissions et permettre à Fiat d'une part de conforter son secteur ferroviaire d'autre part de se hisser en tête de l'industrie des accumulateurs à plomb sur le Vieux Continent. Fiat et la CGE lient d'autant plus intimement leurs destins que sur un plan strictement capitaliste l'italien prend 6 % de la CGE, devenant ainsi son deuxième actionnaire derrière la Société générale, tandis que le français prendra 3 % de la Fiat, devenant également « l'un de ses actionnaires les plus importants », selon le communiqué publié par les deux industriels jeudi.

Enfin, Fiat et Alcatel prévoient la création d'une holding européenne paritaire, « visant à développer des activités communes dans des secteurs à haute technologie ». Il s'agit notamment de l'intelligence arti-

cielle, de services de télécoms et de matériels pour les composants. Réputée bien gérée, avec, l'an dernier, un chiffre d'affaires en hausse de 46 % sur 1988 à 1 609 milliards de francs (environ 7,7 milliards de francs), dont la moitié à l'exportation, Telettra (8 700 personnes à travers le monde) est particulièrement présente en Espagne, en Amérique latine et en Europe du Nord. C'est elle qui, avec son système Codec, a notamment réalisé cette année, à partir de l'Italie, les premières transmissions en direct aux Etats-Unis d'images de télévision haute définition.

Telettra a été évaluée à 2 500 milliards de francs (environ 12,5 milliards de francs) pour cette opération. « Les Français ont payé très cher, confiait-on avec un peu d'amertume mercredi au siège d'Italtel, La Telettra doit en avoir pour sa part de la moitié de cette somme. » Déception de vaincu ? De longue date, Italtel était en effet en concurrence pour la reprise de Telettra. Telettra sera fusionnée avec la filiale italienne d'Alcatel, la Face, Fiat gardant 25 % du nouvel ensemble.

Fiat
d'un rêve

En échange de l'abandon de ses ambitions dans les télécommunications, Fiat renforcera sa présence et ses capacités de développement dans les transports : la CGE lui cède en effet 50 % de sa filiale spécialisée dans les accumulateurs, la CEAC (Compagnie européenne d'accumulateurs), « enrichie de ses récentes acquisitions » (Chloride Motive Power et AT-SA Tudor). Fiat est déjà présent dans ce secteur via sa filiale Magneti Marelli.

Par ailleurs, « des accords sont également envisagés très prochainement dans le secteur ferroviaire », selon le communiqué. Fiat en particulier, cède 50,1 % de Fiat Ferroviaria à GEC-Alsthom, autre grande filiale (à 50 %) de la CGE. Fiat conserverait 49,9 % de Fiat Ferroviaria, qui prendrait ainsi place dans le grand ensemble formé il y a deux ans par le français avec le britannique GEC, qui occupe le premier rang mondial dans la production ferroviaire.

Dans le secteur énergétique, revanche, la Fiat a annoncé mercredi soir la signature d'un important accord de collaboration avec Westinghouse Electric Corp. et Mitsubishi Heavy Industries dans le domaine des turbines à gaz. Fiat possède du statut de constructeur sous licence à celui de partenaire « plein » dans un secteur crucial pour la dernière décennie du siècle. Il n'est pas question d'accord dans ce secteur avec Alsthom, la firme de Turin précisant qu'elle va sur une technique différente de celle adoptée par le constructeur français.

Bien entendu, ce que les syndicats

italiens appelaient dès avant son annonce officielle, « la scandaleuse cession d'une entreprise italienne à une multinationale étrangère » provoquant déjà quelques fureurs cossues dans les milieux sociopolitiques transalpins. « Nous n'accepterons pas le fait accompli », menaçait par exemple un dirigeant de la CGIL, premier syndicat du pays. « Le gouvernement doit absolument intervenir, écrivait pour sa part le secrétaire général de l'UIL (seconde confédération), de manière à rendre possible la naissance d'un grand pôle national dans les télécommunications. »

De fait, sans la Telettra qui « passe à l'ennemi », le rêve du fameux grand pôle dont on parle maintenant depuis des années en Italie a bel et bien du plomb dans l'aile. Et le plus dépité par l'opération est bien entendu M. Franco Nobili, le président du grand trust public de l'IRI, qui subit ainsi un revers tout à fait cuisant.

Pourtant, celui qui courtisait la Telettra depuis environ six mois pour sa « fille » Italtel s'est contenté de réitérer mercredi sa position publique, à savoir qu'il est « plus que jamais nécessaire, en vue du marché unique, qu'une meilleure collaboration s'établisse entre public et privé pour construire une Italie toujours plus compétitive ». L'intermittente querelle qui met aux prises depuis des mois le groupe Gardini et l'ENI nationale à propos du contrôle d'Enimont démontre effectivement que le problème des relations entre public et privé est loin d'être réglé dans la péninsule. Un premier projet de fusion entre la Telettra et l'Italtel, amorcé dès 1985, avait déjà capoté un peu plus tard à cause des mêmes différences d'approche, de personnes et de management.

« Dans une entreprise, dit souvent M. Gianni Agnelli, il ne peut y avoir qu'un seul patron. » Sous-entendu, dans les holdings publiques, réceptacle numéro un des clients petits et grands de la « partitocratie » italienne, c'est souvent la pagaille. Cette fois, les dirigeants de la Fiat se sont apparemment entourés de toutes les garanties et autorisations politiques nécessaires.

La vente de Telettra aux Français a certes été préparée dans le plus grand secret depuis des mois mais elle a aussi été discutée pendant de longues heures dans les « palazzi » du pouvoir romain. M. Agnelli s'est d'ailleurs rendu mercredi après-midi chez le président de la République, et M. Romiti, son principal administrateur, est allé voir les ministres concernés, ceux de l'Industrie et du budget. Pour M. Paolo Cirino Pomicino, ministre du budget, « la Fiat est venue présenter un accord réaliste dans sa pleine autonomie. Il est juste que ce soit elle qui l'annonce ».

PATRICE CLAUDE

M. Mitterrand au conseil des ministres

Un appel à la maîtrise
des dépenses de santé

Au cours du conseil des ministres qui a, le mercredi 3 octobre, adopté la contribution sociale généralisée (CSG), le président de la République a insisté « sur la nécessité pour le gouvernement de maîtriser l'évolution des dépenses de santé », en précisant qu'il « ne faut pas laisser se perpétuer les gaspillages en ce domaine ».

risque d'apparaître comme un partisan trop enthousiaste du gouvernement. M. Kaspar qualifie la CSG de « transformation historique » et affirme que « la solidarité peut gagner ». Le numéro un de la CFTD ajoute que « M. Blondel ment » lorsqu'il dénonce une « étalement » rampante.

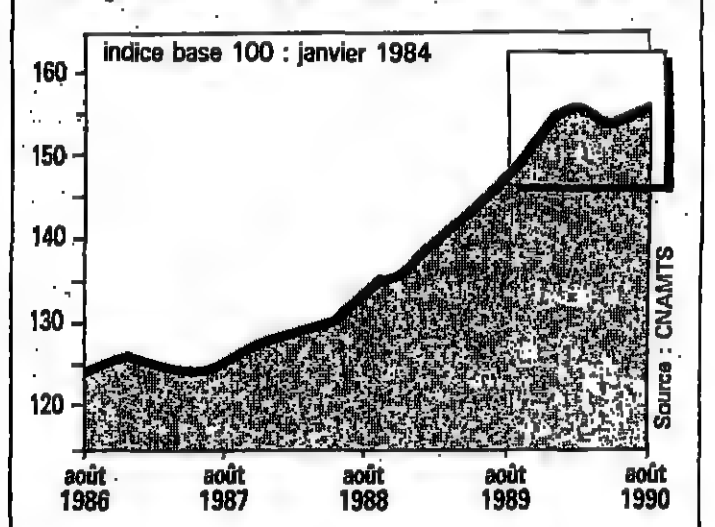
Polémique
CFTD-FO

Le secrétaire général de FO a rétorqué que la CSG aboutit à « une solidarité à l'envers en faisant payer les retraités et les chômeurs » et en accusant la CFTD d'être « un mouvement de cooptation politique ». Eprouvant apparemment quelques difficultés à renouveler ses arguments, M. Blondel a fait remarquer mercredi que la CSG « n'apportera pas un centime de plus à la Sécurité sociale », alors que le gouvernement éprouve toutes les peines du monde à faire passer ce message...

Pour sa part, la CGT a réaffirmé son « désaccord complet ». M. Jean-Louis Girai (CNPF) regrette que « ce soient toujours les mêmes qui l'on met à contribution (...) : les cadres et les chefs d'entreprise ». Enfin, M. Jean-Yves Charnod (RPR) dénonce la « nouvelle étape fiscale » du gouvernement.

J.-M. N.

Dépenses d'assurance maladie



En août dernier, le rythme annuel de progression des dépenses de l'assurance-maladie atteignait 9 %. Après une décélération entre mars et mai 1990, la hausse a repris de plus belle et confirme la tendance observée depuis la mi-1987. Ce sont les versements aux établissements hospitaliers publics et privés (+ 9,4 % en un an) et les prescriptions (+ 8,7 %) progressent le plus.

Difficile mise en œuvre du programme économique

La privatisation de la compagnie de téléphone
argentine Entel tourne au fiasco

La privatisation de la compagnie de téléphone Entel, opération-phare du programme économique du gouvernement argentin, tourne au fiasco. Le contrat d'acquisition devait être signé le 4 octobre mais, à quelques heures de l'échéance, on ne savait pas encore qui, de Bell Atlantic ou du consortium France Télécom-Stet apposerait finalement son paraphe au bas du document, ou si même les délais seraient respectés.

BUENOS-AIRES

de notre correspondant

Les adjudicataires avaient pourtant été désignés en juin dernier : l'Espagnol Telefonica s'adjugeait la zone sud d'une nouvelle compagnie de téléphone désormais binationale et Bell se voyait attribuer la zone nord au détriment du groupe franco-italien. Rien n'aurait dû troubler le déroulement d'une opération menée tambour battant par le gouvernement de M. Carlos Menem.

Un vent de panique souffle cependant depuis quelques jours

dans les cercles du pouvoir argentin. Dans les coulisses de la récente réunion du FMI, le ministre de l'économie, M. Erman Gonzalez, et, le président de la banque centrale, M. Xavier Gonzalez Fraga, entre autres, ont tenté de sauver la mise. La responsable de la privatisation, M^{me} Maria Julia Alsogaray, est encore attelée à la tâche à New York. Au cœur du problème, l'obligation de Manufacturas Hanover, la banque associée à Bell, de fournir 1,9 milliard de dollars des titres de la dette extérieure argentine, qu'exige le cahier des charges.

« Amateurisme
extraordinaire »

Manufacturas Hanover a fait preuve « d'un amateurisme extraordinaire », juge un de ses associés. Elle se serait lancée tardivement sur le marché en quête des titres de la dette et aurait offert des conditions peu alléchantes à ses éventuels partenaires. La dette commerciale argentine, qui atteint 45 milliards de dollars, est éparpillée à travers les portefeuilles de multiples entités bancaires qui la monnayeraient à 14 % de sa valeur nominale. Mais les enchères seraient montées au cours des der-

nières semaines, alors que Manufacturas Hanover tentait des ouvertures de dernière minute.

Ni les pressions de Bell ni celles des fonctionnaires argentins ne semblaient toutefois parvenir à sortir le consortium américain de l'impasse dans laquelle il se trouve. M^{me} Alsogaray a tout fait pour aider le groupe qui a clairement sa préférence. Pourtant, il serait paradoxal qu'au nom d'une politique qui vise à favoriser les investissements privés, particulièrement américains, des entreprises publiques européennes, comme Telefonica, Stet et France Télécom assurent la « dénationalisation » d'Entel.

Le groupe franco-italien, associé aux banques J.-P. Morgan et Crédit lyonnais, affirme pouvoir remplir les engagements financiers sur lesquels achoppe le groupe américain, mais on voit mal comment il pourrait, d'ici au 8 octobre, date où le transfert de l'entreprise est prévu, assumer la gestion de la moitié des téléphones argentins.

EDITH CORON

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

VALOREM et PLANINTER

SICAV du Groupe des Banques Populaires

L'internationalisation croissante des marchés et le souci de réunir des actifs plus importants pour optimiser leur gestion a conduit les Conseils des SICAV PLANINTER et VALOREM à envisager un regroupement de leurs moyens, lors des Conseils d'Administration des 14 et 17 septembre 1990. Dans cette perspective, la fusion des SICAV PLANINTER et VALOREM sera proposée à leurs actionnaires lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire de chacune de ces Sociétés convoquée à cet effet le 5 novembre 1990, et, en cas de défaut de quorum, une seconde fois, le 23 novembre 1990.

Cette opération serait réalisée sous la forme d'une absorption de VALOREM par PLANINTER, les actionnaires de VALOREM recevant en échange de leurs titres des actions de PLANINTER.

Les actionnaires de VALOREM sont personnellement informés des modalités pratiques de la fusion. Ainsi renforcée, la SICAV PLANINTER, qui gère également un portefeuille d'actions et d'obligations françaises et étrangères, constituera un placement privilégié pour les investisseurs et les épargnants cherchant à développer une épargne très diversifiée.



BANQUE POPULAIRE

UNE ÉNERGIE NOUVELLE EN FRANCE

DEUX VOLS HEBDOMADAIRES PARIS-TOKYO SANS ESCALE
 AU PAYS OÙ VOUS POUVEZ DÉJAMÀS L'ERRER GRACE À
 SI VOUS PRÉFÉRIEZ LE JAPON SEULITE AU BOISAI ET



4 OCTOBRE, VOL INAUGURAL ANA PARIS-TOKYO

Pourquoi avoir choisi ANA? La réponse est simple: la pensée et le mode de vie au Japon étant très différents, il est logique d'aborder le pays avec une compagnie différente, c'est-à-dire japonaise; dans le nom et dans l'esprit. N°1 au Japon, ANA est de loin la plus japonaise des compagnies japonaises. Deux fois par semaine, entre Paris et Tokyo, un équipage entièrement japonais, trié sur le volet, s'emploie à parfaire votre vision du Japon par le biais d'un service raffiné, merveilleusement attentionné, dans la plus grande tradition japonaise. ANA, 8^e compagnie mondiale avec 16 destinations et 30 millions de passagers en 1989. ANA, au départ de Roissy Charles de Gaulle Terminal 1. ANA, vous pouvez retenir ces 3 lettres, c'est sérieux. Renseignements et réservations: All Nippon Airways, 91 avenue des Champs Elysées, 75008 Paris. Tél. (1) 44 31 44 31 ou dans votre agence de voyages.

Horaires hebdomadaires	
NH 206 PARIS 18h 25 → TOKYO 14h 00	
NH 205 TOKYO 11h 30 → PARIS 15h 55	
• Horaires valables tous les jours et dimanches. • Les horaires sont exprimés en heures locales. • Arrivée à Tokyo le lendemain. • Pour la période du 4 au 27 octobre. • Modifiable sans préavis.	

ANA
 All Nippon Airways
 Japan's best to the world

Le président
 vient au secours

Les actions
 sur la strate

EN BREF

CHAMPAGNE

ÉCONOMIE

ÉTRANGER

Laissant entrevoir une baisse des taux d'intérêt américains

Le président de la Réserve fédérale vient au secours du compromis budgétaire

Le dollar a eu un nouvel accès de faiblesse le 4 octobre, terminant à Tokyo à 135,90 yens contre 136,65 la veille. A Paris, au fixing, il cotait 5,1365 francs contre 5,19 le 3 octobre tandis qu'à Francfort, il atteignait son minimum historique à 1,5315 DM. La remontée des prix pétroliers – le brut livrable en novembre ayant regagné 3,37 dollars à 37,32 dollars le baril à New-York – ont apparemment autant impressionné les marchés que l'approbation de M. Greenspan concernant le compromis budgétaire américain.

NEW-YORK

de notre correspondant

Devant les caméras de télévision, M. George Bush avait voulu dramatiser l'enjeu : « Si nous n'entérinons pas cet accord, déclarait-il mardi 2 octobre à propos du compromis sur le déficit budgétaire conclu au cours du week-end précédent, notre

économie va en souffrir ; les marchés financiers risquent de baisser fortement et la récession de s'installer dans le pays. »

Après ce discours vérité plutôt bien accueilli dans les milieux d'affaires, M. Alan Greenspan a voulu pousser l'avantage. S'exprimant devant une commission de la Chambre des représentants, où le bon budget 1991 a été soumis le 3 octobre à l'examen soigneux des parlementaires, le président de la Réserve fédérale a voulu à la fois faire entendre raison aux congressmen, qui doivent se prononcer définitivement le 19 octobre sur le texte (après le vote du Sénat), et laisser passer un message d'espoir pour les marchés financiers, qui, depuis tant de mois, attendent une baisse des taux d'intérêt aux Etats-Unis.

Inévitables amendements

Si le Congrès n'adopte pas le texte après les inévitables amendements, cet éventuel échec pourrait exercer une pression à la baisse sur les marchés, a fait valoir le président de la Fed. Ce budget est crédible et il aura des effets positifs, a-t-il expliqué. En effet, compte tenu de la réduction

du déficit budgétaire convenue entre les négociateurs (40 milliards de dollars cette année et 500 milliards à l'horizon 1996), le gouvernement aura moins besoin de recourir au marché obligataire pour financer ses besoins de trésorerie, ce qui atténuera l'actuelle pression à la hausse sur les taux d'intérêt. Les commentateurs financiers ont immédiatement interprété cette information comme un discret signal à la baisse des taux, dans un premier temps sur les fonds fédéraux, en attendant une diminution du prime rate, le taux de base sur lequel sont calculés la quasi-totalité des crédits.

Encore faut-il convaincre les parlementaires républicains les plus opposés aux 134 milliards de dollars d'augmentations d'impôts que l'on prévoit dans la nouvelle version du budget 1991. Le 3 octobre, en fin d'après-midi, rien n'était joué sur l'issue du vote qui devait intervenir le lendemain à la Chambre des représentants avant que le Sénat s'empare des recettes et des dépenses de l'Etat fédéral.

« Pour l'instant, nous n'avons pas encore tous les votes nécessaires pour faire adopter le texte. Nous nous efforçons d'y parvenir », admettait M. Martin Fitzwater, le porte-parole

de la Maison Blanche. Une franchise plutôt surprenante et, finalement, très calculée : c'est un ultime appel aux récalcitrants pour qu'ils admettent l'idée que, en cette période de consensus sur la politique extérieure de l'Amérique, il n'est pas possible de refuser la confiance au président américain quitte à perdre quelques voix lors des élections locales de novembre prochain.

Wall Street, en attendant, a retrouvé sa morosité. Le 3 octobre, la bourse new-yorkaise a perdu près de 16 points en clôture, surtout à cause de la nouvelle hausse du prix du pétrole après le report pour la seconde fois – de l'intervention du représentant irakien aux Nations unies. Celui-ci devrait finalement s'exprimer jeudi 4 octobre en fin d'après-midi.

Pourtant, certains voient dans ce report le signe que M. Saddam Hussein se donne le temps de peaufiner une réponse d'ouverture aux propositions de la Chambre des représentants relativement mesurées tenues par le président Bush en début de semaine. Les membres de la Chambre des représentants ont encore vingt-quatre heures avant de se prononcer sur le budget. Le temps de bien écouter Radio-Bagdad.

SERGE MARTI

Les négociations sur le volet agricole de l'Uruguay Round

La Commission européenne propose de réduire de 30 % les aides aux agriculteurs

La Commission européenne a adopté le 3 octobre, à l'unanimité, des propositions concernant le volet agricole de l'Uruguay Round (le Monde du 20 septembre) pour qu'en 1996 le soutien accordé aux agriculteurs de la CEE soit réduit de 30 % par rapport à son niveau de 1986. Elément nouveau par rapport au projet initial : elle montre davantage de disponibilité pour discipliner ses subventions à l'exportation, comme le demandent les Etats-Unis, et les autres pays producteurs. Les ministres de l'agriculture examineront ces propositions le 8 octobre à Luxembourg avant de les transmettre au GATT.

BRUXELLES

(Communautés européennes)

de notre correspondant

Match nul entre M. Ray Mac Sharry, le commissaire responsable des affaires agricoles, et M. Frans Andriessen, le vice-président chargé des relations extérieures qui, voilà quinze jours, s'étaient opposés sur l'ampleur des concessions à mettre sur la table pour tenter de parvenir avec les partenaires du GATT à un assainissement concerté de la production et des échanges agricoles ?

C'est l'impression qui prévalait jeudi matin à Bruxelles, après un débat qui s'était prolongé tard dans la soirée.

L'architecture du projet de M. Mac Sharry n'a pas été bouleversée. Les prix garantis continueront à baisser, mais de manière limitée, d'ici à 1996 : la protection aux frontières pourra être rebâtie, mais les mécanismes de la politique agricole commune (PAC)

demeureront intacts, la Commission conservant, malgré quelques éraflures dont il est impossible à ce stade de mesurer les conséquences, la maîtrise des instruments qui lui permettent de régler sa production, ses importations et – surtout – ses exportations.

Ouverture à l'égard des Etats-Unis

Cependant, M. Frans Andriessen, le champion au sein du collège d'un camp libéral qui croit de moins en moins à une PAC coûteuse, vilipendée hors des frontières de la CEE, mais néanmoins incapable d'assurer un revenu convenable aux agriculteurs, a fait passer des retouches dans le but de manifester davantage d'ouverture à l'égard des Etats-Unis. Elles concernent la tarification (c'est-à-dire les amendements à apporter à la protection aux frontières de la CEE), le rééquilibrage de cette protection (afin de freiner l'importation dans la CEE de soja et de produits de substitution des céréales) et les subventions à l'exportation.

En cas de développement favorable des discussions en cours dans le cadre de l'Uruguay Round, la CEE pourrait accepter de quantifier, autrement dit d'interpréter en volume, les effets de ces réductions à l'exportation du soutien à l'agriculture qu'elle va s'engager à mettre en œuvre. Est-ce l'amorce d'un engagement de plafonner le niveau des subventions à l'exportation, ou bien les exportations elles-mêmes ? Certains des participants aux débats le nient.

Mais il semble qu'il y a un pas, même modeste, dans ce sens : sinon l'amendement imposé par M. Andriessen serait dépourvu de signification. La Communauté réaffirmerait qu'elle est prête à s'engager à ne pas essayer de conquérir de nouvelles parts du marché mondial des céréales.

PHILIPPE LEMAÎTRE

FINANCES

Après la chute des cours

Les actionnaires de Suez s'interrogent sur la stratégie de la compagnie financière

La Compagnie financière de Suez est en difficulté. Son titre dégringole en Bourse. Certains de ses actionnaires l'accusent d'immobilisme et souhaitent accélérer le règlement de la succession de son président, M. Renaud de La Genière, âgé de soixante-cinq ans.

Que serait la Bourse de Paris sans Suez ? Un marché attentiste. Suez est l'une des rares valeurs qui anime la cote avec des échanges quotidiens de plusieurs centaines de milliers de titres. Selon les experts financiers de la compagnie, il s'agit « du jeu classique des arbitragistes » qui, pour conserver la main, s'échangent les titres et jouent sur des écarts de coût. Peut-être. Selon des analystes financiers, la fébrilité du titre est consécutive au désengagement de Cérus dans la Société générale de Belgique, filiale de Suez.

Mais tous admettent également que « bien qu'il n'y ait plus d'OPA en France », Suez représente aujourd'hui un cas d'école pour une opération d'envergure : un titre largement sous-coté à 277 francs (- 35 % depuis août), des actifs de choix dans l'assurance, l'immobilier, l'industrie et la banque, un actionnat dispersé et depuis peu agité de mouvements d'humeur, et enfin un problème de succession à court ou moyen terme. Selon l'un des actionnaires

de Suez, « les banques d'affaires, toujours à la recherche d'un coup, étudient le cas ».

Besoin d'argent

Après un parcours sans faute depuis sa privatisation (deux OPA réussies contre la Générale de Belgique et Victoire, supervision de la fusion Lyonnaise-Dumex), Suez a besoin d'argent. Il lui faut en effet capitaliser certaines filiales et monter de nouvelles opérations pour maintenir le moral des troupes. Bien que le groupe dégage 7 à 8 milliards de francs de cash-flow chaque année, un appel au pot des actionnaires à hauteur de 10 milliards de francs a été lancé avant l'été. La demande s'est trouvée ramenée à 5 milliards à l'automne. Chiffre qui – deuxième problème – a provoqué un certain mécontentement.

Les actionnaires, eux aussi frappés par la crise du Golfe (ou celle de l'agriculture pour le Crédit agricole), ont d'autres projets. Suez aurait pu alors se retourner vers le marché, mais sa triste situation depuis août interdit tout appel public à l'épargne. Il reste la possibilité de vendre certains actifs pour dégager des liquidités, comme le suggère, entre autres, l'UAP. Nul n'ignore que la première compagnie d'assurances publique est mécontente de ses relations avec Victoire. Malgré les 34 % que l'UAP détient dans le capital de

Victoire, la coopération entre les deux assureurs est nulle. L'UAP aimerait bien détenir le contrôle total sur Victoire, mais on voit mal les actionnaires et le management actuel de Suez lui donner satisfaction.

Suez pourrait piocher dans l'éventail de ses actifs pour dégager du cash, mais l'état de la Bourse rend aujourd'hui chaque opération difficile. La vente des filiales armement de la Générale de Belgique a ainsi été bloquée pour des questions de prix. D'autres opérations pourraient être étudiées, mais, pour certains actionnaires, Suez souffre d'indécision.

La guerre de succession

Et c'est « cet immobilisme », troisième problème, largement contesté par le management – qui irrite certains des plus gros actionnaires de Suez et les pousse à poser ouvertement aujourd'hui le problème de la succession. Officiellement, M. Renaud de La Genière ne sera atteint par l'âge de la retraite qu'en juin prochain. La guerre de succession est cependant ouverte. Et, dans cette guerre, l'UAP joue un rôle central. L'aura acquise par M. Jean Peyrelevade, le président de l'UAP, étayée par les positions de son groupe, tant au sein de la Compagnie financière que dans ses filiales assurances, lui confère un droit de veto quasi absolu. Bien sûr, il serait plus simple de poser le

problème au conseil d'administration. Mais les capitalistes français sont trop bien élevés pour discuter froidement de problèmes embarrassants. Une crise publique capable d'accélérer le processus vaut tellement mieux qu'un coup d'Etat en famille.

YVES MAMOU

EN BREF

□ Forte baisse des immatriculations automobiles en septembre. – Le marché automobile français a enregistré, en septembre, une baisse de 11,6 % du nombre des immatriculations par rapport à septembre 1989, selon les chiffres publiés mercredi 3 octobre par le Comité des constructeurs français d'automobiles (CCFA). Alors que sur les huit premiers mois de 1990 la production totale de véhicules particuliers atteignait 2 218 590 unités, soit une hausse de 0,5 % par rapport aux huit premiers mois de 1989, le marché automobile s'est brusquement contracté en septembre : 139 000 voitures particulières ont été immatriculées contre 157 306 en septembre 1989. Les constructeurs expliquent ce mauvais résultat par l'annonce à la mi-septembre d'une baisse de la TVA de 2,5 %, qui aurait incité les acquéreurs potentiels à reculer la date de leur achat.

□ Gain de pouvoir d'achat du salaire brut de 0,6 % au second trimestre. – L'indice de salaire mensuel brut est en progression de 1,3 % au deuxième trimestre dans le secteur privé pour une hausse des prix de 0,7 %, indique l'IN-

SEE, soit un gain de pouvoir d'achat de 0,6 %. Sur un an, le salaire mensuel brut progresse de 5,1 %. Selon l'INSEE, « cette évolution semble confirmer la forte progression constatée au premier trimestre ». Sur les six premiers mois de l'année, l'indice de salaire a augmenté de 3 % pour une inflation de 1,6 % (contre une progression de 2,3 % et une hausse des prix de 2 % pour la période correspondante en 1989). Dans la fonction publique, l'évolution du traitement de base est nulle au second trimestre et atteint 1,2 % de janvier à juillet.

□ Les propriétaires immobiliers se rapprochent des notaires, des géomètres, des huissiers... – L'Union nationale de la propriété immobilière, qui regroupe près de 250 000 propriétaires privés, vient de signer quatre protocoles d'accord avec le Conseil supérieur du notariat, l'Ordre des géomètres-experts, la Chambre nationale des huissiers de justice et enfin la Fédération nationale de la propriété agricole. L'objectif de ces accords avec les notaires, les géomètres et les huissiers est d'offrir aux propriétaires adhérents de l'UNPI des consulta-

tions spécialisées : sur le droit patrimonial, les mutations immobilières ; sur le cadastre, les POS, la préemption, les expropriations ; sur l'établissement de constats, d'états des lieux, les procédures de recouvrement, l'exécution des décisions de justice, les expulsions... Les organismes départementaux de l'UNPI doivent accueillir ces partenaires privilégiés.

□ All Nippon Airways dessert Paris. – Depuis le 4 octobre, la compagnie japonaise All Nippon Airways (ANA) dessert Paris deux fois par semaine avec un Boeing-747. Autorisée depuis 1986 seulement à effectuer des vols internationaux, ANA est en train de devenir le grand concurrent de Japan Air Lines. Elle transporte 30 millions de passagers quand celle-ci annonce 22 millions, mais ses recettes d'exploitation (5,2 milliards de dollars) et ses profits (110 millions de dollars) demeurent inférieurs à ceux de JAL (respectivement 7,9 milliards et 146 millions de dollars). Elle poursuit méthodiquement l'extension de son réseau et Paris pourrait devenir l'une des plaques tournantes de son implantation en Europe.

LE BILAN DE VOS CLIENTS ?
LE REGISTRE DU COMMERCE DE VOS FOURNISSEURS ?
LE CHIFFRE D'AFFAIRES ET LE RESULTAT NET DE VOS CONCURRENTS ?

36.29.11.11. INFOGREFFE LA MINUTE DE VERITE.

Avec le 36.29.11.11, il est possible de commander les extraits du Registre du Commerce et des sociétés ou les

Consulter le Registre du Commerce et le bilan le chiffre d'affaires, le résultat net des sociétés. Connaître les défaillances d'entreprises. Commander un dossier complet. Composez au téléphone relié à votre minitel le **36.29.11.11** et appuyez sur "Connexion fin" **INFOGREFFE**

LA SOURCE DE L'INFORMATION SUR LES ENTREPRISES. SCM. INFOGREFFE - 1, quai de Corse 75181 Paris cedex 04 - Tél. : (1) 43.29.06.75



UNION IMMOBILIÈRE DE FRANCE

Réuni le 28 septembre 1990 sous la présidence de M. Michel Caldaguès, le Conseil a procédé à l'examen des comptes annuels du 30 juin 1990 et a pris connaissance du compte rendu d'activité de la Société.

AUGMENTATION DE CAPITAL
APRÈS DISTRIBUTION DU DIVIDENDE

Le Conseil a enregistré comme un large témoignage de confiance des actionnaires le résultat de l'option de paiement du dividende qui leur avait été offerte. C'est en effet à hauteur de près de 90 % que la distribution s'est effectuée par remise d'actions nouvelles. Cette opération a dégagé 194 797 640 francs, y compris souscrite, qui permettront de financer de nouvelles constructions.

Ainsi le capital est porté de 745 895 700 francs à 779 481 500 francs par créations de 335 858 actions de 100 francs chacune, jouissance 1^{er} janvier 1990.

MARCHÉ DU TITRE

Le titre UIF figure parmi ceux qui ont le mieux résisté à la baisse provoquée par la situation internationale, si l'on compare son évolution à celle de l'ensemble des indicateurs boursiers entre le 1^{er} août et la fin septembre.

OPÉRATIONS IMMOBILIÈRES

Depuis le début de l'année 1990, l'activité de la Société a été marquée par : la location, avant même sa terminaison à la mi-juillet, de l'immeuble de bureau et d'activités à Vauvray ; l'achèvement imminente de l'immeuble de bureaux d'activités à Les-Moulineaux prévu début octobre 1990 et d'ores et déjà loué en totalité ; l'avancement satisfaisant des travaux de l'immeuble de bureaux à Paris-17^e, à proximité de la place Clichy, dont la mise en location est toujours prévue dans le courant du quatrième trimestre 1991 ; un nouvel arbitrage, fin août, celui de l'immeuble de Pantin, qui dégage une plus-value nette de 69 100 000 francs venant s'ajouter à celle de 105 500 000 francs réalisée sur l'immeuble de Maisons-Alfort vendu en début d'année.

PERSPECTIVES DE RÉSULTATS

En l'état actuel des prévisions et compte tenu du taux d'occupation du domaine, très proche de 100 %, les résultats de la Société devraient connaître une nouvelle et importante progression.



IMMOBILIÈRE COMPLEXES COMMERCIAUX

Le Conseil d'administration d'ICC, l'une des Sociétés d'ISM-SA, s'est réuni le 2 octobre 1990 sous la présidence de M. Christian SABRE.

La totalité des ressources propres d'ICC, laquelle n'a aucun endettement, est maintenant investie dans des immeubles entièrement terminés. L'exercice 1990 est, de ce fait, le premier au cours duquel auront été perçus, en année pleine, des loyers élevés, rémunérant la quasi totalité des fonds investis et sans avoir à supporter le coût du financement de nouveaux investissements puisque le développement du patrimoine d'ICC est désormais financé uniquement par la trésorerie annuelle d'environ 20 millions dégageée grâce aux amortissements.

C'est pourquoi, cette année, les résultats nets (après amortissements, provisions, pertes et profits) dépasseront 54 millions de francs, marquant une forte progression de près de 10 % (plus de 4,8 millions de francs). Au cours des prochaines années, ce niveau élevé des résultats se retrouvera encore accru par l'effet des réorientations stratégiques arrêtées par le Conseil d'administration d'ICC pour régler face à la situation nouvelle créée par la suppression soudaine du régime fiscal particulier des SICOMI.

Cette suppression d'un statut, qui avait permis de collecter une épargne considérable au profit de l'économie française et des épargnants, pénalisera à terme de cinq ans les revenus des actionnaires d'environ 15 %, ce qui explique la baisse des cours, mais ne la justifie pas dans le cas des SICOMI du groupe ISM-SA et particulièrement pour une Société patrimoniale comme ICC.

En effet, le cours de Bourse d'ICC avant la baisse consécutive à la crise du Golfe, et à l'annonce de ce bouleversement fiscal, était déjà inférieur de 20 % à la valeur patrimoniale intrinsèque des immeubles. Aujourd'hui à 220 F par action il lui est inférieur de plus de 50 %, ce qui devrait conduire les épargnants à prendre conscience du caractère excessif de leur réaction et de la confiance que méritent ces titres.

**845 000
LECTEURS
CADRES,
le Monde
est le
premier titre
d'information
des cadres.
(IPSO 90)**

SODEXHO
Là où vivent les hommes.

Le conseil d'administration, présidé par Pierre BELLON, a pris connaissance de l'estimation des résultats consolidés du Groupe au 31 août 1990, date de clôture de l'exercice.

Le chiffre d'affaires s'élève à 7 634 000 000 de francs. Le bénéfice net consolidé, part du Groupe, atteint 151 000 000 de francs, soit une croissance de 17 % par rapport à l'exercice précédent. A taux de change constants, la croissance du résultat est de 23 %.

Pierre BELLON a informé le Conseil de l'évolution des relations Sodekho/Wagons-Lits. Sur le plan industriel, le holding Restauration tel qu'il était prévu ne se réalisera pas, mais le contenu d'un accord a été trouvé ; sa mise en œuvre pose la question du désinvestissement des participations financières rétrogrades, pour lequel les parties ont une volonté commune d'aboutir très rapidement.

Poursuivant sa croissance dans le secteur des loisirs, Sodekho vient d'acquiescer le leader américain du tourisme fluvial et portuaire, Spirit Cruises, dont le siège est à Norfolk en Virginie, réalise un chiffre d'affaires de 45 millions de dollars et exploite neuf bateaux à Norfolk, Boston, New-York, New-Jersey, Philadelphie, Washington, Seattle et Chicago. Cette compagnie transporte chaque année 1,5 million de passagers pour des circuits touristiques, des repas croisières et des réceptions.

Malgré la conjoncture internationale actuelle, les perspectives d'avenir du Groupe sont bonnes. Tous les secteurs d'activité présentent des opportunités de croissance. A taux de change constants, le chiffre d'affaires de l'exercice 1990/1991 devrait progresser de plus de 10 % et le bénéfice net part du Groupe de 15 %.

CAP GEMINI SOGETI

a acquis 70,2 pour cent du capital de

Hoskyns Group plc

Les soussignés ont conseillé Cap Gemini Sogeti

Lazard Frères et Cie

Lazard Brothers & Co., Limited

Aout 1990

Le Monde
des
Cadres

VILLE DE DIEPPE
SEINE-MARITIME (36 000 habitants)

recrute

CHARGÉ(E) DE MISSION

ATTRIBUTIONS :

Sous l'autorité du directeur d'une division regroupant Économie, Tourisme, Culture, Sports, Relations publiques en étroite collaboration avec les 8 (n°s) de la commune à la définition et à la mise en œuvre des politiques municipales en matière économique et touristique ;

- procéder à des études et analyses ;
- accueillir et conseiller les entreprises et activités dans leurs démarches d'implémentation ou de développement ;
- participer à l'animation du tissu économique et touristique local ;
- assurer les relations avec les intervenants locaux : institutionnels et autres ;
- assurer l'interface avec les activités d'animation ;
- suivre et animer la procédure de pôle de développement touristique et se mise en œuvre.

PROFIL :

- expérience économique et juridique de base (bac + 4) ; sciences éco. ;
- formation complémentaire ou expérience en matière touristique ;
- capacités relationnelles d'analyse et de synthèse ;
- esprit d'initiative et disponibilité.

Adresser candidature et curriculum vitae à :

M. le Maire de DIEPPE B.P. 226 - 76203 DIEPPE CEDEX

* Renseignements sur le poste à pouvoir : 35-06-60-71.

SOCIÉTÉ
CENTRE DE PARIS

DOCUMENTALISTES

recherche pour préparation et tenue à jour annuaires biographiques et monographiques sur le secteur économique (formation économique actualisée) ou de l'administration française.

Dactylographie indispensable. Envoyer C.V. + photo à :

S.S.F.P. n° 2338 13, avenue de l'Opéra 75001 Paris

Intitut d'enseignement supérieur privé

« Intégrale »

prépare IEC, Sciences po. recrute

des professeurs

d'ÉCONOMIE de DROIT de GESTION d'HISTOIRE/GEO de MATHS de LANGUES et de PHILOSOPHIE

Envoyer C.V. au :

LYCÉE HOTELIER privé, 80 rue de Paris 75001 Paris

PROFESSEUR
Cuisine
URGENT

Qualification requise BTS. Expérience professionnelle souhaitée. Tél. : 23-83-02-01

DEMANDES
D'EMPLOIS

PENTRE EN DÉCOR

TROMPE-L'ŒIL (PÉDÉ) Spécial : faux bois, marbre ornements, dorure, peinture, etc.

Tél. : 43-50-47-45

CHAUFFEUR DIRECTION

recherche, autre réf. morale et professionnelle, ch. poste similaire pour : taxi, sport, etc. Temps complet ou partiel, week-end.

M. MERCIER, 39-37-40-81.

ING. D'AFFAIRES INTERNAT.

— projets, — montage financier, — maintenance technique, — gestion de projet, — gestion de son savoir-faire, notamment vers les pays de l'Est.

Écrire sous n° 8058 LE MONDE PUBLICITÉ 5, rue de Valenciennes 75007 Paris

Vous recherchez un

JOURNALISTE PROFESSIONNEL spécialisé en économie, entreprise ou formation ?

Tel. 3 86 42 81 35-60.

Intervenant en communication, analyse transactionnelle et programmation neuro-linguistique. Démarche eff. : neurologues, écoles, Délé. Juss. & Stratégie et l'événement du jeudi. Tel. 43-45-58-85.

Franco-allemand, 30 a., exp. enseignement, ch. poste professeur d'allemand. Tél. 46-63-10-82.

Japonais, maîtrise de lettres, ch. poste d'INTERPRÈTE de TRADUCTEUR ou secrétaire. Paris ou province. Écrire à M. J. KIKI, 23, Bd. Ponsotowski, 75012 Paris.

L'AGENDA

Animaux

VENDS JOLIS CHIOTS SHAR-PEI

MALES ET FEMELLES nés le 18 août 1990 RETENIR

(16) 86-88-49-10 (après 20 heures)

Cours

COURS D'ARABE JOURNÉE, SOIR, SAMEDI. AFAC 42-72-20-88

Décoration

L'ENTREPRISE DU CANAPÉ

Les 8 et 9 octobre, vente exceptionnelle de canapés et fauteuils.

Nombres modèles en cuir et tissu. Par exemple canapé 3 places entièrement déhoussable : 2 450 F.

Canapé 3 places cuir pleine fleur anthracite : 1 900 F au lieu de 17 450 F.

Venez vite pour avoir le choix, tous les canapés sont déhoussables.

Entrepôt du Canapé 25, rue des Sept-Arquets La Pré-Sainte-Gervaise

Tél. : 48-44-83-81 Ouvert de 10 h à 19 h.

Meubles

Pour son confort UNIC AMÉLIORÉ

vous offre des prix réduits sur un grand choix de meubles, 33, rue du Frère-Alexandre 75011 Paris

Tél. : 43-07-43-82

Vidéo

A VENDRE URGENT (avec double emploi)

LECTEUR VIDEOPAL 3 mois, 600 F, 3 000 F. Laissez message surpondeur. 48-24-06-81

Bateaux

A VENDRE

Bateau habitable ACM, 9,75 m, 3 moteurs de 175 ch chacun, OMC, année 1978. Prix : 180 000 F.

Tél. : 88-04-44-67 M. ELBAZ

deux-roues

KAWASAKI GPX 750

As 88, mod. 87, sans échappement. Devis, 35 000 km. Poss. pièces + kit chaine + plaquettes de frein avant. MEURS 28 000 F. - Tél. 84-87-87-81

Le Monde
L'IMMOBILIER

appartements ventes

10^e arrdt Rue LAFAYETTE, beau 2 P., clair et calme, 930 000 F. Tél. : 40-34-22-44

11^e arrdt MAISON LOFT Près Bastille, 360 m², belles prestations. Pichea, Boc. Karim de Rouen. 42-72-40-19.

14^e arrdt ZONE EN PLEINE RESTRUCTURATION A vend. 2 P., cuis., s. d'e., wc, Cave. A rénover. Tél. 43-35-09-10

16^e arrdt TROCADERO Imm. rénov. 3^e ét., 3 p., balc. 2 700 000 F. 45-41-11-00.

19^e arrdt PROX. B.-CHALMONT « LES PRINCES » Résidence grand standing. Construction récente, studios 2/3/4/5 P. park. Lignes de suite ou toute autre confort ch. 1801. Sur place du mardi au dimanche inclus. 11 h-18 h/18 h-20 h. 20, bd de la Vierge Tél. 42-4-1-20-23

BUTTES-CHALMONT SUR PAYS 80 2 P., terrasse, stand, box 88-80, rue Bonaparte, vendredi, samedi 14 h-17 h. 42-06-50-18 et les mœurs

82 Hauts-de-Seine BOULOGNE PRÈS BOIS 100 m² + balc. 18 m², dernier étage, 2 850 000 F. 45-51-32-98 - 43-59-56-96.

94 Val-de-Marne BOIS VINCENNES (Lois) dans immeuble ENTièrement RENOVÉ à vendre.

DUPLEX 4 P. CFT DUPLEX 7/8 P. CFT PAV. 4 P. + COMBLES

Me voir : le propriétaire Jeudi, vendredi 15 h/18 h 22, rue Mideu, FONTENAY-SOUS-BOIS par rue de la Bordessence à Vincennes.

appartements achats

Rech. 2 à 4 P. Paris près 8^e, 9^e, 10^e, 11^e, 12^e, 13^e, 14^e, 15^e, 16^e, 17^e, 18^e, 19^e, 20^e, 21^e, 22^e, 23^e, 24^e, 25^e, 26^e, 27^e, 28^e, 29^e, 30^e. PAIE COMPTANT chez acheteur 48-73-48-07, même soir.

locations non meublées offres

Province BORDEAUX

3 pces, grand standing, Garage + park, proche CHU et Fac. 3 800 F + charges. Cdt. 48-44-55-55

locations non meublées offres

Province BORDEAUX

3 pces, grand standing, Garage + park, proche CHU et Fac. 3 800 F + charges. Cdt. 48-44-55-55

locations non meublées offres

Province BORDEAUX

3 pces, grand standing, Garage + park, proche CHU et Fac. 3 800 F + charges. Cdt. 48-44-55-55

locations non meublées offres

Province BORDEAUX

3 pces, grand standing, Garage + park, proche CHU et Fac. 3 800 F + charges. Cdt. 48-44-55-55

locations non meublées offres

Province BORDEAUX

3 pces, grand standing, Garage + park, proche CHU et Fac. 3 800 F + charges. Cdt. 48-44-55-55

locations non meublées offres

Province BORDEAUX

3 pces, grand standing, Garage + park, proche CHU et Fac. 3 800 F + charges. Cdt. 48-44-55-55

locations non meublées offres

Province BORDEAUX

3 pces, grand standing, Garage + park, proche CHU et Fac. 3 800 F + charges. Cdt. 48-44-55-55

locations non meublées demandes

Paris

MASTER GROUP

recherche appart vides ou meublés de grande

POUR CADRES ET DRAGAGES DE SOCIÉTÉS 47, r. Vercueil, Paris-7 42-22-14-81 - 42-22-24-86

Part. rech. urgent studio ou 2 pièces Paris prêt ou bon état proche. Loyer modéré. 47-85-62-58.

bureaux

Locations

VOTRE SIÈGE SOCIAL DOMICILIATIONS

Constitution de Société et services 43-55-17-50

GROUPE ASPAC

7^e BARRAU NATIONAL DE CENTRES D'AFFAIRES propose : BUREAUX ÉQUIPÉS, salles de réunions, mini-bar, services complets, domiciliactions, SIÈGES SOCIAUX, dépanchos, formalités de création, formalités de

ETES ENTREPRISES. Fax, permanence 101, secrét. ITX, assurances, imprimés, formalités, etc. et tous services personnalisés.

STOILE 19 47-23-81-81

GREDEL 19 47-23-81-81

ST-LAZARE 9 47-23-81-81

LAFAYETTE 9 47-23-81-81

BOULOGNE 32 48-30-22-28

25 Centres en France. Pas de frais, délai rapid. Depuis 1978 à votre service.

DOMICILIATION BUREAU, TELE, TELESCOPE

AGECO 42-94-95-28

locations non meublées demandes

Paris

MASTER GROUP

recherche appart vides ou meublés de grande

POUR CADRES ET DRAGAGES DE SOCIÉTÉS 47, r. Vercueil, Paris-7 42-22-14-81 - 42-22-24-86

Part. rech. urgent studio ou 2 pièces Paris prêt ou bon état proche. Loyer modéré. 47-85-62-58.

bureaux

Locations

VOTRE SIÈGE SOCIAL DOMICILIATIONS

Constitution de Société et services 43-55-17-50

GROUPE ASPAC

7^e BARRAU NATIONAL DE CENTRES D'AFFAIRES propose : BUREAUX ÉQUIPÉS, salles de réunions, mini-bar, services complets, domiciliactions, SIÈGES SOCIAUX, dépanchos, formalités de création, formalités de

ETES ENTREPRISES. Fax, permanence 101, secrét. ITX, assurances, imprimés, formalités, etc. et tous services personnalisés.

STOILE 19 47-23-81-81

GREDEL 19 47-23-81-81

ST-LAZARE 9 47-23-81-81

LAFAYETTE 9 47-23-81-81

BOULOGNE 32 48-30-22-28

25 Centres en France. Pas de frais, délai rapid. Depuis 1978 à votre service.

DOMICILIATION BUREAU, TELE, TELESCOPE

AGECO 42-94-95-28

locations non meublées demandes

Paris

MASTER GROUP

recherche appart vides ou meublés de grande

POUR CADRES ET DRAGAGES DE SOCIÉTÉS 47, r. Vercueil, Paris-7 42-22-14-81 - 42-22-24-86

Part. rech. urgent studio ou 2 pièces Paris prêt ou bon état proche. Loyer modéré. 47-85-62-58.

bureaux

Locations

VOTRE SIÈGE SOCIAL DOMICILIATIONS

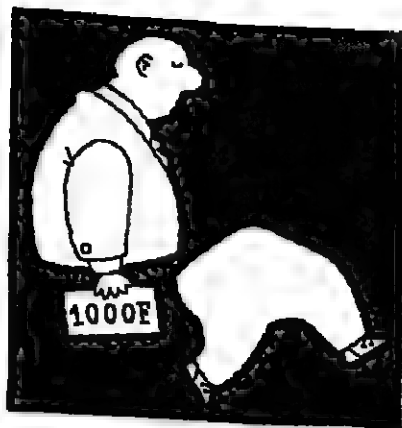
Constitution de Société et services 43-55-17-50

GROUPE ASPAC

7^e BARRAU NATIONAL DE CENTRES D'AFFAIRES propose : BUREAUX ÉQUIPÉS, salles de réunions, mini-bar, services complets, domiciliactions, SIÈGES SOCIAUX, dépanchos, formalités de création, formalités de

Le Monde

AFFAIRES



Les PME françaises : un développement dynamique, un financement conservateur

L'enquête SVP-«le Monde» sur la croissance des petites et moyennes entreprises révèle un univers en expansion rapide qui s'en tient, pour son financement, à des recettes éprouvées

On les croyait toutes pressées d'entrer au second marché, à l'effluve des nouveaux produits financiers, avides de solutions bancaires inédites, bref aussi innovatrices pour leur financement que pour leur marketing. Les PME françaises, à travers l'enquête menée par SVP auprès de 1 040 sociétés, paraissent étrangement sages. Dynamiques, mais sages : leur chiffre d'affaires a crû de 13 % en moyenne au cours des trois dernières années, leurs effectifs de 6 %, et 88 % d'entre elles ont investi depuis 1988. Mais quand il s'agit de trouver des fonds, elles se précipitent chez leur banquier pour un prêt à long terme, ou chez leur fournisseur de matériel pour un classique crédit-bail.

Quant au second marché... 0,5 % des PME qui ont recherché des financements à l'extérieur depuis deux ans se sont orientées vers cette source d'épargne publique. La plupart de nos dynamiques entrepreneurs juge que le second marché leur est inaccessible. Il faudra revoir quelques clichés sur la Bourse à la portée de tous.

• Trois ans de croissance. Signe de bonne santé : le volume moyen de l'activité des entreprises mesuré par le chiffre d'affaires hors taxes progresse régulièrement de 13 % chaque année depuis trois ans. Bien sûr, cette progression générale régulière recouvre des disparités de croissance selon le secteur d'activité et la taille (mesurée par les effectifs).

Le secteur du conseil et des divers services marchands est de loin le plus dynamique avec un taux annuel moyen de 25 %. Le commerce-distribution, en revanche, est le moins au-dessous de la moyenne (voir graphique 1).

Si l'on classe les entreprises par

taille, on constate que les «moyennes» (de 50 à 199 salariés) demeurent en tête du palmarès avec une progression de 17 % en 1989, tandis que les «petites» (de 20 à 49 salariés) sont stabilisées autour de 12 %. Les plus grosses, de leur côté, affichent une progression soutenue, passant de 10 % de croissance en 1987 à 16 % en 1989 (voir graphique 2). Par ailleurs, autre signe de bonne santé des PME, la croissance moyenne des effectifs atteint 6 % chaque année depuis trois ans. Mais les disparités, là aussi, sont considérables d'un secteur à l'autre.

Le conseil est encore en tête du palmarès avec des effectifs en progression de 20 % en 1988 et de 8,5 % en 1989. Un taux comparable à celui qu'a connu le bâtiment l'an dernier. Ce sont les industries de transformation qui recrutent le moins avec une progression moyenne de 4 % en 1988 et de 3 % en 1989.

Si les PME ont, ces dernières années, été créatrices d'emplois, elles ont aussi consenti un important effort d'investissement. Selon l'étude menée par SVP, 88 % des PME de l'échantillon ont investi dans les deux dernières années. Chiffre indicatif : la moyenne de l'investissement, tous secteurs confondus, s'est élevée à 3 millions de francs par an, à l'intérieur d'une fourchette allant de 0,1 million à 200 millions de francs. Evidemment l'investissement apparaît étroitement lié à la taille de l'entreprise (voir graphique 3).

Si l'on considère maintenant l'investissement moyen par tête et par entreprise, les résultats sont intéressants : les PME qui emploient entre 20 et 49 salariés sont celles qui investissent le plus par rapport à leurs effectifs (103 000 francs),

devant les grosses PME de 200 à 500 salariés (82 000 francs).

• Des schémas de financement classiques. Les patrons de PME restent cantonnés dans leur schéma classique : autofinancement et endettement.

Malgré de forts taux d'investissement en équipement mobilier et immobilier, la moitié des entreprises interrogées n'ont pas recherché de fonds à l'extérieur depuis deux ans. Ce choix s'explique avant par la bonne santé des entreprises qui génèrent un cash-flow suffisant pour s'autofinancer que par le coût élevé du crédit. En effet, sur les 50 % d'entreprises n'ayant pas eu recours à un financement extérieur, 61 % ont autofinancé leurs équipements.

Ce type d'investissement aurait pu être financé par des prêts ou du leasing, dégageant ainsi les fonds propres pour des investissements de développement réels (prises de participation, créations de filiales à l'étranger, etc.).

Prêts et leasing

Mais les patrons de PME dans leur majorité semblent préférer améliorer leurs moyens de production existants avec leur autofinancement, plutôt que d'employer ce dernier au développement international, par exemple. L'entreprise qui s'autofinance (le plus souvent de petite taille) se retrouve le plus fréquemment dans les secteurs du conseil, du tourisme ou des industries de base.

Quant aux autres entreprises qui ont investi sans rechercher de fonds à l'extérieur, ce sont essentiellement des filiales de grands groupes ou des sociétés qui ont investi grâce à des prêts à court terme. A noter une

disparité régionale importante touchant, pour ce problème, l'Est et l'Ile-de-France : si le reste de la France se situe dans la moyenne par un comportement homogène, les PME de l'Est ont beaucoup eu recours aux financements extérieurs (62,2 %), alors que celles de l'Ile-de-France n'avaient recours à ce moyen que dans 38 % des cas seulement.

Les entreprises qui cherchent des fonds à l'extérieur passent le plus souvent par leurs interlocuteurs traditionnels : les banques et les fournisseurs. Quelque 56 % des PME font d'abord appel à leur banquier et 28 % passent par des institutions financières à travers leur fournisseur de matériel.

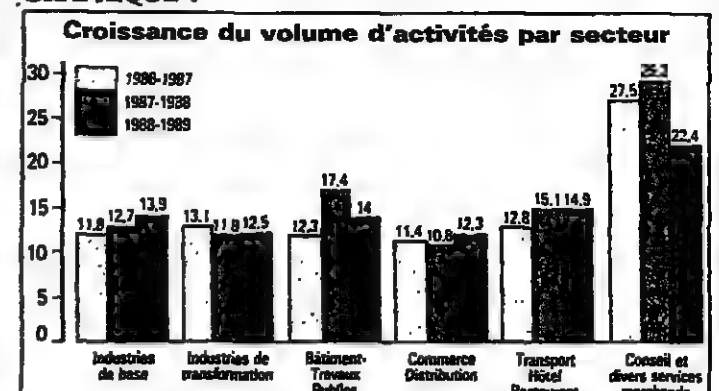
En dehors du prêt à plus de trois ans et du leasing, on peut tout de même souligner l'intérêt, même minime, des entreprises pour quatre autres types de financement : l'augmentation de capital par relation, par les détenteurs du capital, par comptes courants d'associés et les prêts participatifs. Plus de 12 % des entreprises interrogées ont choisi l'un de ces quatre moyens.

Ce sont les sociétés appartenant au secteur du conseil qui sont le plus créatives à cet égard : 7,5 % d'entre elles utilisent le prêt participatif, autant l'augmentation de capital auprès d'amis et 5 % le système du capital-risque.

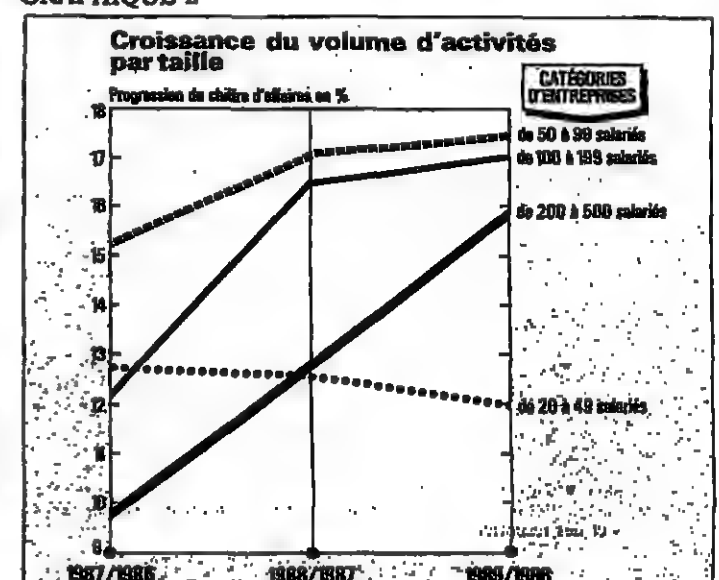
Ces chiffres remettent largement en cause l'image des PME comme porteuses d'innovations tous azimuts. Finalement, à part celles dont le métier de service les conduit à chercher des solutions originales pour leurs clients, le gros de la troupe paraît bien frileux.

D. Py.

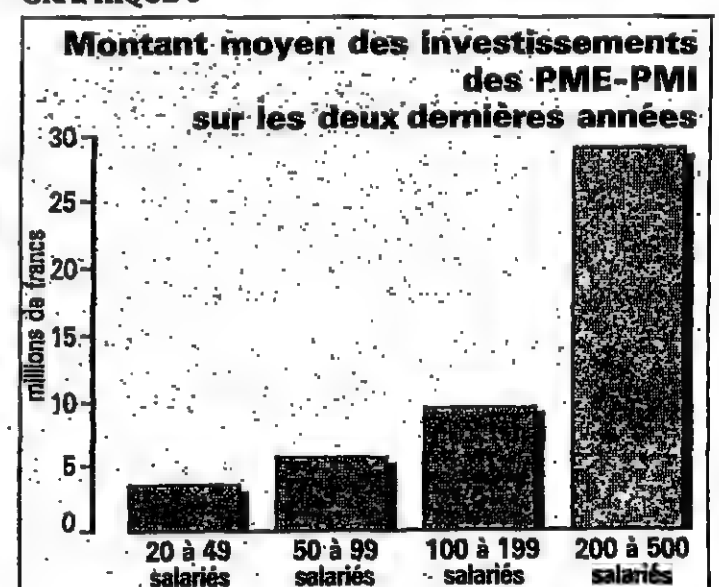
GRAPHIQUE 1



GRAPHIQUE 2



GRAPHIQUE 3



Un second marché trop élitiste

Lancé en 1983 comme antichambre de la Bourse, le second marché n'a pas séduit de gros bataillons de PME

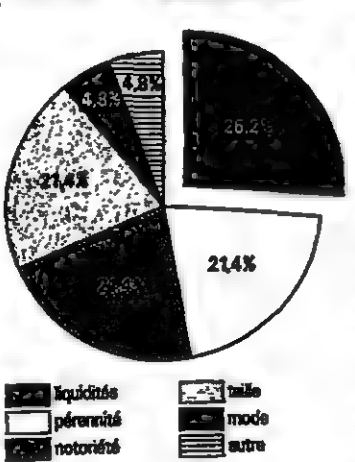
«Le second marché est un peu comme une cour de récréation où se côtoient les fillettes de sixième qui jouent à la corde et les élèves de terminale qui rêvent à leurs premières amours.» Ce sentiment d'hétérogénéité des entreprises cotées, évoqué voici plus de deux ans par Michel Arnaud, responsable de l'information financière chez Zodiac («le Monde affaires» du 23 janvier 1989), est depuis longtemps partagé par nombre d'intervenants. Mais jusqu'alors personne n'avait vraiment tenté d'évaluer avec précision les effectifs de chaque catégorie. D'un consensus ressortait tout de même que, en raison du nombre de joueurs, la cour des grands était plus importante que celle des petits. Le sondage réalisé par SVP réduit l'espace destiné aux PME-PMI à celui d'un jardin d'enfants perdu sur un campus universitaire. En effet, seulement 15 % des 287 firmes cotées sur le second marché, soit 43, sont des petites et moyennes entreprises dont le critère est d'avoir entre 20 et 500 salariés.

A peine une quarantaine de sociétés répondent à l'un des deux objectifs pour lesquels le second marché avait été créé en février 1983 : attirer vers la Bourse, grâce à des procédures simples des PME-PMI. L'autre étant d'être un marché d'acclimatation permettant aux entreprises de s'initier à la technique boursière avant d'être transférées à la cote officielle.

Selon le sondage, seulement 0,5 % des PME ayant recherché des financements à l'extérieur se sont orientées vers le second marché. Ce désintérêt pour la Bourse, malgré des procédures simples, provient du sentiment des firmes concernées de ne pouvoir répondre à trois critères indispensables : la rentabilité, la performance et la taille, le chiffre d'affaires devant atteindre 50 à 100 millions de francs. Ce dernier critère est celui le plus souvent évoqué par les entrepreneurs (35 %) pour justifier leur réserve. Vient ensuite une donnée non négligeable : le souci de préserver la dimension familiale (17 %).

Les enquêteurs de SVP ont interrogé toutes les sociétés cotées du second marché. Une première sélection a permis de retenir 140 entre-

Pourquoi les PME sur le second marché ont choisi ce moyen de financement ?



Pourquoi les PME n'ont pas choisi le second marché ?



prises, soit la moitié de l'échantillon pouvant entrer dans la catégorie PME-PMI (entre 20 et 500 salariés). Une analyse plus fine réduisait notablement la cible concernée, une centaine de firmes étant des filiales de grands groupes sans autonomie de gestion. 31 PME réelles répondaient alors aux questions des sondages. Si un profil type n'a pu être dégagé de cette enquête, les entreprises concernées ont quelques caractéristiques économiques et financières communes : un capital d'environ 18 millions de francs, un chiffre d'affaires moyen de 212 millions, un résultat de 2,3 millions, une place de leader sur leur marché et un faible niveau d'exportation (moins de 10 % du chiffre d'affaires).

L'implantation de ces PME-PMI est avant tout nationale (59,4 %), un tiers de ces entreprises (31,3 %) toutefois a une localisation internationale et possède une filiale à l'étranger. La jeunesse du dirigeant semble liée à cette dimension. «60 % des implantations internationales sont dues à des dirigeants âgés de quarante à cinquante ans». Les patrons sont «plutôt quadragénaires» et stables. «75 % des entreprises n'ont pas changé de mains en dix ans d'existence».

Le recours au second marché à des motivations multiples et classiques pour les intervenants (obtention de liquidités, pérennité, recherche de notoriété, taille adéquate) sans que l'une d'entre elles apparaisse vraiment prédominante (voir graphique). Pour SVP «l'enquête nous permet de déduire que le second marché ne récole que les entreprises qui ont déjà réussi». Oubli ce sentiment désistère décelé au début de l'enquête auprès des PME face à un marché se détournant progressivement de ces motivations premières.

Cette impression peut être complétée par celle de Nathalie de Kerguel, déléguée générale du comité des Entreprises du second marché (ESM), qu'elle a créé en 1987 : «Ce marché avait un départ un caractère initiatique qui s'est estompé au fil des ans. Des grandes valeurs y restent plutôt que d'être transférées logiquement sur le marché à règlement mensuel. Je me demande si l'inquiétude que suscite ce

marché chez les investisseurs étrangers n'est pas due à la disparité de taille des sociétés».

Si Calberson, TF1 ou Conforama sont sur ce marché depuis longtemps et ne semblent pas vouloir en bouger, rejointes par des grandes firmes comme Yves Saint Laurent, Comart, la CFPL, et même par Bernard Tapie Finance. Seule dans ces arrivées vedettes la radio NRJ entre dans la classe PME-PMI. Mais ce n'est pas pour autant qu'elle entraînera les autres entreprises de sa catégorie vers la Bourse. Surtout lorsque ce marché a chuté de 20 % depuis le début de l'année.

DOMINIQUE GALLOIS

L'enquête

La réalisation d'un sondage par la société SVP peut surprendre. En fait, cette nouvelle activité résulte d'une décision récente de ce groupe, leader du conseil par téléphone, de se diversifier dans le domaine des études de marché.

Orientée vers une cible de PME-PMI, cette activité connaît un développement rapide depuis deux ans en raison des synergies avec le métier de base de SVP, qui dispose d'une part d'une très importante base de données

sur les marchés et les entreprises et d'une forte structure d'enquêteurs.

Depuis le début de l'année SVP a réalisé plus d'une centaine d'études : études globales assorties de recommandations stratégiques ou études marketing.

Le sondage SVP-«le Monde» a porté sur les PME-PMI qui emploient de 20 à 500 salariés. Leur nombre s'élève à 82 272 (source INSEE 1989). Dans le cadre de l'enquête effectuée par téléphone, 7 382 entreprises ont

été contactées et 1 040 d'entre elles ont répondu au questionnaire.

L'enquête a débuté à la mi-juillet et s'est terminée le 7 septembre avec un arrêt de trois semaines au mois d'août. La méthode choisie pour élaborer l'échantillonage est celle des quotas sur la base du poids, constaté au niveau national par l'INSEE, des trois critères suivants : la région, les effectifs des entreprises, leur secteur d'activité (codes APE).

TABLES D'AFFAIRES

DÉJEUNERS RIVE GAUCHE

DODEN BOUFFANT 43-25-25-14 12 h 30-14 h 30, 20 h-24 h. Ouvert le samedi. Toujours son rapport qualité-prix, dont le menu 155 F. Poissons, fruits de mer et crustacés toute l'année. Parking Lagrange.

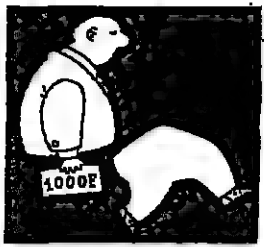
25, r. Frédéric-Sautou (Midi-Montparnasse) F. dim

YUGARAJ

43-26-44-91 14, rue Dauphine, 6^e F. lundi

SPECIALITÉS INDIENNES

«De tous les indiens, celui-ci est de très loin le meilleur et le plus authentique.» Christian Millan (Gaul-Millan).



LYON

de notre bureau régional

LE 19 octobre 1987, M. François Wendling, directeur financier de l'entreprise ardennaise de matériel de pesage Precia, avait eu la « baraka ». Cotée à Lyon, sa société venait d'achever une augmentation de capital, d'un montant de 20 millions de francs, le jour même du krach boursier. Cet automne, il est encore un heureux homme, car les comptes de Precia sont sains. La société peut toquer l'his des banques sans qu'il lui en coûte trop et, tout bien pesé, M. Wendling ne ressent pas le besoin d'argent frais. D'ailleurs, solliciter l'épargne publique tiendrait maintenant de la gageure à Lyon, comme sur l'ensemble des places financières.

Jusqu'à la fin du mois de juillet, la place à l'air parfaitement rempli sa mission, c'est-à-dire le financement du développement économique, au moyen de l'épargne à risque. Le secrétariat de la Société des Bourses françaises a pu dénombrer une dizaine d'émissions de nouveaux titres pour les sept premiers mois de l'année, dont six émissions au second marché. Le total a atteint 825 millions de francs, si l'on inclut les obligations convertibles lancées par le « courtier de l'automobile », le fabricant de textiles Michel Thierry, désireux d'accroître sa participation au capital du constructeur de sièges Epoca-Bertrand Faure.

Les plus importantes levées de fonds ont été le fait du négociant de vêtements d'enfants Zannier (130 millions de francs), de l'entreprise de transformation de plastiques et de services aux collectivités Plastic Omnium (165 millions de francs), du cantonnier d'Oyonnax Emin-Leydier (101 millions de francs) et de Michel Thierry, déjà cité (93 millions de francs d'actions et 104,5 millions de francs d'obligations convertibles).

Pour que le décompte soit techniquement exact, il faudrait ajouter le montant des dividendes payés en actions nouvelles, au titre des résultats de 1989, par des sociétés comme Develux, Majorotte, Locamion, Ecco travail temporaire, les Docks lyonnais ou la Générale de papiers. Le millième 90 demeurera, quoi qu'il

arrive maintenant, un des meilleurs de la place. En année pleine, la Bourse de Lyon avait constaté, pour 1989, 13 émissions nouvelles pour un total de 860 millions de francs. L'année 1987, sanctionnée par un krach en octobre, avait connu 14 émissions, pour un total de 700,5 millions de francs.

La dégringolade des cours suscitée par l'invasion du Koweït interdit désormais de poursuivre. Première raison : la moyenne des cours a baissé de 30 % depuis le début de l'année. Même si les jeunes entreprises du second marché ont été un peu moins éprouvées, il devient périlleux d'émettre des actions sou-

que Vallée par l'entreprise Landry, acquise en 1986. Le triumvirat formé par MM. Pierre Burelle et fils fait son métier de gestionnaire. « Y'a que la Bourse qui va mal », proteste le pater familias, qui a la langue bien pendue.

Second obstacle aux opérations financières : augmenter le capital devient, cet automne, une entreprise à risque pour les titulaires de blocs majoritaires. La société d'ingénierie Lyon finance et industrie (LFI), animée par Louis Thannberger, ne cache pas que l'entreprise romane de chaussures Stéphane Kélian envisageait de lever au minimum une trentaine de millions de francs. Ce

publics Le négociant jurassien de vins fins Henri Maire, qui vient de reprendre son concurrent Rmel, aurait souhaité lever 10 à 15 millions de francs, explique M. Pierre Menez, président du directoire. L'affaire est reportée sine die. Il est vrai que la précédente acquisition, réalisée à la fin de 1987, n'a pas déséquilibré les comptes, puisqu'elle a été financée en tiers.

Les gestionnaires de sociétés cotées à Lyon sont simplement perplexes. « Nous n'avons pas de projet d'augmentation de capital », indique M. Marylene Boyer, responsable de l'information du holding Thermador, négociant de matériel de chauffage et de climatisation, mais le cours nous paraît de plus en plus déconnecté de la réalité de l'entreprise. Une des filiales doit en effet être favorisée dans son activité, car elle vend des chaudières à meilleur rendement que la par installée.

C'est un argument fort, en période d'énergie chère. Selon le fabricant jurassien de jouets Clairbois, les matières premières se sont renchéries de 10 % depuis septembre. Elles avaient déjà augmenté de 9 % depuis le début de l'année. « Mais sachez qu'en moyenne, sur l'année, nos approvisionnements nous coûtent moins cher qu'en 1989 », argumente M. Pierre Poulhier, directeur général. Ou sera obligé, tout de même, d'éditer la documentation la plus tard possible, car il deviendra délicat de réviser les tarifs à l'intention des centrales d'achat lorsqu'elles auront édité 25 millions de catalogues.

Selon M. François Wendling, de Precia, le marché du pesage n'était déjà pas très enthousiasmant avant la crise du Golfe. L'entreprise avance un argument fort, afin de soutenir ses ventes : la balance est un instrument qui reçoit de main gérée, de contrôler la conformité des approvisionnements et la consommation de matières premières. Il est probable que l'entreprise sera confrontée à des décisions de surcoût à l'investissement dans le matériel lourd, mais elle compte bien sur la construction de bulaires plus petits, afin de poursuivre la croissance. Chacun agit, paraît-il, se justifie, pour que le fantôme de la récession économique reste caché derrière les piliers du palais du Commerce.

GÉRARD BUÉTAS



velles, alors que le public a encore en mémoire les sommets atteints par les anciens titres... Plastic Omnium avait émis à 430 francs et l'action cotait seulement 260 francs le 28 septembre. Zannier a émis à 650 francs, et cote 370. Michel Thierry a émis à 430 francs et cote 315. Les entrepreneurs, qui n'en peuvent mais, ont fait de cet argent le meilleur usage. Ainsi, à Oyonnax, Plastic Omnium vient d'inaugurer une nouvelle usine de transformation de plastiques, qui lui permet de rassembler l'activité menée jusqu'ici sur six sites différentes dans la « Plasti-

rève s'éloigne : il faudrait lancer tant d'actions nouvelles que la part des actionnaires familiaux descendrait en deçà de la sacro-sainte majorité. Compte tenu des batailles boursières ayant agité l'industrie du luxe ces derniers mois... L'impossibilité de lever des fonds atteint également la Société de développement régional du Sud-Est (SDR), gestionnaire d'un portefeuille de 300 millions de francs, placés dans 150 sociétés non cotées. Cette dernière précision afin d'indiquer que le krach rampant n'y a pas trop causé de désordres, mais allez le faire entendre à tous les

Les PME allemandes et le défi de la réunification

Aides à l'investissement, recyclage du plan Marshall, système des « banques maison », un financement qui paraît très solide

FRANCKFORT
correspondance

MENACÉ le Mittlestand, ce vaste système de moyennes entreprises ? Personne aujourd'hui n'oserait l'affirmer.

Après l'entrée en vigueur de l'union économique et monétaire entre les deux Allemagnes, le 1^{er} juillet, 40 000 PME ont été créées à l'Est pendant le seul mois d'août. Selon le ministère de l'économie de Bonn, pour les huit premiers mois de l'année ce chiffre était de 167 000 à l'Est et de 25 243 à l'Ouest, soit 8 % de plus qu'un an auparavant. Dans le contexte de la réunification entre les deux Allemagnes et malgré les difficultés de la privatisation à l'Est, cet enthousiasme schumpeterien est plutôt encourageant. Le gouvernement de Bonn a d'ailleurs décidé d'utiliser en priorité le recyclage des ressources du fonds spécial ERP (European Recovery Program, communément appelé plan Marshall, qui avait permis la reconstruction de la RFA après la guerre) pour aider à l'introduction de l'économie sociale de marché à l'Est (1).

Complément indispensable à la loi sur la mission d'intérêt commun entre Bund et Länder votée en 1969 par le Parlement fédéral et renforcée chaque année, cette aide publique à l'investissement par le biais de prêts bonifiés à taux fixe s'adresse exclusivement aux PME (artisans, industriels ou de services) de moins de deux cents personnes et réalisant un chiffre d'affaires inférieur à 50 millions de deutschemarks. D'un montant annuel d'environ 1,2 milliard de deutschemarks, les prêts bonifiés ERP ont été portés à 6 milliards de deutschemarks pour tenir compte notamment de l'état de délabrement du tissu industriel est-allemand et des besoins d'investissements en matière d'environnement.

En effet, avec l'entrée en vigueur du traité d'Etat entre les deux Allemagnes, c'est l'ensemble du terri-

toire est-allemand qui passe dans la carte des zones classées au titre de l'aménagement du territoire. A ce titre, les entreprises privées peuvent donc bénéficier d'un dispositif très complexe d'aides directes et indirectes auxquelles se rajoutent les subventions à l'investissement accordées par les Länder.

Longtemps un objet de friction entre la RFA et la Commission de Bruxelles, notamment en ce qui concerne l'étendue de ces zones (réduite de 45 % à 38 % en termes de population) et l'intensité des aides, ce dispositif est loin de faire l'unanimité à l'Ouest. Plusieurs experts allemands ont même souligné que le gouvernement de Bonn contribuait ainsi à faire un cadeau substantiel aux grands groupes comme Daimler, Opel, Volkswagen ou Siemens, les plus à même de profiter dans un premier temps de l'aide publique. L'argument est de poids. Même si la très grande décentralisation du système d'aides à l'investissement ouest-allemand a permis de pallier les carences issues de la division de l'Allemagne, notamment en ce qui concerne les déductions fiscales accordées aux investissements dans la zone frontalière avec l'Est.

Partenaire à part entière de la puissance publique, le système bancaire va continuer à jouer un rôle central dans l'Allemagne unifiée. Il faut distinguer à ce niveau les établissements de crédit à attributions spécialisées, qu'ils soient publics, comme le Kreditanstalt für Wiederaufbau (environ la moitié des crédits à l'industrie), ou privés, comme la Deutsche Ausgleichsbank, des instituts de crédit dépendants des Länder (Landesreditbank) qui mettent en œuvre les aides spécifiques des gouvernements locaux.

Pour leur part, les banques commerciales ouest-allemandes entretiennent de longue date des liens étroits, presque organiques, avec les entreprises : c'est le concept de la « Hausbank », à la fois source de crédits mais aussi actionnaire pour l'entreprise. Du fait de ces liens pri-

viégés auxquels l'absence de cloisonnement entre banques d'affaires et banques de dépôt n'est pas étrangère, les banques jouent un rôle primordial dans le modelage du tissu industriel.

A ce titre, elles représentent le principal vecteur de diffusion de l'information relative aux aides publiques à côté des chambres consulaires. Elles sont aussi un acteur à part entière dans l'insertion et la mise en œuvre des aides (2).

Un marché concurrentiel

Grâce à leur capacité d'ingénierie financière et à leur crédibilité comme instructeur des dossiers d'aides, les banques maison sont à même de fidéliser et d'élargir leur clientèle en plaçant leurs propres produits. Dès lors, rien d'étonnant à ce que les banques disposent de logiciels leur permettant d'optimiser le recours aux quelque quatre cent cinquante à cinq cents dispositifs d'aides disponibles. Cela explique également que le financement des entreprises - et notamment des PME - par le système bancaire constitue un marché très concurrentiel. La « fidélisation » de ses clients industriels impose à toute banque de proposer au-delà des financements et services bancaires classiques (y compris les prêts mixtes montés avec l'appui du Bund et des Länder) un plus par rapport à la concurrence : conseils précis, efficaces et suivis, produits et programmes adaptés aux besoins, personnalisation des relations dans la tradition de la « banque maison » au service de l'entreprise.

Il n'en reste pas moins que le Mittlestand allemand, longtemps considéré comme l'élément le plus dynamique de l'économie en matière d'innovation technique et de création d'emplois, souffre aujourd'hui d'un triple handicap. En ce qui concerne le refinancement d'abord, puisque la grande majorité de ces entreprises sont des

entreprises familiales constituées pour la plupart de sociétés de personnes et financées par des capitaux propres. Les banques maison se montrent donc très soucieuses à leur égard en cas de difficultés financières pour débiter de nouveaux crédits. Et le recours à l'épargne publique, par l'intermédiaire d'une cotation en Bourse, est encore très peu pratiqué dans la mesure où elle suppose une parfaite transparence des bilans.

Ces difficultés financières sont encore accrues par les problèmes de succession ou bien ce que l'on appelle le « syndrome de la troisième génération » : quand les héritiers s'avèrent réticents ou incapables d'assurer la relève. Enfin, ce qui était le point fort traditionnel du Mittlestand, à savoir sa capacité à innover, est en train de sérieusement décroître : sur cent grosses entreprises, quatre-vingt-trois sont capables de sortir chaque année un nouveau produit ou une nouvelle technique alors que ce chiffre n'est que de quarante-deux pour les PME. Ce déclin, selon l'Institut de conjoncture de Munich, s'effectue à un moment où l'industrie allemande a globalement réussi à améliorer sa capacité d'innovation.

CHRISTINE
HOLZBAUER-MADISON

(1) A partir d'une dotation initiale de 6,7 milliards de deutschemarks, la gestion du « Sondervermögen », non intégré au budget de l'Etat, a commencé en 1993 de recycler le capital et les intérêts de l'aide Marshall. En 1989, l'encours atteignait 22 milliards de deutschemarks, dont 16 milliards provenant des recyclages ERP et 6 milliards des refinancements sur le marché des capitaux. En l'espace de treize ans, 77 milliards de deutschemarks de prêts ont été financés par ce biais avec comme principaux bénéficiaires les PME (40 % du total), l'économie berlinoise (25 %) et la production de l'environnement ainsi que les investissements des communes (15 %).

(2) Principe de la « subsidiarité » de l'aide publique autorisée seulement après que les fonds propres de l'entreprise et les ressources bancaires normales ont été utilisées, le risque étant alors pris en charge dans sa totalité par le système bancaire.

Sofaris milite pour les fonds propres

Bertrand Larrea de Morel commente les résultats de l'étude SVP « le Monde »

CRÉÉE en décembre 1982 sous la forme d'une société d'économie mixte (Etat, banques, sociétés d'assurances), Sofaris a pour vocation selon les textes « d'accroître les possibilités d'accès des entreprises à toutes les formes de concours financiers nécessaires à leur développement » en mutualisant les risques pris par les institutions financières. Partenaires des banques et des sociétés de capital-risque, Sofaris partage les risques du financement des entreprises avec 380 banques et établissements financiers. Elle gère sept fonds d'un montant global de 1 milliard de francs spécialement dans la création, la transmission, l'artisanat, les pôles de conversion, le développement international, le capital-développement et le développement technologique. Plus de la moitié des sociétés de capital-risque sont à ce jour garanties par elle.

Elle a connu depuis cinq ans une forte progression des nouveaux concours garantis : 4,7 milliards de francs en 1989 contre 2,4 milliards de francs en 1985. Bien implantée en région grâce à 12 délégations opérationnelles, Sofaris est également depuis février l'interlocuteur privilégié pour la garantie des PME qui investissent à l'Est.

Bertrand Larrea de Morel, PDG de Sofaris depuis 1983, défend avec acharnement un certain « pédagogisme des fonds propres » par rapport aux traditionnels réflexes d'endettement.

« Selon l'étude menée par SVP 56 % des PME qui cherchaient des fonds ces deux dernières années l'ont fait en empruntant à long terme et 28 % ont eu recours au crédit-bail. Qu'en pensez-vous ? »

Je pense que si les entreprises en question cherchaient des fonds propres et ont été conduites à s'endetter, elle n'ont pas reçu une réponse satisfaisante, même s'il s'agit d'endettement à long terme. Une entreprise qui reçoit des fonds propres n'a pas à les rembourser et elle les réinvestit à proportion de sa rentabilité. En s'endettant elle s'oblige à des charges fixes de remboursement du capital et du paiement d'intérêts. Un crédit à long terme ou un crédit-bail, que l'on doit pleinement assimiler à un découvert bancaire, réversible à tout moment, mais il introduit une rigidité dans le plan de financement de l'entreprise qui n'est guère compatible avec l'exigence de flexibilité induite par les conjonctures incertaines.

N'est-ce pas dangereux ? Dans le contexte actuel, où l'on ne peut exclure un arrêt ou à tout le moins un freinage de la crois-

sance, une entreprise bénéficiant d'une situation financière solide, c'est-à-dire de fonds propres abondants et d'un faible endettement, aborde à l'évidence ces zones de possible turbulence dans de meilleures conditions. La vertu essentielle des fonds propres est de permettre à l'entreprise de « tenir le coup » lorsqu'il faut doubler un coup difficile avant de retrouver des eaux plus calmes.

Moins de 2 % des entreprises qui cherchent des fonds utilisent le capital-risque...

Ce pourcentage est en effet des plus modestes. Mais il convient de souligner que toutes les entreprises n'ont pas vocation à utiliser le capital-risque. Ce dernier a pour fonction d'accompagner des sociétés en forte croissance et de leur offrir leur compagnie provisoire (5 à 8 ans), la « sortie » se faisant au terme de cette croissance. Or beaucoup d'entreprises peuvent être saines sans pour autant connaître de très forts taux de croissance. De fait elles n'ont pas vocation à devenir des associés du capital-risque issu de la finance. En revanche, elles pourraient faire appel à un capital-risque « de proximité » qui ne cherche pas avant tout la plus-value lors des cessions de parts mais souhaite établir un partenariat de longue durée en élargissant si l'on peut dire, le « cercle de famille ». Ce capital de proximité est sympathique et se développe. Mais ses motivations sont diverses et font parfois obstacle à son professionnalisme, d'autant qu'il s'agit le plus souvent de petites structures.

Les créations d'entreprise vont-elles être plus rares ?

Si au risque inhérent à la création, l'on ajoute celui d'une conjoncture dégradée, il est clair que le taux de défaillance s'élève. C'est ainsi que le taux de défaillance des jeunes entreprises dont les financements sont garantis par Sofaris a diminué de 34 % dans les années 1988-1989, années de bon conjoncture, par rapport à celles des années 1982-1984, années de conjoncture difficile. Mais cette constatation ne doit pas conduire au renoncement. Une entreprise qui se crée dans une conjoncture difficile en ayant sérieusement apprécié tous les paramètres de son activité pourra croître dans un contexte difficile et évidemment profiter de toute embellie. Le risque le plus fort se trouve dans l'entreprise créée dans le climat de facilité d'une haute conjoncture et qui n'a pas intégré dans son plan de développement la venue possible de temps plus maussades.

Propos recueillis par
DIDIER POURQUERY

BIBLIOGRAPHIE

Créer, financer, transmettre

Il y a chaque année quelque 300 000 créations d'entreprise de toute sorte ; et depuis le début des années 80 le taux de création d'entreprise augmente de 1 % par an. Les embûches, on le sait, sont nombreuses et il faut avoir une forte motivation pour se lancer dans l'aventure. L'ouvrage de Jean-Pierre Lehnisch (1) aborde la question pas à pas, avec un pragmatisme louable. Structuré sous forme de questions-réponses, le livre peut être utile si l'on veut tester sa capacité à créer et si l'on ne veut pas manquer certaines étapes essentielles. A noter également, une enquête passionnante sur le profil des créateurs et une bonne approche de la dialectique création-innovation.

Édité par la Vie Française, le guide des Entreprises du second marché vient de sortir (2). C'est sa troisième édition. Cet ouvrage exhaustif donne pour toutes les entreprises cotées sur le second marché d'utiles fiches à la fois comptables, boursières et financières. Comme l'indiquent Corinne Tissier et Jean-Pierre de La Roque dans la préface, « si l'évolution du second marché est comparable à celle de son grand frère, il n'a pas pour autant perdu sa personnalité. Bien au contraire. C'est un vivier de petites valeurs de croissance. Les investisseurs doivent fouiller la cote ». Ce guide sera sûrement utile, mais leur permettra aussi de mesurer l'hétérogénéité de ce

marché où certaines valeurs magnifiques coexistent de véritables catastrophes. Les auteurs nous rappellent notamment que « le secteur maudit reste sans aucun doute l'informatique », où les déboires récents de Sedir et Aystel ont fait mauvaise impression.

Une question fondamentale qui se pose à la majorité des PME françaises reste : comment faire pour survivre à un changement de dirigeant ? Pierre Berger et Jean-Albert Latxague, deux experts du cabinet KMPG FIDAL (qui fait partie du premier groupe mondial d'audit) apportent la réponse des praticiens (3). Il s'agit de la quatrième édition de cet ouvrage de base sur la pérennité des entreprises qui prend en compte les techniques les plus récentes dans ce domaine. Illustré d'exemples concrets très clairement expliqués, ce livre constitue la meilleure aide possible à la décision lorsque l'on prépare le changement de dirigeant ou lorsqu'on doit prendre rapidement un parti dans le cas de la maladie ou du décès d'un patron.

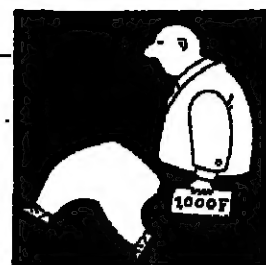
(1) Création d'entreprise - les clés du succès par Jean-Pierre Lehnisch. Editions d'Organisation, mai 1990, 206 pages, 170 francs.

(2) Les entreprises du second marché - « la Vie Française », (40-60-51-71), septembre 1990, 308 pages, 210 francs.

(3) La transmission d'entreprise, par P. Berger et J.-A. Latxague. Nouvelles éditions financières (47-58-13-20), septembre 1990, 308 pages, 220 francs.

051 m 1141

AFFAIRES



Les tentations de l'indépendance

Les relations entre les entreprises et leurs banques ont beaucoup évolué depuis dix ans, obligeant ces dernières à revoir leur stratégie

FORTE baisse du taux d'intermédiation, c'est-à-dire de la part des banques dans l'endettement des entreprises : vive hausse du coût moyen des ressources de ces mêmes banques ; diminution des marges des établissements de crédit au profit des entreprises qui se refinancent de plus en plus sur le marché interbancaire à un taux inférieur : telles sont les évolutions observées sur dix ans, de 1980 à 1989, et retracées dans une étude de M. Olivier-Robert de Massy, directeur des études de l'Association française des banques (AFB),

et présentées aux journées d'études du Bischoffberg organisées par la banque fédérale du Crédit mutuel les 14 et 15 septembre dernier. Certes, les grandes lignes de ces évolutions sont déjà plus ou moins connues grâce aux publications de la Banque de France, du Conseil national du crédit et de la Commission bancaire, mais l'étude en question les résume fort bien. Comme l'indique le graphique ci-dessous, le taux d'intermédiation des banques a d'abord fortement chuté, revenant de 73 % en 1980 à 34 % au plus bas en 1986,

pour remonter ensuite à 62 % en 1988 et à nouveau à 54 % en 1989. Ces variations illustrent le comportement des entreprises qui ont commencé par se désendetter en réduisant leurs investissements et les besoins financiers correspondants, ce en raison de la crise économique du début des années 80. La situation s'est renversée en 1986 avec le contre-choc pétrolier et la vive reprise des investissements, qui provoqua une croissance des flux nets d'endettement et du taux d'intermédiation, favo-

risée en outre par la levée de l'encadrement du crédit au début de 1987. En 1989, toutefois, ce taux redescend en raison du ralentissement des crédits accordés aux particuliers et de la très forte augmentation des billets de trésorerie émis par les entreprises directement sur le marché.

Un renchérissement général

L'impact de la désintermédiation s'est fait sentir dans la structure des actifs des banques. La part des crédits y a diminué d'environ dix points de 1979 à 1987, pour remonter de deux points en 1989. Par ailleurs, la désintermédiation a eu pour effet d'accroître la part des ressources à taux de marché dans le total des ressources des banques, au détriment de celles moins onéreuses (déposits à vue et comptes sur livrets).

La structure de l'ensemble des ressources des banques s'est donc déformée avec, pour conséquence, un renchérissement général. La baisse des dépôts de la clientèle, revenus de 75,3 % des ressources totales à 51,71 % de 1979 à 1989, s'est accompagnée d'un vil recul des comptes à vue non rémunérés et de l'apparition des certificats de dépôt émis par les banques au taux du marché (9 % à 10 % actuellement).

Une autre conséquence directe de la désintermédiation a été la diminution sensible - dans le compte d'exploitation des banques - de la part de produits nets de l'activité prêts-emprunts, revenue de 78 % en 1982 à 56,4 % en 1989. La diminution des taux débiteurs (ceux des crédits), par suite du rapprochement avec les taux du marché, l'écart revenant de 3,02 points à 1,57 point, a provoqué une érosion des marges sur ces crédits, tombées de 7 % en 1986 à 4,9 % en 1989, pour le plus grand bénéfice des entreprises.

Pour compenser cette érosion sur les crédits des entreprises, les

banques, depuis 1980, ont opéré un recentrage sur les crédits aux particuliers (23 % du total en 1989 contre 19,9 % en 1980) et aux PME (7,3 % en 1989 contre 5,1 % en 1980) pour les entrepreneurs individuels. Dans ces domaines, la désintermédiation a surtout concerné les financements à court terme des entreprises, ce au profit des crédits à moyen et long termes (43,3 % du total en 1989 contre 36,7 % en 1980).

A l'heure actuelle, nul ne sait encore quelles seront les conséquences du ralentissement prévisi-

ble de la croissance en France, choc pétrolier ou non, qui, en réduisant les besoins d'investissements, pourrait contrarier la reprise de l'endettement des entreprises ou, peut-être, l'accroître, au cas où certaines d'entre elles seraient en difficulté, notamment des PME. Mais la tendance de fond reste la désintermédiation, phénomène qui paraît désormais irréversible. Les grandes entreprises ont goûté à la liberté des financements et ne sont pas prêtes à y renoncer.

FRANÇOIS RENARD

Des produits mieux adaptés aux PME

Sous la pression de la concurrence et de la déréglementation, les banques ont dû réaliser des efforts importants pour répondre aux besoins nouveaux des entreprises, notamment les PME. Ainsi, on a assisté à une « globalisation » des financements à court terme. La part des mobilisations traditionnelles de créances commerciales (escomptes d'effets de commerce, CMCC, lettres de change, relevés) est passée de 43 % en 1978 à 18 % en 1989, au profit des crédits par découvert (de 25 % à 42 %).

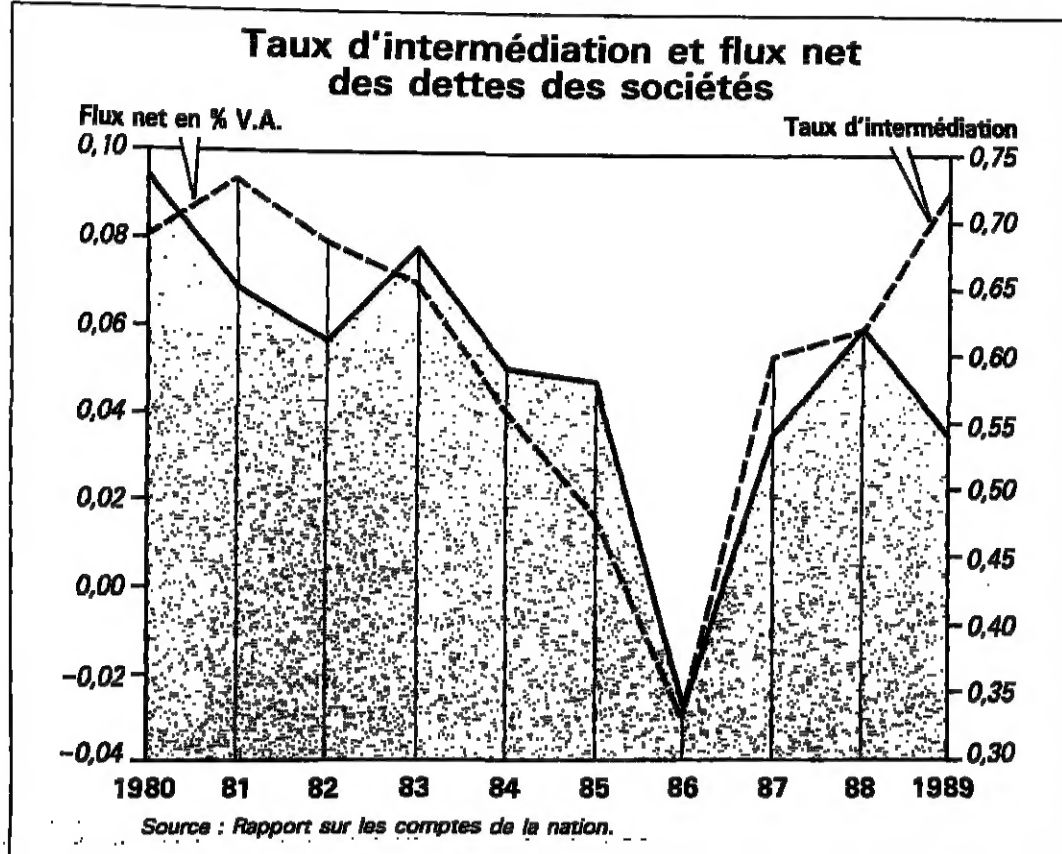
Par ailleurs, les banques ont créé pour les PME des lignes de crédit global, que l'entreprise peut utiliser tant en francs qu'en devises, avec des index variables, à l'imitation des MOF (lignes de crédit à options multiples) consenties aux grands groupes. Ces formules, dites mini-MOF, ont donné aux PME une plus grande indépendance vis-à-vis des banques et une plus grande souplesse d'utilisation

des fonds prêtés, encore améliorée par la fourniture de logiciels de gestion de trésorerie et d'instruments de couverture de risques (chances et taux).

En revanche, le « marché global », c'est-à-dire l'alignement total ou partiel des taux des crédits sur ceux du marché interbancaire, a moins touché les PME que les grandes entreprises. Selon la Banque de France, si, en 1989, le taux de base bancaire (TBB), supérieur de un à plusieurs points au taux de l'interbancaire, en y ajoutant les commissions, n'était plus utilisé qu'à hauteur de 28,3 % des crédits nouveaux - contre presque 100 % en 1984 - le TBB régit encore plus de 70 % des crédits de montant inférieur ou égal à 500 000 F, pour le découvert comme pour l'escompte.

En fait, l'indexation sur les taux du marché n'a acquis une importance significative que pour les crédits d'un montant assez élevé, supérieur à 2 millions de francs.

F.R.



Source : Rapport sur les comptes de la nation.

BIBLIOGRAPHIE

Financer, transmettre

Christian Dalloz, PDG de Christian Dalloz SA, un chercheur, innovateur, amoureux de la montagne, et fondateur de la protection. Christian Dalloz, PDG de Christian Dalloz SA, un chercheur, innovateur, amoureux de la montagne, et fondateur de la protection. Christian Dalloz, PDG de Christian Dalloz SA, un chercheur, innovateur, amoureux de la montagne, et fondateur de la protection.



Christian Dalloz, PDG de Christian Dalloz SA, un chercheur, innovateur, amoureux de la montagne, et fondateur de la protection.

Votre ingénierie financière et le Crédit Agricole.

"PME du Jura, nous avons conquis l'Amérique sans en faire une montagne."

"De 1986 à 1989, nous confie Christian Dalloz, notre PME a connu une forte progression sur les lunettes de protection.

Notre introduction au Second Marché, en 1986, par Segespar-Titres, la filiale spécialisée du Crédit Agricole, nous a donné un nouveau souffle pour attaquer le marché américain.

Aux USA où les normes de prévention sont draconiennes, le créneau des lunettes de protection est très porteur, et grâce à notre produit d'une technologie avancée, nous avons su en profiter, en rachetant notre distributeur.

Mais tout de même, racheter une société qui fait 500 millions de FF en chiffre d'affaires soit 5 fois plus que nous, ce n'était pas évident !

Essilor, 25 % de notre capital, nous a apporté son soutien.

Et le Crédit Agricole nous a permis de transformer l'essai par une augmentation de capital, dont 140 millions par appel public à l'épargne."

Le Crédit Agricole, partenaire des entreprises. RALMAIN : chef de file lors de la reprise de la société, prise de participation et organisation de tour de table. RALIVE : maintien de cours pour la reprise de Gentry Cathard. BERNARD TAPIE FINANCE : introduction en bourse. DARNAL EXPANSION : introduction en bourse. HERMÈS (industrie de luxe) : prise de participation. SFIE-CHEVILLON (identification animale) : montage d'une reprise avec effet de levier. UNION NORMANDE INVESTISSEMENT (holding industriel) : prise de participation.

SEGESPAR TITRES

MARCHÉS FINANCIERS

La dégradation des comptes bancaires

Recul de 11,4 % du résultat de la Société générale

Le premier semestre 1990 n'a guère été favorable à la Société générale, qui a annoncé une diminution de 11,4 % de son résultat brut d'exploitation, à 4,82 milliards de francs au lieu de 5,43 milliards au premier semestre 1989, et de 16,6 % de son résultat net, retombé de 1,7 milliard de francs à 1,4 milliard. Ces mauvais résultats préfigurent la dégradation des comptes de l'ensemble de la profession bancaire.

Le résultat brut de la troisième banque commerciale française a été affecté par la concurrence exacerbée entre établissements bancaires pour les crédits, pourtant en forte progression (+ 13 % globalement et + 20 % pour les entreprises), mais qui sont accordés à des conditions de plus en plus strictes.

Parallèlement, les coûts des refinancements ont augmenté, avec des ressources obtenues de plus en plus au taux du marché et de moins en moins à des taux préférentiels, comme ceux des comptes sur livrets (4,5 %). La conséquence de ces deux phénomènes a été une nette diminution de la marge bancaire (pour la Générale, de 5,88 % à 5,38 % en un an).

« Mécanisme diabolique »

Son bénéfice net a été réduit par une très forte augmentation des provisions (+ 51,2 %), portées de 2,2 milliards à 3,3 milliards de francs, augmentation qui a été consacrée aux créances sur les dix principaux pays à risques — désormais couvertes à plus de 63 % — et aux crédits en cours sur les entreprises. Cela en raison des « incertitudes de la conjoncture internationale ». Ajoutons des provisions pour dépréciation de portefeuilles, par exemple 200 millions sur les titres Michelin, bien avant la chute

des cours de la Bourse depuis le mois d'août dernier.

Ces mauvais résultats de la Société générale préfigurent ceux des comptes de l'ensemble de la profession bancaire, bien que, dans le cas de la Société générale, le bénéfice net aurait pu être maintenu si les provisions supplémentaires n'avaient été volontairement constituées. Mais, comme l'indique M. Marc Véniot, son président, « une mécanique diabolique s'est enclenchée, avec une rétroaction des crédits, auxquels les entreprises recourent davantage que par le passé et une désintermédiation des dépôts, que les clients placent de plus en plus sur des produits hautement rémunérés ». Ailleurs, la tendance est la même : les Banques populaires font état d'une baisse de 15 % de leurs comptes d'exploitation au premier semestre 1990.

Le Crédit lyonnais ne devrait pas y échapper, malgré les modifications de son périmètre de consolidation après ses dernières acquisitions, tandis qu'à la BNP les résultats pourraient être obérés lourdement, de 15 à 20 %, dit-on, par la grève du début de l'année, le relèvement des bas salaires qui a suivi et les lourdes provisions sur diverses filiales, dont la BIAO, sans oublier la contraction des marges bancaires évoquées plus haut. Ce dernier phénomène est observé déjà depuis plusieurs années, comme l'indique un rapport du directeur des études de l'Association française des banques (lire dans « Le Monde Affaires », page 39). Logiquement, il devrait, tôt ou tard, conduire les banques à relever le taux de leurs crédits pour conjurer la contraction de leurs marges et, peut-être, à remettre en question les conditions de rémunération des dépôts de leur clientèle, qui ont tendance à s'évaporer en direction de placements hautement rémunérés.

F. R.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

GENEFIM

Le conseil d'administration de GENEFIM qui s'est tenu le 28 septembre 1990 sous la présidence de M. Alain Lambelley a approuvé les comptes du 1^{er} semestre 1990.

Ce semestre a été marqué par une évolution satisfaisante du résultat brut d'exploitation qui, à 50,6 MF, est en progression de 7,8 % sur le semestre correspondant de 1989.

En l'absence de plus-values significatives sur cette période, le bénéfice net du semestre a été de 49 MF.

Pour l'ensemble de l'exercice, la progression du résultat net par rapport à 1989 devrait sensiblement dépasser 10 %.

Les objectifs de production ont été réalisés avec près de 330 MF d'engagements nouveaux dont les deux tiers en crédit-bail.

Les actionnaires ont manifesté leur confiance dans l'avenir de GENEFIM, en répondant favorablement à la proposition qui leur était faite de recevoir le dividende en actions. Les fonds propres ont, en conséquence, été augmentés de 94 MF, soit 90 % du dividende mis en paiement.

Les mouvements boursiers survenus depuis lors, en raison de la remise en cause du régime fiscal des SICOMI, ont entraîné une chute du cours de l'ordre de 18 %.

Le conseil d'administration de GENEFIM, après avoir regretté qu'une décision d'ordre fiscal prise sans aucune concertation avec la profession risque d'amoindrir la capacité de GENEFIM à répondre aux besoins de financement des entreprises, tient à souligner que la suppression progressive de l'exonération d'impôt n'aura qu'un effet très limité sur le résultat de GENEFIM au cours des cinq prochaines années. Il envisage donc de maintenir un dividende élevé, qui sera assorti d'un avoir fiscal au titre de l'impôt payé.

Enfin, le conseil d'administration s'est félicité de la politique d'acquisition patrimoniale poursuivie par GENEFIM depuis plusieurs années qui lui permet, quelles que soient les évolutions futures du marché du crédit-bail, de demeurer une valeur foncière attractive.

SAINT DOMINIQUE FINANCE ET RAPPROCHEMENTS
groupe FINANCIERE SAINT DOMINIQUE - CREDIT NATIONAL
STEFENS und ALVANO, Hambourg et HAMBROS BANK, Londres
créent à Berlin

QUADRIGA FINANZ

Conseil en financement et rapprochement d'entreprises



Quadriga Finanz Beratung G.m.b.H.
Wallstrasse 59, BERLIN - Mitte

septembre 1990

Le Monde
PUBLICITE FINANCIERE
Renseignements : 45-55-91-82, poste 4330

NEW-YORK, 3 octobre ↓

Sous les 2500 points

La séance a été très irrégulière mercredi à la Bourse de New-York, dans un marché calme. Après avoir effiché une légère hausse à l'ouverture, l'indice Dow Jones a terminé à 2 489,36, en baisse de 15,84 points soit un repli de 0,63 %.

Quelque 138 millions d'actions ont été échangées. Le nombre de valeurs en baisse a dépassé celui des hausses : 954 contre 558, 448 titres étant inchangés.

La demande active a relancé la veille a continué à se manifester jusqu'en milieu d'après-midi, les investisseurs étant apparemment encouragés par les déclarations du président de la Fed, M. Alan Greenspan. Ce dernier a jugé positif le compromis de réduction du déficit budgétaire fédéral survenu entre la Maison Blanche et de nombreux membres du Congrès.

Sur le marché du crédit, les bons du Trésor à 30 ans renouant au niveau de la veille (8,86 %) après être tombés à 8,82 % en cours de séance.

VALEURS	Cours de 2 octobre	Cours de 3 octobre
Alcoa	31 3/4	31 1/2
AT&T	31 3/4	31 1/2
Borg	43 3/8	42 5/8
Chemical Bank	17 1/8	17 1/4
Du Pont de Nemours	34 1/2	34 3/8
Eastman Kodak	37 1/8	37 1/4
General Motors	32 1/2	32 1/4
Ford	32 1/2	32 1/4
General Electric	55 3/4	54 1/4
General Mills	34 1/2	34 3/8
Goodyear	18 3/4	18 1/2
IBM	102 1/2	102 1/4
ITT	52 1/2	52 1/4
Metallgesellschaft	52 3/8	51 7/8
Pfizer	72 1/2	72 1/4
Schlumberger	60 1/4	61 1/2
Tesco	60 1/2	61 1/2
Union Carbide	18 1/2	18 1/4
USX	30 1/2	31 1/8
Veracarb	32 1/2	32 1/4
West Corp.	35 1/4	34 5/8

LONDRES, 3 octobre ↑

Poursuite de la hausse

Les cours des valeurs ont continué en forte hausse, mercredi, au London Stock Exchange, entraînés par le repli du baril et par la réduction des tarifs pratiqués sur le carburant par la compagnie Shell. L'indice Footsie a gagné 22,5 points, à 2 087,0, soit un bond de 1,4 % par rapport à la clôture de la veille. Le marché est cependant resté très volatil, seules les valeurs de 300 millions de livres échangées contre 428,6 millions mardi. L'annonce par le gouvernement britannique, en des termes très généraux, d'un paiement, escompté sur les factures pour les sous-traitants, de la privatisation des compagnies d'électricité de Grande-Bretagne a également stimulé la progression. La plupart des secteurs se sont améliorés, notamment les pétroliers, les électriques et les pétroliers. Les entreprises de construction RMC et Redland ont continué de progresser dans l'espoir de contrats en Europe de l'Est. Les autres valeurs du compartiment se sont appréciées par sympathie. La Bank of Scotland a également gagné du terrain après l'annonce d'une hausse de 9 % de son bénéfice semestriel. En outre, le bond en raison de l'optimisme grandissant du marché au sujet du financement du tunnel sous la Manche.

PARIS, 4 octobre ↓

Ennui

L'ennui a de nouveau gagné les investisseurs sur un marché hésitant en début de séance avant de virer à la baisse. L'indice CAC 40 perdait plus de 1 % en fin de matinée et 1,3 % dans l'après-midi avant l'ouverture de la Bourse new-yorkaise.

L'élan des deux premiers jours, qui avait permis au marché de s'apprêter de plus de 6 % a tourné court jeudi, le recul de Wall Street la veille, et celui du Kabuto Cho dans la matinée après le regain de tension sur les cours du pétrole ont fait échouer l'ensemble des places européennes. Avec une caractéristique commune, un niveau de transactions réduit. « Le marché est délaissé et pourant des valeurs sont revenues à leurs cours d'achat malgré les réactions à la baisse de leurs résultats », constatait un gestionnaire, expliquant alors ce désintérêt par les incertitudes liées aux événements du Golfe. Les déclarations du président égyptien, M. Hosni Moubarak, jeudi matin, accusant l'Irak d'envoyer des hommes en Egypte pour y commettre des attentats à la bombe, contribuent à accroître les incertitudes.

Dans ces conditions, les déclarations rassurantes de M. François Hollande sur l'impôt de Bourse sont passées inaperçues. Le dénouement et l'apaisement de la situation financière et des affaires, les plus fortes baisses de la séance après l'annonce du tassement des résultats de la Société générale, la première des trois valeurs à publier ses comptes semestriels.

TOKYO, 3 octobre ↓

Repli

La reprise a fait long feu à la Bourse de Tokyo où, jeudi, le marché a retrouvé le chemin de la baisse dans un marché sans affaires. L'indice Nikkei a abandonné 571,20 yens pour finir la séance à 22 278,19 yens, soit un recul de 2,5 %, et le Topix 253,53 points à 1 643,52.

Le volume d'échange particulièrement faible (320 millions d'actions contre environ 800 millions la veille) témoigne du peu d'entrain des investisseurs. « Le marché avait été très naturel que les actions enregistrer un rebond violent (hausse de 12,2 % mardi) et ne s'agitait pas d'un retour de confiance », estime Johan Alway, de la maison de titres W.J. Carr Ltd.

VALEURS	Cours de 3 octobre	Cours de 4 octobre
Alia	540	520
Industrie	1 220	1 100
Canon	1 750	1 500
Fujitsu	1 750	1 700
Honda Motor	1 480	1 430
Sanofi	1 480	1 430
Mediatech	701	702
Sony Corp.	6 800	6 750
Toyoko Motor	2 000	1 940

FAITS ET RESULTATS

BSN crée BSN Sargelés au groupe agroalimentaire français BSN a annoncé la cession de la société « BSN Sargelés » (pâtisserie et gâteaux apéritifs surgelés) au groupe britannique Grand Metropolitan. Le montant de cette transaction n'a pas été rendu public. L'opération s'inscrit en tout cas dans la ligne de conduite définie par le PDG M. Antoine Riboud, selon laquelle BSN ne doit pas conserver les activités annexes héritées de ses récentes acquisitions. BSN Sargelés, qui réalise un chiffre d'affaires annuel d'environ 200 millions de francs et exploite deux usines à Castelsarrasin (Tarn) et Châteauneuf (Rhône), a été repris par BSN en juin 1989 en même temps que les activités biscuitières du groupe Nabisco en Europe.

Pechiney : des résultats semestriels meilleurs que prévu. — Le groupe Pechiney a réalisé au premier semestre 1990 un bénéfice net part du groupe, hors plus-values exceptionnelles, de 1 249 milliard de francs contre 1 177 milliard durant les six premiers mois de 1989. Cette légère progression — enregistrée dans un contexte très défavorable (baisse continue des prix de l'aluminium au London Metal Exchange sur les six premiers mois de l'année, dépréciation marquée du dollar pénalisant les activités européennes du groupe) — doit être attribuée à la vente de l'immeuble Balmat, le bénéfice net consolidé part du groupe de Pechiney s'élève à 1 397 milliards de francs au premier semestre 1990.

Pechiney International affiche de son côté un résultat net de 402 millions de francs, en baisse sensible par rapport aux 674 millions de francs dégagés sur le premier semestre 1989.

La Copra : renouveau de la banque Pallas. — La banque Pallas a rejoint la Société des Banques françaises d'une nouvelle succursale pour la Cofibank (ex-Cofiba, Compagnie financière France-Afrique), qui fait l'objet de deux autres offres publiques d'achat. La banque Pallas propose 1 601 francs par titre contre 2 500 francs auparavant. L'offre de la Samvac est de 2 550 francs par titre et celle de la Cofega de 2 400 francs. La Cofibank, ancien holding de la Banque internationale pour l'Afrique occidentale (BIAO), possède un immeuble de 6 500 m², avenue de Messine (8^e arrondissement), dont le bail expire en 1992.

La Copra (dont les principaux actionnaires sont le Crédit lyonnais, les caisses d'épargne et la Caisse postale) a révisé de dévaluer le nom de ce groupe bancaire, « la situation actuelle n'étant pas favorable pour une telle réévaluation ».

Acquis pour environ 450 millions de francs en 1988, l'ancien siège de la SBF, situé 46, rue Notre-Dame-des-Victoires, près du palais Brongniart, a été racheté par le groupe de construction du nouvel immeuble, confiés au groupe Bouygues, ont débuté en juillet dernier.

Le Monde-RM

ENTREPRISES

à 22h15 sur RTL

Jeudi 4 octobre
Bertrand Laroche de Marel,
PDG de SOFARIS

Vendredi 5 octobre
Nicolas de Marel,
PDG de INDEX

PARIS :

Second marché (pétrole)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Amoco Assoc.	405	405	Idemco	133	135
Amoco	105	105	IMLS	270	270
B.P.C.	181	188 20	W2	980	970
B.P.C.M.	835	840	U.P.B.M.	127	130
Bonin (Ly)	380	384	Loca Invest	313	316 80
Bonnet (Ly)	200	200	Loca Invest	98	98 40
Chiles de Lyon	2004	2000	Monsi Coma	132 50	130
CAL (de R. C.E.I.)	833	833	Monsi	184	184
Cabestan	420	407 40	Olvest Logist.	580	580
C.E.G.E.P.	193	190	Pratibour	90	90
C.F.P.I.	242 50	242 10	Publ. Filippini	485	485
C.N.A.M.	382	382	Rhône-Alpes (Ly)	315 60	308
Codanor	247	247	St-H. Magon	211	214 30
Coumang	284	285 30	Salact Invest (Ly)	95 90	90
Coumang	835	835	Sedico	448	448
Crest	324	324	S.M.T. Goupil	188	186
Dafra	210 50	210 50	Sopre	167	166
Daphin	403	396	Thomson H. (Ly)	243	250
Deltan	602	600	Unilog	155	159 80
Demachy Worms Co.	540	541	Union Fin. de Fr.	380	381
Desquenes et Gir.	237	236 40	Val et Co.	138	138
Devilley	850	825	Y. St-Laurent Group	820	810
Devilley	485	475			
Dolac	182	178			
Edison Belgium	245	236 10			
Europ. Population	377	369 30			
Finacor	130	133 50			
GFF (group. Ind. L.)	348	350			
Grand Live	423	425			
Granvillier	153	158			
Gauze	780	780			
I.C.C.	230	230			
IDA	308	308			

LA BOURSE SUR MINTEL
36-15 TAPEZ
LE MONDE

Marché des options négociables le 3 oct. 1990

Nombre de contrats : 20 750

VALEURS	PREX	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
		Déc. dernier	Mars dernier	Déc. dernier	Mars dernier
Bouygues	380	60	—	15	—
CCE	480	60	—	12,75	—
EN-Aquitaine	680	22	39,50	44	—
Environnement SA-PLC	50	2	4	9,85	9,50
Euro Disneyland SC	400	—	11	—	—
Havas	400	—	—	13,85	—
Laforce-Corpe	360	—	—	25	28
Michelin	60	5,50	—	6	—
Midi	1 100	—	—	230	—
Paribas	480	—	—	—	—
Perceval-Ricard	1 200	16,50	—	—	—
Peugeot SA	560	28	—	54	—
Rhône-Poulenc CI	260	—	—	50,90	—
Saint-Gobain	380	22	35	30	—
Source Pirelle	1 300	50	—	128	—
Société générale	400	20	—	20	—
Suez Financière	300	9	17	34	—
Thomson-CSF	100	10,50	—	5	—

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 3 oct. 1990

Nombre de contrats : 47 155

COURS	ÉCHÉANCES		
	Décembre 90	Mars 91	Juin 91
Dax	96,92	96,94	96,74
Préfixé	97,28	97,28	97,24
PRIX D'EXERCICE	Options sur notionnel		
	Options d'achat	Options de vente	
Déc. 90	1,87	2,34	0,94
Mars 91	—	—	1,56

INDICES

CHANGES

Dollar : 5,1365 F ↓

Le dollar a nettement baissé le 4 octobre après la déclaration du président de la Fed en faveur du compromis budgétaire américain. A Francfort, le billet vert a atteint son plus bas niveau historique à 1,5315 deutschemarks.

FRANCFORT 3 octobre 4 octobre

Dollar (en DM) : 1,5315

TOKYO 3 octobre 4 octobre

Dollar (en yen) : 136,45 135,90

MARCHÉ MONÉTAIRE

(effets privés)

Paris (4 octobre) : 9 11/16 - 13/16

New-York (3 octobre) : 9 1/2

BOURSES

PARIS (INSEE, base 100 : 28-12-89)

Valeurs françaises : 2 oct. 3 oct.

Valeurs étrangères : 74,50 74,30

(SBF, base 100 : 31-12-81)

Indice global CAC : 431,76 426,16

(SBF, base 1000 : 31-12-87)

Indice CAC 40 : 1 573,53 1 566,50

NEW-YORK (indice Dow Jones)

Industrielles : 2 oct. 3 oct.

Industrielles : 2 505,28 2 489,36

LONDRES (indice FTSE 100)

Industrielles : 2 oct. 3 oct.

Mines d'or : 1 594,70 1 613

Fonds d'Etat : 184,80 184,30

TOKYO

Nikkei Dow Jones : 3 oct. 4 oct.

Indice global : 22 278,19 22 278,19

Indice global : 1 643,52 1 643,52

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	à l'achat	à la vente	à l'achat	à la vente	à l'achat	à la vente	à l'achat	à la vente
\$ E.-U.	5,1635	5,1655	+ 76	+ 86	+ 165	+ 185	+ 366	+
\$ can.	4,8941	4,8939	- 125	- 93	- 203	- 51	- 568	+
Yen (100)	3,8903	3,8938	+ 58	+ 77	+ 121	+ 144	+ 323	+
DM	3,3503	3,3531	+ 40	+ 55	+ 85	+ 108	+ 235	+
Florin	2,9709	2,9738	+ 37	+ 47	+ 76	+ 94	+ 216	+
FB (100)	16,2658	16,2697	+ 17	+ 26	+ 36	+ 47	+ 107	+
FS	4,0167	4,0214	+ 62	+ 85	+ 128	+ 162	+ 371	+
L (1 000)	4,4667	4,4723	+ 23	+ 7	+ 27	+ 11	+ 189	+
£ (100)	16,2658	16,2697	+ 17	+ 26	+ 36	+ 47	+ 107	+

BOURSE DU 4 OCTOBRE

Règlement mensuel

COMPTANT (sélection)**SICAV** (sélection)

3/10

Marché libre de l'or

MONNAIES ET DEVICES	COURS préc.	COURS 4/11
Dr fin (50 en barre)	65200	65400
Dr fin (en lingot)	65800	65400
Naepion (20)	400	401
Pièce Fr (10 f.)	395	434
Pièce Suisse (20 f.)	454	482
Pièce Latine (20 f.)	380	384
Souverain	493	495
Pièce 20 dollars	2180	2210
Pièce 10 dollars	1240	1260
Pièce 5 dollars	875	875
Pièce 50 pesos	2450	2455
Pièce 10 florins	385	397

Espagne	1932 25	1940 65
Grèce	578 47	581 85*
Europe des Nations	942 11	914 87
Europe	1063 05	1037 12
Europe du Nord	683 04	6294 46
France	25 48	26 08
France	12308 18	12308 18
FRANCE-SAN	8533 57	8301 51*
France Garantie	260 54	280 12
France Investissements	438 69	428 97*
France Oblig.	451 75	447 28*
France	398 81	387 15
France Pierre	103 77	100 75
France-Region	1167 03	1128 18

c : coupon détaché - o : offert - * : droit

	1792 28	1790 46
Opport.	45845 37	45822 41
Opport.	24822 29	24897 37

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :
45-55-91-82, poste 4330

RTT - M : marché continu

Renseignements :

Renseignements :
45-55-91-82, poste 433

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - e : prix précédent - ■ : marché continu

L'ex-ministre présidera
une société de services internationale

M^{me} Cresson entre chez Schneider

Une affaire rondement menée : deux jours après le remaniement ministériel qui écartait M^{me} Edith Cresson du gouvernement Rocard, cette dernière se retrouve PDG d'une filiale nouvellement créée du groupe Schneider.

L'ex-ministre des affaires européennes, mais surtout ex-ministre du commerce extérieur et de l'industrie du gouvernement Fabius, présidera Schneider Industries service international, société de services destinée à promouvoir le développement mondial du groupe, de ses partenaires et d'autres industriels français.

Le groupe Schneider, avec 85 000 personnes et 53 milliards de francs de chiffre d'affaires, comprend quatre filiales industrielles : Merlin-Gerin, Tétémecanique, Jeumont-Schneider industrie et Spie-Batignolles.

L'ESSENTIEL

SECTION A

Débats

URSS : « Réponse à Soljenitsyne », par Vladimir Boxer ; Bibliographie : « Les Espagnols, de la Movida à l'Europe », de Thierry Malinval... 2

Les troubles au Rwanda

La Belgique envoie une aide militaire... 5

Unification allemande

Manifestations et discours... 7

Les nouveaux ministres

Géné des centristes, amertume des socialistes... 10

Elections cantonales

Un report à 1992, sans redécoupage préalable... 11

SECTION B

Budget de la défense

L'armée de l'air réduit ses commandes d'avions en 1991... 13

Liaison entre l'A-1 et l'A-6

De Roissy à Orléans sans feu rouge... 13

« Le Mari de la coiffeuse »

Un fantôme de Jean Rochefort, filmé par Patrice Leconte. Une comédie réussie... 15

Télévisions privées

La désengagement de M. Maxwell fait l'effet d'un séisme... 20

SECTION C

LIVRES • IDÉES

● L'édition japonaise : à l'occasion de la Foire du livre de Francfort, dont le Japon est l'invité d'honneur, nous présentons un dossier sur l'édition japonaise. ● Le feuilleton de Michel Braudou : la Confession dans les collines... 21 à 32

SECTION D

L'alliance CGE-Fiat

Le groupe français s'associe au groupe italien dans le domaine des télécommunications... 33

L'emballement des dépenses de santé

M. Mitterrand veut engager la lutte contre les gaspillages... 33

LE MONDE AFFAIRES

● Une enquête SVP-Le Monde sur les PME françaises ● Les relations entre les entreprises et leurs banques... 37 à 39

Services

Abonnements... 16
Annonces classées... 36
Carnet... 17
Loto, Loterie... 17
Marchés financiers... 40-41
Météorologie... 17
Mots croisés... 17
Radio-Télévision... 19
Spectacles... 18

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 4 octobre 1990 a été tiré à 534 457 exemplaires.

Un million de francs détournés

Ouverture du procès d'un ancien gestionnaire du trésor de guerre des agents de change

Le procès d'un ancien employé de l'ex-Chambre syndicale des agents de change, M. Jean-François Roisé, a débuté, mercredi 3 octobre, devant la 11^e chambre correctionnelle du tribunal de Paris. Responsable de la gestion du portefeuille obligataire de cet organisme au deuxième semestre de 1987, il lui est reproché d'avoir détourné à son profit plus de 1 million de francs. Toutefois, la partie civile a en dernière minute opté pour la modération.

L'histoire remonte à trois ans. En 1987, l'ex-Chambre syndicale des agents de change confiait la gestion de son portefeuille obligataire à M. Jean-François Roisé, arrivé en juin pour occuper cette fonction. Estimé à 2 milliards de francs, ce fonds, dont le montant demeurait officiellement secret, constituait le trésor de guerre des agents de change, servant lorsqu'un des leurs était en difficulté. Le nouveau gestionnaire décidait alors de protéger la valeur de ces obligations en vendant des contrats sur un marché conçu pour cela, le MATIF (Marché à terme international de France).

Jusqu'à la mi-octobre, cette opération de couverture classique se déroula comme convenu, permettant même de dégager un profit de 45 millions de francs fin septembre. Le fameux lundi 19 octobre, jour du krach boursier, provoqua un renversement de tendance totale et, en quelques jours, les gains fondèrent comme neige au soleil. Estimant comme d'autres gestionnaires à l'époque que le mouvement n'était que passager, il

tenta de se « refaire » en vendant de nouveaux contrats. Le montant de sa position passa de 2 350 contrats (1,1 milliard de francs) le 23 octobre, à 14 369 au 21 décembre, ce qui représentait un montant total de près de 7,2 milliards de francs. Malgré l'ampleur des sommes, aucune véritable surveillance n'était effectuée par ses supérieurs hiérarchiques qui découvrirent le sinistre en fin d'année. Les pertes s'élevaient alors à 242 millions de francs.

M. Roisé licencié, les dirigeants de l'ex-Chambre syndicale tentaient à leur tour de redresser la barre sur le MATIF. Ce qui ne les conduisit qu'à amplifier les pertes de près de 400 millions. En juin 1988, elles atteignaient les 613,7 millions de francs et provoquèrent la démission du président et du directeur général de la Bourse.

« Interlocuteurs privilégiés »

L'ex-Chambre syndicale des agents de change, devenue entre-temps Société des Bourses françaises (SBF), porta plainte contre M. Roisé en octobre 1988, après ce que dernier l'eut assignée en justice pour diffamation, lui reprochant de toutes les pertes. La plainte des autorités boursières reposait quant à elle sur l'abus de confiance. « M. Roisé a réalisé pour son compte une série d'opérations bénéficiaires sur le MATIF au moment où les opérations qu'il effectuait pour le compte de l'ancienne Chambre syndicale des agents de change entraînaient des pertes importantes », indiquait un communiqué de l'époque. L'opération était simple. Le gestionnaire

disposait de deux comptes à la charge Dupont-Denat du syndicat de l'époque, M. Xavier Dupont.

Après avoir effectué ses opérations quotidiennes, il dirigeait les gains vers son propre compte et les pertes vers celui de l'ex-Chambre syndicale. Il gagnait ainsi plus de 1 million de francs. Inculpé pour abus de confiance et escroquerie, il se trouvait, mercredi 3 octobre, au tribunal M.M. Jean Paul Guillo et Karim Sabra. Ces deux HEC travaillant à la société de Bourse Dupont-Denat étaient à l'époque « ses interlocuteurs privilégiés ». Ils sont inculpés de complicité pour délit d'escroquerie. Alors que les ordres passés par M. Roisé étaient répartis au départ plus ou moins équitablement entre deux charges, Bacot-Alain et Dupont-Denat, la tendance se modifiait au fil des mois au profit de la dernière pour atteindre les 92 % en novembre.

En fin d'année, les contrats traités pour l'ex-Chambre syndicale représentaient à eux-seuls la moitié du volume négocié sur le MATIF chez Dupont-Denat. La première journée d'audience, mercredi, sous la présidence de M. Jacqueline Chevallier a été consacrée à mieux cerner les faits.

La cour avait auparavant joint au fond la demande de nullité de procédure déposée par M. Antoine Comte, l'avocat de M. Roisé. Le procès devrait se poursuivre jusqu'à vendredi, et le jugement sera mis en délibéré. A la surprise générale, en dernière minute, la Société des Bourses françaises a opté finalement pour la modération. Constituée partie civile, elle ne demande que le franc symbolique de dommages et intérêts.

DOMINIQUE GALLOIS

Plusieurs morts et disparus

Un immeuble de Massy (Essonne) est détruit par une explosion

Une explosion vraisemblablement due au gaz a détruit une dizaine d'appartements dans un immeuble, 5, square d'Auvergne, à proximité de la nationale 20 à Massy (Essonne) vers 6 heures du matin, jeudi 4 octobre. Le bilan établi en fin de matinée — et alors que les autorités avaient décidé la mise en application du plan rouge déclenché seulement pour les accidents susceptibles de faire un nombre important de victimes — faisait état d'un moins quatre morts et de nombreux disparus.

Ce dernier chiffre était communiqué sous toutes réserves, dans l'impossibilité où étaient les sauveteurs de déterminer si ces personnes disparues étaient ou non présentes à leur domicile au moment de la déflagration. La gardienne de l'immeuble, très choquée — sa fille se trouve elle aussi sous les gravats — était elle-même dans l'impossibilité de donner des renseignements sur l'état d'occupation des appartements.

L'explosion s'est produite à 6 heures du matin, heure où vraisemblablement la plupart des familles étaient présentes dans leur logement. « L'explosion a été tellement violente qu'on a cru qu'un avion s'était écrasé sur l'immeuble », raconte un voisin. Situé square d'Auvergne, à la lisière du grand ensemble de Massy, en bordure de la nationale 20, cet immeuble d'habitations modestes donnait, jeudi matin, l'impression de s'être effondré en son milieu.

Les quatre étages que compte ce bâtiment ont été pulvérisés, s'écroulant jusqu'au rez-de-chaussée et laissant voir le sol à travers un trou béant large de 6 mètres environ. Des blocs de ciment de quelques centaines de kilos se sont ainsi détachés, comme lors d'un tremblement de terre, et des murs de façade éventrés, pendents des draps, des vêtements et des matelas.

En fin de matinée, les sauveteurs s'efforçaient de dégager les personnes prisonnières des décombres. Les premiers soins aux blessés étaient donnés sur place dans de grandes tentes jaunes dressées sur la pelouse de l'immeuble par les sapeurs-pompiers de l'Essonne. Ces blessés étaient rapidement transportés vers les hôpitaux voisins, tandis qu'une fillette grièvement brûlée devait être dirigée vers l'hôpital Trousseau.

Selon un policier, l'explosion aurait bien été provoquée par le gaz et se serait produite au premier étage, soufflant les trois étages

supérieurs. Dans le passé, deux catastrophes de même type ont eu lieu en région parisienne. Le 21 décembre 1971, une explosion due au gaz avait provoqué l'effondrement d'une tour de treize étages, à Argenteuil (Val-d'Oise). Vingt et une personnes avaient été tuées. Un incendie s'était déclaré dans le local du vide-ordures, entraînant l'explosion d'une conduite de gaz. En 1975, la justice avait condamné à dix-huit mois d'emprisonnement avec sursis le PDG de la société propriétaire de l'immeuble et à treize mois avec

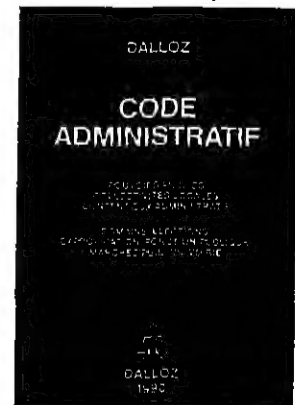
sursis l'inspecteur des travaux de cette société.

Le 17 février 1978, treize personnes avaient trouvé la mort rue Raynoud et avenue de Lamballe, dans le seizième arrondissement de Paris, où trois immeubles avaient été ravagés par une série d'explosions dues au gaz. L'enquête avait établi que la rupture d'une sonde sur une canalisation, à la suite d'un glissement de terrain, était à l'origine de la catastrophe. Elle s'était conclue par un non-lieu en 1983.



La meilleure façon

de ne rien oublier
était
de penser à tout



Les codes Dalloz ont tout ce qu'on est en droit d'attendre d'un code Dalloz : une actualisation constante, une organisation méticuleuse, une présentation encore plus rationnelle. La solution de facilité en quelque sorte.

Dalloz — Les indispensables

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

Oh oui, chef!

C'est bien joli, le harcèlement sexuel, ou plutôt c'est bien vilain. Mais, faut reconnaître, il y en a qui le provoquent à plaisir. C'est un secret de Polichinelle, la rivalité entre celles qui jouent des cils et celles qui jouent des coudes au bureau. On en parlait justement hier à la cafétéria... Comment ça, c'est quoi? Ben, voyons, la cafétéria, une apocope, pareil que télé, auto, appart, ciné, petit déj et le reste. Donc, on était là à s'roter, entre copines, un Coca-Cola en regardant passer dans la cour intérieure de la maison, coupées à mi-hauteur par une descente d'escalier, les jambes des collègues. Et qu'est-ce qu'on voit surgir dans un défilé de pantalons, de jeans et de vieilles jupes avachies? Une paire de bas juchés sur des talons aiguilles. Stupéur de notre part.

— Non mais, où elle se croit, cette nana? Dans une pub pour un vernis à ongles, dans une émission de Colosso, dans...

— Pas du tout. Dans un quotidien du soir très sérieux et très vieux jeu. Simplement, c'est la troisième génération de ce que les Anglo-Saxons appellent une *career girl*. T'es une féministe première cuvée, mollet poilu et

manette ballante : Poussez-vous de là, les mecs, que je m'y mette! Puis la super-woman, tailler strict et serviette Samsonite : Je vous en prie, messieurs, personne ne vous a demandé de vous lever quand je rentre dans une salle de réunion. Et là, on est à la poupée Barbie, faux cils et mini-jupe ras-le-bord : Comment vous le trouvez, mon rapport, chef? Vraiment? Les i-vous, alors! — Exact. Les hommes adorent. Les femmes détestent. Mais comme ils sont partout et elles nulle part, c'est le bon calcul. La preuve : question, avancement, horaires, primes et salaires, ça paye. — Peut-être, mais pas longtemps. Passé un certain âge, la bombe sexuelle, ça tourne au pétard mouillé. — A ce moment-là, pas compliqué, tu appuies sur la touche effacement et tu remplaces le femme-objet par la femme-enfant, la vieille petite fille qui tire son bonnet par la manche : Dis, papa, je voudrais aller en colonie de vacances. Quinze jours à Noël, trois semaines à Pâques et deux mois car été. Si c'est oui, c'est parti. Et si c'est non, c'est reparti comme en 80. Simplement, au changes de chef d'accusation : c'est plus du sextisme, c'est de l'agisme.

EN BREF

PAPOUASIE-NOUVELLE-GUINÉE

treize morts lors d'affrontements séparatistes. — Treize personnes, dont un militaire, ont trouvé la mort lundi 1^{er} octobre lors d'un affrontement entre forces de l'ordre et séparatistes de l'Armée révolutionnaire de Bougainville (BRA) sur l'île de Buka, au large de Bougainville, 240 km après Port-Moresby. Depuis le 24 septembre, les incidents sur l'île de Buka ont fait une vingtaine de morts et plusieurs blessés. — (AFP)

● Représentation du personnel dans les entreprises moyennes : M. Solson propose une négociation avant la réforme. — Venu inaugurer le quatrième Forum des comités d'entreprise, organisé par la CFTD au parc floral de Vincennes, M. Jean-Pierre Solson, ministre du travail, a confirmé son intention d'améliorer la représentation du personnel dans les petites et moyennes entreprises. Cette réforme, programmée pour le printemps prochain, fera l'objet d'une « négociation » et interviendra « après une large concertation avec les partenaires sociaux », a précisé le ministre, la loi devant « poser le principe » de nouvelles structures.

● L'insuffisante implantation des institutions représentatives du personnel dans le tissu des petites et moyennes entreprises porte préjudice « à la qualité et à l'équilibre des relations sociales », a souligné M. Solson.

● Hausse de 15 % du prix du tabac en septembre 1991. — La hausse de 15 % du prix du tabac programmée pour 1991 par le gouvernement interviendra le 30 septembre prochain, a indiqué, jeudi 4 octobre, le ministre de l'économie. « La date d'entrée en vigueur de cette augmentation a été fixée en concertation avec les ministères concernés », souligne-t-on Rue de Berry. Cette mesure, prévue dans le cadre du plan de lutte contre le tabagisme, devrait avoir un impact de 0,25 point sur la hausse des prix.

Livres anciens
sur les
**PROVINCES
DE FRANCE**
2 catalogues par an
Librairie GUENEGAUD
10, rue de l'Odéon
75006 Paris
Tél. : 43-26-07-91

Avec le nouveau catalogue
des musées de France,
découvrez l'Art au quotidien.

Une
sélection de
cent
reproductions
d'objets et
d'œuvres d'art
à offrir
ou à offrir...
pour le plaisir.

Demandez-le
dès aujourd'hui, il est gratuit!

DEMANDE DE CATALOGUE

Musées de France - place des Victoires - BP 47.00 - 75261 Paris Cedex 06.
Je désire recevoir gratuitement et sans aucun engagement de ma part, le nouveau catalogue des musées de France.

Nom _____ Prénom _____

Adresse complète _____

Code postal _____ Ville _____